

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

VOL. XVIII.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 27 MARS JUSQU'AU 10 JUIN 1884.

CES DEUX JOURS INCLUS.

DANS LA QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION DE 1884.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :
IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

—
1884.

VOL. XVIII.



PROCLAMATIONS.

CANADA. }
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de Québec, MARDI, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE,
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, membre de

Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre Province de *Québec*, ce SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et de Notre Règne la quarante-sixième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*.

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets; Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, MARDI, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DEUXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et de Notre Règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatif de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, LUNDI, le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TEMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et de Notre Règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite

Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, LUNDI, le TRENTE-UNIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de *Québec*, membre de notre conseil privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et de Notre Règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

THÉODORE ROBITAILLE.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TRENTE-UNIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil huit cent quatre-vingt-trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était

enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, LUNDI, le QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et de Notre Règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre dite Cité de *Québec*, le QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER mil huit cent quatre-vingt-quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE,

Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TRENTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre Règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUATRIÈME jour du mois de MARS courant,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au QUATRIÈME jour du mois de MARS courant, NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS courant, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître dans Notre dite Cité de *Québec*, le dit QUATRIÈME jour de MARS courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et Soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS courant, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en notre Législature de la Province de *Québec*, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TROISIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre Règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION DE 1884.

Jeudi, 27 mars 1884.

Un Message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme
Huissier de la Verge Noire :—

Messieurs,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de
cette Honorable Chambre dans la Salle des Séances du Conseil Législatif ;

En conséquence, les Membres se sont rendus auprès de Son Honneur, dans
la Salle des séances du Conseil Législatif, où étant,

L'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs, et

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé que l'Honorable
Mr *Taillon*, ci-devant Orateur de l'Assemblée Législative, avait accepté la charge
de Procureur-Général, ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait
convoquer la présente Législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée Légis-
lative ait été choisi suivant la loi ; mais, demain, à trois heures de l'après-midi,
Son Honneur expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente
Législature.

Et les Députés étant de retour,

Le Greffier, de la table, informe la chambre que, pendant la vacance, M. l'Orateur a reçu des Honorables Juges choisis pour l'instruction des pétitions d'élections, conformément à l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875, des copies de jugements et rapports relatifs aux élections suivantes :

Pour le district électoral de *Jacques-Cartier* ; pour le district électoral de *Laval* ; pour le district électoral de *Trois-Rivières* ; et pour le district électoral des *Deux-Montagnes*.

Lesquelles sont lues comme suit :

MONTRÉAL, 7 MAI, 1883,

A l'honorable L. O. TAILLON,

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

Monsieur,

En conformité de la 92e section de "l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875" la cour de révision vous fait le rapport suivant :

Dans la pétition d'élection de *Antoine Bélanger* contre *Joseph-Alfred Mousseau*, sur l'allégation que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans le collège électoral de *Jacques-Cartier*, à l'élection, qui s'y est faite d'un député à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, dans le mois d'août 1882, la cour déclare qu'il n'y a devant elle aucune preuve de telles manœuvres frauduleuses, attendu que les parties n'ont pas produit devant la cour les témoignages pris en présence du juge qui a présidé à l'instruction de la cause jusqu'au moment où elle a été suspendue.

(Signé)

F. W. TORRANCE, J.
M. DOHERTY, J.
L. A. JETTÉ, J.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,
Député, P. C. S.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Province de *Québec*, }
District de *Montréal*. }

COUR SUPÉRIEURE DU BAS-CANADA.
(En révision)

No. 1.

In re :

Election d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, pour le collège électoral de *Jacques-Cartier*, faite les dix-neuvième et vingt-sixième jours d'août mil huit cent quatre-vingt-deux.

Antoine Bélanger, journalier, de la ville de *Lachine*, dans le district de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

vs

L'Honorable *Joseph Alfred Mousseau*, de la cité et du district de *Montréal*, avocat,
Premier, Procureur Général du Conseil Exécutif de la province de *Québec*
et Membre de la dite Assemblée Législative,

Défendeur.

Le septième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-trois.

Présents :

L'honorable juge *Torrance*,
" " *Doherty*,
" " *Jetté*.

La cour, après avoir entendu les parties, par leurs procureurs respectifs, sur le mérite de la pétition d'élection, présentée le vingt-huitième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-deux, et avoir examiné la procédure et délibéré ;

Vu la déclaration du dit défendeur, cour tenante, par son procureur, le cinquième jour de mai courant, par laquelle il consent à ce que son élection en qualité de député à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le collège électoral de *Jacques-Cartier*, soit annulée ;

Vu la production par le dit pétitionnaire, le dit cinquième jour de mai courant, d'une discontinuation de sa demande contre le dit défendeur, aux fins de faire déclarer ce dernier inhabile à siéger à la dite Assemblée Législative ;

Maintient la pétition du dit pétitionnaire *pro tanto*, savoir :

Déclare l'élection du dit défendeur comme membre de la dite Assemblée législative, en août mil huit cent quatre-vingt-deux, nulle et de nul effet, avec dépens contre le dit défendeur, et renvoie le dit pétitionnaire de ses autres conclusions, sans frais.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD.

Dép. P. C. S.

Province de *Québec*, }
District de *Montréal*. }

MONTRÉAL, 25 Mai 1883.

A l'Honorable L. O. TAILLON,

Orateur de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*.

La Cour de Révision siégeant à *Montréal*, dans et pour le district de *Montréal*, se conformant aux dispositions de la section quatre-vingt-douze de l'acte 38 Vict., ch. 8, savoir : l'acte des élections contestées de *Québec*, de 1875, fait rapport que le pétitionnaire, *Ludger Desjardins*, n'a fait aucune preuve, devant le juge président au procès, que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par le Défendeur, *Pierre Evariste Leblanc*, Ecuier, personnellement ni par aucune autre personne à sa connaissance ou de son consentement, à l'élection qui eut lieu pour le district électoral de *Laval*, les vingt-troisième et trentième jours d'octobre dernier (1882).

A. RAINVILLE, J. C. S.
L. O. LORANGER, J. C. S.
M. MATHIEU, J. C. S.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

CANADA,
Province de Québec,
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA.

(En Révision)

In re :

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le district électoral de *Laval*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les vingt-troisième et trentième jours d'octobre dernier (1882) étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt-cinquième jour de mai 1883.

Présents :

L'Honorable juge *Rainville*,
" " *Mathieu*,
" " *Loranger*.

Ludger Desjardins, cultivateur, de la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*, dans le district électoral de *Laval*, district judiciaire de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

vs

Pierre Evariste Leblanc, avocat, des cité et district de *Montréal*,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection présentée le seizième jour de décembre dernier, 1882, examiné la procédure et délibéré ;

Considérant que le pétitionnaire n'a fait aucune preuve des manœuvres frauduleuses qu'il invoque au soutien de la partie de sa demande pour faire disqualifier le dit défendeur ;

Considérant que le dit défendeur a admis que des manœuvres frauduleuses avaient été pratiquées hors de sa connaissance, par des personnes agissant dans son intérêt et reconnues comme ses agents pendant la dite élection ;

La Cour renvoie cette partie des conclusions de la pétition d'élection pour laquelle le pétitionnaire demande la disqualification du dit défendeur, casse et annule la dite élection avec dépens contre le dit défendeur.

(Vraie copie)

L. N. COLLARD,
Député P. C. S.

CANADA,
Province de Québec,
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Le neuvième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-trois.

Joseph Desmarais, cultivateur et commerçant, de la cité des Trois-Rivières,

Pétitionnaire ;

us

Sévère Dumoulin, du même lieu, avocat,

Défendeur.

A l'Honorable L. O. TAILLON,
Orateur de l'Assemblée Législative de Québec.

Monsieur l'Orateur,

Les soussignés, Juges de la Cour Supérieure, siégeant en révision qui ont entendu les parties dans la cause susdite et la dite cour, font rapport :

1. Qu'aucune manœuvre frauduleuse ne paraît avoir été pratiquée à la dite élection par les candidats à icelle ni à leur connaissance ni de leur consentement.

2. Deux cas de manœuvres frauduleuses par les agents du défendeur ont été prouvés, mais ils ne paraissent pas avoir eu avis de l'accusation ni avoir eu l'occasion d'être entendus et leurs noms ne sont pas donnés pour cette raison.

N. CASALT, J. C. S.
T. MCCORD, J. C. S.
L. B. CARON, J. C. S.

CANADA,
Province de Québec,
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

No 2.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de Trois-Rivières.

Le neuvième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-trois.

Présents :

L'honorable juge *Napoléon Casault*,
" " *Thomas McCord*,
" " *L. B. Caron*.

Joseph Desmarais, cultivateur et commerçant, de la cité des *Trois-Rivières*,

Pétitionnaire ;

vs

Sévère Dumoulin, écuyer, avocat, de la cité des *Trois-Rivières*,

Défendeur.

La cour, ayant examiné la procédure et la preuve de record et entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de la pétition d'élection en la présente cause, et sur la motion du défendeur pour faire rejeter la pétition d'élection, à raison du retrait du dépôt fait en cette cause, rejette la dite motion avec dépens, et au mérite, décide et déclare que *Sévère Dumoulin*, le député dont l'élection est contestée, n'a pas été dûment élu membre pour représenter la division électorale des *Trois-Rivières*, dans l'Assemblée Législative de *Québec* et que l'élection qui a eu lieu dans la dite division le vingt-cinq novembre et le deux décembre mil huit cent quatre-vingt-un est nulle : le tout avec dépens contre le dit défendeur, *Sévère Dumoulin*.

(Vraie copie)

ED. L. BURROUGHS,
Dépt. P. C. S.

CANADA,
Province de *Québec*. }
District de *Terrebonne*. }

COUR SUPÉRIEURE.

(En révision.)

No 7.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

In re :

L'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral des *Deux-Montagnes*, dans le district judiciaire de *Terrebonne*, tenue au mois d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-deux.

Charles L. Champagne, senior, de *Saint-Eustache*, dans les dits districts, cultivateur.

Pétitionnaire ;

vs

Benjamin Beauchamp, écuyer, de la paroisse de *Saint-Hermas*, dans les dits districts, député de la dite Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral des *Deux-Montagnes*,

Défendeur.

Le septième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-trois.

Présents :

L'honorable juge *Torrance*,
" " *Doherty*,
" " *Bélanger*.

La cour, ayant entendu les parties par leurs avocats, sur les mérites de la pétition d'élection, examiné les procédures et délibéré :

Vu que le dit défendeur a consenti à l'annulation de son élection comme Député à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral des *Deux-Montagnes* ;

Vu aussi l'abandon fait par le dit pétitionnaire, de sa pétition contre le dit défendeur, demandant qu'il soit rendu inhabile à être élu et à siéger dans la dite Assemblée Législative ;

Maintient la dite pétition d'élection *pro tanto*, à savoir :

Déclare que l'élection du dit défendeur, comme député à l'Assemblée Législative au mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-deux est nulle et de nul effet, avec dépens contre le dit défendeur, et renvoie les autres conclusions de la dite pétition d'élection.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,
Député P. C.

Il est ordonné que ces Jugements et Rapports soient entrés dans les Journaux de cette Chambre.

Le Greffier informe aussi la Chambre que, durant la vacance, conformément à la 38^{me} *Victoria*, chap. 8, M. l'Orateur a émis ses Mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie pour qu'il émette de nouveaux Writs pour l'élection des Membres devant servir dans le présent Parlement, savoir :

Pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, l'élection de l'Honorable *Joseph-Alfred Mousseau*, Député de ce Comté, ayant été déclarée nulle par jugement de la Cour Supérieure siégeant en Révision à *Montréal* ;

Pour le district électoral de *Laval*, l'élection de *Pierre E. LeBlanc*, Député de ce Comté, ayant été déclarée nulle par jugement de la Cour Supérieure, siégeant en Révision à *Montréal* ;

Pour le district électoral des *Trois-Rivières*, l'élection de *Sévère Dumoulin*, représentant de ce district électoral, ayant été annulée par jugement de la Cour Supérieure siégeant en Révision à *Québec* ;

Pour le district électoral des *Deux-Montagnes*, l'élection du Député de ce Comté, *Benjamin Beauchamp*, ayant été déclarée nulle par jugement de la Cour Supérieure ;

Et que par les Rapports suivants du Greffier de la Couronne en Chancellerie, il appert qu'*Amédée Gaboury*, Ecuier, a été élu pour le District Electoral de *Laval* ; et l'Honorable *Joseph Alfred Mousseau* a été élu pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*.

CANADA, }
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour représenter le district électoral de *Laval*, en remplacement de *P. E. Leblanc*, écuyer, dont l'élection a été déclarée nulle par la Cour Supérieure siégeant en révision à *Montréal*, sous l'autorité de l'"Acte des élections contestées de Québec, de 1875," *Amédée Gaboury*, écuyer, a été, par l'officier-rapporteur préposé à la dite élection, déclaré élu Député à la dite Assemblée Législative, pour représenter le dit district électoral de *Laval*, ainsi qu'il appert par le rapport du dit officier-rapporteur, déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce septième jour de septembre, mil huit cent quatre-vingt-trois.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, écuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

CANADA, }
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour représenter le district électoral de *Jacques-Cartier*, en remplacement de l'Honorable *J. A. Mousseau*, dont l'élection a été déclarée nulle par un jugement de la Cour Supérieure siégeant en révision à *Montréal*, sous l'autorité de l'"Acte des élections contestées de Québec, de 1875," le dit Honorable *J. A. Mousseau*, a été, par l'officier-rapporteur préposé à la dite élection, déclaré de nouveau élu, pour représenter le dit district électoral de *Jacques-Cartier*, dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, ainsi qu'il appert par le rapport du dit officier-rapporteur, déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce dixième jour de janvier, mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, écuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec

Le Greffier informe aussi la Chambre, que durant la vacance, M. l'Orateur a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des Districts Electoraux de *Chateauguay* et *Lévis*, et qu'il a adressé ses divers Mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux Brefs d'élection pour ces districts.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

A l'Honorable L. O. TAILLON,
Orateur de l'Assemblée Législative de Québec.

Monsieur,

Nous vous informons qu'il y a vacance dans l'Assemblée Législative de Québec par le décès de feu *Edouard Laberge*, médecin, en son vivant Député du comté de *Chateauguay*, décédé le vingt-deux courant..

Et nous vous donnons cette information afin que vous adressiez immédiatement votre mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie et qu'il émette un bref pour l'élection d'un membre pour remplir cette vacance.

Donné à *Montréal*, sous nos seings et sceaux, ce vingt-neuf août mil huit cent quatre-vingt-trois, par nous *George Washington Stephens*, membre du collège électoral de *Montréal-Centre* et *Honoré Mercier*, membre pour le collège électoral de *Saint-Hyacinthe*.

[L. S.] GEO. W. STEPHENS, M. P. P.
Montréal-Centre.

[L. S.] HONORÉ MERCIER, M. P. P.
St-Hyacinthe.

Signé et scellé en présence de }
Paul S. Martineau. }

QUÉBEC, 27 Octobre, 1883.

A l'Honorable L. O. TAILLON,
Orateur de l'Assemblée Législative de Québec.

Monsieur,

Nous soussignés, tous deux députés à l'Assemblée Législative de Québec, avons l'honneur de vous informer et de vous notifier qu'une vacance est survenue dans la représentation du district électoral de *Lévis*, par suite de l'acceptation de la charge de shérif-conjoint du district de *Québec*, par l'Honorable *Etienne Théodore Paquet*.

Donné sous nos seings et sceaux, à *Québec*, ce vingt-septième jour d'octobre mil huit cent quatre vingt trois.

J. WURTELE, M. P. P.

J. BLANCHET, M. P. P.

Le greffier informe de plus la Chambre qu'il a aussi reçu du greffier de la Couronne en chancellerie les notifications suivantes :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, 3 Mars 1884.

L. DELORME, Ecuyer,
Greffier A. L.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le trente janvier dernier, les Honorables MM. W. W. Lynch et J. Blanchet, députés à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, m'ont adressé leurs mandats, en vertu du dispositif de la 32^{me} Victoria, chapitre trois, pour m'informer que l'Orateur de l'Assemblée Législative, l'Honorable L. O. Taillon, a accepté la charge de Procureur-Général, et l'Honorable J. G. Robertson, la charge de Trésorier de la Province de Québec, et pour m'enjoindre d'émettre des brefs pour l'élection de deux députés pour remplir les vacances ainsi survenues dans la représentation à la dite Assemblée Législative pour les districts électoraux de *Montréal-Est* et de *Sherbrooke*.

Le douze de Février dernier les dits deux mêmes Honorables Députés m'ont adressé un nouveau mandat pour m'informer que l'Honorable E. J. Flynn a accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir, la charge de Commissaire des Chemins de Fer de la Province de Québec, et pour m'enjoindre en même temps d'émettre un bref pour l'élection d'un député pour remplir la vacance survenue dans la représentation à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Gaspé*.

Le trois Mars courant, les dits deux mêmes Honorables Députés m'ont encore adressé un mandat pour m'informer que l'Honorable J. A. Mousseau a accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la charge de Juge de la Cour Supérieure de la Province de Québec, et pour m'enjoindre d'émettre un bref pour l'élection d'un député pour remplir la vacance ainsi survenue dans la représentation à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le district électoral de *Jacques-Cartier*.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Greffier,
Votre obéissant serviteur,

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Le greffier informe aussi la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

CANADA, }
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le trentième jour d'octobre dernier pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative pour représenter le district

électoral de *Lévis*, en remplacement de l'Honorable *E. T. Paquet*, nommé shérif conjoint pour le district judiciaire de *Québec*, *François-Xavier Lemieux*, écuyer, a été, par l'officier-rapporteur préposé à la dite élection, déclaré élu Député à la dite Assemblée Législative de la Province de *Québec*, pour représenter le dit district électoral de *Lévis*, ainsi qu'il appert par le rapport du dit officier-rapporteur, déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce dixième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, émis le trente janvier dernier par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la dite Province, en remplacement de l'Honorable *J. G. Robertson*, qui, depuis son élection pour représenter le district électoral de *Sherbrooke*, a accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la charge de Trésorier de la dite Province de *Québec* ; le dit Honorable *J. G. Robertson* a été déclaré de nouveau élu Député à la dite Assemblée Législative pour représenter le dit district électoral de *Sherbrooke*, ainsi qu'il appert par le rapport qui m'a été fait par l'officier-rapporteur de cette élection ; lequel rapport est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, le trois mars mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

CANADA,
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref, émis le trente de janvier dernier, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la dite Province en remplacement de l'Honorable L. O. Taillon qui, depuis son élection pour représenter le district électoral de *Montréal-Est*, a accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la charge de Procureur-Général de la dite Province de Québec, le dit Honorable L. O. Taillon a été déclaré de nouveau élu Député à la dite Assemblée Législative pour représenter le dit district électoral de *Montréal-Est*, ainsi qu'il appert par le rapport à moi fait de la dite élection par l'officier-rapporteur, lequel rapport est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, le trois mars dans l'année mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, écuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Le greffier informe de plus la Chambre que plusieurs des Députés ainsi élus, ayant prêté devant le Commissaire *ad hoc* le serment prescrit par la loi, et signé le rôle qui le comporte, ont pris leurs sièges en Chambre, savoir :

L'Honorable J. G. Robertson, membre pour le district électoral de *Sherbrooke* ; l'Honorable L. O. Taillon, membre pour le district électoral de *Montréal-Est* et *Amédée Gaboury*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*.

L'Honorable Procureur-Général Taillon, membre pour le district électoral de *Montréal-Est*, s'adressant au greffier, (lequel se trouvant debout, se tourne de son côté et ensuite s'assied,) propose à la Chambre pour son Orateur, l'Honorable *Jonathan Saxton Campbell Wurtele*, dans laquelle motion il est secondé par l'Honorable Trésorier Robertson, membre pour le district électoral de *Sherbrooke*.

Et objection étant faite par l'Honorable M. Mercier, que cette motion n'est pas dans l'ordre, vu que les honorables membres qui la proposent n'ont pas été préalablement présentés à la Chambre.

M. Delorme décide que les Honorables Messieurs L. O. Taillon et J. G. Robertson ont droit de prendre leurs sièges dans cette Assemblée Législative parce qu'ils ont déjà été reconnus par cette Chambre comme étant du nombre des Députés siégeant pendant ce cinquième parlement.

Et la question étant posée "Que l'Honorable *Jonathan Saxton Campbell Wurtele* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur," elle est, en conséquence, mise aux voix par le greffier, et il est

Résolu, Que *Jonathan Saxton Campbell Wurtele* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le greffier ayant déclaré l'Honorable *Jonathan Saxton Campbell Wurtele* dûment élu, il est conduit au fauteuil par l'Honorable Procureur-Général Taillon et l'Honorable Trésorier Robertson, et étant sur le premier degré du

marchepied du fauteil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant pour son orateur.

Alors il s'assied dans le fauteuil ; et la masse (qui auparavant était sous la table) est placée sur la table.

F. X. Lemieux, écuyer, Député du district électoral de *Lévis*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant le Commissaire *ad hoc* le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Alors l'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*, que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain, à trois heures P. M.

Et la Chambre s'ajourne en conséquence.

• Vendredi, 28 Mars 1884.

La Chambre étant assemblée et l'Orateur élu ayant pris le fauteuil,
Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme, Huissier de la Verge Noire :

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur élu s'est rendu, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et là, M. l'Orateur a parlé comme suit, savoir :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

L'Assemblée Législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur.

Alors l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :—

J'ai ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée Législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

La Chambre étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif et qu'il a informé Son Honneur que le choix de l'Orateur était tombé sur lui.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission d'introduire un bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je suis heureux de vous voir réunis au siège du gouvernement. Je vous remercie de la ponctualité avec laquelle vous avez répondu à mon appel, et je vous souhaite cordialement la bienvenue.

Je vous ai convoqué pour l'expédition des affaires de la Province plus tard que d'ordinaire. Ce fait est dû principalement à l'incendie du Palais Législatif et à la nécessité de préparer des chambres temporaires convenables pour vos délibérations.

La population de cette Province a été heureuse d'acclamer l'homme d'Etat distingué que Sa Majesté a choisi pour occuper l'éminente position de Gouverneur-Général du Canada, en remplacement du Marquis de Lorne, qui a laissé dans ce pays, et particulièrement dans cette Province, ainsi que Sa Royale épouse, la Princesse Louise, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

Mon gouvernement prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette Province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au gouvernement fédéral certaines réclamations exposées dans un mémoire qui vous sera communiqué. Je suis heureux de vous annoncer que les négociations commencées à ce sujet entre les deux gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et je compte pouvoir vous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

Relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de *Québec*, je crois répondre au désir général du peuple de cette Province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

Le résultat des travaux de la Commission chargée de la refonte des lois générales de la Province et celui des opérations de la Commission Royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à votre approbation.

Vous aurez aussi à examiner certains projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement, à certaines classes d'interdits, et il vous sera également soumis des amendements aux lois de la chasse et de la pêche. Je ne doute pas que vous donnerez à ces importants sujets la sérieuse attention qu'ils méritent.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Les comptes publics pour la dernière année fiscale vous seront soumis, ainsi que les estimés pour l'année prochaine. En vous occupant de cette importante question des finances de la Province, j'espère que vous n'oublierez pas que, pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d'économie et de retranchement dans toutes les branches du service public, et je suis convaincu que votre patriotisme vous engagera à seconder les efforts de mon gouvernement pour atteindre ce but.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je suis convaincu que, dans la discussion des graves intérêts qui vous sont confiés, et dans l'accomplissement de vos importants devoirs, vous apporterez tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont vous êtes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et que, avec l'aide de la divine Providence, vos travaux assureront à notre Province un avenir de bonheur et de prospérité.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général Taillon, secondé par l'Honorable Trésorier Robertson,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération lundi prochain.

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et que M. l'Orateur nomme la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne se permette de les imprimer.

Résolu, Que, lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent ; et, si deux membres sont élus pour le même collège électoral, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que, s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être, par corruption, et au moyen d'intrigue ou de menée corruptrice, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'une ou l'autre Chambre, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend de la Législature ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Que des Comités permanents de cette Chambre pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières. 4. Bills privés. 5. Lois expirantes. 6. Impressions. 7. Comptes publics. 8. Agriculture, immigration et colonisation. 9. Différentes branches d'industrie en cette Province ; lesquels dits comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 31 mars 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA, }
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le troisième jour de Mars courant pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour représenter le district électoral de *Trois-Rivières* en remplacement de *Sévère Dumoulin*, écuyer, dont l'élection a été déclaré nulle par la Cour Supérieure siégeant en révision, l'Honorable *Henri René Arthur Turcotte* a été déclaré élu pour le dit district électoral des *Trois-Rivières*, ainsi qu'il appert par le rapport que m'a fait l'officier-rapporteur préposé à cette élection.

Donné à Québec, ce trente-unième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

L. Delorme, écuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 20 février, 1884, approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le 28 février 1884, lequel est lu comme suit :

No 66.

Sur la nomination de membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

L'Honorable Procureur-Général, dans un mémoire, en date du 20 février courant, (1884) recommande que l'Honorable *J. G. Robertson*, Trésorier de la Province, l'Honorable *L. O. Taillon*, Procureur-Général, et l'Honorable *J. Blanchet*, Secrétaire de la Province, soient nommés Commissaires pour mettre à exécution l'acte 39 Vict., chap. 12, concernant l'économie interne de l'Assemblée Législative.

Certifié,

J. A. DEFOY,

G. C. E.

Aussi, état des sommes reçues et déboursées pour l'Assemblée Législative, depuis le 1er juillet 1882 jusqu'au 30 juin 1883, avec un rapport de l'Auditeur, lesquels sont lus comme suit :

ETAT des sommes reçues et déboursées pour l'Assemblée Législative, depuis le 1er juillet 1882 jusqu'au 30 juin 1883.

1882.	CAISSE.		\$	cts.	OONTRA.	\$	cts.
	Dr.				Cr.		
Juillet 12—Mandat.....			5,500	00	Indemnité.....	54,014	50
Juillet 22 ".....			7,000	00	Traitement, y compris celui de l'Orateur.....	28,807	54
Août 30 ".....			6,000	00	Ecrivains Surnuméraires.....	6,485	50
Sept. 19 ".....			5,500	00	Messagers.....	2,927	00
Oct. 24 ".....			4,500	00	Papeterie.....	3,684	49
Nov. 29 ".....			4,500	00	Impressions et Reliure.....	23,574	01
Déc. 20 ".....			7,500	00	Journaux et Annonces.....	796	71
					Divers.....	5,079	80
					Codification des Lois.....	8,677	80
					Pension.....	98	81
1883.						134,146	16
Janv. 24 ".....			10,000	00			
Fév. 5 ".....			11,400	00			
Fév. 16 ".....			7,000	00	Département du Trésor.....	20	84
Mars 1 ".....			18,500	00			
Mars 9 ".....			19,500	00			
Mars 21 ".....			6,767	00			
Mars 28 ".....			6,500	00			
Avril 25 ".....			4,000	00			
Mai 17 ".....							
			\$134,167	00		\$134,167	00

Bureau du Comptable, Assemblée Législative,

Québec, 4 janvier 1884.

L. A. SIMONEAU,
Comptable, A. L.

Certifié correct,

N. ARTHUR GIAR,
Auditeur.

5 janvier 1884.

5 janvier 1884.

A l'Honorable L. O. TAILLON,

Président de l'Assemblée Législative, etc., etc.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné avec soin les livres et les pièces justificatives s'y rapportant, du comptable de l'Assemblée Législative, pour l'année expirée le 31 Décembre dernier (1883) ;

Qu'il a trouvé le tout correct et conforme à l'état ci-joint, démontrant que les appropriations pour l'année ont été de \$134,167 et les dépenses de \$134,146.16 laissant une balance en mains de \$20.84, laquelle a été déposée au crédit de l'honorable Trésorier de la Province.

Qu'il est heureux de constater l'efficacité, la ponctualité et les soins que le comptable, M. Simoneau, apporte dans l'exécution de sa charge.

Le tout humblement soumis,

N. ARTHUR GIARD,

Auditeur des comptes du comptable
de l'Assemblée Législative.

L'Honorable Trésorier *Robertson*, met devant la Chambre : Etat des cautionnements donnés par les Officiers Publics du Gouvernement de la Province de Québec, du 19 Janvier, 1883, au 26 Mars 1884, sous l'autorité de l'acte 32 *Vict.*, chap. 9, section 17, tel qu'amendé, lequel est lu comme suit :

Nom de l'officier.	Nature du Service.	Nom du lieu de la résidence.	Nature du cautionnement.	Montant du cautionnement.	Nom de la Caution.	REMARQUES.
Dumoulin, Chas.....	Shérif.....	Trois-Rivières.....	Cautionnement	\$ 4,000	Compagnie de cautionnement de l'Amér. du Nord..	Rempl. le premier caut.
Taschereau, G. O.....	"	St-Joseph, Beauce.....	"	2,000	"	"
Queneau, Auguste.....	"	Arthabaskaville.....	Dépot.....	2,000	4 Débitures du havre des Trois-Rivières.....	"
Marchand, F. J. H.....	Protonotaire.....	St-Jean.....	Cautionnement	2,000	Compagnie de cautionnement de l'Amér. du Nord..	"
Beaudry, P. J. U.....	"	Beauharnois.....	"	2,000	Comp. de caut. et contre les accidents de Londres...	"
Bender, Albert.....	"	Montmagny.....	"	600	" de l'Amérique du Nord.....	"
Marchand, F. J. H.....	Gref. de la Cour de Circ.	Beauharnois.....	"	600	" et contre les accidents de Londres...	"
Beaudry, P. J. U.....	"	Stanstead plain.....	"	600	"	"
Thompson, A. N.....	"	Montmagny.....	"	4,000	"	"
Bender, Albert.....	Régistrateur.....	Iberville.....	"	4,000	"	"
Bessette, M. A.....	"	Beauharnois.....	"	4,000	" de l'Amérique du Nord.....	"
Mayer, Joseph.....	"	Hull.....	"	4,000	" et contre les accidents de Londres...	"
Washburn, Wm.....	"	St-Michel, Napierville..	"	4,000	"	"
Richardson, Alex.....	"	Stanstead plain.....	"	4,000	"	"
Thomas, C. M.....	"	St-Hyacinthe.....	"	4,000	"	"
Nault, Joseph.....	" } conjoints.	"	"	1,000	"	"
St. Germain, H.....	Percpt. du Rev. de la P..	Eraserville.....	"	600	" de l'Amérique du Nord.....	"
Pelletier, Elzéar.....	"	Robitaille, Bonaventure.	"	2,500	"	"
Arsenau, Ed.....	Agent des T. de la Cour.	Bryson.....	"	2,000	"	"
Clark, Wm.....	"	Waterloo.....	"	5,000	"	"
Kemp, O. B.....	Agent des Bois de la C..	Montréal.....	"	3,000	"	"
Massiah, Chris.....	Comptable et teneur de livre du Département des Travaux Publics...	Québec.....	"		"	"
Partridge, P. M.....						

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 27 mars 1884

H. T. MACHIN,

Assistant-Trésorier, P. Q.

Et aussi, des Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux, en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, clause 47, préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, lequel est lu comme suit :

SERVICE.	DÉTAILS.	Rapports de Conseil.		Montant.	Montant des Mandats Spéciaux.	Montant dépensé.	Montant non dépensé.
		Nos	Dates.				
Chemin de fer Q., M., O. et O., construction.....	Pour payer à la Compagnie du Gaz de la Cité, pour capital et intérêt, le prix de terrain exproprié pour les besoins du chemin de fer, dans la cité de Montréal.....	289	1883 9 Juillet.	\$ cts. 18,807 72	\$ cts. 18,807 72	\$ cts. 18,807 72	
do	Pour payer l'honorable Thomas McGreevy, \$100,000 à compte d'un montant de \$139,952 42, à lui dû, ainsi que pour réclamations relatives au dit montant. Les Dames de l'Hôpital Général, Québec, les héritiers Bigaquette, George Latour, etc, pour terrain exproprié.....	290	9 Juillet.	139,952 42	139,952 42	110,047 95	29,904 47
Impression et distribution des lois.....	Pour couvrir le déficit de l'appropriation.....	377	10 Septembre.	1,225 00	1,225 00	1,189 29	35 71
Spencer Wood.....	Reconstruction de la toiture, gouttières, etc. ameublement remplacé, en conséquence d'un accident.....	490	31 Octobre.	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
Chemin de fer Q., M., O. et O., construction.	Pour payer à la Corporation de la Cité de Québec, la balance due, (capital et intérêt jusqu'au 31 octobre 1883) en vertu de l'allocation de mai, 8, 1878, pour la propriété du Palais.....	496	31 Octobre.	18,119 37	18,119 37	18,119 37	
Logement temporaire de la Législature.....	.....	524	26 Novembre. 1884	28,032 00	28,032 00	21,000 00	7,032 00
Compte du revenu du chemin de fer.	Pour couvrir le déficit de l'appropriation.....	16	10 Janvier.	6,700 00	6,700 00	6,700 00	
Dépenses contingentes des Départements Publiques.....	Pour couvrir le déficit de l'appropriation.....	17	10 Janvier.	1,885 00	1,885 00	1,267 00	618 00
Dépenses d'élection.....	do do	60	23 Février.	5,000 00	5,000 00	1,090 17	3,909 83

Divers en général..... Pour couvrir le déficit de l'appropriation en conséquence des paiements faits pour timbrer en Angleterre, sur les Bons pour l'emprunt autorisé par la 45 Vict., chap. 18, et la 46 Vict., chap. 11, frais de justice en Angleterre et au Canada, secours accordé aux habitants de la Pointe aux Esquimaux, exploration scientifique dans le bas du fleuve Saint-Laurent, etc.....

61

28 Février.

6,000 00

6,000 00

1,400 00

4,600 00

228,721 51

228,721 51

182,621 50

46,100 01

Québec, 29 Mars 1884.

GASPARD DROLET,
Auditeur de la Province.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition de la Compagnie de Filature *Ste-Anne, Hochélaça*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—Deux Pétitions des Sœurs de Charité de la Ville de *St-Jean*.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition du Révérend *Elphège Gravel*, curé de *St-Hyacinthe*.

Par l'Honorable Trésorier *Robertson*,—La Pétition du Maire, des Echevins et Citoyens de la Cité de *Sherbrooke* ; la Pétition de *R. D. Morkill & Fils* et autres ; et la Pétition de *Frédéric T. Ansell*, tous de la Cité de *Sherbrooke*.

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Par l'Honorable Commissaire *Lynch*,—La Pétition de *The Congregational College of British North America*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition de l'Hôpital de la Paroisse de *Ste-Elisabeth* ; la Pétition de l'Hôpital de la Ville de *Joliette* ; et la Pétition du Révérend *Joseph Bonin* et autres, de *Ste-Emmélie de l'Energie*.

Par M. *Gaboury*,—La Pétition des Sœurs de la Providence de la Paroisse de *St-Vincent de Paul*, Comté de *Laval*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—La Pétition du Révérend *A. Labelle* et autres.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de *Charles Thornton Bates* et autres.

Par M. *Poulin*,—La Pétition de *Pierre Lambert* et autres.

Par M. *Stephens*,—La Pétition du Recteur et des Syndics de l'Eglise *St-Jean*, de la Paroisse de *St-Jean l'Evangeliste*, des Cité et Diocèse de *Montréal*.

Par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—La Pétition de l'Asile *St-Joseph du Bon-Pasteur*, rue *Fullum*, *Montréal* ; la Pétition des Dames Religieuses de *Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur*, *Montréal* ; et la Pétition de l'Asile de *Bethléem* de la Paroisse *St-Joseph de Montréal*.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 26 Février 1883, pour production d'un Rapport indiquant les noms de tous les employés surnuméraires nommés dans chaque Département, depuis le 30 Octobre 1879 ; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés. (Documents de la Session No 6.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 26 Mars 1883, demandant copie du Rapport ou Ordre en Conseil recommandant le paiement d'une somme de douze cents piastres ou environ, à *Louis Giard*, écuyer, ci-devant Secrétaire du Département de l'Instruction Publique, avec un état des services rendus, de l'époque où ils furent rendus, pendant quel temps, à quel taux ; avec copie du rapport et Ordres en Conseil, recommandant la mise en retraite du dit *Louis Giard*. (Documents de la Session No 7.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre du 28 Mars 1883, demandant un état de la population de la Province de *Québec*, indiquant dans des colonnes séparées, l'origine et la nationalité, d'après le dernier recensement fait par le Gouvernement Fédéral. (Documents de la Session No 8.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mars 1883, demandant copies de la lettre nommant *J. B. Rouillard*, Inspecteur des Mines ; avec copies des instructions écrites qui lui ont été donnés, et des rapports qu'il a faits. (Documents de la Session No 12.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Mars 1883, demandant copies des Rapports Départementaux ou Ordres en Conseil, accordant à *H. H. Miles*, Assistant Secrétaire du Département de l'Instruction Publique, certains arrérages de salaire, augmentation de salaire, indemnité, durant ou avant l'année pendant laquelle le dit *Miles* a été mis à la retraite, avec ensemble les différentes lettres du dit *Miles*, réclamant un salaire plus élevé ; copies des rapports faits par l'Honorable *M. Lynch* sur diverses demandes du dit *H. H. Miles*, et copies des divers Ordres en Conseil ou décisions intervenues sur ces demandes et sur la mise à la retraite du dit *H. H. Miles*. (Documents de la Session No 13.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 19 Février 1883, demandant : 1. Copie de la correspondance échangée entre le Procureur-Général pour la Province de *Québec* et *L. A. Billy*, Ecuyer, Magistrat de District, pour le District de *Rimouski*, au sujet de sa démission, avant et depuis son élection comme membre de la Chambre des Communes du *Canada* ;

2. Copie de la correspondance entre l'Honorable Procureur-Général et le dit *L. A. Billy*, par laquelle le dit *L. A. Billy* a été continué dans ses fonctions de magistrat, jusqu'à la session fédérale, commençant le 8 février courant. (Documents de la Session No 14.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Mars 1883, demandant copie du Rapport fait au Conseil Exécutif, en 1880-81, et l'Ordre en Conseil fait sur ce rapport, déclarant que l'absence d'un vote de la Chambre n'affecte pas la 40^{me} *Vict.*, chap. 10, qui était une autorité suffisante, d'après l'acte du Trésor, pour le paiement de tous les salaires des officiers et employés du Service Civil, sans que ce montant fût inclus dans le Budget, tel Ordre en Conseil affirmant que les salaires des sous-chefs de \$2,400 étaient dûs, nonobstant la révocation de l'Ordre en Conseil de 1878. (Documents de la Session No 15.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Mars 1883, demandant le Rapport du Département des Terres de la Couronne et l'Ordre en Conseil, mettant *P. L. Morin* à sa retraite ; les divers mémoires présentés en faveur et contre l'émission de mandats d'argent pour payer la pension du dit *P. L. Morin*, fixée par l'Auditeur de la Province ; copie de toutes les correspondances du Député Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats, au sujet de cette pension ; copie de l'Ordre en Conseil passé en 1882, acceptant la résignation du dit *P. L. Morin*, alors employé du Département des Terres de Couronne ; copie de l'Ordre en Conseil nommant le successeur du dit *Morin*, au lieu et place de ce dernier ; avec un état du terme que le dit *Morin* a été employé par la Commission de la Tenure Seigneuriale et payé sur un fonds spécial, voté pour cette commission, entièrement distincte du Département des Terres de la Couronne ; et copie de tous documents ayant rapport à l'octroi de cette pension. (Documents de la Session No 16.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mars 1883, demandant toutes correspondances ou lettres échangées, entre le Gouvernement, les particuliers et les personnes chargées de vendre les timbres judiciaires, dans les districts ruraux, ainsi que tous Ordres en Conseil relativement à la vente de ces timbres. (Documents de la Session No 17.)

Et aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 27 Mars 1883, demandant :

1. Copies des réponses de *Félix Fortier* aux questions à lui soumises par les Commissaires du Services Civil, en 1869 ; et copie de toute correspondance échangée entre le dit *Fortier* et les dits Commissaires, durant leur enquête, et après l'impression de leur Rapport.

2. Copie d'un projet de Bill préparé par M. *Fortier* pour la réorganisation du Service Civil, tel que soumis par lui à l'honorable M. *Lynch* ou à tout autre membre du Gouvernement.

3. Etat indiquant le nombre d'années, pendant lesquelles le dit *Félix Fortier* a servi comme Greffier de la Couronne en Chancellerie de la Province du *Canada*, depuis le 19 Février 1842, date de sa nomination comme tel, jusqu'à la nomination de son successeur.

4. Copie du Rapport du Département des Terres de la Couronne, recommandant que M. *Fortier* ait le choix d'établir son domicile à *Québec* ou à *Lévis*; copies de toutes correspondances à ce sujet, ainsi qu'un état indiquant, année par année, les montants perçus par le dit *Félix Fortier*, en sa qualité susdite, jusqu'en janvier, 1868.

5. Copie de l'Ordre en Conseil, du mois de janvier 1854, accordant un salaire fixe à M. *Fortier*.

6. Etat indiquant les causes où M. *Fortier* a comparu comme témoin, en sa qualité d'agent de la Seigneurie *Lauzon*, avec indication des noms des demandeurs et des défendeurs, et les années dans lesquelles ces actions ont été prises.

7. Copies des divers Ordres en Conseil, nommant M. *Fortier*, Député Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats d'argent, et passés depuis 1868. (Documents de la Session No 18.)

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Un état général des Baptêmes, Mariages et Sépultures dans le District de *Montréal*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 26.)

Aussi,—L'état des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'Union St-Joseph de Notre-Dame de *Beauport*; de l'Hopital St-Joseph de *Chambly*; de la Salle d'Asile de *Chambly*; de l'Hospice de la Providence de *St-Charles Borromée*, *Joliette*; de l'Hospice de *Laprairie*; de l'Asile du Bon Pasteur; de l'Hospice St-Charles, (Ecole de Réforme); de l'Asile des Orphelines et de l'Hospice de la Miséricorde, tous de la Cité de *Québec*; de l'Union St-Joseph, *St-Roch*; du Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur; de l'Hospice de la Maternité de l'Université; de l'Asile de la Providence, et de l'Asile St-Joseph du Bon Pasteur, rue *Fullum*, tous de la Cité de *Montréal*; de l'Hospice des Sœurs de la Charité, *Rimouski*; de l'Hospice du Sacré-Cœur, *Sherbrooke*; de l'Asile de la Providence *Ste-Elizabeth*; de la Salle d'Asile St-Vincent de Paul et de l'Asile de la Providence St-Joseph et de l'Hopital des Ursulines, tous de la Cité des *Trois-Rivières*; et de l'Hospice Ste-Anne d'*Yamachiche*, tous pour l'année 1883. (Documents de la Session, No 25.)

L'Ordre du jour nous prend en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant lu;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit discours en considération.

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par M. *Poupore*, qu'il soit résolu :

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouverture de la troisième session du cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et des souhaits cordiaux de bienvenue avec lesquels il nous accueille au siège du gouvernement où il nous a appelés pour l'expédition des affaires de la Province, et de plus pour assurer Son Honneur :

2. Que nous constatons avec plaisir avec Son Honneur, que la population de cette Province a été heureuse d'acclamer l'homme d'état distingué choisi

par Sa Majesté pour occuper l'éminente position de Gouverneur-Général du Canada, en remplacement du *Marquis de Lorne*, qui a laissé dans ce pays et particulièrement dans cette Province, ainsi que Sa Royale épouse, la *Princesse Louise*, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

3. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette Province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au Gouvernement Fédéral certaines réclamations exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué; que les négociations commencées à ce sujet entre les deux Gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et que nous nous réjouissons d'apprendre que Son Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

4. Que nous sommes satisfaits d'apprendre de Son Honneur que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de *Québec*, il a répondu au désir général du peuple de la Province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le résultat des travaux de la Commission chargée de la refonte des lois générales de la Province et celui des opérations de la Commission Royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à notre approbation.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que des projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le Gouvernement, à certaines classes d'interdits, ainsi que des amendements aux lois de la chasse et de la pêche nous seront soumis, et assurons Son Honneur qu'ils recevront de notre part la sérieuse attention qu'ils méritent.

7. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que les comptes publics pour la dernière année fiscale nous seront soumis, ainsi que les estimés pour l'année prochaine, et pouvons assurer Son Honneur qu'en nous occupant de cette importante question des finances de la Province, nous n'oublierons pas que, pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d'économie et de retranchement dans toutes les branches du service public, et que nous ferons des efforts pour seconder le Gouvernement afin d'atteindre ce but.

8. Que Son Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous apporterons tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons avec l'aide de la divine Providence, que nos travaux assureront à notre Province un avenir de bonheur et de prospérité.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté une adresse de condoléance à Sa Très Excellente Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale le Prince *Léopold George Duncan Albert*, Duc d'*Albany*, à laquelle il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Que la dite adresse soit prise en considération demain.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 1 Avril 1884.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'Etat des affaires de l'Hôpital Général de *Sorel*, pour l'année 1883. (Documents de la Session No. 25.)

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA. }
Province de *Québec*. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un Bref émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le troisième jour de Mars dernier, pour l'élection d'un Député pour représenter le district électoral des *Deux Montagnes*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, en remplacement de *Benjamin Beauchamp*, dont l'élection a été annulée par la Cour Supérieure; siégeant en Révision, le dit *Benjamin Beauchamp* a été de nouveau élu Député à la dite Assemblée Législative pour représenter le dit district électoral des *Deux Montagnes*, suivant le rapport que m'a fait l'Officier-Rapporteur préposé à la dite élection.

Fait à *Québec*, ce premier Avril mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la Bibliothèque de la Législature, lequel est lu comme suit :

A l'Honorable Assemblée Législative
de la Province de *Québec*.

Chaque année, quand la Législature entrait en session, le Bibliothécaire avait la satisfaction d'annoncer une augmentation dans les richesses de votre

Bibliothèque. Le nombre des ouvrages grandissait toujours et déjà l'on comptait 30,000 volumes et brochures. C'était beaucoup, si l'on considère l'époque peu éloignée encore de sa fondation. Aujourd'hui, j'ai le chagrin de constater la ruine presque totale de l'œuvre commencée et poursuivie avec tant de plaisir et de dévouement. L'incendie du 19 avril dernier a détruit votre Bibliothèque, et c'est à peine si l'on a pu sauver 4,500 volumes, formant des ouvrages complets. La hâte extraordinaire avec laquelle il fallait agir n'a guère permis de faire le triage des livres. Cependant l'importante collection américaine avait été sauvée, et l'on s'en réjouissait avec raison, quand l'on s'aperçut qu'il fallait en laisser brûler une partie considérable, en dehors, sous les fenêtres dont il était devenu impossible de s'approcher.

La Législature avait dépensé, pour cette Bibliothèque, la somme de 54,500 dollars.

A part les livres qui avaient été achetés, elle renfermait 6,000 volumes apportés du Département de l'Instruction Publique; 6,400 volumes et 700 cartes marines reçus en échange ou en don.

La valeur des livres sauvés du feu peut être d'environ 15,000 dollars. Cette somme semble un peu élevée d'abord, mais elle ne l'est pas trop, car beaucoup d'ouvrage de droit constitutionnel anglais et de droit canadien ont été sauvés; et ces ouvrages coûtent cher.

Parmi les livres sauvés du feu se trouvent 2477 volumes dépareillés.

La Bibliothèque était assurée pour un montant de \$36,000 piastres.

Le Gouvernement et les Compagnies d'Assurances ont nommé, de concert, des arbitres pour évaluer les pertes. A la demande de l'Honorable Secrétaire Provincial et des arbitres, j'ai fait un relevé de ces pertes et une estimation de la plupart des ouvrages, et, après un travail assez long, j'ai pu montrer une liste de chiffres de 50 pages *foolscap* et attester, par serment, une perte de 47,400 dollars, sans tenir compte des frais de transport et des droits. Or, les droits sur les livres importés de l'étranger, sont de 15 pour cent.

J'aurais trouvé davantage, mais j'ai jugé ce montant suffisant pour convaincre les Compagnies d'Assurance.

Cette somme de 47,400 dollars a cependant été réduite quelque peu par les arbitres, mais il est resté une marge assez large pour que les Compagnies fussent mises en demeure de payer.

J'ignore ce qui a été fait depuis. J'ai préparé un catalogue qui sera bientôt distribué et vous pourrez juger mieux de la valeur des livres qui vous restent. Un certain nombre de livres nouveaux ont cependant été placés sur les rayons de la Bibliothèque, par les soins et à la demande de l'Honorable Secrétaire Provincial. Ce sont surtout les journaux de la Chambre des Lords et de celle des Communes d'Angleterre; des journaux, statuts et documents du Parlement du Canada, donnés par les Honorables MM. Langevin, Caron et Chapleau; les journaux et documents des Provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Île du Prince-Edouard et de Manitoba.

L'Honorable M. Joly a aussi gracieusement offert des journaux, statuts et documents de la Province de Québec.

Le tout respectueusement soumis.

L. PAMPHILE LEMAY.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—la Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St-Hyacinthe* et autres.

Par M. *Leduc*,—la Pétition des Directrices de l'Hôpital de *Sorel*.

Par l'honorable M. *Beaubien*,—la Pétition de *L. J. Lambert* et autres, du village de *St-Jean-Baptiste*, comté d'*Hochelaga*.

Par M. *Charlebois*,—la Pétition des Révérendes Sœurs de la Providence, *Laprairie*.

Par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,—deux Pétitions des Sœurs de l'Asile de la Providence de la cité de *Montréal*.

Par M. *Nantel*,—la Pétition des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*.

Par M. *Stephens*,—la Pétition de *The Women's Hospital*, *Montréal*.

L'Honorable *Arthur Turcotte*, Député du district électoral des *Trois-Rivières* et *Benjamin Beauchamp*, écuyer, Député du district électoral des *Deux Montagnes* ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant le commissaire *ad hoc* le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

L'Honorable Trésorier *Robertson* met devant la Chambre,—le premier Rapport de l'Inspecteur des Assurances pour la Province de *Québec*, pour l'année 1883. (Documents de la Session No 11.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Mars, 1883, demandant une vraie copie (officielle) de l'Ordre en Conseil du 3 janvier 1868, ou autre date du dit mois de janvier, ordonnant que le Greffier du Conseil Exécutif remplirait la charge de Député-Lieutenant-Gouverneur, pour la signature des mandats d'argent, mentionnés dans la 28e section de la 31me *Victoria*, chap. 9, et ce, sans rémunération ; aussi vraie copie de l'Ordre en Conseil passé en 1882, après le 31 Mai, ordonnant qu'un salaire de \$400 soit ou serait payé au titulaire de la dite charge de Député-Lieutenant-Gouverneur ; aussi, vraie copie de l'Ordre en Conseil appointant *Jos. A. Defoy*, Ecr, Greffier en exercice du Conseil Exécutif, ou de tout autre document recommandant ou appointant le dit *Jos. A. Defoy*, Député-Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent, en vertu de la dite section 28e 31e *Victoria*, chap. 9 ; aussi, copie des Ordres en Conseil ou de tout autre instrument officiel, antérieur ou postérieur au 31 Mai 1882, appointant *Gustave Grenier*, Ecuyer, Député-Greffier du Conseil Exécutif, depuis plusieurs années, à la dite charge de Député-Lieutenant-Gouverneur pour la signature des dits mandats d'argent, avec copie des deux commissions en sa faveur, pour l'exercice de la dite charge. (Documents de la Session No 19.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 26 mars 1883, demandant :

1. Copie du compte présenté par *Félix Fortier*, Ex-Greffier du Conseil Exécutif, pour arrérages de son salaire, depuis le 1er août 1878 au 23 avril 1881, en vertu de la 40me *Victoria*, chap. 10.

2. Copie des entrées faites sur le dit compte, par l'auditeur et de l'ordre de renvoi de cette réclamation aux officiers en loi de la Couronne.

3. Copie des lettres du dit *Félix Fortier*, des 23 et 30 avril 1882, à l'Auditeur, au sujet du dit compte.

4. Copie du *factum* à l'appui du dit compte produit avec ses dernières lettres.

5. Copie d'une lettre de *Félix Fortier* à l'Auditeur, en date du 2 mai 1881, appelant d'une décision personnelle de l'Honorable Trésorier, avec l'entrée sur l'original No 2710781 d'un renvoi aux officiers en loi de la Couronne.

6. Copie d'une lettre de l'Auditeur à *Félix Fortier*, du 2 mai 1881, No 3296 sur 2682, 2710, accusant réception des documents transmis à l'appui du dit compte. (Documents de la Session No 20.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant : copies de tous ordres en conseil, papiers, correspondances et documents entre le gouvernement et la corporation de *Québec*, au sujet de l'entretien, à frais communs, d'un certain nombre d'hommes de police. (Documents de la Session No 21.)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Chemins de Fer de la Province de *Québec*, pour l'année 1882-83. (Documents de la Session No 22.)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat financier du Surintendant de l'Instruction Publique pour la Province de *Québec*, donnant un état des mandats de paiements reçus et des dépenses faites pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1883. (Documents de la Session No 5.)

Aussi, extrait des statistiques judiciaires pour 1883. (Documents de la Session No 23.)

Et aussi, les Quatrième, Cinquième et Sixième Rapports de la Commission de Refonte des Statuts Généraux de la Province avec les première et deuxième parties des projets de Refonte des Statuts. (Documents de la Session No 24.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération l'adresse de condoléance à Sa Très Excellente Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale, le Prince *Léopold George Duncan Albert*, Duc d'*Albany*, adoptée par l'Honorable Conseil Législatif et transmise à cette Chambre, avec son message d'hier ; et la dite adresse est lue comme suit :

A Sa Très Excellente Majesté la Reine,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, les Membres du Conseil Législatif, de la Province de *Québec* en session législative, approchons humblement de Votre Auguste personne, en lui renouvelant l'assurance de notre attachement dévoué, pour exprimer le profond chagrin avec lequel nous avons appris la grande perte qu'a éprouvée Votre Majesté, par la mort si soudaine de Son Altesse Royale, le Prince *Léopold George Duncan Albert*, Duc d'*Albany*, et lui dire, tant en notre nom, qu'au nom de la population de cette Province, que nous nous associons de tout cœur à sa douleur et à son affliction, ainsi qu'à celle de Son Altesse Royale, la Duchesse d'*Albany* qui, elle aussi, est si douloureusement éprouvée.

Nous avons gardé le souvenir le plus vivace du séjour du regretté Prince *Léopold*, dans notre Province, où il a laissé partout sur son passage des traces de ses heureuses qualités de cœur et d'esprit, et c'est là le gage le plus évident que nous puissions donner à Votre Majesté de la sincérité des sentiments que nous lui exprimons à son sujet.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

Résolu, Que la Chambre concoure dans la dite adresse, en remplissant le blanc avec les mots : " et l'Assemblée Législative."

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre concourt dans la dite adresse.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance du *Canada*, notre Adresse conjointe de condoléance à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale le Prince *Léopold George-Duncan Albert*, Duc d'*Albany*, et avec la demande respectueuse, qu'il plaise à Son Excellence de la transmettre, avec toute la diligence possible, soit par message télégraphique ou de telle manière que Son Excellence le Gouverneur Général le jugera à propos, afin qu'elle soit déposée au pied du Trône.

Ordonne, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif, informant Leurs Honneurs, que cette Chambre a passé la dite adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, à laquelle cette Chambre demande le concours de Leurs Honneurs.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée hier :

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouverture de la troisième session du cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et des souhaits cordiaux de bienvenue avec lesquels il nous accueille au siège du gouvernement où il nous a appelés pour l'expédition des affaires de la Province, et de plus pour assurer Son Honneur :

2. Que nous constatons avec plaisir, avec Son Honneur, que la population de cette Province a été heureuse d'acclamer l'homme d'Etat distingué choisi par Sa Majesté pour occuper l'éminente position de Gouverneur-Général du *Canada*, en remplacement du *Marquis de Lorne*, qui a laissé dans ce pays et particulièrement dans cette Province, ainsi que Sa Royale épouse, la *Princesse Louise*, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

3. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette Province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au Gouvernement Fédéral, certaines réclamations exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué ; que les négociations commencées à ce sujet, entre les deux Gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et que nous nous réjouissons d'apprendre que Son Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

4. Que nous sommes satisfaits d'apprendre de Son Honneur que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de *Québec*, il a répondu au désir général du peuple de la Province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le résultat des travaux de la commission chargée de la refonte des lois générales de la Province et celui des opérations de la commission royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à notre approbation.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre, de Son Honneur, que les projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le Gouvernement, à certaines classes d'interdits, ainsi que des

amendements aux lois de la chasse et de la pêche nous seront soumis, et assurons Son Honneur qu'ils recevront de notre part la sérieuse attention qu'ils méritent.

7. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que les comptes publics pour la dernière année fiscale nous seront soumis, ainsi que les estimés pour l'année prochaine, et pouvons assurer Son Honneur, qu'en nous occupant de cette importante question des finances de la Province, nous n'oublierons pas que, pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d'économie et de retranchement dans toutes les branches du service public, et que nous ferons des efforts pour seconder le Gouvernement afin d'atteindre ce but.

8. Que Son Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous apporterons tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons avec l'aide de la divine Providence, que nos travaux assureront à notre Province un avenir de bonheur et de prospérité.

La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *McShane*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 2 Avril 1884.

Arthur Boyer, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*, ayant préalablement prêté le serment conformément à la loi et signé devant le Commissaire *ad hoc* le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Qu'en admettant M. *Arthur Boyer*, élu pour représenter le District Electoral de *Jacques-Cartier*, à prendre son siège en produisant seulement en double son indenture, sans le retour de l'indenture du Greffier de la Couronne en Chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—la Pétition de *Joseph Morissette*, de la Paroisse de *Ste-Marie*, Comté de *Beauce*.

Par l'Honorable Trésorier *Robertson*,—la Pétition de *L. H. Guay* et autres, de la Cité de *Sherbrooke*.

Par M. Rinfret dit Malouin,—la Pétition de "The Women's Christian Association" de Québec.

Par M. Duhamel,—la Pétition du Dr Duhamel et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Charles Thornton Bates et autres ; demandant un acte incorporant la compagnie ayant nom : "Du Lièvre and Ottawa Rivers Transportation and Mining Company."

Du Révérend A. Labelle et autres ; demandant un acte incorporant "La Grande Loterie Nationale de Québec."

Du Maire, des Echevins et des Citoyens de la Cité de Sherbrooke ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Cité.

De R. D. Morkill et Fils et autres, de la Cité de Sherbrooke ; demandant certains amendements à la charte de la dite Cité.

De Frederick T. Ansell, de la Cité de Sherbrooke ; demandant un acte autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession de chimiste et droguiste dans la Province.

Du Crédit Foncier Franco-Canadien ; demandant des amendements à sa charte en ce qui concerne son administration et l'émission de débentures.

De la Compagnie de Filature Ste-Anne, Hochélaça ; demandant un acte pour légaliser les débentures émises par la dite compagnie.

De The Congregational College of British North America ; demandant un acte lui permettant de conférer des degrés en théologie, et amendant l'acte 27e et 28e Victoria, chap. 162.

Du Révérend Alphège Gravel, prêtre, curé de St-Hyacinthe ; demandant certains amendements à l'acte 35e Victoria, chap. 34, à l'effet de transporter les pouvoirs et charges du conseil d'administration de la Cathédrale de St-Hyacinthe à la Corporation Episcopale Catholique Romaine du Diocèse de St-Hyacinthe.

Du Révérend Joseph Bonin et autres, de Ste-Emmélie de l'Energie ; demandant un acte érigeant civilement la dite Paroisse et aussi pour la constituer en municipalité pour toutes fins civiles, municipales, scolaires, etc.

De Pierre Lambert et autres ; demandant un acte pour annexer un certain terrain de la Paroisse de St-Damase, dans le Comté de St-Hyacinthe, à la Paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, pour toutes fins civiles, municipales, scolaires et judiciaires.

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise St-Jean l'Evangéliste, des Cité et Diocèse de Montréal ; demandant un acte les autorisant à emprunter de l'argent en hypothéquant la propriété de la dite église.

L'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet présente,—la réponse à un ordre de la chambre, du 8 février 1883, pour un compte détaillé, avec la date de chaque paiement et du nom de la personne à laquelle il a été fait, de l'item, chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dépenses de construction et d'équipement \$837,391.73, qui se trouve aux pages 11 et 109 des comptes publics, pour l'année financière expirée, le 30 juin 1882 ; et de l'item, chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, construction \$580,865.16, qui se trouve à la page 9 de l'état des recettes et des paiements de la Province de Québec, du 1er juillet au 31 décembre 1882. (Documents de la Session No 27).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, pour copie des requêtes des habitants des paroisses de St-Denis, St-Philippe de Néri et de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le comté de Rimouski, demandant la vente comme terres à bois de chauffage, de certains lots situés en arrière de la seigneurie de la Bouteillerie. (Documents de la Session No 28.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 27 mars 1883, demandant copie de tous arrêtés en Conseil ou règlements quelconques, accordant à l'Auditeur et à l'Assistant-Trésorier de la Province, des traitements additionnels, *bonus*, rémunérations ou indemnités quelconques (en sus de leurs traitements ordinaires) pour services quelconques, en rapport avec leurs départements respectifs ou autrement ; avec copie de toute demande ou représentation faites à l'honorable Trésorier de la Province, pour augmentations de salaire ou traitements spéciaux, pour tels services *extras*, depuis le 1er janvier 1881. (Documents de la Session No 29).

Et aussi, statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1882. (Documents de la Session No 30.)

L'ordre du jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée, lundi dernier,

1. Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouverture de la troisième session du cinquième parlement de la Province de *Québec*, et des souhaits cordiaux de bienvenue avec lesquels il nous accueille au siège du gouvernement où il nous a appelés pour l'expédition des affaires de la Province, et de plus pour assurer Son Honneur :

2. Que nous constatons avec plaisir, avec Son Honneur, que la population de cette Province a été heureuse d'acclamer l'homme d'état distingué choisi par Sa Majesté pour occuper l'éminente position de Gouverneur-Général du *Canada*, en remplacement du Marquis de *Lorne*, qui a laissé dans ce pays, et particulièrement dans cette Province, ainsi que Sa Royale épouse, la Princesse *Louise*, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

3. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette Province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du Service Public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au Gouvernement Fédéral, certaines réclamations exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué ; que les négociations commencées à ce sujet, entre les deux Gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et que nous nous réjouissons d'apprendre que Son Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

4. Que nous sommes satisfaits d'apprendre de Son Honneur que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de *Québec*, il a répondu au désir général du peuple de la Province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le résultat des travaux de la Commission chargée de la refonte des lois générales de la Province et celui des opérations de la Commission Royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du Service Public, seront soumis à notre approbation.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre, de Son Honneur, que des projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le Gouvernement, à certaine classe d'interdits, ainsi que des amendements aux lois de la chasse et de la pêche nous seront soumis, et assurons Son Honneur qu'ils recevront de notre part la sérieuse attention qu'ils méritent.

7. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que les comptes publics pour la dernière année fiscale nous seront soumis, ainsi que les estimés pour l'année prochaine, et pouvons assurer Son Honneur, qu'en nous occupant de cette importante question des finances de la Province, nous n'oublierons pas que,

pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses il faut adopter un vigoureux système d'économie et de retranchement dans toutes les branches du service public, et que nous ferons des efforts pour seconder le gouvernement afin d'atteindre ce but.

8. Que Son Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous apporterons toute le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons avec l'aide de la divine Providence, que nos travaux assurerons à notre Province un avenir de bonheur et de prospérité.

Ordonné, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier et le second paragraphes, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Et le troisième paragraphe étant lu de nouveau comme suit :

3. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au Gouvernement Fédéral, certaines réclamations exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué ; que les négociations commencées à ce sujet, entre les deux Gouvernements, ont fait des progrès satisfaisants, et que nous nous réjouissons d'apprendre que Son Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

M. Gagnon propose, comme amendement, secondé par M. Cameron, que les mots suivants soient ajoutés au dit paragraphe ; " Toutefois nous espérons que le gouvernement fera faire sans retard, une enquête sur toutes les circonstances se rattachant au règlement final et à l'audition des comptes de l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*."

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur informe la chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Mercredi, 2 Avril, 1884.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée Législative, l'informant, que le Conseil Législatif a donné unanimement son concours à l'adresse de l'Assemblée Législative, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance du *Canada*, notre adresse conjointe de condoléance à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale le Prince *Leopold George Duncan Albert, Duc d'Albany*, et avec la demande, qu'il plaise à Son Excellence de la transmettre, avec toute la diligence possible, soit par message télégraphique ou de telle manière que Son Excellence le jugera à propos, afin qu'elle soit déposée au pied du Trône, en remplissant le blanc par les mots, " le Conseil Législatif et "

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par l'honorable Orateur et ceux des membres du Conseil Exécutif qui sont membres de cette Chambre.

Attesté.

I. A. JODOIN,
D. G. C. L.

Joseph Emery Robidoux, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district de *Châteauguay*, ayant préalablement prêté le serment voulu par la loi et signé devant le commissaire *ad hoc* le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondée par l'honorable *M. Mercier*,

Résolu, Qu'en admettant *Joseph Emery Robidoux*, élu pour représenter le District électoral de *Châteauguay*, à prendre son siège en produisant seulement en double son indenture, sans le retour de l'indenture du greffier de la couronné en chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Et la question, que l'amendement ci-dessus proposé au troisième paragraphe de l'adresse en réponse au discours du Trône soit adopté, étant mis aux voix,— la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,
Demers,

Gagnon,
Irvine,
Joly,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Shehyn,
Stephens et
Watts.—17.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,
Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Frégeau,
Gaboury,
Garneau,
Gauthier,

Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Thornton,
Trudel et
Turcotte.—44.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure dans le dit paragraphe ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et le quatrième paragraphe, étant lu de nouveau comme suit :

4. Que nous sommes satisfaits d'apprendre de Son Honneur que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de *Québec*, il a répondu au désir général du peuple de la Province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin du paragraphe soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " nous regrettons de ne pouvoir admettre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, agissant sur l'avis de ses ministres, réponde au désir général du peuple de cette Province, lorsqu'il se contente de déclarer, que la loi des licences de *Québec* devra continuer à recevoir son exécution ;

" Que cette Chambre croit que le peuple ne sera pas satisfait de cette déclaration, son désir étant d'opposer une résistance énergique à tout empiètement de l'autorité fédérale contre les droits et l'autorité des Provinces. "

Et des débats s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 3 avril 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—17.</i>
<i>Demers,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—42.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question était mise aux voix, que cette Chambre concoure dans le dit paragraphe ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise à l'inverse.

Les cinquième, sixième et septième paragraphes, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Le huitième et dernier paragraphe, étant lu de nouveau comme suit :

8. Que Son Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous apporterons tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons avec l'aide de la divine Providence, que nos travaux assureront à notre Province un avenir de bonheur et de prospérité.

L'honorable M. Joly propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin du dit paragraphe soient retranchés et remplacés par les mots suivants : " nous voyons avec " un regret sincère, que le discours du trône ne contient aucune allusion à " une enquête sur la vente des chemins de fer du Gouvernement, et que ce " regret est partagé par tous ceux qui avaient espéré que le nouveau Gouver- " nement allait inaugurer une politique différente de celle de ses prédéces- " seurs. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—17.</i>
<i>Demers,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet.</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—42.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>	

Ainsi la question est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix,—que cette chambre concoure dans le dit paragraphe, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Résolu, Que les dites Résolutions soient renvoyées à un Comité Spécial composé de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, l'Honorable Trésorier *Robertson*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Poupore*, M. *Desjardins* et M. *Duhamel*, pour préparer et rapporter le projet d'une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément aux dites Résolutions.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité Spécial nommé pour préparer le projet d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le Comité a préparé cette Adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur l'honorable THÉODORE ROBITAILLE,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, réunies en Législature provinciale, remercions humblement Votre Honneur de Son gracieux discours, à l'ouverture de la troisième session du cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur que vous exprimez au commencement de l'année qui s'ouvre, de nous souhaiter la bienvenue, au siège du gouvernement, où vous nous avez convoqués, pour la dépêche des affaires de la Province.

Nous constatons avec plaisir, avec Votre Honneur, que la population de cette Province a été heureuse d'acclamer l'homme d'état distingué choisi par Sa Majesté, pour occuper l'éminente position de Gouverneur-Général du *Canada*, en remplacement du marquis de *Lorne*, qui a laissé dans ce pays, et particulièrement dans cette Province, ainsi que Sa Royale épouse, la Princesse *Louise*, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que le Gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette Province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au Gouvernement Fédéral certaines réclamations, exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué ; que les négociations commencées à ce sujet entre les deux Gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et que nous nous réjouissons d'apprendre que Votre Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

Nous sommes satisfaits d'apprendre de Votre honneur, que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de *Québec*, vous avez répondu au désir général du peuple de la Province en déclarant que cette loi devrait continuer à recevoir son exécution.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que le résultat des travaux de la Commission chargée de la refonte des lois générales de la Province et celui des opérations de la Commission Royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à notre approbation.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que des projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le Gouvernement, à certaine classe d'interdits, ainsi que des amendements aux lois de la chasse et de la pêche nous seront soumis, et assurons Votre Honneur qu'ils recevront de notre part la sérieuse attention qu'ils méritent.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que les comptes publics pour la dernière année fiscale nous seront soumis, ainsi que les estimés pour l'année prochaine, et pouvons assurer Votre Honneur, qu'en nous occupant de cette importante question des finances de la Province, nous n'oublierons pas que, pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d'économie et de retranchement dans toutes les branches du service public, et que nous ferons des efforts pour seconder le Gouvernement afin d'atteindre ce but.

Votre Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous

apporterons tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté, qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons, avec l'aide de la divine Providence, que nos travaux assureront à notre Province un avenir de bonheur et de prospérité.

Ordonné, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial de onze Membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre.

Résolu, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Sawyer*, M. *Poupore*, M. *Gauthier* et M. *Gagnon* composent le dit Comité.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à une heure et vingt après minuit, jeudi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 3 Avril 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les Certificats suivants :

CANADA, }
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un Bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le trois Mars dernier, pour l'Election d'un Député pour représenter dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, le District Electoral de *Chateauguay*, en remplacement de *Edouard Laberge*, Ecuyer, décédé ; *Joseph Emery Robidoux*, Ecuyer, a été déclaré élu Député à la dite Assemblée Législative pour représenter le dit District Electoral de *Chateauguay*, ainsi qu'il appert par le rapport que m'a fait l'Officier-Rapporteur préposé à cette élection.

Fait à Québec, ce troisième jour d'Avril, mil huit cent quatre-vingt quatre.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de Québec. }

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un Bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le trois Mars dernier, pour l'Election d'un Député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour représenter le District Electoral de *Jacques-Cartier*, en remplacement de l'Honorable *J. A. Mousseau*, qui a accepté une charge à la nomination de la Couronne ; *Arthur Boyer*, Ecuyer, a été déclaré élu pour représenter le dit District Electoral de *Jacques-Cartier* dans la dite Assemblée Législative, ainsi qu'il appert par le retour du Bref d'Election et par le rapport que m'a fait l'Officier-Rapporteur préposé à cette élection.

Fait à Québec, ce troisième jour d'Avril mil huit cent quatre-vingt quatre.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie

L. Delorme, Ecuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la *Women's Christian Association* de Québec, pour l'année 1883. (Documents de la Session No 25.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable Trésorier *Robertson*,—La Pétition de *The Paton Manufacturing Company*.

Par M. *Thornton*,—La Pétition de *The Coaticook Knitting Company*.

Par M. *Robillard*,—La Pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de *Berthier*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition du Révérend *V. Rousselot* et autres, membres du Comité de Vigilance, de la Paroisse de *St-Jacques*, dans la Cité de *Montréal* ; et la Pétition de l'Institution des Aveugles, *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *L. J. Lamontagne* et autres, du Village de *Saint Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Hochelaga* ; demandant que le dit Village de *Saint Jean-Baptiste* soit incorporé en ville.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé une liste des Membres pour le Comité suivant :

ORDRES PERMANENTS :—MM. Archambault, Asselin, Beauchamp, Bernard, Boyer, Bernatchez, Charlebois, Demers, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Gauthier, Leduc, Marion, Nantel, Owens et Paradis.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 671 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill concernant la constitution des hypothèques sur le capital des rentes constituées, représentant des droits seigneuriaux et l'enregistrement de ces hypothèques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Faucher de Saint-Maurice ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette Province, 43-44 Victoria, chapitre 10, concernant les Enquêtes des Coroners.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet ait la permission de présenter un Bill relatif aux Asiles d'Aliénés subventionnés par le Gouvernement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 26, intitulé : "Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 2127 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Picard ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette Province 46e Vict., chapitre 21, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique, en tant qu'elles se rapportent à la Ville de Richmond."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Mercier.—Pourquoi les élections de *Jacques-Cartier*, *Trois-Rivières*, *Châteauguay* et des *Deux-Montagnes* ont-elles été retardées jusqu'au 26 mars 1884 ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon :

Les brefs pour les élections des nouveaux ministres ont été lancés aussitôt après leur entrée en office ; et les brefs pour les élections dans les comtés de *Jacques-Cartier*, *Trois-Rivières*, *Châteauguay* et *Deux-Montagnes* ont été lancés aussitôt que possible après les élections du Trésorier et du Procureur-Général.

Par M. Picard.—Est-ce réellement l'intention du Gouvernement de cancelier les deux cents ventes de terres faites à des colons de *Wotton*, *St-Camille*, *Ham*, *Wolfestown*, *Garthby* et *Stratford*, dans le comté de *Wolfe*, ainsi qu'il en a été donné avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 22 mars, 1884 ?

Si oui, quelles sont les raisons qui ont pu induire le gouvernement à agir ainsi ? Si non, pourquoi a-t-il commencé de telles procédures contre un aussi grand nombre de vrais colons défricheurs de mon comté ?

Réponse, par l'honorable M. Lynch :

Le Gouvernement a donné avis dans la *Gazette Officielle*, conformément à l'Acte 45e Vict., chap. 10, que les ventes d'un certain nombre de lots de terre dans les cantons *St-Camille*, *Wotton*, *Ham*, *Wolfestown*, *Garthby*, *Stratford*, seraient annulées pour non-accomplissement des conditions d'établissement et de vente. Cette manière d'appliquer la loi n'est pas restreinte à la vente des terres du comté de *Wolfe*, en particulier, mais il s'étend indistinctement à tous les comtés de la Province. C'est toutefois l'intention du Gouvernement de faire droit aux justes réclamations des porteurs de billets de location de bonne foi qui feront preuve de leur bonne volonté de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées et, dans ce cas, ils seront comme par le passé, traités avec la plus grande indulgence.

Par M. Stephens.—Est-ce l'intention du Gouvernement de remédier au manque de confort dans le Palais de Justice, à *Montréal*, et au danger du feu, auquel sont exposés les archives ?

Le Gouvernement a-t-il eu connaissance de la charge de Son Honneur le juge *Dorion* à ce sujet ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—La question est sous considération. Le gouvernement n'a pas eu communication des remarques de l'Honorable juge *Dorion* à ce sujet, mais il a reçu le rapport du grand jury.

Par M. Stephens.—Le Gouvernement a-t-il autorisé *Henry O'Sullivan*, inspecteur des cadastres, à travailler dans la présente élection de *Gaspé*, en faveur de M. *Flynn* ; et si, non, quelle est sa mission dans ce comté ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch.—Il n'est pas à ma connaissance que *Henry O'Sullivan* ait pris aucune part dans l'élection de *Gaspé*. Si oui, ce fut sans autorisation de ma part ou du département.

Par M. Stephens.—Le Gouvernement a-t-il l'intention d'instituer une enquête rigoureuse et complète, sur les circonstances ayant rapport à la vente du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Quand le Gouvernement aura pris communication des documents qui doivent être mis devant la Chambre, concer-

nant l'administration et la vente du chemin de fer, et lorsqu'il sera en possession de renseignements provenant de cette source ou d'ailleurs, suffisants pour démontrer l'utilité d'une telle enquête, il fera connaître à la Chambre sa décision à ce sujet.

Par M. *Stephens*.—Le Gouvernement a-t-il en sa possession le témoignage de *Jean de Beaufort*, surintendant de la police du Revenu, donné dans la cause No 1923, *Gaspard Mathieu*, demandeur, *vs*, *A. Charlebois et al*, défendeurs ; dans lequel le dit *Beaufort* affirme " qu'il existait un marché, par lequel il devait obtenir un contrat du Gouvernement pour les défendeurs, et ce billet, ainsi que d'autres, devaient lui être donnés aussitôt que le contrat serait obtenu, pour sa part dans les profits du contrat, et que le contrat devait être donné à *McMillan* ou aux défendeurs. Sa part dans les profits en question était de dix mille piastres, et il devait employer autant de personnes pour l'aider, qu'il jugerait nécessaire, et il devait payer ces personnes ? "

Si non, le Gouvernement procurera-t-il et fera-t-il une enquête pour découvrir si la somme d'argent mentionnée plus haut a été dépensée pour la fin ci-dessus, et qui l'a obtenue ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon* :—Non, sur toutes les questions.

Par M. *Gagnon*.—Quel est le salaire actuel du shérif conjoint du district de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon* :—Trois mille six cents piastres.

Par M. *Gagnon*.—En quelle capacité *L. N. Fortin*, ex-député de *Montmagny*, est-il employé par le Gouvernement ? Quel est le salaire qui lui est accordé ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—M. *L. N. Fortin*, ex-député de *Montmagny* est employé par le Gouvernement en qualité de surintendant général des travaux de colonisation. Son traitement est de trois piastres par jour.

Par M. *Stephens*.—Le Gouvernement a-t-il sous considération, la question de la réduction des dépenses de l'administration de la justice dans le district de *Montréal* ?

Réponse de l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement s'occupe de la réduction des frais d'administration de la justice non-seulement dans le district de *Montréal*, mais dans toute la Province et il espère pouvoir les diminuer considérablement cette année même.

Par M. *Watts*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de donner instruction de prendre des procédés légaux contre les personnes qui ont pris des licences des commissaires du Gouvernement Fédéral, dans les comtés de *Drummond* et *Arthabaska*, et qui vendraient des boissons enivrantes, sans avoir pris une licence sous l'acte des licences de *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement verra à ce que la question de la constitutionnalité de l'acte des licences, passé par le Parlement du Canada, soit soumise au tribunaux, mais de manière à faire le moins de frais possible.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—

Copies de toutes correspondances échangées depuis le 2 mars 1878, entre les Gouvernements de cette Province, du Canada et d'Ontario, ou aucun de leurs membres, relativement :

1. Au rajustement ou à l'augmentation du subside provincial ou à l'obtention de *better terms* ;
2. Au règlement des comptes ouverts avec ces Gouvernements ;
3. A des avances d'argent pour subsides, ou autres causes ;
4. A la vente du chemin de fer *Q. M. O. & O.*, au Gouvernement Fédéral ;
5. A l'obtention d'un subside additionnel de la part du Gouvernement Fédéral, à l'égard de la construction de ce chemin, ou de tout autre chemin de fer de la Province ;

Ainsi que copies de tous Ordres en Conseil, rapports, mémoires et *mémorandums* ou autres documents se rattachant directement ou indirectement à aucun de ses sujets.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copies de toutes correspondances échangées, depuis deux ans, entre le Gouvernement de cette province, celui du *Canada* et de toute autre province, ou aucun d'iceux, relativement à l'octroi des licences pour le commerce des boissons et liqueurs enivrantes ;

2. Aux pouvoirs des Gouvernements Provinciaux d'émettre telles licences ;
3. Au rappel ou à la mise en force de l' "Acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883," passé par le parlement fédéral ;
4. A la nomination des Commissaires, en vertu de cette loi ;
5. A toute application faite, pour empêcher les dits Commissaires d'octroyer telle licence et forcer les officiers provinciaux à les émettre comme auparavant.

Avec copies des jugements rendus devant les cours d'*Ontario* et du décret du comité judiciaire du Conseil Privé, dans la cause de *Regina vs Hodges* ; de tous ordres en conseil, rapports, ordres ou décisions et généralement de tous documents se rattachant directement ou indirectement à quelqu'un des sujets ci-dessus mentionnés.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette chambre :

1. Copie du contrat exécuté entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, en vertu de la résolution passée par cette Chambre, le 28 mars 1883.
2. Copie de toutes correspondances, de tous ordres en conseil, rapports et de tous autres documents se rattachant à ce contrat.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copies des rapports, lettres, recommandations, suggestions, etc., etc, des commissaires nommés l'an dernier, pour faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics ou d'aucun d'eux.

2. Copies des ordres en conseil, rapports ou ordres des départements, renvoyant, destituant ou mettant à la retraite, certains employés publics, depuis la date de telle commission.

3. Liste complète de tels employés, faisant voir leur âge, leur salaire, la date de leur entrée et de leur sortie du service public et de leur occupation ; distinguant ceux qui ont été réintégrés, depuis, dans le service, d'une manière permanente ou temporaire, et faisant voir leur nouvelle occupation et leur nouveau salaire, la date de leur rentrée.

4. Copies des ordres en conseil, recommandant la diminution des allocations aux institutions de charité ; avec copies des correspondances échangées et des pétitions faites à cet égard.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie des contrats passés pour la construction du nouveau Palais Législatif, tant pour la construction ordinaire que les additions et *extras* rendus nécessaires pour l'installation des nouvelles chambres ; et de tous ordres en conseil à cet égard ;

2. Copies de tous contrats faits pour l'ameublement et l'installation des nouvelles chambres et des ordres en conseil s'y rapportant ;

3. Copies des soumissions faites et de toutes correspondances à cet égard ;

4. Etat détaillé de toutes les sommes payées, jusqu'au 1er avril 1883, tant pour la construction sur le contrat original, que pour les *extras* pour l'installation et l'ameublement des nouvelles chambres, avec la date de tels paiements, les noms des personnes auxquelles ils ont été faits, etc., etc.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des recettes et des paiements de la Province de *Québec*, depuis le 30 juin, 1883.

Sur motion de M. *Stephens*,—secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état contenant une liste de tous les nouveaux employés nommés depuis la dernière session de la Législature ;

Le bureau où ils ont été nommés et le montant du salaire ;

Une liste de tous les employés démis ou dont les services n'étaient plus requis ;

Une liste de tous les employés qui ont été réinstallés, avec quel salaire ;

Une liste de toutes les augmentations ou diminutions de salaire durant cette période.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de tous les emprunts négociés ou des débetures vendues, depuis la date du dernier Rapport, jusqu'à ce jour, avec le nom des acheteurs et le montant réalisé, par la vente de ces débetures.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes d'argent dépensées pour l'encouragement des Manufactures de Sucre de Betteraves avec les détails indiquant à qui ces sommes ont été payées.

Aussi, une liste des cautionnements fournis en vertu de l'Acte 45^e *Victoria*, chapitre 24, section 2 et 3.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du Rapport (*présentement*) des grands Jurés présenté au Juge *Ramsay*, au dernier Terme Criminel, à *Montréal*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la preuve faite dans la cause du meurtre d'un nommé *Thouin*, à l'Asile de *Beauport*.

L'Honorable Trésorier *Robertson* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Comptes Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirant le 30 Juin 1883. (Documents de la Session No 3).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 4 Avril 1884.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St-Joseph de Lachine, pour l'année 1883. (Documents de la Session No 25.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Lavallée,—la Pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de Joliette.

Par M. Sawyer,—la Pétition de *The Methodist Episcopal Church in Canada, The Methodist Episcopal Church in Canada, The Primitive Methodist Church in Canada and the Bible Christian Church of Canada.*

Par M. Frégeau,—la Pétition de Charles Sené et autres, de Saint-Joachim de Shefford.

Par M. Dorais,—la Pétition du Révérend H. E. Julien et autres, et la Pétition de Jean-Antonio-Achille Leduc, de la Paroisse de Bécancour, Comté de Nicolet.

Par l'Honorable Trésorier Robertson,—la Pétition de la Compagnie de l'Hôtel Chateau St-Louis.

Par M. Audet,—la Pétition du Révérend J. Bourassa et autres, de Beauce et autres comtés.

Par M. Stephens,—la Pétition de la Compagnie de Coton, Montréal.

Par M. Bergevin,—la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de St-Clément de Beauharnois.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De L. H. Guay et autres, de la Cité de Sherbrooke ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke."

De Joseph Morissette, de Ste-Marie, Comté de Beauce ; demandant un acte l'autorisant à construire un pont de péage sur la Rivière Chaudière.

Du Dr Duhamel et autres ; demandant l'incorporation de la Congrégation des Missionnaires de la Compagnie de Marie.

M. Asselin, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité après avoir élu comme son président, Louis Napoléon Asselin, écuyer, a examiné les Pétitions suivantes, et a trouvé que les avis avaient été donnés dans chaque cas :

Du Révérend Antoine Labelle, Prêtre, et autres ; demandant un acte incorporant "La Grande Loterie Nationale de Québec ;"—du Crédit Foncier Franco-Canadien ; demandant des amendements à sa charte ;—du *Congregational College of British North America* ; demandant un acte lui permettant de conférer des degrés en Théologie et amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chap. 162 ;—du Révérend Elphège Gravel, Prêtre, de St-Hyacinthe ; demandant un acte amendant le Statut 35e *Victoria*, chap. 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur et pour d'autres fins ;—du Révérend Joseph Bonin et autres, de Ste-Emmélie de l'Energie ; demandant un acte pour ériger civilement la Paroisse de Ste-Emmélie de l'Energie et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre, que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill amendant le Statut 35e *Victoria*, chap. 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de St-Hyacinthe.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lavallée* ait la permission de présenter un Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Ste-Emmélie de l'Energie* et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill permettant au *Congregational College of British North America*, de conférer des degrés en Théologie, et amendant l'acte 27^e et 28^e *Victoria*, chap. 162.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau la Charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 299 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Joly* ait la permission de présenter un Bill pour étendre et définir l'obligation des patrons d'indemniser leurs employés, pour les dommages corporels éprouvés par ces derniers, dans la prestation de leurs services.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—les Rapports Municipaux de la Province de *Québec*, pour l'année 1883, conformément à la clause 31^e du chapitre 33 des Statuts Refondus du *Canada* (Documents de la Session No 30.)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport des Médecins, Directeurs-Propriétaires de l'Asile des Aliénés de *Québec*, pour l'année 1882-83. (Documents de la Session No 9.)

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour protéger plus efficacement les Mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender la 31^{ème} *Victoria*, chapitre 32.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour protéger les Compagnies à Fonds Social.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill relatif aux Chemins à Barrières de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer "La Grande Loterie Nationale de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit lu la seconde fois, lundi prochain, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Martel*.—Le montant de \$7000 voté durant la session de 1882, pour toute autre manufacture de sucre de betterave que celle de Farnham, a-t-il été payé par le gouvernement ? Si oui, à qui et quand a-t-il été payé ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—\$3500 ont été payées le 16 août 1882, sous l'autorité de l'ordre en conseil No 265, du 7 juillet 1882, à "The Pioneer Beet Root Sugar Company," de Coaticook. La balance du montant \$3500 a été remise au Trésor suivant la loi.

Par M. *Stephens*.—Est-il vrai que \$2000 de dépenses légales ont été payées à D. *Girouard*, écuyer, M. P. ; et pour quel service ce montant a-t-il été payé ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Oui, \$2000 ont été payées à M. *Girouard* pour service devant le Conseil Privé, dans la cause du Procureur-Général contre "The Colonial building and Investment Association," sous l'autorité des ordres en conseil No 279, du 9 juillet et No 432, du 2 octobre 1883.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire faire une refonte et une ré-impression du Code Municipal ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Pas maintenant.

Par l'Honorable M. *Garneau*.—Le Gouvernement a-t-il pris des mesures pour faire disparaître les difficultés qui paraissent exister et qui empêchent de disposer du terrain connu sous le nom de l'emplacement de Casernes des Jésuites, dans la cité de Québec ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Pas encore.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous ordres en conseil, rapports, correspondances, marché ou contrat conclu au sujet du fonds des écoles élémentaires, en rapport avec l'acte de cette Législature, 46e Vict., ch. 22, intitulé : " Acte pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires. "

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre : Copie de l'ordre en conseil No 150, en date du 5 mai 1883, ordonnant remise des \$30,000 qui apparaissent au crédit de la Province, à la page 8 de l'état des recettes et des paiements du 30 juin au 31 décembre 1883, mis devant la Chambre, à la dernière session ; cette entrée étant dans les termes suivants : " Emprunt de 1882, 45e Vict., ch. 18 ; dépôt spécial de garantie, \$30,000 " ; avec copies de toute correspondance échangée et du chèque ou ordre de paiement donné à cet égard, ainsi que copie du contrat original de cet emprunt et de celui avec la Banque de *Montréal* ou toutes autres institutions ou personnes, au sujet de cet emprunt et de l'acte de résiliation du contrat original.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : un état des montants payés dans le fonds d'amortissement ; et aussi un état indiquant le montant dû au fonds d'amortissement, s'il y en a.

Sur motion de M. *Caron*, secondé par M. *Trudel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : les différents rapports de M. *Obalski*, ingénieur des mines, récemment faits au Premier Ministre concernant les dégagements de gaz que l'on a constatés sur différents points des comtés de *Maskinongé*, *Berthier*, *L'Assomption*, *Champlain*, *St-Maurice*, *Portneuf* et *Nicolet*, et la possibilité ou la probabilité de la découverte de sources de pétrole dans toute cette région.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de chaque *item* de dépense, pour ouvrage supplémentaire (*extra*) payé, relativement aux nouvelles chambres de la Législature, chaque paiement étant indiqué avec les *item* qui ont été payés.

Cet état devant indiquer, la date de chaque paiement et toutes les sommes payées jusqu'au 3 avril, 1884.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *McShane*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un tableau indiquant tous les comtés ou parties de comtés où le cadastre officiel est en force ; avec mention, dans chaque cas, de la date du dépôt, de la date de la proclamation le mettant en force et la date précise quand il a pris effet.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 7 Avril 1884.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai reçu avec beaucoup de satisfaction la loyale Adresse que vous avez votée en réponse au Discours du Trône, et je n'ai aucun doute que vous ne donniez l'attention la plus sérieuse aux mesures qui seront soumises à votre examen.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 5 avril 1884. }

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Marion*,—La Pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition des Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de *St-Viateur*.

Par M. *Watts*,—La Pétition de *Benjamin Fouquet* et autres, du Canton de *Tingwick*.

Par M. *Lemieux*,—La Pétition de *A. T. Beaulieu* et autres, de la ville de *Lévis*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *The Paton Manufacturing Company*, de la Cité de *Sherbrooke* ; demandant l'abrogation de l'acte 39e *Victoria*, chap. 67.

De *The Coaticooke Knitting Company* ; demandant un acte afin de ratifier un règlement de la compagnie et l'autoriser à émettre des débentures.

Du Révérend *V. Rousselot* et autres, membres du Comité de Vigilance de la Paroisse de *St-Jacques*, de la Cité de *Montréal* ; demandant que la taxe pour l'octroi des licences soit augmentée.

Du Conseil de Ville de la Ville de *Berthier* et du Conseil de Ville de la Ville de *Joliette* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De *The Methodist Church of Canada*, *The Methodist Episcopal Church in Canada*, *The Primitive Methodist Church in Canada*, and *the Bible Christian Church of Canada* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Methodist Church*."

De *Charles Sené* et autres, de *St-Joachim de Shefford* ; demandant l'érection de la Paroisse de *St-Joachim de Shefford* en municipalité.

Du Révérend *H. E. Julien* et autres ; demandant la passation d'un acte pour incorporer la Compagnie du Pont de *St-Léonard*, Comté de *Nicolet*.

De *Jean Antonio Achille Leduc*, de la Paroisse de *Bécancour*, Comté de *Nicolet* ; demandant la passation d'un acte pour lui permettre d'aliéner certains immeubles grévés de substitution par le testament de feu *Marguerite Bourgeois*, sa mère.

Dé la Compagnie de l'Hôtel Chateau *St-Louis* ; demandant un amendement à sa charte afin de réduire son capital.

De la Compagnie de Coton de *Montréal* ; demandant un acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la dite compagnie.

Du Révérend *J. Bourassa* et autres, de *Beauce* et autres comtés ; demandant que le tarif des taux de péage que *François Verreault* et ses successeurs ont droit d'exiger par la 58e *George III*, sur un pont construit sur la rivière *Etchemin*, à *St-Henri*, soit amendé.

De la Municipalité de la Paroisse de *St-Clément de Beauharnois* ; demandant l'abrogation de la section 62e de l'acte 38 *Victoria*, chap. 77.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé des listes des membres pour les comités suivants :

PRIVILÈGES ET ELECTIONS.—L'Honorable *M. Blanchet*, l'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Mercier* et l'Honorable *M. Taillon*, et *M. Faucher de Saint-Maurice*, *M. Gaboury*, *M. Poulin*, *M. Spencer* et *M. Watts*.

CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC.—L'Honorable *M. Blanchet*, l'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Robertson* et l'Honorable *M. Turcotte*, et *M. Archambault*, *M. Audet*, *M. Boyer*, *M. Cameron*, *M. Caron*, *M. Carbray*, *M. Demers*, *M. Desaulniers*, *M. Desjardins*, *M. Duhamel*, *M. Frégeau*, *M. Gauthier*, *M. Leduc*, *M. Lemieux*, *M. Martin*, *M. McShane*, *M. Owens*, *M. Poulin*, *M. Poupore*, *M. Rinfret dit Malouin*, *M. Sawyer*, *M. Shehyn*, *M. Spencer*, *M. St-Hilaire* et *M. Watts*.

BILLS PRIVÉS.—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Blanchet*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Mercier*, l'Honorable *M. Robertson* et l'Honorable *M. Turcotte*, et *M. Archambault*, *M. Asselin*, *M. Beauchamp*, *M. Cameron*, *M. Duhamel*, *M. Faucher de Saint-Maurice*, *M. Gagnon*, *M. Lemieux*, *M. Marion*, *M. Martel*, *M. McShane*, *M. Nantel*, *M. Owens*, *M. Poulin*, *M. Poupore*, *M. Robidoux*, *M. Shehyn*, *M. Stephens*, *M. Thornton*, *M. Trudel* et *M. Watts*.

IMPRESSIONS.—L'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Mercier* et l'Honorable *M. Taillon*, et *M. Brousseau*, *M. Desaulniers*, *M. Desjardins*, *M. Faucher de Saint-Maurice* et *M. Watts*.

COMPTES PUBLICS.—L'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Mercier* et l'Honorable *M. Robertson*, et *M. Audet*, *M. Boyer*, *M. Brousseau*, *M. Carbray*, *M. Charlebois*, *M. Deschênes*, *M. Dorais*, *M. Duckett*, *M. Duhamel*, *M. Gagnon*, *M. Lavallée*, *M. Marcotte*, *M. McShane*, *M. Owens*, *M. Picard*, *M. Shehyn*, *M. Spencer*, *M. Stephens* et *M. Thornton*.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Lynch* et l'Honorable *M. Marchand*, et *M. Audet*, *M. Beauchamp*, *M. Bergevin*, *M. Bernard*, *M. Bernatchez*, *M. Cameron*, *M. Caron*, *M.*

Casavant, M. Demers, M. Deschênes, M. Dorais, M. Duhamel, M. Faucher de Saint-Maurice, M. Frégeau, M. Gaboury, M. Gagnon, M. Gauthier, M. Lavallée, M. Martel, M. Nantel, M. Paradis, M. Picard, M. Poulin, M. Poupore, M. Richard, M. Robidoux, M. Sawyer, M. St-Hilaire, M. Spencer, M. Thornton, M. Trudel et M. Watts.

INDUSTRIES.—*M. Audet, M. Bergevin, M. Bernard, M. Casavant, M. Carbray, M. Charlebois, M. Demers, M. Deschênes, M. Desjardins, M. Frégeau, M. Lavallée, M. Leduc, M. Marion, M. Marcotte, M. Martin, M. Owens, M. Paradis, M. Poulin, M. Richard, M. Rinfret dit Malouin, M. Robillard, M. Sawyer, M. St-Hilaire et M. Spencer.*
Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que M. Picard ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 33e Vict., chapitre 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Demers ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi des Licences de Québec, de 1878, (41e Vict., chap. 3), et la section 17 de l'Acte 43-44 Vict., chap. 11, en soumettant les Licences pour Hôtels de Tempérance à certaines formalités.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Demers ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du Canada, 24e Vict. chap. 32, concernant les assurances de Paroisses.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Trudel ait la permission de présenter un Bill relatif aux Notifications, Protêts et Significations.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill pour rendre valides certains Actes Notariés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 795 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Joly ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal, en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes municipales, à défaut de paiement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 125 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un Comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions de la Législature, et pour informer Leurs Honneurs que les Membres du Comité Permanent des Impressions, savoir : l'Honorable Procureur-Général Taillon, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Mercier, M. Brousseau, M. Desaulniers, M. Watts, M. Faucher de Saint-Maurice, agiront comme Membres du dit Comité conjoint des Impressions.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général Taillon porte le dit Message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable Procureur-Général Taillon, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Mercier, M. Desaulniers, M. Desjardins, M. Faucher de Saint-Maurice pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme Membres du Comité conjoint de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général Taillon porte le dit Message au Conseil Législatif.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill amendant le Statut 35e Victoria, chapitre 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur* pour la construction d'une Eglise Paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe*.

Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Sainte-Emmélie de l'Energie* et aussi pour constituer cette Paroisse en municipalité distincte et séparée.

Bill permettant au *Congregational College of British North America* de conférer des degrés en Théologie, et amendant l'Acte 27-28 Vict. chap. 162.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*.

Et la question étant mise aux voix, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers Bills Privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. Mercier.—Quelles sommes ont été payées, jusqu'à ce jour, pour la commission d'enquête sur l'organisation de tous les départements publics ? A qui ces sommes ont-elles été payées ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson.

	Traitem'ts.	Dépenses de voyages et déb.	Total.
<i>Louis Tellier</i> , commissaire, président.	\$2,820 00	\$ 755 98	\$ 3,575 98
<i>A. A. Stevenson</i> , "	2,830 00	227 00	3,057 00
<i>Gaspard Drolet</i> , "	651 85	148 15	800 00
<i>J. A. Ouimet</i> , sec. conj. de la comm...	1,495 00	430 63	1,925 63
<i>C. Massiah</i> , " "	757 50	336 50	1,094 00
<i>J. A. Paré</i> , témoin interrogé.....	\$16 90		
<i>M. J. Murphy</i> , "	8 40		
<i>Chas. Huot</i> , "	8 40		33 70
	\$8,554 35	\$1,898 26	\$10,486 31

Bureau de l'Auditeur, 4 avril 1884.

Par M. Gagnon.—*E. T. Paquet*, Sherif pour le district de *Québec*, a-t-il donné le cautionnement voulu par la loi ; et si, non, pourquoi ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Le Shérif pour le district de *Québec* n'a pas encore fourni son cautionnement. D'après les renseignements qui ont été donnés au Gouvernement, le Shérif aurait fait des démarches pour fournir ce cautionnement aussitôt après sa nomination et le retard aurait été causé par un malentendu.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire aux juges de paix une distribution du " Livre des Magistrats " par M. Lanctot ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Non.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de prendre part à l'exposition des produits de la laiterie qui doit avoir lieu à *Munich*, en *Bavière*, au mois d'octobre prochain, sous la direction de l'Union Agricole de *Bavière* ?

A-t-il l'intention de demander au Conseil d'Agriculture de faire un envoi de nos beurres et fromages, et de profiter de notre exposition provinciale, qui aura lieu en septembre, pour faire un choix ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Au premier paragraphe le Gouvernement répond " non " ; au second, " le Gouvernement avisera."

Par l'Honorable M. Mercier.—Quelle est la production de *Vitem* \$54,949.89 porté aux recettes, à la page 10 des comptes publics de 1882-1883, sous la rubrique " Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* " ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson.—Etat détaillé des sommes composant le montant porté au crédit du revenu du Chemin de Fer *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, dans les Comptes Publics, pour l'année finissant au 30 juin 1883, \$54,949.89.

1882.

Août 12	Recettes du Trafic déposées à la Banque <i>Jacques-Cartier</i>	\$12,243.41
Sept. 14	<i>Carrier, Laine & Cie</i> , à compte de construction de chars.....	25,000.00
Oct. 12	Primes d'assurance remises.....	4,359.99
Déc. 2	do do	1,144.18
" 4	do do	2,064.16
" 5	Quaiage, vaisseau <i>Cavour</i>	80.00

1883.

Mars 27.	Assurance sur fret détruit par le feu, station de <i>Batiscan</i>	250 00
	Charbon vendu à <i>R. C. Adam & Cie</i>	1,216 54
	Balance, recettes du trafic, déposées à la Banque <i>Jacques-Cartier</i>	7,573 15
Avril 12.	Perception du Trafic par le Département du chemin de fer.	1,018 46
		<hr/> \$54,949 89

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. A qui ont été payées les \$30,000, portées dans la liste des paiements, à la page 11 des comptes publics de 1882 et 1883, sous la rubrique "Dépôt spécial de garantie" ?

2. En vertu de quelle autorité et pour quelles raisons ce paiement a-t-il été fait ?

3. Quelle est la date de ce paiement et si, par un chèque ou mandat, à l'ordre de qui ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*.—La réponse à cette interpellation sera incluse dans la réponse à l'adresse votée, vendredi dernier, à ce sujet.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Quelle est la nature et l'autorité du paiement de \$6,522 porté à la page 11, des comptes publics de 1882 et 1883, sous la rubrique "Licences de Mariage," par l'entremise du Conseil de l'Instruction Publique ?

2. A qui et à quelle date ce paiement a-t-il été fait ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*.—Le montant de \$6,522 porté, parmi les paiements, à la page 11 des Comptes Publics, sous la rubrique de "Licences de Mariages distribués par l'entremise du Conseil de l'Instruction Publique," est le montant qui fut perçu, pendant l'année 1881-82, pour licences de mariages et qui fut remis le 2 juillet et le 28 septembre 1882, au Surintendant de l'Instruction Publique, pour distribution, parmi les institutions protestantes d'éducation supérieure, par le comité protestant du Conseil de l'Instruction Publique, sous l'autorité de l'acte 35 Victoria, chapitre 3.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Quelle est la nature et l'autorité du paiement des \$29,352.02, porté à la page 11, des Comptes Publics de 1882 et 1883, sous la rubrique : "Paiements faits par les officiers du revenu, à même les perceptions faites par eux" ?

2. A qui et à quelle date ces paiements ont-ils été faits ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Le paiement de \$29,352.02 entré à la page 11 des Comptes Publics pour 1882-83, sous la rubrique de "Paiements faits par les officiers du revenu à même les perceptions faites par eux" est composé de ;

Premièrement.—\$21,114.22, montant de commission et autres dépenses pour la perception des droits sur les licences, amendes etc., ainsi qu'indiqué à la page 12½ des dits Comptes Publics.

Deuxièmement.—\$8,237.80 montant des paiements faits par les Shérifs, pour les petits jurés, et à même les perceptions en à-compte du fonds de bâtisses et des jurés, tel qu'indiqué aux pages 123 et 124 des dits Comptes Publics.

Par M. *McShane*.—1. *L. E. Frenette*, copiste, porté à la page 24 des Comptes Publics de 1882-83, comme ayant reçu \$500.00, est-il le même qui a agi comme massier au conseil ?

2. Quel salaire reçoit-il comme massier ?

3. Est-ce encore la même personne, dont le nom est entré à la page 42 des mêmes Comptes Publics, comme ayant reçu \$15.00 pour dépenses de voyage ; et si oui, quelle est la nature de ce voyage ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Première partie.—C'est le même.

Seconde Partie.—Il ne reçoit aucun traitement comme massier. Son prédécesseur avait un traitement de 750.00 par année.

Troisième Partie.—En décembre 1882, le Surintendant de l'Instruction Publique, étant commissaire nommé pour faire l'enquête dans les affaires scolaires de Montréal, et étant alors à Montréal pour cet objet, M. Frenette y est allé, à la demande du Surintendant, pour faire signer des chèques et autres documents du Département et a reçu \$15 pour ses frais de voyage.

L'Honorable M. Robertson met devant la Chambre,—Etat des recettes et des dépenses de la Province de Québec, provenant de toutes sources, du 1er juillet 1883, au 31 mars 1884, inclusivement. (Documents de la Session No 31.)

Ordonné, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'arrêté en Conseil, nommant MM. *Alley* et *Pâquet*, Shérifs conjoints pour le district de Québec.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes les sommes payées par le Gouvernement, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental depuis le 1er juillet 1882, jusqu'au 1er avril courant, en distinguant, par des colonnes séparées et additionnées, les sommes payées en vertu de Mandats Spéciaux, de celles votées régulièrement dans le budget, avec aussi, un état des réclamations non encore payées, au dit 1er avril courant, au sujet du dit chemin.

L'Honorable M. Mercier propose, secondé par l'Honorable M. Joly, qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le le priant de vouloir bien transmettre les résolutions suivantes à Son Excellence le Gouverneur-Général :

1. Que l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, devait, dans l'opinion de ses auteurs, consacrer l'autonomie des Provinces de la Confédération, et que cet acte a réglé d'une manière absolue les pouvoirs relatifs du Parlement Fédéral et des Législatures Provinciales ;

2. Que les empiètements fréquents du Parlement Fédéral, sur les prérogatives des Provinces sont une menace permanente pour celles-ci ; et que cette Chambre, justement alarmée de ces empiètements, croit qu'il est de son devoir d'exprimer énergiquement sa détermination de défendre tous les droits provinciaux et de proclamer hautement l'autonomie qu'elle possède, tels que consacrés par l'acte fédéral.

Et des débats s'ensuivant ;

M. Watts propose, secondé par M. Lemieux, et la question préalable étant proposée, que cette question soit maintenant mise aux voix.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle M. *Faucher de Saint-Maurice*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Faucher de Saint-Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 8 avril 1884.

Et les débats se continuant ;
Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Boyer*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 8 Avril 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Leduc*.—La pétition de la corporation ayant nom "Le président et les syndics des Isles *Du Moines et des Barques*."

Par l'Honorable Commissaire *Lynch*.—La pétition de "The *University Lying-in Hospital, Montréal*."

Par M. *Frégeau*.—La pétition des commissaires et des syndics des écoles du village de *Waterloo*, dans le comté de *Shefford*.

Par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*.—La pétition du Révérend *Ludger Harpin* et autres, prêtres de la Compagnie de Jésus, résidant à *Montréal*.

Par M. *Shehyn*.—La pétition de *Philéas Corriveau*.

M. *Archambault*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières, présente à la chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Beaubien* pour son président et qu'il demande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Votre comité, en vue de l'ajournement pour les fêtes de Pâques, désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions pour Bills privés soit étendu au seize avril courant ; et que le délai pour la réception des rapports sur les Bills privés soit aussi prolongé au vingt-neuf avril courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres permanents présente à la Chambre le Deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donné dans chaque cas :

De la Cité de *Sherbrooke*,—de la ville de *Berthier*,—et de l'Hôtel du Château St-Louis ; demandant des amendements à chacune de leurs chartes respectives.—De *L. H. Guay* et autres, de la cité de *Sherbrooke* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " Société Union St-Joseph des Artisans de *Sherbrooke*. " —De *Louis Hamel* et autres ; demandant l'incorporation de la Congrégation des Missionnaires de la Compagnie de *Marie*.—De la " *Paton Manufacturing Company* " ; demandant un acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la dite compagnie, émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette Province, 39 Victoria, chapitre 67 et révoquant le dit acte.—Des églises Méthodistes ; demandant un acte concernant l'union de certaines Eglises Méthodistes.—De *Anastase Belisle* et autres ; demandant un acte pour ériger la paroisse de *St-Joachim* de *Shefford* en municipalité.—Du Rév. *H. E. Julien* et autres, de la paroisse de *St-Léonard* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " Compagnie du pont *St-Léonard* ".—Et de la compagnie de coton, de *Montréal* ; demandant un acte pour ratifier et confirmer certaines résolutions des actionnaires de la dite compagnie.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Frédéric T. Ansell*, de la Cité de *Sherbrooke*, demandant un acte autorisant l'association pharmaceutique de la Province de *Québec*, à l'admettre à pratiquer comme chimiste et droguiste dans cette Province, et a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés pendant l'espace de temps requis ; mais comme il a été prouvé devant votre comité, que les parties intéressées ont été bien informées de la nature de la demande, votre comité recommande à votre Honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la " *Coaticooke Knitting Company* " demandant un acte pour lui permettre d'émettre les débentures portant première hypothèque et pour confirmer un règlement de la dite compagnie, à cet effet, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi l'Honorable *Jean Blanchet* pour son président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Votre comité, en vue des fêtes de Pâques, est aussi convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions pour Bills privés soit étendu au vingt-deux du même mois ; et que celui pour la réception des rapports sur ces bills soit étendu au vingt-neuf du même mois d'avril.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Duhamel* ait la permission de présenter un bill incorporant les Missionnaires de la Compagnie de *Marie*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Thornton*, ait la permission de présenter un Bill permettant à la *Coaticooke Knitting Company*, d'émettre des obligations, portant première hypothèque, et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 39 *Victoria*, chap. 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'acte 40 *Victoria*, chap. 27, et l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 60.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Société "Union St-Joseph des Artisans, de *Sherbrooke*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill abolissant les actions préférentielles du Fonds Social de la "Compagnie manufacturière *Paton*" émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette Province, 39 *Victoria*, chap. 67, révoquant le dit acte.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 46 *Victoria*, chap. 74, qui crée la Compagnie de l'Hôtel du Château *Saint-Louis*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, à admettre *Frederick T. Ansell*, à l'exercice de la profession de Chimiste et de Droguiste, dans la Province de *Québec*, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 32, concernant l'annexion à la Municipalité des Townships Unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, dans le Comté de *Québec*, d'une certaine partie de la Paroisse de *Saint-Edmond* de *Stoneham*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Dorais* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Pont de *Saint-Léonard* et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont par elle construit, sur la Rivière *Nicolet*, près du Village de la Paroisse de *Saint-Léonard*, dans le comté de *Nicolet*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Archambault* ait la permission de présenter un Bill pour amender les Lois de la Chasse en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Frégeau* ait la permission de présenter un Bill pour constituer la Paroisse de *Saint-Joachim de Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robillard* ait la permission de présenter un Bill pour amender certains Actes concernant l'incorporation de la Ville de *Berthier* et lui donner des pouvoirs additionnels.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Sawyer* ait la permission d'introduire un Bill concernant l'Union de certaines Eglises Méthodistes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill pour amender l'Acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 10, concernant les Enquêtes des Coroners, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Trudel*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de renouveler la Commission des Juges de Paix, pour le District des *Trois-Rivières* ?

Si oui, quand doit être émanée la nouvelle Commission ?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*.—La question est sous considération.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question préalable, proposée hier, que la question,—(Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien transmettre les résolutions suivantes à Son Excellence le Gouverneur-Général :

1. Que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, devait, dans l'opinion de ses auteurs, consacrer l'autonomie des Provinces de la Confédération, et que cet Acte a réglé d'une manière absolue les pouvoirs relatifs du Parlement Fédéral et des Législatures Provinciales.

2. Que les empiètements fréquents du Parlement Fédéral, sur les prérogatives des Provinces sont une menace permanente pour celles-ci ; et que cette Chambre, justement alarmée de ces empiètements, croit qu'il est de son devoir d'exprimer énergiquement sa détermination de défendre tous les droits provinciaux et de proclamer hautement l'autonomie qu'elle possède, tels que consacrés par l'Acte Fédéral, soit maintenant mise aux voix.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 9 Avril 1884.

Et la question préalable étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—39.</i>

Ainsi la question est résolue négativement.

L'Honorable *Edmond James Flynn*, ayant présenté l'indenture de son élection pour le District Electoral de *Gaspé*, ayant préalablement prêté le serment voulu par la loi et signé devant le Commissaire *ad hoc* le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Qu'en admettant l'Honorable *Edmond James Flynn*, élu pour représenter le District Electoral de *Gaspé* à prendre son siège en produisant seulement en double son indenture sans le retour de l'indenture du Greffier de la Couronne en Chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Et la séance ayant continué jusqu'à minuit trente cinq minutes, mercredi matin, la Chambre s'ajourne alors.

Mercredi, 9 Avril 1884.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires de l'Asile Protestant des Dames de Québec, pour l'année 1883. (Documents de la Session No 25.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*, —la Pétition du Maire, des Echevins et Citoyens de la Cité de Québec.

Par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, —la Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal et autres, —et la Pétition de la Compagnie de chemin de fer des Comtés Unis.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des Sœurs de l'Asile de la Providence de Montréal ; demandant que leur nom soit changé en celui de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence.

De *Benjamin Fouquet* et autres, du canton de *Tingwick* ; demandant à être détachés de la municipalité *Chénier* et à être annexés à la municipalité du canton de *Chester Ouest* dans le comté d'*Arthabaska*, pour les fins municipales.

De *Augustin Télesphore Beaulieu* et autres, tous de la ville de *Lévis* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie maritime et industrielle de Lévis."

De la Corporation des Clercs paroissiaux ou Catéchistes de *Saint-Viateur* ; demandant la passation d'un acte leur donnant droit d'aliéner certains biens substitués.

M. *Marion*, du Comité permanent des différentes branches d'Industrie en cette Province, présente à la chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Owens* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Duhamel*, du Comité permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre, le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Onésime Gauthier*, écuier, pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Archambault*, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De *Charles Thornton Bates* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *Du Lievre and Ottawa Rivers Transportation and Mining Company*."

De la Compagnie de Filature de *Sainte-Anne, Hochelaga* ; demandant un acte afin de légaliser les débentures émises par la dite compagnie.

De *L. J. Lamontagne* et autres, du Village *Saint-Jean-Baptiste*, dans le comté d'*Hochelaga* ; demandant que le dit Village soit incorporé en ville.

Du Conseil de Ville de la Ville de *Joliette* ; demandant des amendements à la charte de la dite Ville.

D'*Achille Larue*, de la Paroisse de *Bécancour* ; demandant la passation d'un acte pour lui permettre d'aliéner certains immeubles grevés de substitution par le testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère.

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour ratifier et confirmer certaines résolutions des actionnaires de la Compagnie de Coton, de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Lavallée* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte 27 *Victoria*, chap. 23, et l'acte 39 *Victoria*, chap. 27, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la Corporation de la Ville de *Joliette*, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette Province, 46 *Victoria*, chap. 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Beaubien* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Ville de *St-Jean-Baptiste*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Duhamel* ait la permission de présenter un Bill incorporant la "*Du Lièvre and Ottawa Rivers Transportation and Mining Company*".

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Poulin* ait la permission de présenter un Bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *St-Damase*, dans le comté de *St-Hyacinthe*, à la municipalité de la paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Désaulniers* ait la permission de présenter un Bill autorisant *Achille Leduc*, grevé de substitution en vertu du testament de feu *dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Frégeau* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois de l'Instruction Publique en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 25 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que le nom de M. *Boyer* soit substitué à celui de M. *Watts* dans la liste des membres du Comité de l'Agriculture, Immigration et Colonisation.

Ordonné, Que les noms de MM. *Robillard* et *Rinfret* dit *Malouin* soient ajoutés à la liste des membres du Comité des Bills privés.

Ordonné, Que M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 46 Victoria, chapitre 34, intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'association des Dentistes de la Province de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1003 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat, en faveur de l'Honorable Trésorier-Provincial, pour la somme de dix-huit mille piastres, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à mardi prochain.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, le Rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des Actes de la dernière Session qu'il a imprimés et distribués, les Départements, Corps Administratifs, Officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des Actes de chaque Session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Documents de la Session No 32.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 4 avril 1884. }

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *McShane*.—Quelles sommes ont été payées en à-compte du Fonds d'Emprunt Municipal, depuis le dernier paiement, en règlement de compte, fait par la Ville de *Montréal* ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Robertson*.—Le montant payé est de \$71,278.68 en débetures ; de ce montant, il y a en mains un montant de \$31,900 en débetures.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Quels montants ont été payés, depuis le 30 Juin 1883, sur les dépenses de l'année 1882-83, et qui n'apparaissent pas dans les comptes publics, pour cette année là ?

2. Quel est le montant des comptes encore non soldés pour dépenses de l'année 1882-83 ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Robertson*.—La réponse à cette question nécessitera l'examen de toute entrée faite dans les livres du Trésor, depuis le 1er Juillet dernier, pour constater les dates des comptes, et ces informations devraient être demandées par un Ordre de la Chambre, si on le juge néces, et la réponse à cet Ordre nécessitera beaucoup de travail. Rien de plus n'a payé pendant la présente année, qu'on a eu coutume de payer, d'année en année sur les comptes précédents.

Par M. *McShane*.—1. A quelle date le dépôt de \$100,000, mentionné dans l'état No 7, page 20, des comptes publics de l'année 1882-83, a-t-il été fait à *The Exchange Bank of Canada* ?

2. A la demande et sur la recommandation de qui ce dépôt a-t-il été fait ?

3. Quels procédés, si aucun, ont été pris pour recouvrer ce montant ?

4. Le Gouvernement a-t-il quelque garantie additionnelle pour le remboursement de cette somme ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Robertson*.—1. Le dépôt de \$100,000 mentionné dans l'état No 7, page 20, des comptes publics de 1882-83, a été fait à la Banque d'Echange du *Canada*, le 14 juillet 1882.

2. Il n'y a pas de document constatant qu'il ait été fait une demande pour ce dépôt, qui a été fait sur l'ordre du Trésorier.

3. Le dépôt fut réduit à \$75,000 par le paiement de \$25,000, le 7 septembre 1883.

La perception de \$75,000 a été confiée à l'Honorable L. R. Church, C. R. de Montréal.

4. Le Gouvernement n'a pas de garantie additionnelle pour le remboursement du dépôt, mais il réclame ce dépôt comme une créance privilégiée contre l'actif de la Banque.

Par l'Honorable M. Turcotte.—Quel est le montant des débentures données au Gouvernement par la Cité des *Trois-Rivières*, en à compte de sa souscription de \$100,000, en faveur de la construction du Chemin de fer du Nord ; à quelle date ces débentures ont-elles été données ? Les intérêts de ces débentures ont-ils été payés au Gouvernement, si non, pourquoi n'ont-ils pas été payés, et quel arrangement y a-t-il entre le Gouvernement et la Cité des *Trois-Rivières* au sujet de ces débentures et des intérêts ?

Réponse par l'Honorable Trésorier Robertson,—\$50,000, en 500 débentures de \$100 chacune, en date du 2 Janvier 1879, reçues par le Département du Trésor le 14 Février et le 16 Avril 1879. Aucun intérêt n'a été payé au Gouvernement. Le paiement des coupons représentant l'intérêt a été refusé. Aucun arrangement n'a été fait, à ma connaissance, entre le Gouvernement et la Ville des *Trois-Rivières*, au sujet de ces débentures et de l'intérêt.

Par M. Richard.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'aider de son influence et de son argent, la construction d'un Chemin de fer, partant de *Lachute*, traversant le Comté de *Montcalm* et se rendant, en longeant les *Laurentides*, à *Québec* ou au *Lac Saint-Jean* ?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général Taillon,—Le Gouvernement n'a pas encore pris la chose en considération.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du Gouvernement de réduire, pendant la présente Session, le traitement des Ministres, au montant fixé par le Gouvernement Joly, savoir \$3,000 par an ?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général Taillon,—Non.

Par M. Watts.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'amender l'Acte des Licences de *Québec*, durant cette session ; et si, oui, ces amendements changeront-ils les formalités requises pour obtenir une licence pour la vente en détail des boissons enivrantes, de la part des hôteliers ?

Réponse par l'Honorable Trésorier Robertson,—Le Gouvernement espère qu'il pourra bientôt faire connaître sa détermination à ce sujet.

Sur motion de M. McShane, secondé par M. Gagnon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant connaître quelle est la nature et l'autorité du paiement de la somme de \$90,621.00, portée à la page 11, des Comptes Publics de 1882-1883, sous la rubrique "*Chemin de Fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ; trafic, dépenses, etc ?

2. Si c'est une dépense imputable au "revenu" ou au "capital" ?

3. A qui et à quelle date ces paiements ont été faits ?

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copies de l'Ordre en Conseil et de la Commission se rapportant à la nomination des commissaires nommés pour faire une enquête dans l'administration des commissaires des écoles catholiques de la ville de *Montréal*, des rapports faits par eux et de toute correspondance se rapportant à ce sujet.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Rinfret dit Malouin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*, qui, d'après sa charte, doit faire son terminus dans la Province de *Québec*, entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, au sujet du paiement de 10,000 acres de terre par mille, à elle accordés par l'acte de cette Province 34 *Victoria*, chap. 21.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de tous les octrois de terre faits, en vertu de l'acte de cette Province 45 *Victoria*, chap. 23 ; ainsi que copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et toute compagnie de chemin de fer, au sujet des octrois de terre par le dit acte.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Lemieux*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'arrêté en conseil et de la proclamation mettant en force la charte du chemin de fer du *Saint-Laurent* et *Témiscouata*, 46 *Victoria*, chap. 92 ; avec copie de la correspondance échangée à ce sujet ; ainsi que copie de tous les documents soumis au Gouvernement pour lui fournir la preuve exigée, à cet égard, par la section 13 du dit acte.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Irvine* ait la permission de présenter un Bill pour légaliser les débentures émises par la compagnie de filature de *Sainte-Anne*, *Hochelaga*, et pour permettre aux directeurs de la dite compagnie d'hypothéquer des propriétés immobilières.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill permettant à la *Coaticooke Knitting Company*, d'émettre des obligations, portant première hypothèque, et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Bill amendant l'acte 39 Vict., chap. 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'acte 40 Vict., chap. 27 et de l'acte 42 *Victoria*, chap. 60.

Bill incorporant la société Union St-Joseph des Artisans, *Sherbrooke*.

Le Bill abolissant les actions préférentielles du fonds social de la " Compagnie manufacturière *Paton* " émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette Province, 39 Vict., chap. 67, révoquant le dit acte est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité permanent des Chemins de fer, Canaux, Lignes télégraphiques, Corporations Minières et Manufacturières.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendant l'acte 45 Vict., chap. 74, qui crée " La Compagnie de l'Hôtel Château *Saint-Louis*. "

Bill autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, à admettre *Frédéric T. Ansell*, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste, dans la Province après examen.

Bill pour incorporer la " Compagnie du pont de *Saint-Léonard*, " et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit, sur la rivière *Nicolet*, près du village de la paroisse de *Saint-Léonard*, comté de *Nicolet*.

Bill pour constituer la paroisse de *Saint-Joachim* de *Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires.

Et, Bill concernant l'union de certaines Eglises Méthodistes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 15 Avril 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La pétition des commissaires d'école de la ville d'*Hochelaga*.

Par l'Honorable Commissaire *Flynn*,—La pétition du Révérend M. *Gagnon* et autres de la paroisse de *Saint-Maxime* du *Mont-Louis*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—La pétition du conseil d'administration de l'asile des orphelins de *Québec*.

Par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—La Pétition de *N. Fafard* et autres ; la Pétition de *W. Hogan* et autres, et la Pétition de *Dominique Contant* et autres, tous de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Frégeau*,—La Pétition de *J. W. Wallace* et autres, du Canton de *Shefford*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise *St-Jude*, de la Paroisse de *St-Jude*, en le Diocèse de *Montréal*, et la Pétition de la Société de Prêts et d'Hypothèques de *Montréal*.

Par M. *Desjardins*,—La Pétition de *David Lamontagne*, de la Paroisse de *Ste-Marie*, Comté de *Beauce*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Philéas Corriveau* ; demandant la passation d'un acte pour régulariser ses études légales.

De *The University Lying in Hospital, Montréal* ; demandant que son nom soit changé en celui de *The University Maternity Hospital*.

Des Commissaires et Syndics des Ecoles du Village de *Waterloo*, dans le Comté de *Shefford* ; demandant un acte à l'effet de légaliser un acte de partage et règlement de propriétés, appartenant aux dits commissaires et aux syndics de la minorité dissidente.

Du Révérend *Ludger Harpin* et autres, prêtres de la Compagnie de *Jésus*, résidant à *Montréal* ; demandant l'incorporation d'une maison de leur ordre dans la banlieue de la Cité de *Montréal*.

De la Corporation ayant nom " Le Président et les Syndics des *Iles du Moine* et des *Barques* " ; demandant un acte amendant l'acte 27 et 28 *Victoria*, chap. 70.

De la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés Unis ; demandant qu'il lui soit accordé du délai pour compléter son organisation.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant un acte pour étendre à tout le territoire de Notre-Dame de *Montréal*, les dispositions du chapitre 39 de la 45^{me} *Victoria*.

Du Maire, des Echevins et des Citoyens de la Cité de *Québec* ; demandant un acte pour amender et refondre les statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité.

M. *Duhamel*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant le Statut 35 *Victoria*, chapitre 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de *St-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une Eglise Paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de *St-Hyacinthe*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre Comité a aussi examiné le Bill incorporant la Grande Loterie Nationale de *Québec*, auquel il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. *Asselin*, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants, dans chaque cas :

Du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangeliste, Montréal*, demandant un acte les autorisant à emprunter de l'argent, en hypothéquant les propriétés de la dite Eglise.

De *Joseph Morissette* de la Paroisse de *Ste-Marie, Comté de Beauce*, demandant un acte l'autorisant à construire un Pont de péage, sur la Rivière *Chaudière*.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal*, demandant un Acte pour amender leur charte et changer leur nom en celui de " La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence."

D'*Augustin Téléphore Beaulieu* et autres, tous de la Ville de *Lévis*, demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de " La Compagnie maritime et industrielle de *Lévis*."

Ordonné, Que M. *Poulin* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 639 et 640 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son Mandat, en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial, pour la somme de cinq mille piastres, pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil Législatif, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que M. *Martel* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 521 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 664 et 1084 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le nom de l'Honorable M. *Flynn* soit ajouté aux Comités permanents suivants : Privilèges et Elections ; Bills Privés ; Comptes Publics ; Impressions ; et Chemins de fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Corporations Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que le nom de M. *Boyer* soit ajoutés au Comité permanent des Chemins de fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Corporations Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill autorisant *Joseph Morissette* de la Paroisse de *Ste-Marie*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangeliste, Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâtisses qui y sont érigées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie maritime et industrielle de *Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour refondre et amender les actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant les Ecoles Protestantes dans la Cité de *Québec*.

L'Honorable Commissaire *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'à part et en sus des sommes que la Corporation de la Cité de Québec est tenue maintenant de prélever, ou peut être appelée à prélever, en vertu des dispositions des actes de cette Province, 32 *Victoria*, chap. 16, 35 *Victoria*, chap. 12 et 39 *Victoria*, chap. 51, le Bureau Protestant des Commissaires d'Ecole pourra faire prélever, annuellement, une somme additionnelle, par la dite Corporation, qui lui sera payée, pour aider davantage les écoles sous son contrôle, dans la Cité de Québec; cette somme additionnelle ne devra, en aucun cas, excéder quinze cents piastres, et sera prélevée uniquement sur la propriété foncière appartenant exclusivement aux Protestants de la dite Cité.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

Le Bill pour amender l'acte de cette Province, 46 *Victoria*, chap. 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de Québec, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour jeudi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—Quelle est l'indemnité allouée à *L. N. Fortin*, Surintendant Général des Travaux de Colonisation, pour dépenses de voyage? Cette allouance lui est-elle payée à l'année ou seulement pendant qu'il voyage pour les fins de sa charge? Son salaire et ses dépenses de voyage lui sont-ils payés sur la somme votée pour les chemins de colonisation?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—L'Ordre en Conseil, en vertu duquel *M. L. N. Fortin* a été nommé Surintendant Général des Travaux de Colonisation, ne contient aucune disposition au sujet de ses dépenses de voyage, cependant, comme tout fonctionnaire public, il a droit d'être remboursé de ses justes dépenses de voyage, lorsqu'il voyage pour les fins de sa charge; et ces dépenses ainsi que son salaire sont payables sur la somme votée pour les chemins de colonisation.

Par M. *Gagnon*.—Pourquoi le volume des Statuts de la dernière session ne contient-il pas les Ordres en Conseil, Proclamations et Règlements des Départements, qui, d'après la section 1, de l'acte de cette Province, 41-42 *Victoria*, chap. 7, doivent y être insérés?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Parce qu'il n'y avait pas d'Ordres en Conseil, Proclamations et Règlements des Départements, jugés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, être d'une nature et d'un intérêt public général.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Joly,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— copie de tout Ordre en Conseil, ou Rapport, diminuant la pension de L. A. Robitaille ; avec copie des correspondances, pétitions, etc, échangées à cet égard.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. Mercier propose, secondé par l'Honorable M. Joly, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

Copie de l'Ordre en Conseil No 20, en date 18 juin 1883, autorisant le paiement des \$3,000 payées en novembre 1881 par l'Honorable Hector Fabre en à compte d'un achat de terres, fait au nom de M. de Molon et confisquées le 1er mars 1882, par une lettre de l'Honorable M. Flynn, alors Commissaire des Terres, avec copies de toutes correspondances échangées et du chèque ou ordre de paiement donné à ces égard, et du rapport du Procureur-Général du 24 juin 1882.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M., l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Ordonné, Que la pétition de David Lamontagne, de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à l'acte 44-45 Vict., chap. 89.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills Privés :

Bill pour amender de nouveau la charte du Crédit Foncier Franco Canadien

Bill incorporant les Missionnaires de la Compagnie de Marie.

Bill pour amender l'acte incorporant la ville de Joliette, et

Bill incorporant la ville de Saint-Jean-Baptiste.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanents des chemins de fer, canaux, lignes télégraphes et corporations minières et manufacturières :

Bill pour ratifier et confirmer certaines résolutions des actionnaires de la compagnie de coton, de Montréal.

Bill incorporant la " Du Lièvre and Ottawa Rivers Transportation and Mining Company ".

Et Bill pour légaliser les débentures émises par la Compagnie de filature de Sainte-Anne, Hochelaga, et pour permettre aux directeurs de la dite Compagnie d'hypothéquer des propriétés immobilières.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill autorisant *Achille Leduc*, grévé de substitution en vertu du testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués ;

Et la question étant mise aux voix que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers Bills Privés.

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée aujourd'hui,—(Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette chambre,—Copie de l'Ordre en Conseil No 20, en date du 16 Juin 1883, autorisant le paiement des \$3,000 payées en Novembre 1881, par l'Honorable *Hector Fabre* en à compte d'un achat de terres, fait au nom de *M. de Molon* et confisquées le 1er Mars 1882, par une lettre de l'Honorable *M. Flynn*, alors Commissaire des Terres, avec copie de toutes correspondances échangées et du chèque ou ordre de paiement donné à cet égard ; et du Rapport du Procureur-Général du 24 Juin 1882.)

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Stephens*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Etat des dépenses de la Commission de la Codification, depuis son établissement jusqu'à aujourd'hui, avec un état détaillé des montants et à qui payés.

Sur motion de *M. Martel*, secondé par *M. Caron*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de tous arrêtés en Conseil, s'il y en a, relatifs à la Ferme Modèle de *Whitfield* dans le Comté de *Rouville* ;
2. Copie de toutes les instructions données aux Professeurs d'agriculture de cette Ferme ;
3. Etat du nombre des élèves qui ont reçu des leçons d'agriculture à la dite Ferme.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Duhamel*, secondé par *M. Deschênes*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et le Bureau des Bois et Forêts, à *Ottawa*, et les porteurs de licences de limites à bois, touchant le loyer (ground rent) des limites à bois, depuis le 30 Juin dernier, jusqu'au 31 Mars courant, inclusivement.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du Rapport de l'Inspecteur général de Colonisation.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du Rapport de l'Inspecteur des Mines.

M. Gagnon propose, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,—Qu'un Comité spécial composé de l'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Marchand*, *M. Stephens*, *M. Asselin* et *M. Picard*, soit formé, avec instruction de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant au règlement final et à l'audition des comptes de

l'administration du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

L'Honorable M. *Beaubien* propose comme amendement, secondé par M. *Caron*, Que tous les mots après "Qu'un" dans la dite motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " comité spécial composé de l'Honorable M. *Garneau*, M. *Stephens*, M. *Gagnon*, M. *Beauchamp* et M. *Carbray*, soit formé, avec instruction de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant à la vente, au règlement final, et à l'audition des comptes de l'administration du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre."

Et des débats s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, Mercredi matin ;

Mercredi, 16 Avril 1884.

Et les débats se continuant ;

M. *Duhamel* propose, secondé par M. *Asselin*, que les débats soient ajournés jusqu'à vendredi prochain.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre.

L'Honorable M. *Turcotte* propose, secondé par M. *Desaulniers*, Que les débats soient maintenant ajournés ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Spencer.</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Robillard,</i>	<i>Turcotte.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Demers,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Watts.—34.</i>
<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>	

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Caron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel.—32.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>		

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Qu'un comité spécial composé de l'Honorable M. Garneau, l'Honorable M. Marchand, M. Stephens, M. Asselin et M. Picard, soit formé, avec instruction de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant au règlement final et à l'audition des comptes de l'administration du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

M. Nantel propose, comme amendement, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la dite motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "vu les explications données par le Gouvernement à cette Chambre, cette dernière préfère attendre la reddition finale et complète des comptes se rapportant à l'administration du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, avant de définir l'attitude qu'elle entend prendre sur l'opportunité de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant à la vente du dit chemin de fer, ainsi qu'au règlement final et à la reddition des comptes de la dite administration du dit chemin de fer.

Et objection étant faite par M. Watts, que cette motion n'est pas dans l'ordre parce qu'elle réfère à des documents qui ne sont pas devant la Chambre, M. l'Orateur décide que cette objection est mal fondée, parce que la motion en amendement n'est pas basée sur aucun document.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion.</i>	<i>Pouporé,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—31.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Caron,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—19.</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Et la séance ayant continué jusqu'à une heure et trente cinq minutes, mercredi matin, la Chambre s'ajourne alors.

Vendredi, 16 Avril 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*.—La pétition de *Eloi Tétreau* et autres, de la paroisse de *Saint-Damase*, comté de *Saint-Hyacinthe*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*.—La pétition de *Hubert Morin* et autres, de la paroisse de *Ste-Cunégonde*.

Par M. *Nantel*.—La pétition de *Cyrille Hector H. Champagne*, et la pétition de *H. B. Lafleur* et autres, de la paroisse de *Ste-Adèle*, comté de *Terrebonne*.

Par M. *Bergevin*.—La pétition du Révérend M. *Jasmin*, Ptre, curé de *St-Clément* de *Beauharnois*.

Par l'Honorable M. *Irvine*.—La pétition de la compagnie du chemin de fer de *Leeds* et des Cantons de l'Est.

Ordonné, Que la pétition des commissaires d'école de la ville d'*Hochelaga*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant la passation d'un acte pour faire disparaître tout doute sur l'existence légale de la dite corporation et pour d'autres fins.

Ordonné, Que la pétition du Révérend *N. Gagnon* et autres de la paroisse de *St-Maxime* du *Mont-Louis*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant qu'un certain territoire y désigné, soit érigé en municipalité séparée, sous le nom de *St-Maxime* du *Mont-Louis*.

Ordonné, Que la pétition de *N. Fafard* et autres, de la Cité de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *La Société d'Hygiène de la Province de Québec.* "

Ordonné, Que la pétition de *Dominique Contant* et autres, de la Cité de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " *L'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des bouchers de Montréal.* "

Ordonné, Que la pétition de *W. Hogan* et autres, de la Cité de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *L'Association des commerçants licenciés, de vins et de liqueurs, de la Cité de Montréal.* "

Ordonné, Que la pétition du Recteur et des Marguilliers de l'église *St-Jude*, en le Diocèse de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte les autorisant à emprunter de l'argent et à hypothéquer les propriétés de la dite église.

Ordonné, Que la pétition de " *La compagnie de prêt et d'hypothèque,* " de la Cité de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte les autorisant à réduire leur capital social et pour d'autres fins.

Ordonné, Que la Pétition de *Hubert Morin* et autres, du Village de *Ste-Cunégonde*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue demandant que le dit Village soit incorporé en ville.

Ordonné, Que la Pétition de *Cyrille Hector H. Champagne*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant la passation d'un acte, autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à l'admettre, après examen, à la profession de procureur et d'avocat.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières, présente à la Chambre le Second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, et le soumet à Votre Honorable Chambre sans amendement :

Bill abolissant les actions préférentielles du fonds social de la Compagnie Manufacturière *Paton* émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette Province, 39 *Victoria*, chap. 67, et révoquant le dit acte.

M. Duhamel, du Comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill permettant au *Congregational College of British North America* de conférer des degrés en Théologie et amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chap. 162.

Et Bill permettant à la *Coaticooke Knitting Company* d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill, incorporant la Société Union *St-Joseph* des Artisans de *Sherbrooke* ;

Bill, autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, à admettre *Frédéric T. Ansell* à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste dans la Province ;

Et Bill, amendant l'acte 45 *Victoria*, chap. 74 qui crée la Compagnie de l'Hôtel Chateau *St-Louis*.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De *The University-Lying in Hospital, Montreal* ; demandant que son nom soit changé en celui de *The University Maternity, Montreal* ;—des Commissaires et Syndics des Ecoles du Village de *Waterloo*, dans le Comté de *Shefford* ; demandant un acte à l'effet de légaliser un acte de partage et règlement de propriétés, appartenant aux dits Commissaires et aux Syndics de la minorité dissidente ;—de la Corporation ayant nom " Le Président et les Syndics des Iles du Moine et des Barques " ; demandant un acte amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chapitre 70 ;—du Maire, des Echevins et Citoyens de la Ville de *Québec* ; demandant un acte pour refondre et amender les statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité ;—de *David Lamontagne*, demandant un acte lui permettant de substituer son nom à celui de *François Gosselin*, comme propriétaire d'un pont de péage sur la Rivière Chaudière.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Taillon* pour son président.

Ordonné, Que M. *Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 38 *Vict.*, chap. 61 des Statuts de la ci-devant Province du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Commissaire *Lynch* présente,—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 15 Avril 1884, demandant copie de l'Ordre en Conseil No 20, en date du 16 Juin 1883, autorisant le paiement des \$3,000 payées en Novembre 1881, par l'Honorable *Hector Fabre*, en à compte d'un achat de terres, fait au nom de *M. de Molon* et confisquées le 1er Mars 1882, par une lettre de l'Honorable *M. Flynn*, alors Commissaire des Terres, avec copie de toutes correspondances échangées et du chèque ou ordre de paiement donné à cet égard, et du Rapport du Procureur-Général du 24 Juin 1882. (Documents de la Session No 33.)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Le Quatorzième Rapport des Inspecteurs de Prisons, Asiles, etc, de la Province de *Québec*, pour l'année 1883. (Documents de la Session No 10.)

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 9 Avril 1884, pour un état faisant connaître, quelle est la nature et l'autorité du paiement de la somme de \$90,621.00 portée à la page 11 des comptes publics de 1882-83, sous la rubrique "Chemin de fer *Q. M. O.* et *O.*; trafic, dépenses, etc ?"

2. Si c'est une dépense imputable au revenu ou au capital ?

3. A qui et à quelle date ces paiements ont été faits. (Documents de la Session No 34.)

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par *M. Robillard*.—Est-il à la connaissance du Gouvernement que, depuis près de quatre mois, il n'y a plus de train pour le trafic, ni pour les passagers, sur l'embranchement de *Berthier* ? Si oui, est-ce l'intention du Gouvernement d'obliger le Syndicat à remplir les clauses 8 et 9 de son contrat et faire cesser, le le plus tôt possible, cet état de choses si préjudiciable au commerce de la Ville de *Berthier* et des Paroisses environnantes ?

Réponse par l'Honorable *M. Flynn*.—Le Gouvernement n'a aucune connaissance de ce fait, mais il croit devoir, par lettre de ce jour, attirer l'attention de la compagnie sur le sujet de cette interpellation.

M. Faucher de Saint-Maurice, propose, secondé par *M. Nantel*, qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du Mémoire adressé à l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, par le Comte *Henri de Puyjalon*, concernant les ressources du *Labrador Canadien*, et la meilleure manière de les protéger.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. Nantel propose, secondé par *M. Faucher de Saint-Maurice*, qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et *M. P. B. Benoit*, *M. P.*, ou toutes autres personnes, se rapportant directement ou indirectement à—

1. L'ouverture immédiate du chemin du lac *Nonimingué*, à la *Rivière du Lièvre*.
2. La réserve d'un ou de plusieurs Cantons, dans la Vallée du *Lièvre* ou de son affluent la *Kamika*.
3. L'exploration immédiate et l'arpentage des lots demandés par aucun des membres de la Société Montarville ou autre, pour s'y établir avec leurs familles.
4. La demande de tout subside en terres ou en argent, pour la Compagnie du Chemin de fer de *Montréal* et *Occidental*, pour assurer la construction de son Chemin de fer, dans un avenir peu éloigné, jusqu'à *Maniwaki*.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—La réponse à un Ordre de la Chambre du 3 avril 1884, pour un état de tous les emprunts négociés ou des débetures vendues, depuis la date du dernier rapport, jusqu'à ce jour, avec le noms des acheteurs et le montant réalisé par la vente de ces débetures. (Documents de la Session No 35.)

Aussi,—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 15 Avril 1884, pour un état détaillé des dépenses de la Commission de Codification, depuis son établissement jusqu'à aujourd'hui, avec un état détaillé des montants et à qui payés.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie du Chemin de fer de *Leeds* et des *Townships de l'Est*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Compagnie.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant le statut 35 *Victoria*, chap. 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de *St-Hyacinthe le Confesseur* pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de *St-Hyacinthe*, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Ce Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que ce Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec* ;

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par M. *Asselin*, que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et objection étant faite par M. *Watts* que la Chambre ne peut se former en Comité sur ce Bill parce qu'il est en contravention avec la loi.

M. l'Orateur décide comme suit :

L'objection soulevée par M. *Watts* peut être divisée en deux points, savoir : premièrement, le Bill est hors d'ordre, parce qu'il est en contravention au deuxième paragraphe de la section 91 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, qui assigne au Parlement du *Canada* exclusivement la réglementation du commerce ; deuxièmement, le Bill est hors d'ordre parce que les loteries sont défendues par le chapitre 95 des Statuts Refondus du *Canada*, tel qu'amendé par le Statut 23 *Victoria*, chap. 36.

On a prétendu qu'il n'est pas dans les attributions de l'Orateur de décider les questions de droit constitutionnel. Il a été décidé, et cette décision a été suivie dans la pratique, que l'Orateur ne peut pas être appelé à décider des questions de droit (*Bourinot*, page 168 et *Journaux de l'Assemblée Législative* pour 1883, page 243) ; mais, quand la question soumise a pour but de savoir si l'affaire dont la Chambre est saisie tombe dans la catégorie des matières assignées à la Législature, je suis d'avis que cette question est une question de fait et non pas une question de droit, et qu'il incombe à l'Orateur de se prononcer sur cette question. Quant au premier point de l'objection soulevée, on verra que c'en est un de cette nature.

Le pouvoir exclusif conféré au Parlement du *Canada* par le paragraphe mentionné plus haut, c'est le pouvoir de réglementer le commerce. Je prétends que ce pouvoir a trait à la réglementation générale de l'échange ou au trafic des denrées et du transit des marchandises à travers le *Canada*. Ce pouvoir ne comprend pas la juridiction sur les contrats faits dans le cours des opérations commerciales, non plus que la juridiction sur l'incorporation de compagnies provinciales organisées pour poursuivre des opérations commerciales. Je prétends que ce dernier pouvoir fait partie de la juridiction exclusive conférée aux Législatures Provinciales par les paragraphes 11, 13 et 16 de la section 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Le projet de loi dont la Chambre est saisie a pour but la formation d'une corporation ayant pour objet l'exploitation, dans cette Province, d'une loterie dont les profits doivent être employés pour des fins religieuses, d'instruction publique et de colonisation, et par conséquent, il entre dans la catégorie des pouvoirs que je viens de mentionner.

C'est pourquoi je suis d'opinion et je décide que le premier point de l'objection soulevée n'est pas fondé.

J'aborde maintenant le deuxième point.

Le chapitre 95 des Statuts Refondus du *Canada* défend les loteries sous peine d'amende, et l'amendement contenu dans le Statut 23 *Victoria*, chap. 36, soustrait à cette défense, à certaines conditions, les rafles ou loteries dans lesquelles les prix sont de peu de valeur, aux bazars tenus pour des fins de charité. En 1869, la Législature de cette Province, par le Statut 32 *Victoria*, chap. 36, a amendé les deux statuts plus haut mentionnés, en tant qu'ils s'appliquaient à cette Province.

Par cet amendement les loteries dans le but d'aider à la construction ou à l'entretien des églises, hôpitaux, asiles et institutions de bienfaisance ou d'éducation, ainsi que dans le but d'aider aux sociétés de colonisation, sont permises à certaines conditions spécifiées dans ce statut.

Par cette législation, la Législature de cette Province a assumé le droit d'amender le statut concernant les loteries et déclaré que cette matière ressort de sa juridiction, et ce statut, qu'elle a passé pour amender la loi concernant les loteries, n'a pas été désavoué, puis est resté dans nos lois.

Si la Législature de *Québec* avait le droit d'amender la loi concernant les loteries, elle a certainement le droit de passer le Bill qui est présentement soumis à cette Chambre et qui se rapporte à une matière tombant dans la même catégorie, vu qu'il pourvoit à l'établissement d'une loterie dont les profits nets doivent être employés à la construction et à l'entretien des églises et des institutions de bienfaisance et d'éducation ainsi qu'aux fins de la colonisation. Il n'appartient pas à l'Orateur de juger les décisions et les actes de la Législature de cette Province et tant que la loi concernant les loteries, passée en 1869,

n'aura pas été déclarée, par l'autorité judiciaire, comme excédant la juridiction de cette Législature, je dois maintenir que cette Législature avait le droit de légiférer sur cette matière. En agissant autrement, je prendrais sur moi de décider une question de droit que je ne suis pas appelé et que je ne devrais pas être appelé à décider.

Pour ces raisons, je décide que le deuxième point de l'objection n'est pas bien fondé.

Et la question.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Désautniers,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Demers,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sawyer,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Owens,</i>		

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour amender certains Actes concernant l'incorporation de la Ville de *Berthier* et lui donner des pouvoirs additionnels.

Bill autorisant *Joseph Morissette*, de la Paroisse de *Ste-Marie*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un Pont de péage sur la Rivière *Chaudière*.

Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangeliste*, *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâtisses qui y sont érigées.

Et Bill pour amender et refondre les actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 17 Avril 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

Province de Québec. }
CANADA, }

BUREAU DU GREFFIER DE COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un Bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour l'Election d'un Député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour représenter le District Electoral de Gaspé, en remplacement de l'Honorable *Edmund James Flynn*, qui a accepté une charge à la nomination de la Couronne, le dit Honorable *Edmund James Flynn* a été déclaré élu Député à la dite Assemblée Législative, pour représenter le dit District Electoral de Gaspé ; ainsi qu'il appert par le Rapport que m'a fait l'Officier-Rapporteur préposé à la tenue de la dite Election.

Fait à Québec, ce seizième jour d'Avril mil huit cent quatre-vingt quatre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,

Québec.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Commissaire *Flynn*, la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *Ste-Anne des Monts* ; la Pétition de *T. J. Lamontagne* et autres, de *Ste-Anne des Monts* ; la Pétition du Révérend *J. B. E. Pouliot* et autres, de *Cloridorme* et autres *townships*, tous du Comté de *Gaspé*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *J. W. Wallace* et autres du Canton de *Shefford* ; demandant que le Bill pour constituer la Paroisse de *St-Joachim de Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires, ne devienne pas loi.

Des membres du comité d'administration de *The Female Orphan Asylum of Quebec* ; demandant des amendements à l'acte de la dernière session, intitulé : "Acte pour amender et refondre divers actes concernant l'étude de l'anatomie."

L'honorable Procureur-Général *Taillon* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, — Rapport Général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de Québec, pour l'année financière expirée le 30 juin 1883. (Documents de la Session, No 2.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

M. Asselin, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants, dans chaque cas :

De la Corporation des Clercs Paroissiaux ou Cathéchistes de *St-Viateur* ; demandant la passation d'un acte leur donnant droit d'aliéner certains biens substitués,—du Révérend *Ludger Harpin* et autres, prêtres de la Compagnie de *Jésus*, résidant à *Montréal* ; demandant l'incorporation d'une maison de leur ordre, en la Cité de *Montréal*,—du Révérend *N. Gagnon* et autres ; demandant qu'un certain territoire, y désigné, soit érigé en municipalité séparée, sous le nom de *St-Maxime du Mont-Louis*, avec d'autres postes adjacents dans le *Township* de *Denoue*, tous dans le Comté de *Gaspé*,—du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise *St-Jude*, de la Paroisse *St-Jude*, en le Diocèse de *Montréal* ; demandant un acte les autorisant à emprunter de l'argent et à hypothéquer les propriétés de la dite église,—de *Cyrille Hector H. Champagne* ; demandant la passation d'un acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, à la profession de procureur et d'avocat.

L'Honorable Trésorier *Robertson*, du Comité permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Lynch* pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à sept membres.

M. Duhamel, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill concernant l'union de certaines Eglises, Méthodistes mentionnées dans le présent Acte.

Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Ste-Emmélie de l'Energie*, et aussi pour constituer cette Paroisse en municipalité distincte et séparée.

Bill pour incorporer la "Compagnie du Pont de *St-Léonard*" et l'autoriser à prélever des taxes de péage sur un pont qu'elle a construit sur la Rivière *Nicolet*, près du village de la Paroisse de *St-Léonard*, Comté de *Nicolet*.

Dans le but de diminuer le travail déjà considérable du comité des Bills Privés, ainsi que celui de l'impression et de traduction, et afin de rendre les statuts moins volumineux et plus compréhensibles, votre comité a l'honneur de recommander à votre Honorable Chambre qu'un règlement soit passé, déclarant qu'à l'avenir tous les bills d'incorporation de villes, ne contiendront que les dispositions qui seront différentes de celles de l'acte des clauses générales des corporations de villes ; et que ce règlement soit publié dans la *Gazette Officielle*, avec l'avis concernant les Bills Privés.

Ordonné, Que M. *Leduc* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 27-28 *Vict.*, chap. 70, intitulé : "Acte pour autoriser les propriétaires des Iles du *Moine* et des *Barques* à faire des règlements pour la meilleure administration des dites Iles."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gauthier* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, de cette Province, chap. 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne* de la Paroisse de *Ste-Marie*, à celui de *François Gosselin* et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Poulin* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission de présenter un Bill pour ériger en municipalité la Paroisse de *Saint-Maxime du Mont Louis* avec d'autres postes environnants et le Townships *Denoue*, dans le Comté de *Gaspé*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lavallée* ait la permission de présenter un Bill pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de *Saint-Viateur* par l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *Saint-Jude*, de la Paroisse de *Saint-Jude*, dans le Diocèse de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'Eglise.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Maison de l'Immaculée Conception de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Cyrille Hector Andgrave alias Handgrave dit Champagne*, à la profession de procureur et d'avocat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée que le Rapport soit reçu, demain ;
L'Honorable M. *Irvine* propose comme amendement, secondé par M. *Watts*,
que le mot "demain," soit retranché et que les mots "d'aujourd'hui en six mois"
soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms
étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—15.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Saint Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudelle et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>Desautniers,</i>	<i>Gauthier,</i>		

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix.—"Que le Rapport soit reçu demain," la
Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le
Bill permettant au "*Congregational College of British North America*" de conférer des
degrés en Théologie, et amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chap. 162 ; et après avoir
ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Thornton* fait
rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans
amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que ce Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son
concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le
Bill permettant à la *Coaticooke Knitting Company* d'émettre des obligations portant
première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet ;
et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et
M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire
rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill incorporant la Société Union *St-Joseph* des Artisans, de *Sherbrooke* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec* à admettre *Frédéric T. Ansell*, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste dans cette Province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill amendant l'acte 45 *Victoria*, chap. 74, qui crée la Compagnie de l'Hôtel Chateau *St-Louis* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill abolissant les actions préférentielles du fonds social de la Compagnie Manufacturière *Paton* émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette Province, 39 *Victoria*, chap. 67, et révoquant le dit acte ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le Bill pour incorporer la Compagnie maritime et industrielle de Lévis, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, Canaux, lignes télégraphiques, et corporations minières et manufacturières.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills Privés :

Bill pour amender et refondre les statuts concernant la Corporation de la Cité de Québec et la Cour du Recorder de la dite cité.

Bill amendant l'acte 18 *Victoria*, chap. 61, des statuts de la ci-devant Province du Canada.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 18 Avril 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable Procureur-Général Taillon,—La Pétition des Dames Directrices de l'Institution des Sourdes-Muettes, *Montréal*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de Dame Bertha Elisabeth Buchanan, de la Cité de Montréal, veuve de feu John Henry Pangman.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Eloi Tétreau et autres, de la Paroisse de Saint-Damase, Comté de Saint-Hyacinthe ; demandant que le Bill pour annexer certaine partie de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Damase, dans le Comté de Saint-Hyacinthe, à la Municipalité de la Paroisse de Saint-Jean-Baptiste, dans le Comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enrégistrement, ne devienne pas loi.

De H. B. Lafleur et autres, de la Paroisse de Sainte-Adèle, Comté de Terrebonne ; demandant le rétablissement du vote populaire par scrutin, dans tous les cas où le peuple est appelé à donner son opinion sur les affaires municipales.

L'Honorable Procureur-Général Taillon, du Comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport qu'il a préparé la liste des Membres pour le Comité suivant :

LOIS EXPIRANTES : M. Asselin, M. Désaulniers, M. Desjardins, M. Gagnon, M. Nantel, M. Stephens, et l'Honorable M. Turcotte.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill pour détacher une partie du Canton de *Tingwick* et l'annexer à la Municipalité de *Chester-Ouest*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre pour lundi prochain :

Bill pour amender l'Acte de cette Province 46 Vict., chap. 21, intitulé : "Acte pour amender les Lois concernant l'Instruction Publique, en tant qu'elles se rapportent à la Ville de *Richmond*."

Bill pour étendre et définir l'obligation des patrons d'indemniser leurs employés pour les dommages corporels éprouvés par ces derniers, dans la prestation de leurs services.

Bill pour amender l'Acte de la ci-devant Province du *Canada*, 24 Vict., chap. 32, concernant les Assurances de Paroisses.

Bill pour amender le Code Municipal, en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes municipales, à défaut de paiement.

Bill pour amender le chapitre 25 des Statuts Réfondus pour le *Bas-Canada*.

Bill pour amender l'Acte 46 *Victoria*, chap. 34, intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*."

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Le Bill amendant l'Acte 46 Vict., chap. 74, qui crée "La Compagnie de l'Hôtel Château *Saint-Louis*," est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité général de la Chambre sur le Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec* ;

Et la question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Martel fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par *M. Stephens*, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en limitant à dix ans la période fixée à vingt-cinq ans par la section 13."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bernard,
Bernatchez,
Cameron,
Demers,

Desjardins,
Gagnon,
Joly,
Marchand,
McShane,

Owens,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Sawyer,

Spencer,
Stephens,
Thornton et
Watts.—19.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beauchamp,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Dorais.
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Frégeau,
Lavallée,*

*Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,*

*Paradis,
Picard,
Poulin,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—24.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “Acte pour incorporer la Grande Loterie de Colonisation,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill concernant l'union de certaines Eglises Méthodistes mentionnées dans le présent Acte ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Thornton fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Sainte-Emmélie de l'Energie* et aussi pour constituer cette Paroisse en municipalité distincte et séparée ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Paradis fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la “Compagnie du pont de *Saint-Léonard*,” et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la Rivière *Nicolet*, près du village de la Paroisse de *Saint-Léonard*, Comté de *Nicolet* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Caron fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Caron fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des divers Bills Privés :

Bill pour amender l'Acte 27-28 *Vict.*, chap. 70, intitulé : " Acte pour autoriser les propriétaires des Isles du *Moine* et des *Barques* à faire des règlements pour la meilleure administration des dites Isles. "

Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, de cette Province, chap. 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne*, de la Paroisse de *Sainte-Marie*, à celui de *François Gosselin* et pour d'autres fins.

Bill pour ériger en municipalité la Paroisse de *Saint-Maxime du Mont Louis* avec d'autres postes environnants et le Township *Denoue*, dans le Comté de *Gaspé*.

Bill pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de *Saint-Viateur*, par l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse.

Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *Saint-Jude*, de la Paroisse de *Saint-Jude*, dans le Diocèse de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de cette Eglise.

Bill incorporant la Maison de l'Immaculée Conception, de *Montréal*.

Sur motion de *M. Watts*, secondé par *M. Cameron*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. La liste des juges de paix pour le District d'*Arthabaska*.

2. Une liste, indiquant les noms des juges de paix pour le District d'*Arthabaska* qui se sont qualifiés et qui ont prêté le serment requis par la loi.

Sur motion de *M. Martin*, secondé par *M. Leduc*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes les instructions données à *M. Bureau*, concernant une exploration faite dans le Comté de *Bonaventure*.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Rinfret dit Malouin*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du mémoire présenté au Procureur-Général en 1882, par la Commission de Législation de la Chambre des Notaires, au sujet du tarif des Régistrateurs.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Martel*, secondé par *M. Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance concernant la mise à la retraite de *M. l'Inspecteur d'Ecole J. N. A. Archambault* et la nomination de *M. Lippens*, en remplacement du dit *Archambault*.

Sur motion de l'Honorable *M. Joly*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du Rapport de *M. Russell* au Congrès forestier américain, à la réunion tenue à *Montréal*, en août 1882.

2. Rapport de *M. Stewart Thayne* au Gouvernement de la Province de *Québec*, des délibérations du Congrès forestier américain tenu à *St-Paul*, en août dernier.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question qui a été proposée, mercredi dernier,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—“Copie de la correspondance échangée, entre le Gouvernement et M. P. B. Benoit, M. P., et toutes autres personnes, se rapportant directement ou indirectement à

1. L'ouverture immédiat du chemin du Lac *Nominingue*, à la Rivière du *Lièvre*.

2. La réserve d'un ou de plusieurs Cantons, dans la Vallée du *Lièvre* ou de son affluent, la *Kamika*.

3. L'exploration immédiate et l'arpentage des lots, demandés par aucun des membres de la Société *Montarville* ou autres, pour s'y établir avec leurs familles.

4. La demande de tout subside en terres ou en argent, à la Compagnie du Chemin de fer de *Montréal* et *Occidental*, pour assurer la construction de son chemin de fer, dans un avenir peu éloigné, jusqu'à *Maniwaki*.”

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Martel*, *Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province et les juges de paix dernièrement nommés, par lesquelles ces juges de paix demandent à être mis en possession des lois établissant leur juridiction et sur lesquelles ils sont appelés à baser leurs décisions.

Et alors la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 21 Avril 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault*, *DeBoucherville*, *Champagne*, *Gérin*, *Masson*, *Rémillard*, *Savage* et *Webb* pour aider l'Honorable Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme Membres d'un Comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Et aussi, le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *DeBoucherville*, *Beaudry*, *Champagne*, *Couture*, *Dionne*, *Ferrier*, *Gingras*, *Laviolette*, *Masson*, *Méthot*, *Webb* et *Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le Comité de l'Assemblée Législative, comme Membres d'un Comité Conjoint des Impressions, tel que demandé par le Message de l'Assemblée Législative, en date du 7 courant.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Joly*,—La Pétition du Comité d'Administration de l'Asile *Finlay*.

Par M. *Martel*,—La Pétition de Dame *Marie Josephe Thérèse Larocque*, de la Cité de *Montréal*, épouse de *J. Alderic Ouimet*.

Par M. *Audet*,—La Pétition du Révérend *Paul Dubé* et autres, de la Paroisse de *St-Léon de Standon*.

Par l'Honorable Commissaire *Lynch*,—La Pétition de *Walter R. Elmenhorst* et autres, de la Cité de *Montréal*, et la Pétition de la Faculté Médicale de l'Université *McGill*, *Montréal*.

Ordonné, Que la 49^{ème} Règle de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la Pétition de *Marie Josephe Thérèse LaRoque*, de la Cité de *Montréal*, épouse de *J. Alderic Ouiuet*, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés grevées de substitution.

Ordonné, Que la 49^{ème} Règle de cette Chambre soit suspendue, à l'effet de permettre que la Pétition du Révérend *Paul Dubé* et autres de *St-Léon de Standon*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant l'érection civile de la dite Paroisse de *St-Léon*.

Ordonné, Que la 49^{ème} Règle de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la Pétition de *Walter R. Elmenhorst* et autres, de la Cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant à être incorporés sous le nom de la Compagnie Electrique Royale.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Municipalité de *Ste-Anne des Monts*, dans le Comté de *Gaspé*, et *T. J. Lamontagne* et autres, tous du même lieu ; demandant respectivement, que certaines parties du Bill pour ériger en municipalité la Paroisse de *St-Maxime du Mont Louis* avec d'autres postes environnants et le *Township Denoue*, dans le Comté de *Gaspé* ne devienne pas loi.

De Dame *Bertha Elizabeth Buchanan*, de la Cité de *Montréal*, veuve de feu *John Henry Pangman* ; demandant que le Gouvernement fasse justice à sa réclamation.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis étaient suffisants, dans chaque cas :

De la Municipalité de la Paroisse de *Saint-Clément de Beauharnois* ; demandant l'abrogation de la section 62 de l'Acte 38 *Vict.*, chap. 77.

De *Phléas Corriveau* ; demandant la passation d'un Acte pour régulariser ses études légales.

De l'Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant un Acte pour étendre à tout le Territoire de *Notre-Dame de Montréal*, les dispositions du chap. 39 de la 45^{ème} *Vict.*

Des Commissaires d'Ecole de la Ville d'*Hochelaga* ; demandant la passation d'un Acte pour faire disparaître tout doute sur l'existence légale de la dite Corporation et pour d'autres fins.

De *W. Hogan* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de l'"Association des Commerçants licenciés, de Vins et de Liqueurs de la Cité de *Montréal*."

De *Hubert Morin* et autres, du Village de *Sainte-Cunégonde* ; demandant que le dit Village soit incorporé en ville.

M. Duhamel, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer les Missionnaires de la Compagnie de *Marie*.

Bill pour amender de nouveau l'Acte 27 *Vict.*, chap. 23, et l'Acte 39 *Vict.*, chap. 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la Corporation de la Ville de *Joliette* et pour d'autres fins.

Bill pour amender de nouveau la Charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 46 *Victoria*, chapitre 30, intitulé : "Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'Anatomie."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill autorisant les Conseils Municipaux à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bergevin* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 77, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 27 *Vict.*, chap. 24, intitulé : "Acte pour ériger le Village de *Beauharnois* en ville."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter un Bill concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Ville de *Sainte-Cunégonde*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Frégeau* ait la permission de présenter un Bill ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition, entre les Commissaires d'Ecole de la municipalité du Village de *Waterloo*, dans le Comté de *Shefford*, et les Syndics de la minorité dissidente dans le Village de *Waterloo*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, ait la permission de présenter un Bill pour incorporer l'Association des Commerçants licenciés de de Vins et de Liqueurs, *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à un Ordre de la Chambre du 15 Avril 1884, pour copie du Rapport de l'Inspecteur général de Colonisation. (Documents de la Session No 37.)

Réponse à un Ordre de la Chambre du 18 avril 1884, demandant : 1. Une liste des Juges de Paix pour le District d'*Arthabaska*.

2. Une liste, indiquant les noms des Juges de Paix pour le District d'*Arthabaska* qui se sont qualifiés et qui ont prêté le serment requis par la loi. (Documents de la Session No 38.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 9 Avril 1884, demandant copies de l'Ordre en Conseil et de la Commission se rapportant à la nomination des Commissaires nommés pour faire une enquête dans l'administration des Commissaires des Ecoles Catholiques de la Ville de *Montréal*; des Rapports faits par eux et de toute correspondance se rapportant à ce sujet. (Documents de la Session No 39.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 28 Mars 1883, pour copie du Rapport de l'Honorable Commissaires des Terres de la Couronne, en date du 18 Mars 1846, recommandant la réunion, à son Département, des diverses branches extérieures du service public; et copie de l'Ordre en Conseil arrêté sur ce Rapport, en date du 29 Mars 1846, lesquelles copies sont filées de record dans le Département actuel des Terres de la Couronne et entrées dans un registre tenu à cette fin.

Copie de l'Ordre en Conseil du 21 Septembre 1846, en rapport avec le susdit memorandum et l'Ordre en Conseil des 26 et 27 Mars 1846, documents de record dans le Département des Terres de la Couronne, tel que susdit.

Copie de l'Ordre en Conseil de 1847, chargeant *Félix Fortier* comme commis temporaire de l'administration d'une nouvelle branche dans le Département des Terres de la Couronne, créée, en conformité des susdits Ordres du Conseil.

Copie de lettre à l'Honorable M. *Primrose*, (livre de lettres, page première, Mars ou Février 1847,) lui faisant connaître la consolidation des Départements de l'Inspection du domaine, etc., avec permission au dit honorable *Primrose*, de rester à *Québec*.

Copie de lettre à *Pierre Paradis*, agent local de la Seigneurie de *Lauzon*, entrée au dit livre de lettres, page 162, l'informant qu'il est sous le contrôle du Département.

Copie de lettre, page 3, de 1852, acceptant la résignation de *Pierre Paradis*, et copie de l'Ordre en Conseil, de record dans le Département des Terres, en date du 12 Mars 1852, en rapport avec *Lauzon*.

Copie de lettre, au dit P. *Paradis*, page 7, du dit livre, 1852.

Copie de lettre, page 78, 1853, 21 Février à l'Honorable *Primrose*, relative à la réunion au Département des Terres, de l'agence des moulins *Lauzon*; et copie de l'Ordre en Conseil du 12 Février 1853, filée et de record dans le Département des Terres.

Copie de l'Ordre en Conseil du 20 Septembre 1848, entrée au livre des Ordres en Conseil, page 235, et filée de record.

Copie de lettre du 26 Avril 1850, dans le livre de lettres du domaine et Seigneurie de *Lauzon*, page 385, où le dit *Fortier* signe comme Greffier du domaine, avec note indiquant si la plus grande partie de la correspondance n'était pas, d'après les divers livres d'entrée des lettres, au nom du dit *Fortier*, pour le Commissaire, depuis le 5 Juin 1850 jusqu'en Décembre 1853.

Copie de la lettre, 8 Septembre 1855 et de l'Ordre en Conseil du 5 du même mois, mettant fin aux services de l'Honorable M. *Primrose*.

Copie de l'Ordre en Conseil du 18 Septembre 1855, et du Rapport de l'Honorable M. *Cauchon*, du 12 Septembre 1855, servant de base au dit Ordre en Conseil.

Copie de l'Ordre en Conseil du 12 Avril 1858, accordant un salaire fixe de \$1400, avec en sus frais de bureau, etc., à compter du 1er Janvier 1858.

Copie de la lettre de l'Honorable Commissaire des Terres, du 18 Septembre 1855, livre de lettres, page 459, offrant la situation au dit *Fortier*.

Lettre à M. *Trudel*, 19 Septembre 1855, même livre, page 460.

Copie de lettre à P. *Paradis*, du 15 Avril 1852 (livre de *Lauzon*, page 3) l'informant que l'administration de *Lauzon* était réunie au Département, sans l'emploi d'un agent spécial.

Etat détaillé des causes, donnant les noms des demandeurs et défendeurs, en quelle année, le détail de sa taxe comme témoin, et si cette taxe était autorisée par la Cour et si le Département des Terres, après mûre considération, n'a pas décidé que le dit *Fortier* avait droit à un *quantum meruit* pour travail extra.

Copie de l'Ordre en Conseil allouant une rémunération, non comme surnuméraire, mais pour avoir remplacé un sous-chef malade, et en même temps remplir son emploi de Greffier du Conseil Exécutif.

Copie de la réclamation d'arrérages de salaire en vertu de la 40e *Victoria*, chap. 10, et de tous les documents mentionnés dans la cédule accompagnant ce compte, entre autres le *factum* transmis à l'appui d'icelle réclamation, et copie de toute la correspondance avec le Premier Ministre, l'Honorable M. *Chapleau*, et M. l'Auditeur *Drolet*.

Copie du mémoire des états de services de M. *Fortier*, dans le Service Civil des Provinces du *Canada* et *Québec*, depuis le 9 Février 1842, jusqu'à sa demande pour retraite du 14 Décembre 1881, en ses qualités de Greffier de la Couronne en Chancellerie, sous-chef de département, et pour la continuation de ses devoirs comme tel, depuis le 19 Août 1858, date de sa résignation de la charge de Greffier de la Couronne en Chancellerie, et du mémoire soumis à l'Honorable ex-Premier, *Québec*, 27 Février 1882.

Mémoire ou copie du mémoire soumis à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 1er Octobre 1881, avec *factum in re* salaire diminué par Ordre en Conseil en 1878. (Documents de la Session No 20.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 Avril 1884, demandant : 1. Copie du contrat exécuté entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, en vertu de la résolution passée par cette Chambre, le 28 Mars, 1883.

2. Copie de toutes correspondances, de tous Ordres en Conseil, Rapports et de tous autres documents se rattachant à ce contrat. (Documents de la Session No 40.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant,

1. Copie des Ordres en Conseil nommant *Félix Fortier*, clerc dans le Département des Terres de la Couronne, et quel salaire il devait recevoir ;

2. Copie de la résignation de *Félix Fortier*, comme clerc dans le Département des Terres de la Couronne, pour accepter l'agence de la Seigneurie de *Lauzon* et la surintendance des grèves et des lots situés en eau profonde ;

3. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années qu'il a été employé dans le Département des Terres de la Couronne et quel salaire il y a reçu ;

4. Copie de l'Ordre en Conseil nommant *Félix Fortier*, Surintendant des grèves et des lots situés en eau profonde et agent de la Seigneurie de *Lauzon*, et aussi, un état détaillé indiquant le montant qui fut payé comme commission, déboursés et autrement, au dit *Fortier*, tandis qu'il avait cet emploi ;

5. Un état détaillé indiquant, année par année, combien il fut payé par année, au dit *Félix Fortier*, pour commission, relativement à cette agence ;

6. Un état détaillé, indiquant le nombre de poursuites intentées par *Félix Fortier*, pour la perception des rentes dues à la dite Seigneurie, et pour quel montant chacune ;

7. Un compte détaillé des sommes reçues par lui, comme témoin, dans les causes où il a comparu en sa dite capacité d'agent ;

8. Copie de l'Ordre en Conseil, nommant *Félix Fortier*, Greffier du Conseil Exécutif, en octobre 1867 ;

9. Un état détaillé indiquant, quel était le montant du salaire payé au dit *Félix Fortier*, du 1er mars 1868 au 1er mars 1882 ;

10. Un état détaillé, indiquant quelle somme ou quelles sommes furent payées au dit *Félix Fortier*, depuis le 1er novembre 1867 au 1er juillet 1882, pour services surnuméraires, et la nature de ces services, et à même quels fonds ces paiements furent faits ;

11. Copie de l'Ordre en Conseil, nommant *Félix Fortier*, Député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent, et quelle somme il a reçu ensuite pour services rendus en cette capacité ;

12. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années que *Félix Fortier* a servi dans le Gouvernement du *Canada*, comme clerc permanent et le nombre d'années qu'il a été employé comme surnuméraire. (Documents de la Session, No 20.)

Réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, pour un état de toutes les sommes dues ou réclamées, pour confection de cadastres, au 31 décembre 1882, payées depuis ou non. Le dit état distinguant, ce qui était dû ou réclamé par chaque géomètre, à cause de la retenue des dix pour cent de ce qui pourrait lui être dû pour les cadastres mêmes. (Documents de la Session, No 41.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 15 avril 1884, demandant copie de tout ordre en conseil, ou rapport, diminuant la pension de *L. A. Robitaille* ; avec copie des correspondances, pétitions, etc, échangées à cet égard. (Documents de la Session, No 42.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 15 avril 1884, demandant :

1. Copie de tous arrêtés en conseil, s'il y en a, relatifs à la ferme modèle de *Whitfield*, dans le Comté de *Rouville* ;

2. Copie de toutes les instructions données aux professeurs d'agriculture de cette ferme ;

3. Etat du nombre des élèves qui ont reçu des leçons d'agriculture à la dite ferme. (Documents de la Session, No 43.)

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 3 avril 1884, pour un état de toutes les sommes d'argent dépensées pour l'encouragement des manufactures de sucre de betteraves, avec les détails indiquant à qui ces sommes ont été payées ; avec une liste des cautionnements fournis en vertu de l'acte 45 *Victoria*, chap. 24, sec. 2 et 3. (Documents de la Session, No 44.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 Avril 1884, demandant, copies de toutes correspondances échangées, depuis deux ans, entre le Gouvernement de cette Province, celui du *Canada* et de toute autre Province, ou aucun d'iceux, relativement :

1. A l'octroi des licences pour le commerce des boissons et liqueurs enivrantes ;
2. Aux pouvoirs des Gouvernements Provinciaux d'émettre leurs licences ;
3. Au rappel ou à la mise en force de l' "Acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883," passé par le Parlement Fédéral ;
4. A la nomination des Commissaires, en vertu de cette loi ;
5. A toute application faite, pour empêcher les dits Commissaires d'octroyer telle licence et forcer les Officiers Provinciaux à les émettre comme auparavant. (Documents de la Session No 45.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 9 avril, 1884, pour copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*, qui, d'après sa charte, doit faire un *terminus* dans la Province de *Québec*, entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, au sujet du paiement de 10,000 acres de terre par mille, à elle accordé, par l'acte de cette Province, 34 *Victoria*, chapitre 21. (Document de la Session No 46.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 4 avril, 1884, pour production des différents rapports de M. *Obalski*, Ingénieur des Mines, récemment fait au Premier-Ministre, concernant les dégagements de gaz que l'on a constatés sur différents points des comtés de *Maskinongé*, *Berthier*, *l'Assomption*, *Champlain*, *St-Maurice*, *Portneuf* et *Nicolet*, et la possibilité ou la probabilité de la découverte de sources de pétrole dans toute cette région. (Document de la Session No 47.)

Aussi, réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 7 avril, 1884, demandant copie de l'arrêté en conseil, nommant MM. *Alley* et *Pâquet*, Shérifs conjoints pour le District de *Québec*. (Document de la Session No 48.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 4 avril, 1884, pour un tableau indiquant tous les comtés ou partie de comtés où le cadastre officiel est en force ; avec mention, dans chaque cas, de la date du dépôt, de la date de la proclamation le mettant en force et la date précise quand il a pris effet. (Document de la Session No 49.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, pour un état des services de M. *Christopher Massiah*, dans le Département de l'Instruction Publique, mentionnés à la page 45 des Comptes Publics, pour l'année fiscale 1881-82, sous le chapitre des contingents de ce Département, pour lesquels services, ce monsieur a reçu \$572 ; lequel état devra indiquer, quand il a commencé à donner ses services, quand il les a terminés, aussi quelle était la nature de ses services. Aussi un état indiquant, en vertu de quelle autorité, par écrit ou verbale, sa date, le dit *C. Massiah* est entré comme surnuméraire dans le département des Officiers en Loi de la Couronne ; qui a donné cette autorité ; si le sous-chef de ce Département a fait aucun rapport, par écrit ou verbal, à quelle date, représentant la nécessité d'employer un surnuméraire pour l'expédition convenable des affaires ; à quelle date est-il entré en fonction et jusqu'à quel jour, les taux de sa rémunération, au jour ou au mois.

Etat des diverses sommes reçues par M. *Massiah*, pour services, dans le Département des Officiers en Loi et des Terres de la Couronne, depuis le 30 juin 1880, jusqu'au 20 octobre 1882, date du certificat qu'il a obtenu du Bureau du Service Civil, comme aspirant à ce service. (Document de la Session No 50.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 3 avril 1884, pour copie du rapport (*presentment*) des Grands Jurés présenté au Juge Ramsay, au dernier terme criminel, à *Montréal*. (Document de la Session No 51.)

L'honorable Commissaire Lynch met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaires des Terres de la Couronne de la Province de *Québec* pour les douze mois finissant le 30 juin, 1883. (Document de la Session No 4.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Stephens.—Quel est le nom des personnes chargées de rédiger la Collection des Manuscrits ?

Combien y a-t-il d'employés dans ce Département ?

Quel est le salaire de chacun d'eux ? Combien d'exemplaires du premier volume ont été publiés ? Quel est le prix de chaque volume ? A-t-on demandé des soumissions pour la publication de cet ouvrage ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet.—La Collections de Manuscrits est publiée sous la direction du Secrétaire de la Province, avec l'assistance d'un correcteur d'épreuves qui a reçu environ \$120 pour le premier volume, imprimé par MM. A. Côté & Cie. Le prix du contrat est de \$1.50 par page, pour mille volumes. Il n'a pas été demandé de soumissions pour cette publication.

Par M. Martin.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire continuer l'exploration commencée par M. Bureau, dans l'intérieur de la *Gaspésie* ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch.—Pas maintenant.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'introduire quelque législation, en vue du jugement récent *in re, Caldwell vs McLaren*, rendu par le Conseil Privé, à propos de la question en litige sur les rivières et cours d'eau ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch.—Ce sujet important est sous considération.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du Gouvernement de soumettre, pendant cette session, quelque mesure pour indemniser les porteurs de débentures des Chemins à Barrières de la *Rive-Nord* ; ou est-ce son intention de les aider de quelque autre manière ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch.—La question est sous considération.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des documents, papiers,
etc., relatifs à l'arbitrage nommé pour régler, avec les Compagnies d'Assurance,
les pertes causées à la Bibliothèque de l'Assemblée Législative, de *Québec*, par
l'incendie du 19 Avril 1883.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Bernatchez*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspon-
dances échangées entre le Gouvernement et aucune Municipalité, dans la Province,
au sujet de l'entretien des chemins et autres travaux de voirie et de cours d'eau,
sur et pour les terres concédées de la Couronne, dans les paroisses érigées
civilement.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernard*,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-
Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—Copie
de l'enquête et du rapport sur l'incendie du Palais Législatif, en Avril dernier.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-
Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie
de la correspondance échangée entre les Gouvernements Local et Fédéral au
sujet de l'envoi des Statuts, du *Hansard*, et de la *Gazette Officielle* du *Canada*, aux
Membres de cette Chambre et aux Conseillers Législatifs, en échange des Statuts,
des Débats de cette Législature et de la *Gazette Officielle* de *Québec*, qui seraient
adressés aux Sénateurs et aux Membres de la Chambre des Communes, repré-
sentant la Province de *Québec*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des
Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de
cette Province.

M. *Duhamel* propose, secondé par M. *Deschênes*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-
Gouverneur le priant de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-
Général les résolutions suivantes :

1. Que le succès de la Confédération et la prospérité des Provinces du *Canada*
dépendent, dans une grande mesure, du soin que le Parlement du *Canada* et les
Législatures Provinciales mettront à se tenir dans les limites de leurs attributions
respectives ;

2. Qu'il est du devoir de la Législature de cette Province de résister énergi-
quement à toute tentative ayant pour but, de porter atteinte aux droits de la
Province de *Québec* ou à son autonomie ;

3. Que cette Chambre, tout en désirant maintenir l'harmonie qui doit exister
entre le Parlement du *Canada* et la Législature de cette Province, sera prête à
donner un appui cordial et énergique au Gouvernement de la Province de *Québec*,
chaque fois qu'il s'agira de la revendication des droits de la Province, tels que
garantis par l'Acte de la Confédération.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, secondé par
l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Lemieux*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-
Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie

de toutes circulaires, instructions, correspondances adressées par le Département du Trésor, à tous et chacun les Percepteurs du Revenu de la Province, depuis la dernière session, au sujet de l'octroi des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, soit sous les lois de la Province ou sous la loi fédérale.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Asselin, secondé par M. Martel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes requêtes adressées au Gouvernement de cette Province, demandant l'établissement d'un bureau d'agence des Terres de la Couronne à Matane, dans le Comté de Rimouski.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des instructions données par le Gouvernement de cette Province à Jean-Baptiste Lepage, de Rimouski, pour l'exploration d'une partie du Comté de Rimouski.

Sur motion de M. Lavallée, secondé par M. Poulin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes d'argent perçues par M. Kemp, Inspecteur des Agences, Département des Terres de la Couronne, ou l'agent, division *L'Assomption*, lors de sa visite, dans l'année 1883, dans cette division.

Sur motion de M. Martel, secondé par M. Asselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des Juges de Paix pour le Comté de Chambly.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Joly,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état donnant tous les détails de l'*item* suivant qui se trouve dans l'état des recettes et des paiements de la Province de Québec, provenant de toutes sources, du 1er Juillet 1883 au 31 Mars 1884, ces deux dates inclusivement (colonne de paiements) :

"Fonds des Chemins de fer."

"Subsides payés aux Compagnies, \$137,465.80."

Aussi les détails de l'*item* suivant :

"Dépôt de garantie du Chemin de fer le Québec Central, \$58,331.52."

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des Ordres en Conseil, concernant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements et de l'octroi de *bonus* aux employés publics, depuis le 30 Juin 1881, et de toutes correspondances à ce sujet. (Documents No 64 et 69 de la Session de 1883, non imprimés et perdus lors de l'incendie.)

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance, concernant le paiement de certaines sommes, par le Syndicat du Chemin du Nord, et de l'exécution des travaux que le Syndicat était tenu de faire, le tout au désir du contrat de vente de la Section Est du Chemin de fer Q. M. O. et O. (Documents No 74 de la Session 1883, non imprimés et perdus lors de l'incendie.)

Sur motion de M. Martel, secondé par l'Honorable M. Asselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la requête adressée au Gouvernement par les Shérifs de cette Province concernant leurs honoraires.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernatchez,
Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'arrêté en Conseil nommant L. N. Fortin, écuyer, à la charge de Surintendant-Général des travaux de colonisation ; copie de tous les rapports officiels de ce dernier ; avec un Etat des sommes qui lui ont été payées jusqu'ici, en distinguant ce qui lui a été payé pour salaire, de ce qui lui a été payé pour dépenses de voyage ; le dit Etat indiquant aussi les chemins de colonisation que l'on a fait contribuer au paiement de ces sommes et le montant pour chacun d'eux.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte de cette Province 46 *Victoria*, chapitre 21, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique, en tant qu'elles se rapportent à la Ville de *Richmond* ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte de la ci-devant Province du *Canada* 24 *Victoria*, chapitre 32, "concernant les assurances de Paroisses" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender le chapitre 25 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Shehyn fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Shehyn fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi concernant l'Association des Dentistes de la Province de *Québec* ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Asselin fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Marion*, secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Trudel*, M. *Duhamel*, M. *Demers*, M. *Poupore*, M. *Watts*, M. *Picard*, M. *Sawyer*, M. *Charlebois*, M. *Robidoux*, M. *Nantel*, M. *Spencer*, M. *Martel*, M. *Beauchamp*, M. *Bernard*, M. *Gauthier*, M. *Deschênes*, M. *Owens*, M. *Bernatchez*, M. *Gagnon*, M. *Poulin*, M. *Marcotte* et M. *Marion*, pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, savoir :

Bill pour amender l'article 795 du Code Municipal ;

Bill pour amender l'article 1003 du Code Municipal ;

Bill pour amender les articles 639 et 640 du Code Municipal ;

Bill pour amender l'article 521 du Code Municipal.

Le Bill pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. N. P. *Marion*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de l'*Assomption*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marion* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité de Législation auquel seront référés, après deuxième lecture, tous projets de loi, tendant à amender le Code Civil, le Code de Procédure Civile et tels autres projets de loi d'un intérêt public que cette Chambre jugera à propos de référer au dit Comité. Que ce Comité fasse rapport de temps à autre. Que les projets de loi rapportés du dit Comité soient ensuite inscrits dans l'Ordre du Jour, pour être soumis au Comité de toute la Chambre.

Et que les Honorables MM. *Taillon*, *Blanchet*, *Flynn*, *Lynch*, *Mercier*, *Marchand*, *Irvine* et *Turcotte*, et MM. *Archambault*, *Asselin*, *Gagnon*, *Lemieux*, *Marion*, *Robidoux*, *Trudel* et *Watts* soient Membres du dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 22 Avril 1884.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :
Par M. Bergevin,—La Pétition de L. R. Baker et autres, de la Ville de Beauharnois.

Par M. Archambault,—La Pétition de D. Z. Gauthier, de la Ville de Sorel ; et la Pétition de F. X. Demers.

Par M. Stephens,—Trois Pétitions de la Corporation de la Cité de Montréal ; et la Pétition du Conseil du Bureau de Commerce de Montréal.

Ordonné, Que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la Pétition de F. X. Demers, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant la passation d'un acte pour autoriser le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre à la pratique de la Médecine.

L'Honorable Procureur-Général Taillon du comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. Champagne pour son Président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité sera réduit à sept membres.

M. Casavant, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité recommande que cinq mille exemplaires d'une brochure préparée par J. C. Chapais, ecuyer, assistant rédacteur du Journal de l'Agriculture, sur la plantation des arbres et les diverses opérations qu'elle comporte, soient imprimés et distribués dans les différentes parties de la Province, suivant le mode indiqué dans un mémoire soumis à cet effet à votre comité par M. Chapais, lequel est annexé au présent rapport.

MÉMOIRE SUR LA FÊTE DES ARBRES

Afin que la Fête des Arbres soit célébrée avec éclat, cette année, par toute la Province de Québec, le soussigné prend la liberté de suggérer l'adoption du moyen suivant, qu'il croit propre à atteindre le but proposé, savoir :

Distribution gratuitement suivant l'ordre indiqué plus bas, d'une brochure renfermant quelques règles courtes et clairement énoncées sur la plantation des arbres et les diverses opérations qu'elle comporte.

Pour arriver à la connaissance de tout le monde, cette brochure pourrait être distribuée comme suit :

Quatre brochures par paroisse, dont une au curé, ou ministre du culte, une au maire, une au président des commissaires d'écoles, une à l'instituteur ou institutrice, tenant l'école-modèle, soit, pour sept cents paroisses contenues dans la Province, 2,800.

Deux brochures par société d'agriculture, dont une au président et une au secrétaire, soit, pour quatre-vingt-deux sociétés qu'il y a dans la Province, 164.

Deux brochures par cercle agricole, dont une au président et une au secrétaire, soit, pour quarante cercles agricoles qu'il y a dans cette Province, 80. Quatre brochures pour chaque membre des Législatures Locale et Fédérale, pour chaque Conseiller Législatif et pour chaque Sénateur, soit pour toute la Province, 712.

De plus 234 brochure pour les Collèges, Ecoles Normales, Académies, Ecoles d'Agriculture et la Presse.

Cette brochure serait publiée en français et en anglais et serait distribuée d'après le plan exposé ci-haut, à 4,000 exemplaires qui coûteraient à peu près vingt piastres le mille.

J. C. CHAPPAIS.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De *Dominique Contant* et autres de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Association de Prévoyance et de secours mutuels des Bouchers, de *Montréal*."

De *Walter R. Elmenhorst* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie Royale Electrique."

De *Dame Marie Josephe Thérèse LaRocque*, de la cité de *Montréal*, épouse de *J. Aldéric Ouimet*, écuyer ; demandant un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés grevées de substitution.

Votre Comité a aussi examiné la pétition de *N. Fafard* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " La Société d'Hygiène de la Province de *Québec* " et a trouvé qu'elle est de la nature de celles qui ne requièrent pas d'avis."

M. Duhamel, du Comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le Sixième rapport de ce comité,—lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter à votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill autorisant le recteur et les marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangeliste*, *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâtisses qui y sont érigées.

Bill amendant l'acte 18 *Victoria*, chapitre 61, des Statuts de la ci-devant Province du *Canada*.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill amendant certains actes concernant l'incorporation de la ville de *Berthier* et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Bill autorisant *Joseph Morissette*, de la paroisse de *Ste-Marie*, dans le comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*."

M. Desaulniers, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit comité,—lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre :

Bill incorporant " La Compagnie Maritime et industrielle de Lévis."

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie Royale d'électricité.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser le Barreau de la Province de Québec, à admettre, après examen, *Philéas A. Corriveau* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Société d'Hygiène de la Province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le pamphlet de *J. C. Chapais*, écuier, sur la plantation des arbres, soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour étendre à tout le territoire de l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal* les dispositions du chapitre 39, de la 45^e *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser *Dame Marie J. Thérèse LaRocque* et son époux *J. Aldéric Ouimet*, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'association de prévoyance et de secours mutuels des Bouchers de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 avril 1884, demandant copie de la correspondance échangée, entre les Gouvernements Local et Fédéral au sujet de l'envoi des Statuts, du *Hansard* et de la *Gazette Officielle* du Canada, aux Membres de cette Chambre et aux Conseillers Législatifs, en échange des Statuts, des Débats de cette Législature et de la *Gazette Officielle* de Québec, qui seraient adressés aux Sénateurs et aux Membres de la Chambre des Communes représentant la Province de Québec. (Documents de la Session No 52.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 avril 1884, demandant copie de l'Ordre en Conseil No 150, en date du 5 mai, 1883, ordonnant la remise des \$30,000 qui apparaissent au crédit de la Province, à la page 8 de l'état des recettes et des paiements du 30 juin au 31 décembre 1883, mis de-

vant la Chambre, à la dernière session ; cette entrée étant dans les termes suivants : " Emprunt de 1882, 45 Vict., ch. 18 ; dépôt spécial de garantie, \$30,000 " ; avec copies de toutes correspondances échangées et du chèque ou ordre de paiement donné à cet égard ; ainsi que copie du contrat originaire de cet emprunt et de celui avec la Banque de Montréal ou toutes autres institutions ou personnes, au sujet de cet emprunt et de l'acte de résiliation du contrat originaire. (Documents de la Session No 53.)

Et aussi, état des remises d'amendes, confiscations, taxes, droits, etc. ; du 19 de janvier 1883, au 31 mars 1884, tel que requis par la 61e section de l'acte du Trésor. (Documents de la Session No 54.)

L'Ordre du jour étant lu pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaine résolution proposée concernant les écoles Protestantes dans la Cité de Québec ;

M. Owens fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'à part et en sus des sommes que la Corporation de la Cité de Québec est tenue maintenant de prélever, ou peut être appelée à prélever, en vertu des dispositions des actes de cette Province, 32 Victoria, chap. 16, 35 Victoria, chap. 12 et 39 Victoria, chap. 51, le Bureau Protestant des Commissaires d'Ecole pourra faire prélever, annuellement, une somme additionnelle, par la dite Corporation, qui lui sera payée, pour aider davantage les écoles sous son contrôle, dans la Cité de Québec ; cette somme additionnelle ne devra, en aucun cas, excéder quinze cents piastres, et sera prélevée uniquement sur la propriété foncière appartenant exclusivement aux Protestants de la dite Cité.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire Lynch ait la permission de présenter un Bill pourvoyant aux moyens d'aider d'avantage les écoles sous le contrôle du Bureau Protestant des commissaires d'école de la Cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill pour amender les lois concernant l'Instruction Publique, en tant qu'elles se rapportent à la Ville de Richmond, est en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de cette Province 46 Victoria, chapitre 21, intitulé : " Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en tant qu'elles se rapportent à la Ville de Richmond."

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour étendre et définir l'obligation des patrons d'indemniser leurs employés pour les dommages corporels éprouvés par ces derniers, dans la prestation de leurs services.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au Comité de Législation.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour amender le Code Municipal en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes municipales à défaut de paiement.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'Acte 33 *Vict.*, chap. 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver ;

M. *Picard* propose, secondé par M. *Gauthier*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Irvine* que la Chambre ne peut procéder sur le Bill susdit, en le considérant comme Bill public, parce qu'il appartient à la catégorie des Bills privés.

M. l'Orateur décide comme suit :

L'objection soulevée, c'est que le Bill est un bill de nature privée et que la Chambre ne peut pas procéder à l'examiner en comité général, attendu qu'on n'a pas suivi la procédure relative aux bills de nature privée.

Un bill de nature privée est un projet de loi qui se rapporte directement aux affaires des particuliers ou des corporations et non pas à des affaires d'intérêt public et à la société en général. (*Bourinot*, page 585). En règle générale, les bills qui ont pour objet des matières d'intérêt général, telles que les réglementations d'hygiène, de police, de commerce, ou du fisc, peuvent être considérés comme bills publics. Tous les bills comportant des considérations d'ordre publics sont exclus de la catégorie des bills de nature privée qui ont pour objet les intérêts spéciaux des corporations. (*Bourinot*, page 609.) Un bill public peut pourvoir pour l'avenir, à la réglementation et à la gouverne de matières d'intérêt public, qui peuvent être générales ou locales dans leur application. (*Cushing, Law and Practice of Legislative Assemblies*, No 754.)

Le bill dont la Chambre est présentement saisie a pour objet d'amender le statut 33 *Victoria*, chapitre 33, en vertu duquel les habitants de certains comtés, y compris le comté de *Wolfe*, sont obligés de se conformer à certaines exigences au sujet de la manière dont les voitures d'hiver doivent être employées dans les grands chemins ou chemins publics. Le bill pourvoit à ce que certaines municipalités locales du comté de *Wolfe* soient exemptées, à certaines conditions, de l'observation des dispositions de ce statut.

La réglementation ou la règle de conduite prescrite par le statut n'a pas pour objet l'intérêt ou le bénéfice particuliers de certaines personnes ou de certaines corporations en particulier, mais une affaire d'intérêt général ou d'ordre public, bien qu'il soit local dans son application. De plus, il a le caractère d'une réglementation de police régissant l'usage des grands chemins ou chemins publics dans une partie spécifiée de la Province. L'objet du bill actuellement soumis à la Chambre est d'amender cette réglementation et je suis d'opinion que c'est une affaire d'ordre public ou d'intérêt général, bien que d'une application locale, et que par conséquent le bill en question est un bill public.

C'est pourquoi je mets l'objection de côté.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité général ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer les Missionnaires de la *Compagnie de Marie* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender de nouveau l' "Acte 27 *Victoria*, chapitre, 23, et l'acte 39 *Victoria*, chapitre 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la Corporation de la Ville de *Joliette*, et pour d'autres fins" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender de nouveau la charte du Crédit Foncier Franco-canadien ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des divers Bills Privés :

Bill concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga*.

Bill amendant l'acte 38 *Victoria*, chapitre 24, intitulé : " Acte pour amender l'acte 27 *Victoria*, chap. 24, intitulé : " Acte pour ériger le Village de *Beauharnois* en Ville."

Bill incorporant la Ville de *Sainte-Cunégonde*.

Bill ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition entre les Commissaires d'Ecoles de la Municipalité du Village de *Waterloo*, dans le comté de *Shefford*, et les Syndics de la minorité dissidente, dans le Village de *Waterloo*.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité spécial de Législation :

Bill pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil.

Bill pour amender l'article 2127 du Code Civil.

Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil.

Bill pour amender l'article 209 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure Civile.

Bill pour protéger plus efficacement les Mineurs.

Bill relatif aux notifications, protêts et significations.

Bill pour amender l'article 125 du Code Civil.

Bill pour amender les articles 664 et 1084 du Code de Procédure Civile.

Et Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender la 31^{ème} *Victoria*, chapitre 32 ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit retiré.

Le Bill relatif aux chemins à barrières de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et référé à un Comité spécial, composé de MM. *Audet*, *Lemieux*, *Marcotte*, *Asselin*, *Archambault*, *Nantel* et *Faucher de Saint-Maurice*, chargé d'entendre les intéressés et de s'enquérir de tous les faits relatifs à ce Bill et surtout au chemin mentionné dans le paragraphe premier de la section 8 de l'acte 16 *Victoria*, chapitre 235, savoir : " le chemin, à partir du rivage du fleuve *St-Laurent*, vis-à-vis de *Québec*, à l'endroit appelé *Le Passage de Bégin*, jusqu'à la Paroisse de *Beaumont*, en passant par le chemin appelé *La Petite Route*, l'espace et distance de trois lieues et demie," avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, et de faire rapport de temps à autre, avec toute la diligence possible.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour valider certains actes notariés ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 32, concernant l'annexion à la municipalité des Cantons-unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, comté de *Québec*, d'une certaine partie de la paroisse de *St-Edmond* de *Stoneham*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour que le Bill pour amender certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Saint-Damase*, dans le comté de *Saint-Hyacinthe* à la municipalité de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement, soit maintenant lu la seconde fois ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 23 Avril 1884.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Robillard*,—La Pétition de la Supérieure du Couvent de la Providence de *St-Joseph de Lanoraie*, Comté de *Berthier*.

M. *Marion*, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, présente à la Chambre le Premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Marion* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Stephens*, du Comité permanent des Lois Expirantes présente à la Chambre le Premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Stephens* pour son président.

Ordonné, Que M. *Charlebois* ait la permission de présenter un Bill pour protéger la culture des Abeilles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les lois de la Chasse en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code du Notariat, 46 Vict., chap. 32.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 855 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, pour prolonger de nouveau le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 21 Avril 1884, pour une liste des Juges de Paix pour le Comté de *Chambly*. (Documents de la Session No 55.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre du 21 Avril 1884, demandant copie de la requête adressée au Gouvernement par les Shérifs de cette Province concernant leurs honoraires. (Documents de la Session No 56.)

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Marion*.—L'ancienne Commission de la Paix, existant dans le Comté de *L'Assomption*, avant le 31 mai 1883, a-t-elle été révoquée ?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*.—Oui ; par un Ordre en Conseil, du 31 mai 1883, publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 2 Juin 1883.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état donnant une liste complète :

1. De toutes les paroisses érigées canoniquement et civilement dans la Province.
2. De toutes les municipalités rurales et de village, actuellement en existence.

La dite liste indiquant les bornes et les limites actuelles des dites paroisses et municipalités.

Sur motion de M. *Lavallée*, secondé par M. *Charlebois*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copies des Ordres en Conseil concernant la démission de *Geo. T. Cary*, qui avait pouvoir d'émettre des licences de mariage.
2. Un état détaillé démontrant le montant d'argent dû par le dit *Geo. T. Cary* à l'époque de sa démission.
3. Un état détaillé démontrant le montant d'argent qui a été remis et de quelle manière, soit par *jobs* d'impression ou par paiement en argent.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Marchand,
Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Correspondances, protêts et remontrances au sujet du tarif des régistrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que copie du jugement de la Cour Supérieure, *Terrebonne*, (Re No7) *Prévost et Lachaine*, rendu le 24 juin 1882, et de la Cour d'Appel confirmant ce jugement, et copies de toutes correspondances et instructions s'y rattachant.

2. Copie du nouveau tarif des régistrateurs mis en force cette année, avec copies de toutes correspondances à son égard.

3. Copies des tarifs des régistrateurs mis en force ou proposés depuis dix ans, avec copies des correspondances à leur égard.

4. Copies de tous Ordres en Conseil ou rapports du Département fait à ce sujet. (Partie de ces documents ayant été mis devant la Chambre en 1883—No 69—mais ayant été perdus lors de l'incendie.)

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Martin, secondé par M. Leduc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une copie du rapport de M. Bureau sur l'exploration qu'il a faite dans le Comté de *Bonaventure*.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la Compagnie maritime et industrielle de *Lévis* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangeliste*, *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâtisses qui y sont érigées ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 18 Vict., chap. 61 des Statuts de la ci-devant Province du *Canada* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme Comité général sur le Bill pour amender certains actes concernant l'incorporation de la ville de *Berthier* et lui donner des pouvoirs additionnels ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Leduc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant *Joseph Morrisette*, de la paroisse de *Sainte-Marie*, dans le comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bil au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour incorporer la Compagnie Royale d'électricité est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et corporations minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 24 Avril 1884.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Société Littéraire et Historique de *Québec*, pour l'année 1883. (Documents de la Session, No 25.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—La Pétition du Révérend *J. Bourassa* et autres, des Comtés de *Dorchester* et *Beauce*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *J. R. Ward* et autres, du Village de *Sainte-Cunégonde*.

Par M. *Leduc*,—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Sorel*.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Sorel* soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Ville.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des membres du comité d'administration de "*The Finlay Asylum*;" demandant des amendements à l'acte de la dernière session, intitulé : "Acte pour amender et refondre divers actes concernant l'étude de l'anatomie."

De la Corporation de la Cité de *Montréal*; demandant l'abolition de la charge de prévôt des incendies pour la ville de *Montréal*.

De la Corporation de la Cité de *Montréal*; demandant (que les Commissaires d'Ecole pour la dite Cité, soient choisis par les contribuables.

Du Conseil du Bureau de Commerce de *Montréal*; demandant que les pouvoirs d'imposer des taxes sur les commis voyageurs, soient révoqués.

De la Corporation de la Cité de *Montréal*; demandant que le nombre des licences pour le débit des liqueurs, ne soit pas augmenté.

De *L. R. Baker* et autres de la ville de *Beauharnois*; demandant que le Bill amendant l'acte 38 *Victoria*, chap. 77, intitulé : "Acte pour ériger le Village de *Beauharnois* en Ville" ne devienne pas loi.

De *D. Z. Gauthier*, de la Ville de *Sorel*; demandant mille acres de terres situés dans le canton de *Wolfstown*.

L'honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, de cette Province, chap. 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne* de la Paroisse de *Ste-Marie*, à celui de *François Gosselin*, et pour d'autres fins ;

Bill autorisant *Achille Leduc*, grévê de substitution en vertu du testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués ;

Bill pour constituer la Paroisse de *St-Joachim de Shefford*, en municipalité pour les fins municipales et scolaires.

M. Owens, du Comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le Second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, depuis qu'il a fait son dernier rapport, a constaté que l'Honorable *M. Lynch* qui a été nommé président, n'était pas membre de ce comité, et fait rapport qu'il a élu *M. Owens* comme président.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *F. X. Demers* demandant un acte permettant au Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de *Québec*, de l'admettre à la pratique de la médecine, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

Votre comité a aussi examiné la pétition du Révérend *Paul Dubé* et autres, de la paroisse de *St-Léon de Standon*, demandant la passation d'un acte ratifiant les limites de la municipalité de la dite paroisse et pour d'autres fins, et a trouvé que les avis publiés n'étaient pas suffisants.

L'Honorable M. *Turcotte*, du Comité de Législation, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Turcotte* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. *Gauthier*, du Comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander :

Que, pour cette année, la Fête des arbres soit observée dans toute la Province le même jour, et que le Gouvernement soit prié de fixer par proclamation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le 12 Mai prochain, pour la célébration de cette fête.

Que, dans le but d'attirer l'attention de toute la population sur le but que la Législature a en vue, en instituant cette Fête, savoir, celui d'encourager la plantation pour ornementation et pour le reboisement, des circulaires soient adressées à Messieurs les Maires des paroisses, villages et villes, aux présidents des commissaires d'écoles, aux supérieurs et directeurs des maisons d'éducation, les informant que c'est le désir de la Législature que la Fête des Arbres soit observée par tout le pays comme une fête légale, employée par tous ceux qui pourront le faire à planter des arbres forestiers partout où ils pourront être utiles et agréables. Que dans ce but les écoles soient fermées ce jour-là.

Que l'Honorable Commissaire des Terres soit prié de communiquer avec Leurs Seigneuries, les Evêques de la Province et les représentants des corps religieux appartenant aux différentes dénominations, les priant de vouloir bien adresser une lettre circulaire à tous leurs prêtres et ministres chargés de la direction de paroisses, priant ces messieurs d'engager leurs paroissiens à se réunir le jour de la Fête des Arbres, pour la célébrer en faisant des plantations dans leurs localités respectives.

Votre comité recommande que chaque Député se fasse un devoir d'être, ce jour-là, présent dans son Comté, pour prendre part à la célébration, et que pour permettre aux Députés de s'absenter pour cette célébration, la Chambre s'ajourne du vendredi le neuf Mai prochain au mardi suivant.

M. *Picard* propose, secondé par M. *Gauthier*,—Que le Bill pour amender l'acte 33 *Vict.*, chap. 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver soit inscrit sur l'Ordre du Jour pour être pris de nouveau en considération par un Comité général demain, (Vendredi, le 25 courant) et la question étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

Archambault,
Asselin,
Audet,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Charlebois,

Desjardins,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Gauthier,

Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,

Paradis,
Picard,
Richard,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—27.

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,
Carbray,
Demers,
Desaulniers,

Deschênes,
Dorais,
Duhamel,
Gaboury,
Gagnon,
Irvine,
Joly,

Lynch,
Marchand,
McShane,
Mercier,
Owens,
Poulin,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Sawyer,
Spencer,
Stephens,
Thornton
Turcotte et
Watts.—29.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour abroger l'Acte 32 *Victoria*, chapitre 29.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour autoriser le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de *Québec*, à admettre *F. X. Demers* à pratiquer la médecine et la chirurgie dans la Province de *Québec*.

Ordonné, Que M. *Archambault* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 26.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 870 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de présenter comme son deuxième rapport, le suivant :

Votre comité a examiné les documents suivants et recommande qu'ils ne soient pas imprimés :

No 6.—Réponse à un Ordre de la Chambre du 26 février 1883, pour production d'un rapport indiquant les noms de tous les employés surnuméraires nommés dans chaque Département, depuis le 30 octobre 1879 ; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés.

No 7.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant copie du rapport et Ordres en Conseil recommandant le paiement d'une somme de douze cents piastres ou environ, à *Louis Giard*, écuyer, ci-devant Secrétaire du Département de l'Instruction Publique, avec un état des services rendus, de l'époque où ils furent rendus ; pendant quel temps ; à quel taux ; avec copie du rapport et Ordres en Conseil, recommandant la mise à la retraite du dit *Louis Giard*.

No 8.—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, demandant un état de la population de la Province de *Québec*, indiquant, dans des colonnes séparées, l'origine et la nationalité, d'après le dernier recensement fait par le Gouvernement Fédéral.

No 13.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant copies des rapports départementaux ou Ordres en Conseil, accordant à *H. H. Miles*, Assistant-Secrétaire du Département de l'Instruction Publique, certains arrérages de salaire, augmentation de salaire, indemnité, durant ou avant l'année, pendant laquelle le dit *Miles* a été mis à la retraite ; avec ensemble, les différentes lettres au dit *Miles*, réclamant un salaire plus élevé ; copie des rapports faits par l'honorable *M. Lynch*, sur diverses demandes du dit *H. H. Miles*, et copies des divers ordres en Conseil ou décisions intervenues sur ces demandes et sur la mise à la retraite du dit *H. H. Miles*.

No 14.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 19 février 1883, demandant : 1. Copie de la correspondance échangée entre le Procureur-Général pour la Province de *Québec* et *L. A. Billy*, écuyer, Magistrat de district, pour le district de *Rimouski*, au sujet de sa démission, avant et depuis son election, comme membre de la Chambre des Communes du *Canada* ;

2. Copie de la correspondance entre l'Honorable Procureur-Général et le dit *L. A. Billy*, par laquelle le dit *L. A. Billy* a été continué dans ses fonctions de Magistrat, jusqu'à la session fédérale, commençant le 18 février courant.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 26 mars 1883 demandant copie du rapport fait au Conseil Exécutif, 1880-81, et de l'Ordre en Conseil fait sur ce rapport déclarant que l'absence d'un vote de la Chambre n'affecte pas la 40ème *Victoria*, chap. 10, qui était une autorité suffisante, d'après l'Acte du Trésor pour le paiement de tous les salaires des officiers et employés du Service Civil, sans que ce montant ne fût inclus dans le Budget, tel Ordre en Conseil affirmant que les salaires de \$2,400 des sous-chef étaient dûs, nonobstant la révocation de l'Ordre en Conseil de 1878.

No 16.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant le rapport du département des Terres de la Couronne et l'ordre en Conseil, mettant *P. L. Morin* à sa retraite ; les divers mémoires présentés en faveur et contre l'émission de mandats d'argent pour payer la pension du dit *P. L. Morin*, fixée par l'auditeur de la Province ;

Copie de toutes les correspondances du Député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats, au sujet de cette pension ; copie de l'ordre en Conseil passé en 1856, acceptant la résignation du dit *P. L. Morin*, alors employé au Département des Terres de la Couronne ; copie de l'Ordre en Conseil nommant le successeur du dit *Morin*, au lieu et place de ce dernier ; avec un état du terme que le dit *Morin* a été employé par la commission de la tenure seigneuriale et payé sur un fonds spécial, voté pour cette commission, entièrement distincte du Département des Terres de la Couronne ; et copie de tous documents ayant rapport à l'octroi de cette pension.

No 17.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 mars 1883, demandant toutes correspondances ou lettres échangées entre le Gouvernement, les particuliers et les personnes chargées de vendre les timbres judiciaires, dans les districts ruraux, ainsi que tous ordres en Conseil relativement à la vente de ces timbres.

No 18.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée législative, du 27 mars 1883, demandant :

1. Copies des réponses de *Félix Fortier*, aux questions à lui soumises par les Commissaires du service civil, en 1869 ; et copie de toute correspondance échangée entre le dit *Fortier* et les dits Commissaires, durant leur enquête, et après l'impression de leur rapport.

2. Copie d'un projet de Bill préparé par *M. Fortier* pour la réorganisation du service civil, tel que soumis par lui à l'Honorable *M. Lynch* ou à tout autre membre du Gouvernement.

3. Etat indiquant le nombre d'années, pendant lesquelles le dit *Félix Fortier* a servi comme Greffier de la Couronne en Chancellerie de la Province du *Canada*, depuis le 19 février 1842, date de sa nomination comme tel, jusqu'à la nomination de son successeur.

4. Copie du Rapport du Département des Terres de la Couronne, recommandant que *M. Fortier* ait le choix d'établir son domicile à *Québec* ou à *Lévis* ; copies de toutes correspondances à ce sujet, ainsi qu'un état indiquant, année par année, des montants perçus par le dit *Félix Fortier*, en sa qualité susdite, jusqu'en janvier 1868.

5. Copie de l'Ordre en Conseil, du mois de janvier 1854, accordant un salaire fixe à *M. Fortier*.

6. Etat indiquant les causes où *M. Fortier* a comparu comme témoin, en sa qualité d'agent de la seigneurie *Lauzon*, avec indication des noms des demandeurs et des défendeurs, et les années dans lesquelles ces actions ont été prises.

7. Copies des divers Ordres en Conseil, nommant *M. Fortier*, Député Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats d'argent, et passés depuis 1868.

No 19.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant une vraie copie (officielle) de l'Ordre en Conseil du 3 janvier 1868 ou autre date du dit mois de janvier, ordonnant que le Greffier du Conseil Exécutif remplirait la charge de Député Lieutenant-Gouverneur, pour la signature des mandats d'argent, mentionnés dans la 28e section de la 31e *Victoria*, chap. 9, et ce, sans rénumération ; aussi vraie copie de l'Ordre en Conseil passé en 1883, après le 31 mai, ordonnant qu'un salaire de \$400 soit ou serait payé au titulaire de la dite charge de Député Lieutenant-Gouverneur ; aussi, vraie copie de l'Ordre en Conseil appointant *Jos. A. Defoy*, Ecr, Greffier en exercice du Conseil Exécutif, ou de tout autre document recommandant ou appointant le dit *Jos. A. Defoy*, Député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent, en vertu de la dite section 28, 31 *Victoria*, chap. 9 ; aussi, copie des ordres en Conseil ou de tout autre instrument officiel, antérieur ou postérieur au 31 mai 1882, appointant *Gustave Grenier*, Ecr, Député Greffier du Conseil Exécutif, depuis plusieurs années, à la dite charge de Député Lieutenant-Gouverneur pour la signature des dits mandats d'argent, avec copie des deux commissions en sa faveur, pour l'exercice de la dite charge.

No 20.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 26 mars 1883, demandant :

1. Copie du compte présenté par *Félix Fortier*, ex-Greffier du Conseil Exécutif, pour arrérages de son salaire, depuis le 1er août 1878 au 23 avril 1881, en vertu de la 40ème *Victoria*, chap. 10.

2. Copie des entrées faites sur le dit compte par l'Auditeur, et de l'ordre de renvoi de cette réclamation aux Officiers en loi de la Couronne.

3. Copie des lettres du dit *Félix Fortier*, des 23 et 30 avril 1882, à l'Auditeur, au sujet du dit compte.

4. Copie du *factum* à l'appui du dit compte produit avec ses dernières lettres.

5. Copie d'une lettre de *Félix Fortier* à l'Auditeur, en date du 2 mai 1881, appelant d'une décision personnelle de l'Honorable Trésorier, avec l'entrée sur l'original No 2720/81 d'un renvoi aux Officiers en loi de la Couronne.

6. Copie d'une lettre de l'Auditeur à *Félix Fortier*, du 2 mai 1881, No 3296 sur 2680 2710, accusant réception des documents transmis à l'appui du dit compte.

No 20.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 18 mars 1883, demandant copie du rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne en date du 18 mars 1846, recommandant la réunion, à son Département, des diverses branches extérieures du service public ; et copie de l'Ordre en Conseil arrêté sur ce rapport, en date du 29 mars 1846, lesquelles copies sont filées de record dans le Département actuel des Terres de la Couronne et entrées dans un registre tenu à cette fin.

Copie de l'Ordre en Conseil du 21 septembre 1846, en rapport avec le susdit *memorandum* et l'ordre en Conseil des 26 et 27 mars 1846, documents de record dans le département des Terres de la Couronne, tel que susdit.

Copie de l'Ordre en Conseil de 1847, chargeant *Félix Fortier* de l'administration d'une nouvelle branche dans le Département des Terres de la Couronne, créée en conformité des susdits Ordres en Conseil, comme commis temporaire.

Copie de lettre à l'Honorable M. *Primrose*, livre de lettres, page première, mars ou février 1857, lui faisant connaître la consolidation des Départements de l'inspecteur du domaine, etc, avec permission au dit Honorable *Primrose* de rester à Québec.

Copie de lettre à *Pierre Paradis*, agent local de la seigneurie *Lauzon*, entrée au dit livre de lettres, page 162, l'informant qu'il est sous le contrôle du Département.

Copie de lettre, page 3, de 1852, acceptant la résignation de *Pierre Paradis*, et copie de l'Ordre en Conseil, de record dans le Département des Terres, en date du 12 mars 1852, en rapport avec *Lauzon*.

Copie de lettre au dit *P. Paradis*, page 7, du dit livre 1852.

Copie de lettre, page 78, 1853, 11 février à l'Honorable *Primrose*, relative à la réunion au Département des Terres, de l'agence des moulins de *Lauzon* ; et copie de l'Ordre en Conseil du 12 février 1853, filée et de record dans le Département des Terres.

Copie de l'Ordre en Conseil du 20 septembre 1848, entrée au livre des Ordres en Conseil, page 236, et filée de record.

Copie de lettre du 26 avril 1850, dans le livre de lettres du domaine et seigneurie *Lauzon*, page 385, où le dit *Fortier* signe comme greffier du domaine, avec note indiquant si la plus grande partie de la correspondance n'était pas, d'après les divers livres d'entrée des lettres, au nom du dit *Fortier* pour le Commissaire, depuis le 5 juin 1850 jusqu'en décembre 1853.

Copie de la lettre, 8 septembre 1855 et de l'Ordre en Conseil du 5 du même mois, mettant fin aux services de l'Honorable M. *Primrose*.

Copie de l'Ordre en Conseil du 18 septembre 1855, et du rapport de l'Honorable M. *Cauchon*, du 12 septembre 1855, servant de base au dit Ordre en Conseil.

Copie de l'Ordre en Conseil du 12 avril 1858, accordant un salaire fixe de \$1,400, avec en sus, frais de bureau, etc., à compter du 1er janvier 1858.

Copie de la lettre de l'Honorable Commissaire des Terres, du 18 septembre 1855, livres de lettres, page 459, offrant la situation au dit *Fortier*.

Lettre à M. *Trudel*, 19 septembre 1855, même livre, page 460.

Copie de lettre à P. *Paradis*, du 15 avril 1852 (livre de *Lauzon*, page 3) l'informant que l'administration de *Lauzon* était réunie au Département, sans l'emploi d'un agent spécial.

Etat détaillé des causes, donnant les noms des Demandeurs et Défendeurs, en quelle année, le détail de sa taxe comme témoin, et si cette taxe était autorisée par la Cour et si le Département des Terres, après mûre considération, n'a pas décidé que le dit *Fortier* avait droit à un *quantum meruit* pour travail *extra*.

Copie de l'Ordre en Conseil allouant une rémunération, non comme surnuméraire, mais pour avoir remplacé un sous-chef malade, et en même temps remplir son emploi de Greffier du Conseil Exécutif.

Copie de la réclamation d'arrérages de salaire, en vertu de la 40^{me} *Victoria*, chapitre 10, et de tous les documents mentionnés dans la cédule accompagnant ce compte, entre autre le *factum* transmis à l'appui d'icelle réclamation, et copie de toute la correspondance avec le Premier-Ministre, l'Honorable M. *Chapleau* et M. l'Auditeur *Drolet*.

Copie du Mémoire des états de service de M. *Fortier*, dans le service civil des Provinces du *Canada* et *Québec*, depuis le 9 février 1842, jusqu'à sa demande pour retraite du 14 décembre 1881, en ses qualités de Greffier de la Couronne en Chancellerie, sous-chef de département, et pour la continuation de ses devoirs comme tel, depuis le 19 août 1858, date de sa résignation de la charge de Greffier de la Couronne en Chancellerie, et du Mémoire soumis à l'Honorable ex-Premier, *Québec*, 27 février 1882.

Mémoire ou copie de Mémoire soumis à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 1^{er} octobre 1881, avec *factum in re* salaire diminué par Ordre en Conseil, en 1878.

No 20.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1883, demandant :

1. Copie des Ordres en Conseil, nommant *Félix Fortier*, clerc dans le Département des Terres de la Couronne, et quel salaire il devait recevoir ;

2. Copie de la résignation de *Félix Fortier*, comme clerc dans le Département des Terres de la Couronne, pour accepter l'agence de la seigneurie *Lauzon* et la surintendance des grèves et des lots situés en eau profonde.

3. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années qu'il a été employé dans le Département des Terres de la Couronne et quel salaire il y a reçu ;

4. Copie de l'Ordre en Conseil nommant *Félix Fortier*, Surintendant des Grèves et des Lots situés en eau profonde, et agent de la Seigneurie *Lauzon*, et aussi un état détaillé indiquant le montant qui fut payé comme commission, déboursés et autrement, au dit *Fortier*, tandis qu'il avait cet emploi.

5. Un état détaillé, indiquant, année par année, combien il fut payé par année, au dit *Fortier*, pour commission relativement à cette agence.

6. Un état détaillé, indiquant le nombre de poursuites intentées par *Félix Fortier*, pour la perception des rentes dues à la seigneurie, et pour quel montant chacune.

7. Un compte détaillé des sommes reçues par lui, comme témoin, dans les causes où il a comparu, en sa dite capacité d'agent.

8. Copie de l'Ordre en Conseil, nommant *Félix Fortier*, Greffier du Conseil Exécutif, en octobre 1867.

9. Un état détaillé, indiquant quel était le montant du salaire payé au dit *Félix Fortier*, du 1^{er} mars 1868, au 1^{er} mars 1882.

10. Un état détaillé, indiquant quelle somme ou quelles sommes furent payées au dit *Félix Fortier*, depuis le 1^{er} novembre 1867 au 1^{er} juillet 1882, pour

services surnuméraires, et la nature de ces services, et à même quels fonds ces paiements furent faits.

11. Copie de l'Ordre en Conseil, nommant *Félix Fortier*, Député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent et quelle somme il a reçue ensuite pour services rendus en cette capacité.

12. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années que *Félix Fortier* a servi dans le Gouvernement du Canada, comme clerc permanent et le nombre d'années qu'il a été employé comme surnuméraire.

No 28.—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, pour copie des requêtes des habitants des Paroisses de *St-Denis*, *St-Philippe de Néri* et de *Notre-Dame du Mont-Carmel*, demandant la vente, comme terres à bois de chauffage, de certains lots situés en arrière de la seigneurie de la *Bouteillerie*.

No 29.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 27 mars 1883, demandant copie de tous arrêtés en Conseil ou règlements quelconques, accordant à l'Auditeur et à l'Assistant-Trésorier de la Province, des traitements additionnels, *bonus*, rémunération ou indemnités quelconques (en sus de leurs traitements ordinaires) pour services quelconques, en rapport avec leurs départements respectifs ou autrement ; avec copie de toute demande ou représentation faite à l'Honorable Trésorier de la Province, pour augmentations de salaire ou traitements spéciaux, pour tels services *extras*, depuis le 1^{er} janvier 1881.

No 35.—Réponse à un Ordre de la Chambre du 3 avril 1884, pour un état détaillé de tous les emprunts négociés ou des débetures vendues, depuis la date du dernier rapport, jusqu'à ce jour, avec le nom des acheteurs et le montant réalisé, par la vente de ces débetures.

No 38.—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 10 avril 1884, demandant :

1. Une liste des Juges de Paix pour le District d'*Arthabaska*.
2. Une liste, indiquant les noms des Juges de Paix pour le District d'*Arthabaska* qui se sont qualifiés et qui ont prêté le serment requis par la loi.

No 41.—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, pour un état de toutes les sommes dues ou réclamées, pour confection de cadastres, au 31 décembre 1882, payées depuis ou non. Le dit état distinguant, ce qui était dû ou réclamé par chaque géomètre, à cause de la retenue des dix pour cent de ce qui pourrait lui être dû pour les cadastres mêmes.

No 43.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 15 avril 1884, demandant : 1. Copie de tous arrêtés en Conseil, s'il y en a, relatifs à la ferme modèle de *Whitfield*, dans le Comté de *Rouville* ;

2. Copie de toutes les instructions données aux professeurs d'agriculture de cette ferme ;

3. Etat du nombre des élèves qui ont reçu des leçons d'agriculture à la dite ferme.

No 44.—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 3 avril 1884, pour un état de toutes les sommes d'argent dépensées pour l'encouragement des manufactures de sucre de betteraves, avec les détails indiquant à qui ces sommes ont été payées.

Une liste des cautionnements fournis en vertu de l'acte 45 *Victoria*, chap. 24, sec. 2 et 2.

No 45.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 Avril 1884, demandant, copies de toutes correspondances échangées, depuis deux ans, entre le Gouvernement de cette Province, celui du *Canada* et de toute autre Province, ou aucun d'iceux, relativement :

1. A l'octroi des licences pour le commerce des boissons et liqueurs enivrantes ;
2. Aux pouvoirs des Gouvernements Provinciaux d'émettre leurs licences ;
3. Au rappel ou à la mise en force de l' "Acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883," passé par le Parlement Fédéral ;
4. A la nomination des Commissaires, en vertu de cette loi ;
5. A toute application faite, pour empêcher les dits Commissaires d'octroyer telle licence et forcer les Officiers Provinciaux à les émettre comme auparavant.

No 46.—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 9 avril 1884, pour copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*, qui, d'après sa charte, doit faire son terminus dans la Province de *Québec*, entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, au sujet du paiement de 10,000 acres de terre par mille, à elle accordés, par l'acte de cette Province 34 *Victoria*, chap. 21.

No 48.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 7 avril 1884, demandant copie de l'arrêté en conseil, nommant MM. *Alley* et *Piquet*, Shérifs conjoints pour le District de *Québec*.

No 50.—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 mars 1883, pour un état des services de *M. Christopher Massiah*, dans le Département de l'Instruction Publique, mentionnés à la page 45 des comptes publics, pour l'année fiscale 1881-82, sous le chapitre des contingents de ce Département, pour lesquels services, ce monsieur a reçu \$572 ; lequel état devra indiquer, quand il a commencé à donner ces services, quand il les a terminés, aussi quelle était la nature de ces services. Aussi un état indiquant, en vertu de quelle autorité, par écrit ou verbale, sa date, le dit *C. Massiah* est entré comme surnuméraire dans le Département des Officiers en Loi de la Couronne ; qui a donné cet autorité ; si le sous-chef de ce Département a fait aucun rapport, par écrit ou verbal, à quelle date, représentant la nécessité d'employer un surnuméraire pour l'expédition convenable des affaires ; à quelle date est-il entré en fonction et jusqu'à quel jour, les taux de sa rémunération, au jour ou au mois.

Etat des diverses sommes reçues par *M. Massiah*, pour services, dans le Département des Officiers en Loi et des terres de la Couronne, depuis le 30 juin 1880, jusqu'au 20 octobre 1882, date du certificat qu'il a obtenu du bureau du service civil, comme aspirant à ce service.

No 51.—Réponse à un Ordre de la Chambre du 3 avril 1884, pour copie du rapport (*presentment*) des grands jurés présenté au juge *Ramsay*, au dernier terme criminel, à *Montréal*.

Votre Comité recommande que les documents suivants soient imprimés pour l'usage des Députés et comme documents de la session :

No 47.—Réponse à un Ordre de la Chambre du 8 février 1883, pour un compte détaillé, avec la date de chaque paiement et du nom de la personne à laquelle il a été fait, de l'*item*, "chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, dépenses de construction et d'équipement \$837,391.73," qui se trouve aux pages 11 et 109 des comptes publics, pour l'année financière expirée le 30 juin 1882 ; et de l'*item*, "chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, construction \$580,865.15," qui se trouve à la page 9 de l'état des recettes et des paiements de la Province de *Québec*, du 1er juillet au 31 décembre 1882.

No 40.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 avril 1884, demandant :

1. Copie du contrat exécuté entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, en vertu de la résolution passée par cette Chambre le 28 mars 1883.

2. Copie de toutes correspondances, de tous Ordres en Conseil, rapports et de tous autres documents se rattachant à ce contrat.

No 39.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 9 avril 1884, demandant copies de l'Ordre en Conseil et de la Commission se rapportant à la nomination des Commissaires des écoles Catholiques de la ville de *Montréal*, des rapports faits par eux et de toutes correspondances se rapportant à ce sujet.

No 42.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 15 avril 1884, demandant copie de tout Ordre en Conseil, ou rapport, diminuant la pension de *L. A. Robitaille*, avec copie des correspondances, pétitions, etc, échangées à cet égard.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente la réponse à un Ordre de la Chambre du 21 avril 1884, pour copie des instructions données par le Gouvernement de cette Province à *Jean-Baptiste Lepage*, de *Rimouski*, pour l'exploitation d'une partie du comté de *Rimouski*. (Documents de la Session No 57.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 avril 1884, demandant copie de toutes circulaires, instructions, correspondances adressées par le Département du Trésor, à tous et chacun les percepteurs du revenu de la Province, depuis la dernière session, au sujet de l'octroi des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, soit sous les lois de la Province ou sous la loi fédérale. (Documents de la Session No 58.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 21 avril 1884, demandant copie de l'enquête et du rapport sur l'incendie du Palais Législatif, en avril dernier. (Documents de la Session No 59.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 8 avril 1884, demandant copie de l'arrêté en conseil et de la proclamation mettant en force la charte du chemin de fer du *Saint-Laurent* et *Témiscouata*, 46 Vict., chap. 92 ; avec copie de la correspondance échangée à ce sujet ; ainsi que copie de tous les documents soumis au Gouvernement pour lui fournir la preuve exigée, à cet égard, par la section 13 du dit acte. (Documents de la Session No 60.)

Et aussi, Collection de Manuscrits, contenant lettres, mémoires, et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France. (Documents de la Session No 61.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. McShane*.—1. A quelles conditions le Comte *Premio-Réal* occupe-t-il l'ancien Hôtel du Gouvernement, sur la rue *Saint-Louis*, vis-à-vis l'Esplanade, en la cité de *Québec* ?

2. Qui a payé ou doit payer les réparations faites ou à faire à cet Hôtel ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Les conditions sont mentionnées dans un bail passé entre le gouvernement et le Comte de *Premio-Réal*, le 15 janvier 1884, devant M^{re} P. Huot, N. P. Ce bail sera mis devant la Chambre si la demande en est faite en la forme ordinaire.

Par M. McShane,—A la demande de qui, et pour qui des réparations sont-elles faites à la propriété du Gouvernement, située sur la rue Notre-Dame, dans la Cité de *Montréal* et sur la place Jacques-Cartier, en la Cité de *Montréal* ?

2. Cette propriété ou partie d'icelle est-elle louée ; et si oui, pour quel temps et à quelles conditions ?

3. Qui fait les réparations et quel en est le coût ?

4. Le Gouvernement doit-il faire poser à ses dépens la lumière électrique, pour l'usage de ces bâties.

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Tous ces renseignements se trouvent dans un bail passé, le 10 janvier 1884, entre le Gouvernement et la société de publication générale. Ce bail sera mis devant la Chambre, si demande en est faite en la forme ordinaire.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant :

1. Recettes et dépenses de la Province de *Québec* pour les années financières de 1867 à 1883, du 30 juin 1867 au 30 juin 1883.—Revenu ordinaire, (tel état ne comprenant pas les bons et paiements en à compte pour chemins de fer, ou ayant des colonnes séparées pour ces items de recette ou de dépenses.)

Cet état montrant les surplus ou déficits annuels.

2. Dépenses de la Législature pour la même période, (le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative séparément.)

3. Dépenses du Gouvernement civil pour la même période, avec des colonnes distinctes pour les salaires et les dépenses contingentes.

4. Dépenses de l'administration de la justice pour la même période, avec des colonnes séparées pour les Magistrats de district.

5. Etat des dépenses pour l'inspection des prisons et les hôpitaux, pour la même période.

6. Etat des dépenses pour l'inspection des bureaux pour la même période.

7. Etat des dépenses des inspecteurs d'école, pour la même période.

8. Etat des dépenses des écoles de réforme et d'industrie, des asiles d'aliénés, pour la même période.

9. Etat des dépenses des prisons de réforme, avec des colonnes, indiquant le nombre de détenus dans chaque institution, le 30 juin de chaque année, et le prix payé pour chaque détenu.

10. Dépenses totales de chemin de fer, pendant la même période, avec un état détaillé de chaque surplus de subside payé à chaque chemin de fer.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des noms des élèves qui ont obtenu des certificats de l'ancienne école de navigation de *Québec* ; et copie de tous documents se rapportant à cette école.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente;—la Réponse à un Ordre de cette Chambre du 21 Avril 1884, pour un état donnant tous les détails de l'item suivant qui se trouve dans l'état des recettes et des paiements de la Province de *Québec*, provenant de toutes sources, du 1er juillet 1883 au 31 mars 1884, ces deux dates inclusivement (colonne des paiements) :

"Fonds des Chemins de fer.

"Subsides payés aux compagnies, \$137,465.80.

Aussi les détails de l'item suivant : "Dépôt de garantie du Chemin de Fer le *Québec Central*, \$58,331.52." (Documents de la Session No 62.)

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant voir :

1. Année par année, depuis 1874, jusqu'au 1er Avril 1884, le montant mis de côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la Province, en regard des montants qui auraient dû être payés ;

2. Des détails faisant voir la manière dont les différents montants ont été employés et placés ;

3. Total du fonds d'amortissement accumulé et placé sur chacun de ces emprunts, le 1er Avril 1884 ;

4. Le montant et la nature, année par année, des placements faits par la Province de *Québec*, du 1er Juillet 1867 au 1er Avril 1884 ; le total de ces placements et leur nature, le 1er Avril 1884, et la manière et les fins pour lesquelles les sommes prises sur ces placements, à différentes dates, ont été employées.

M. *Stephens* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, qu'il soit mis devant cette Chambre,—toute correspondance et documents relatifs à la composition et publication de la Collection de Manuscrits, dont le premier volume a été distribué aux Députés.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les *Bills Privés* est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les *Bills* suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des divers *Bills Privés* :

Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre, après examen, *Cyrille Hector Andgrave alias Handgrave dit Champagne*, à la profession de procureur et d'avocat.

Bill incorporant la Société d'Hygiène de la Province de *Québec*.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour protéger les Compagnies à fonds social.

Et la question étant mise aux voix que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée, Lundi dernier.

“Qu’une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de bien vouloir transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général les résolutions suivantes :

1. Que le succès de la Confédération et la prospérité des Provinces du *Canada* dépendent, dans une grande mesure, du soin que le Parlement du *Canada* et les Législatures Provinciales mettront à se tenir dans les limites de leurs attributions respectives ;

2. Qu’il est du devoir de la Législature de cette Province de résister énergiquement à toute tentative ayant pour but de porter atteinte aux droits de la Province de *Québec* ou à son autonomie ;

3. Que cette Chambre, tout en désirant maintenir l’harmonie qui doit exister entre le Parlement du *Canada* et la Législature de cette Province, sera prête à donner un appui cordial et énergique au Gouvernement de la Province de *Québec*, chaque fois qu’il s’agira de la revendication des droits de la Province, tels que garantis par l’Acte de la Confédération.”

M. l’Orateur, en vertu des dispositions de l’Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, écuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l’Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Frégeau*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Le Bill pourvoyant aux moyens d’aider davantage les écoles sous le contrôle du Bureau Protestant des commissaires d’école de la Cité de *Québec*, est, en conformité de l’Ordre, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L’Ordre du Jour étant lu pour recevoir le rapport du Comité général de la Chambre sur le Bill pour rendre valides certains Actes notariés,

L’Honorable M. *Marchand* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s’ajourne jusqu’à demain.

Vendredi, 25 Avril 1884.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *The Church Home, Montréal*.

M. *Asselin*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre, le Dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :—

Votre comité a examiné la pétition du Conseil de ville de *Sorel*; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, et a trouvé que les avis étaient suffisants.

L'honorable M. *Turcotte*, du Comité de Législation, présente à la chambre le Deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :—

Votre Comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre :

Bill pour étendre et définir l'obligation des patrons d'indemniser leurs employés pour les dommages corporels éprouvés par ces derniers, dans la prestation de leurs services.

M. *Archambault*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Huitième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise *St-Jude*, de la paroisse de *St-Jude* dans le Diocèse de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'Eglise.

Bill amendant l'Acte 27-28 *Victoria*, chap. 71, intitulé : "Acte pour autoriser les propriétaires des *Iles du Moine* et des *Barques*, à faire des règlements pour la meilleure administration des dites Iles."

Bill incorporant "La Maison de l'Immaculée Conception de *Montréal*."

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour refondre et amender les actes concernant les Sœurs de l'asile de la Providence de *Montréal*.

Et Bill incorporant la ville de *St-Jean-Baptiste*.

Ordonné, Que M. *Desjardins* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 51 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Archambault* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chap. 7, intitulé : "Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative, de la Province de *Québec*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill amendant le Statut 23 *Victoria*, chapitre 75 et les divers statuts qui l'amendent et contenant des dispositions relatives à la ville de *Sorel*.

Ordonné, Que M. Leduc ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 23 Avril 1884, demandant :

1. Copies des Ordres en Conseil, concernant la démission de *Geo. T. Cary*, qui avait pouvoir d'émettre des licences de mariage.

2. Un état détaillé, démontrant le montant d'argent dû par le dit *Geo. T. Cary*, à l'époque de sa démission.

3. Un état détaillé, démontrant le montant d'argent qui a été remis et de quelle manière, soit par *jobs* d'impression ou par paiements en argent. (Documents de la Session No 63.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 7 Avril 1884, pour un état détaillé de toutes les sommes payées par le gouvernement, pour le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Juillet 1882, jusqu'au 1er Avril courant, en distinguant, par des colonnes séparées et additionnées, les sommes payées, en vertu de mandats spéciaux, de celles votées régulièrement dans le budget, avec aussi, un état des réclamations non encore payées au dit 1er Avril courant, ou sujet du dit chemin. (Documents de la Session No 34.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité Général, sur le Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chapitre 32, concernant l'annexion, à la municipalité des cantons unis de *Stoneham et Tewkesbury*, comté de *Québec*, d'une certaine partie de la paroisse de *St-Edmond de Stoneham*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé ;

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable M. *Garneau*, M. *Desjardins*, M. *Gagnon*, M. *Shehyn* et M. *Carbray*, avec instructions à ce comité spécial de s'assurer si les parties intéressées ont été informées ou connaissent le projet de loi proposé, et si elles n'ont pas été informées d'en faire donner les avis que ce comité spécial jugera suffisants, et que les personnes qui pourront pétitionner contre la passation de ce Bill soient entendues personnellement ou par procureur, devant ce comité spécial, lequel fera rapport avec toute la diligence possible.

Le Bill pour amender le Code municipal, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code Municipal :

La Chambre, reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée, lundi dernier, "Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de bien vouloir transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général les résolutions suivantes :

1. Que le succès de la Confédération et la prospérité des Provinces du *Canada* dépendent, dans une grande mesure, du soin que le Parlement du *Canada* et les Législatures Provinciales mettront à se tenir dans les limites de leurs attributions respectives ;

2. Qu'il est du devoir de la Législature de cette Province de résister énergiquement à toute tentative ayant pour but, de porter atteinte aux droits de la Province de *Québec* ou à son autonomie ;

3. Que cette Chambre, tout en désirant maintenir l'harmonie qui doit exister entre le Parlement du *Canada* et la Législature de cette Province, sera prête à donner un appui cordial et énergique au gouvernement de la Province de *Québec*, chaque fois qu'il s'agira de la revendication des droits de la Province, tels que garantis par l'acte de la Confédération."

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M., l'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant *Achille Leduc* grévé de substitution en vertu du testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill pour incorporer l'association des commerçants licenciés de vins et liqueurs, de *Montréal*.

Bill pour autoriser *Dame Marie J. Thérèse Larocque* et son époux *J. Alderic Ouimet*, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Bill pour autoriser le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de *Québec* à admettre *François-Xavier Demers* à pratiquer la Médecine et la Chirurgie dans la Province de *Québec*.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour étendre à tout le territoire de l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal* les dispositions du chap. 39 de la 45e *Victoria*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit retiré.

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée, lundi dernier, — " Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de bien vouloir transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général les résolutions suivantes :

1. Que le succès de la Confédération et la prospérité des Province du *Canada* dépendent, dans une grande mesure, du soin que le Parlement du *Canada* et les Législatures Provinciales mettront à se tenir dans les limites de leurs attributions respectives ;

2. Qu'il est du devoir de la Législature de cette Province de résister énergiquement à toute tentative ayant pour but de porter atteinte aux droits de la Province de *Québec* ou à son autonomie ;

Que cette Chambre, tout en désirant maintenir l'harmonie qui doit exister entre le Parlement du *Canada* et la Législature de cette Province, sera prête à donner un appui cordial et énergique au Gouvernement de la Province de *Québec*, chaque fois qu'il s'agira de la revendication des droits de la Province, tels que garantie par l'acte de la Confédération."

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. *Gauthier*, secondé par M. *Desaulniers*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Watts.—Les corporations de la Paroisse de *St-Christophe d'Arthabaska*, du Canton de *Warwick* et de la Paroisse de *St-Norbert d'Arthabaska* ont-elles payé au Shérif d'*Arthabaska* la somme de \$200 chacune, à laquelle elles ont été condamnées par la Cour du Banc de la Reine (assises criminelles) siégeant à *Arthabaskaville*, le 20 février 1882 ; s'il en est ainsi, le Shérif d'*Arthabaska* a-t-il remis le montant de ces pénalités au Trésorier de la Province ; et, dans ce cas, en quel temps ? Et est-ce l'intention du Gouvernement de dépenser cette somme provenant des pénalités pour l'amélioration des chemins des dites municipalités respectivement ou de leur remettre ; si non, pourquoi ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Robertson*.—Oui. Le montant a été porté au crédit du fonds des Bâtisses et des Jurés du District et a été payé au Trésorier de la Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Brousseau*,
Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance avec le Gouvernement Fédéral, touchant le vote de cette Législature, \$15,000, pour contribuer au coût de la construction, dans la Cité de *Québec*, d'une bâtisse devant servir de salle d'exercices militaires et pour les expositions locales.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Deschênes*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état des débentures émises par le Gouvernement de la ci-devant Province du *Canada*, pour l'achat de terrain et pour la construction du Palais de Justice du District de *Kamouraska* existant ci-devant dans le village de *Kamouraska*.

2. Un état du revenu de toutes les taxes imposées et prélevées en argent ou au moyen de timbres judiciaires et d'enregistrements ou autrement, tant dans le Comté de *Kamouraska* que dans le District de *Kamouraska*, depuis l'émission des dites débentures.

3. Un état de toutes les sommes payées sur les dites débentures, combien il reste dû sur icelles, et si aucune sommes reste encore due. Si non, combien il a été payé de plus que le montant des dites débentures.

4. Un état des sommes payées par ou chargées au Gouvernement de la Province, par le Gouvernement Fédéral pour et au sujet des dites débentures, depuis le premier juillet 1867.

Le Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 30, intitulé : "Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre devant siéger lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 28 Avril 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Martin*,—La Pétition de *F. A. Blouin* et autres, du Comté de *Bonaventure*.

Par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—La Pétition de la Compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*,—et la Pétition de *Th. J. Jolicœur* et autres.

Ordonné, Que la règle 49^{ème} de cette chambre soit suspendue, à l'effet de permettre que la pétition de la compagnie du chemin de fer "*Union Jacques-Cartier*," présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à la charte de la dite compagnie.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité permanent des Ordres permanents.

Ordonné, Que la règle 49^{ème} de cette chambre soit suspendue, à l'effet de permettre que la pétition de *Ph. J. Jolicœur*, et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant que certaine partie du Bill pour amender et refondre les statuts concernant la corporation de la Cité de *Québec* et la cour du Recorder de la dite Cité, ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité permanent des Divers Bills Privés :

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *J. K. Ward* et autres, du village de *Ste. Cunégonde* ; demandant que le Bill incorporant, la ville de *Ste. Cunégonde*, ne devienne pas loi.

Du révérend *J. Bourassa* et autres des comtés de *Dorchester* et *Beauce* ; demandant que le Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, de cette Province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne*, de la paroisse de *Ste-Marie*, à celui de *François Gosselin* et pour d'autres fin, devienne loi.

Ordonné, Que *M. Robidoux* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 923 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Marchand* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 1323 et 1337 inclusivement du Code Civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 45 *Victoria*, chapitre 51, intitulé : " Acte concernant les Compagnies d'Assurances Mutuelles contre le feu."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 25 Avril 1884, demandant copie de toute correspondance avec le Gouvernement Fédéral, touchant le vote de cette Législature, \$15,000, pour contribuer au coût de la construction, dans la Cité de *Québec*, d'une bâtisse devant servir de salle d'exercices militaires et pour les expositions locales et provinciales. (Documents de la Session No 64.)

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill amendant l'Acte 44-45 *Victoria* de cette Province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne*, de la Paroisse de *Ste-Marie*, à celui de *François Gosselin* et pour d'autres fins ;

Et la question étant proposée, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Bernard* que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit ordre soit déchargé et le Bill soit de nouveau renvoyé au Comité permanent des divers Bills Privés."

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé de nouveau au Comité des divers Bills Privés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise *Saint-Jude*, de la Paroisse de *Saint-Jude*, dans le Diocèse de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'Eglise ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Maison de l'Immaculée Conception de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour refondre et amender les Actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Ville de *St-Jean-Baptiste* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Phileas A. Corriveau*, au nombre de ses membres, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Richard*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prolonger de quelques années, le délai accordé par le chapitre 25, de l'acte 45 *Victoria*, aux compagnies de chemins de fer, pour fournir la preuve de leurs ressources pour la construction de leurs chemins respectifs ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—Ces compagnies devront fournir la preuve requise par le statut, avant le 27 mai prochain, le Gouvernement n'ayant pas l'intention de faire prolonger ce délai.

Par M. *Spencer*.—Est-il à la connaissance du Gouvernement que, durant les derniers cinq mois, aucun convoi, soit pour les voyageurs, soit pour le trafic, n'a circulé sur le chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston*, qui reçoit un subside du Gouvernement de la Province, entre *Farnham* et *Frelighsburg* dans le Comté de *Missisquoi* ? Si oui, est-ce l'intention du Gouvernement de faire rétablir la circulation des convois, et par là mettre fin à la très grande injustice qui a été commise, et aux inconvénients causés aux citoyens du dit comté de *Missisquoi*, qui ont contribué pour une large part à la construction du dit chemin de fer.

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—Ce fait n'est pas à la connaissance du Gouvernement, mais la question sera prise en considération.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, tous les documents démontrant s'il a été donné une lettre de crédit sur la Banque de *Paris* et des *Pays-Bas* ou une autre maison de banque quelconque pour acheter des livres pour la Bibliothèque.

A quelle date elle a été donnée.

En faveur de qui elle a été donnée.

Quel en était le montant. Si ce montant a été payé ou porté au débit du Gouvernement.

Si l'on a fait traite au Gouvernement pour une partie de cet argent et si cette partie de l'argent a été dépensé à cette fin.

Qui a fait traite et dépensé ce montant.

S'il a été rendu compte de la manière dont cet argent a été dépensé.

Si le Gouvernement a reçu des livres.

Si le Gouvernement a reçu un compte quelconque des livres achetés.

S'il a été passé un Ordre en Conseil autorisant l'émission de cette lettre de crédit et quelle est la date de cet ordre en conseil.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Poulin, secondé par M. Richard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé indiquant, année par année, depuis 1870, toutes les sommes payées à E. A. Bernard; le dit état faisant voir l'objet, la cause et l'autorité de chaque paiement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 46 Victoria, chap. 30, intitulé : " Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Martel fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 29 Avril 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Stephens,—la Pétition des Commissaires des Ecoles Protestantes de la Cité de Montréal.

Par M. Carbray,—la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de Québec.

Par M. Leduc,—la Pétition de Dame Marguerite Bibeau, veuve de feu Henry Rowse, de la Paroisse de St-Roch de Richelieu.

L'honorable Secrétaire Provincial Blanchet, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill amendant l'Acte 38 Victoria, chapitre 77, intitulé : " Acte pour amender l'Acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé : " Acte pour ériger le Village de Beauharnois en ville," et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Cyrille Hector Andgrave, alias Handgrave dit Champagne à la profession de Procureur et d'Avocat.

Bill pour ériger en Municipalité la Paroisse de St-Maxime du Mont-Louis avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le Comté de Gaspé.

Bill incorporant la Compagnie Royale d'Electricité.

Votre comité désire de plus recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports des Bills Privés, soit étendu jusqu'au neuf du mois de mai prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Beaubien du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières, présente à la Chambre le Quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au neuf de mai prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Demers, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis avaient été donnés :

Pétition de la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*, demandant un acte pour réduire son capital.

Pétition de la Compagnie du Chemin de fer de *Leeds* et des cantons de l'*Est*, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a aussi examiné la Pétition de la Compagnie du Chemin de fer "Union Jacques-Cartier," demandant des amendements à sa charte, et a trouvé que les avis n'avaient pas été donnés ; mais comme cette demande est d'une grande importance pour la Province, et comme il sera du devoir du Comité des Bills Privés de s'assurer que les intérêts des tiers-parties soient parfaitement protégés lorsque le Bill lui sera soumis, votre comité désire, en conséquence, recommander à Votre Honorable Chambre la suspension des règles de cette Chambre, afin de permettre l'introduction d'un bill basé sur la dite pétition.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au Bill pour réduire le Fonds Social de la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer "Union Jacques-Cartier."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 21 avril 1884, pour copie de toutes requêtes adressées au Gouvernement de cette Province, demandant l'établissement d'un bureau d'agence des Terres de la Couronne, dans le Comté de *Rimouski*. (Documents de la Session, No 65.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 21 avril 1884, pour copies de la correspondance concernant le paiement de certaines sommes, par le syndicat du chemin de fer du *Nord*, et l'exécution des travaux que le syndicat était tenu de faire, le tout au désir du contrat de la vente de la Section Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Documents No 74 de la Session de 1883, non imprimés et perdus lors de l'incendie.) (Documents de la Session, No 66.)

Et aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 21 avril 1884, pour un état des sommes d'argent perçus par M. *Kemp*, inspecteur des agences, Département des Terres de la Couronne, ou par l'agent, division l'*Assomption*, lors de sa visite, dans l'année 1883, dans cette division. (Documents de la Session, No 67.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité des Voies et moyens étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

Et la Question étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que dorénavant il n'y aura plus que deux cents licences d'auberges et de restaurants d'émissions annuellement dans la Cité de *Montréal*, et pas plus de deux cent cinquante licences d'émissions annuellement, pour les magasins de liqueur en détail dans la dite Cité.

Résolu, 2. Qu'en sus de l'honoraire d'une piastre payé lors de l'émission de chaque licence, chaque personne demandant une licence pour tenir une auberge dans la Cité de *Montréal*, devra payer huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer de la propriété, pour laquelle la licence est demandée est de quatre cents piastres ou au-delà ; six cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de deux cents piastres et moins de quatre cents piastres ; et quatre cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moins de deux cents piastres.

Résolu, 3. Qu'en sus de l'honoraire d'une piastre, payé lors de l'émission de chaque licence, chaque personne demandant une licence pour un magasin de liqueurs en détail, dans la Cité de *Montréal*, devra payer un montant égal à la valeur annuelle ou le loyer de la propriété pour laquelle la licence est demandée ; pourvu que dans aucun cas, les droits sur cette licence ne soient pas moindres de cent cinquante piastres ou plus de deux cent cinquante piastres.

Résolu, 4. Que pour chaque *subpoena* original émané dans toute poursuite, en vertu de la loi des licences de 1878, il sera payé au greffier signifiant ce *subpoena*, la somme de vingt centins.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

L'Honorable M. *Beaubien* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité,

Et la question étant mise aux voix.—Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Beaubien* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu 1. Que dorénavant il n'y aura plus que deux cents licences d'auberges et de restaurants d'émissions annuellement dans la Cité de *Montréal*, et pas plus de deux cent cinquante licences d'émissions annuellement, pour les magasins de liqueur en détail dans la dite Cité.

Résolu, 2. Qu'en sus de l'honoraire d'une piastre payé lors de l'émission de chaque licence, chaque personne demandant une licence pour tenir une auberge dans la Cité de *Montréal*, devra payer huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer de la propriété, pour laquelle la licence est demandée, est de quatre cents piastres ou au-delà ; six cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de deux cents piastres et moins de quatre cents piastres ; et quatre cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est moins de deux cents piastres.

Résolu, 3. Qu'en sus de l'honoraire d'une piastre payé lors de l'émission de chaque licence, chaque personne demandant une licence pour un magasin de liqueurs en détail, dans la Cité de *Montréal*, devra payer un montant égal à la valeur annuelle ou le loyer de la propriété pour laquelle la licence est demandée ; pourvu que dans aucun cas, les droits sur cette licence ne soient pas moindres de cent cinquante piastres ou plus de deux cent cinquante piastres.

Résolu, 4. Que pour chaque *subpœna* original émané dans toute poursuite, en vertu de la loi des licences de 1878, il sera payé au Greffier signifiant ce *subpœna*, la somme de vingt centins.

Et la question étant proposée, — Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Le Bill pour refondre et amender les actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill autorisant *Achille Leduc*, grévê de substitution en vertu du testament de feue Dame *Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill incorporant la *Maison de l'Immaculée Conception de Montréal* ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Nantel* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour ériger la Paroisse de *St-Joachim de Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chap. 70, intitulé : "Acte pour autoriser les propriétaires des *Isles du Moine* et des *Barques* à faire des règlements pour la meilleure administration des dites îles," et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée, aujourd'hui, "Que les résolutions concernant les licences rapportées, aujourd'hui, du Comité des Voies et Moyens, soient maintenant lues la seconde fois."

M. *Nantel* propose en amendement, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*, que le mot "maintenant" soit retranché et que le mot "demain" soit inséré à la fin de la dite proposition.

L'Honorable M. *Mercier* propose en sous-amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que les dites résolutions ne soient pas lues une seconde fois demain, mais qu'il soit résolu : Que cette Chambre est prête à adopter des mesures propres à assurer le triomphe de la grande cause de la tempérance, si chère à tous les bons citoyens de la Province, mais que ce but ne saurait être obtenu par les résolutions actuellement soumises, se rapportant exclusivement à la Cité de *Montréal* ;

Que le 28 Mars dernier, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant annoncé dans le discours du Trône "que l'acte des Licences de Québec devait continuer à recevoir son exécution" les intéressés, propriétaires et locataires de la Cité de Montréal, ont eu raison de croire que cette loi serait exécutée dans les conditions ordinaires, et qu'ils pouvaient en conséquence, prendre sans danger, des engagements pour l'année courante ;

Qu'il serait injuste d'affecter ces intérêts, au moment où les baux passés depuis cette époque, vont devenir en force le premier mai, et de faire une législation spéciale pour les citoyens de *Montréal* qui, sans rencontrer les vues du Conseil-de-Ville et des amis de la tempérance, est contraire aux intérêts actuels d'une classe importante de citoyens ;

Que les charges imposées uniquement sur les citoyens de *Montréal*, en vertu de ces résolutions, sont tellement lourdes que cette Chambre ne serait pas justifiable de les sanctionner dans ces circonstances ;

Que cette Chambre constate avec regret que le Gouvernement n'indique pas, dans ces résolutions, les mesures qu'il entend recommander (au sujet des certificats de licences émanés sous l'autorité du Gouvernement Fédéral) pour protéger les intérêts de la Province ;

Que, pour toutes ces raisons, il ne serait pas sage de changer, pour le moment, la loi des licences dans le sens indiqué dans ces résolutions; et qu'en conséquence la deuxième lecture ne soit faite que dans six mois.

Et des Débats s'ensuivant :

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, écuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Martel prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 30 Avril 1884.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. McShane, Député pour le District Electoral de *Montreal Ouest*, ayant cédé la parole au Procureur-Général pour lui permettre de répondre à une question qu'il lui avait posée, et ayant permis à trois autres Députés de parler sur la question, maintient qu'il a le droit de conserver la parole.

M. l'Orateur décide que *M. McShane* n'a pas le droit de parler de nouveau sur la question maintenant devant la Chambre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gaboury,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudelle et</i>
<i>Desaulniers.</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Turcotte.—37.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Contre la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Cameron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—12.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,*

*Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*McShane,
Mercier,
Paradis,*

*Rinfret dit Malouin,
Stephens et
Watts—14.*

CONTRE :

Messieurs

*Assetin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,*

*Désaulniers,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Gaboury,
Gauthier,
Leduc,*

*Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,
Poupore,*

*Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—35.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

Et la séance ayant continué jusqu'à deux heures, mercredi matin, la Chambre s'ajourne alors.

Mercredi, 30 Avril 1884.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill incorporant l'Association des Commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la Cité de *Montréal*.

Bill ratifiant et confirmant un Acte de partage et de répartition de propriété passé entre les Commissaires d'Ecoles de la municipalité du Village de *Waterloo* et les Syndics de la minorité dissidente du même Village de *Waterloo*.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour incorporer la Société d'Hygiène de la Province de *Québec*, et y a fait certains amendements qu'il soumet à l'approbation de Votre Honorable Chambre.

M. Poupore, du Comité permanent des Chemins de fer, Canaux, Lignes télégraphiques, Mines et Corporations manufacturières, présente à la Chambre, le Cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant et le soumet à Votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill ratifiant les obligations émises par la Compagnie de Filature de *Ste-Anne, Hochélaga*, et autorisant les Directeurs de la dite Compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de J. Barsalou et autres, de la Ville de *Maisonneuve*.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill concernant les charges de Shérifs, Protonotaires de la Cour Supérieure et Régistrateurs en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de Notaire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Leeds* et des *Cantons de l'Est*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Watts.—Est-il à la connaissance du Gouvernement et avec son approbation que, dans le cours de l'année 1882, diverses personnes ont été payées pour les comptes qui leur étaient dus pour salaires ou pour travaux faits au Palais de Justice ou à la Prison commune du district d'*Arthabaska*, à *Arthabaskaville*, par des bons signés par le député-shérif C. J. Powell ; qu'en retour pour ces bons, ces dites personnes ont remis au dit Député-Sherif leurs comptes acquittés ; que ces comptes acquittés ont été transmis au Département du Trésor, et crédit donné pour le montant d'iceux à *Auguste Quesnel*, Ecuyer, Shérif du dit district d'*Arthabaska* ; que le dit *Auguste Quesnel* n'a jamais payé le montant de ces bons aux porteurs d'iceux, mais refuse de le payer, affirmant sous serment qu'il n'a jamais reçu l'argent du Gouvernement pour les payer, en autant que le Gouvernement lui doit au-delà de deux mille dollars pour cadenas, serrures et barreaux de sûreté, par lui fournis pour les diverses prisons de la Province, à la requisition du Gouvernement ?

2. Est-ce l'intention du Gouvernement de payer les porteurs de ces bons ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—1. Il est à la connaissance du Gouvernement que, dans le cours de l'année 1882, diverses personnes ont été payées par des bons signés par C. J. Powell, député-shérif d'*Arthabaska*, mais le Gouvernement

n'y a jamais donné son approbation. Si les comptes des porteurs de ces *bons* ont été transmis par le Shérif au Département du Trésor, ils ont dû être acquittés, comme le sont tous les autres comptes de cette nature. Il n'est pas à la connaissance du Gouvernement que M. *Quesnel* a ou n'a pas payé les *bons* en question, ou qu'il refuse de les payer pour le motif énoncé dans l'interpellation.

2. Non.

Par M. *Demers*.—Le Gouvernement se propose-t-il de continuer en faveur de M. *F. A. Bernard* une allocation de \$1,500 comme chef d'une ferme agricole ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon* :

L'allocation de \$1,500, payée à M. *Barnard*, était une allocation spéciale et non annuelle, qui n'a pas été renouvelée et que le Gouvernement ne se propose pas de continuer.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport de l'arpentage fait par M. *Casgrain*, dans le canton *Daaquam*, comté de *Bellechasse*.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Martel*,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—La correspondance se rapportant aux offres de l'institution des sourds-muets, de *Mill End*, d'utiliser sa ferme de *Terrebonne*, pour y établir une maison destinée à recevoir les sourds-muets de cette Province et leur donner, à la campagne, une éducation morale et intellectuelle, mieux en rapport avec leurs besoins et leur infirmité ; et aussi correspondance entre le Gouvernement et l'institution des sourdes-muettes, de *Montréal*, au sujet d'une augmentation de son octroi annuel.

Ordonné, Que la 49^{ème} Règle de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la Pétition de *J. Barsalou* et autres, de la Ville de *Maisonnette*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga* ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité permanent des divers Bills Privés.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 1er Mai 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant Province du Canada, 24 Victoria, chap. 32, concernant les assurances mutuelles."

Bill intitulé : "Acte pour amender le statut 35 *Victoria*, chap. 32, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de *St-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de *St-Hyacinthe*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Société Union *Saint Joseph* des Artisans de *Sherbrooke*."

Bill intitulé : "Acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la compagnie manufacturière *Paton*, émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette Province, 39 *Victoria*, chap. 67, et révoquant le dit acte."

Bill intitulé : "Acte permettant à la *Coaticook Knitting Company*, d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet."

Bill intitulé : "Acte autorisant l'association pharmaceutique de la Province de *Québec*, à admettre *Frédéric T. Ansell*, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste, dans la Province."

Et Bill intitulé : "Acte permettant au *Congregational College of British North America* de conférer des degrés en théologie, et amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chap. 162."

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Dorais*,—La Pétition du Révérend A. A. *Bellemare* et autres, de *Ste-Monique*, Comté de *Nicolet*,—et la Pétition du Révérend F. D. *Baillargeon* et autres, de *Princeville*, Comté d'*Arthabaska*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des Commissaires des Ecoles Protestantes de la Cité de *Montréal*; demandant que certaines parties du Bill concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga* ne devienne pas loi.

De Dame *Marguerite Bibeau*, veuve de feu *Henry Rowse*, de la Paroisse de *St-Roch de Richelieu*; demandant que le délai pour l'enregistrement des douaires coutumiers soit prolongé.

Du Maire et des Conseillers de la Municipalité de la Paroisse de *Québec*; demandant que le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité, ne devienne pas loi.

M. *Gauthier*, du Comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'à la dernière réunion de votre comité, tenue le vingt-neuf avril courant, il a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

Résolu, Que le comité reconnaît les services rendus par les sociétés d'agriculture et qu'il regretterait profondément de voir abolir ces sociétés, tout en admettant qu'elles doivent être soumises au plus strict contrôle pour mettre fin aux abus qui ont pu exister dans le passé.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant Dame *Marie J. Thérèse LaRocque* et son époux J. *Aldéric Ouimet*, écr., à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission de présenter un Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 18 Avril 1884, pour.—1. Le rapport de M. *Russell*, au Congrès-forestier américain, à la réunion tenue à *Montréal*, en Août 1882.

2. Le Rapport de M. *Stewart Thayne* au Gouvernement de la Province de *Québec*, des délibérations du Congrès-forestier américain tenu à *St-Paul* en Août dernier. (Documents de la Session No 68.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 18 Avril 1884, pour copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province et les juges de paix dernièrement nommés, par lesquelles ces juges de paix demandent à être mis en possession des lois établissant leur juridiction et sur lesquelles ils sont appelés à baser leurs décisions. (Documents de la Session No 69.)

Et aussi, réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 18 Avril 1884, demandant copie du mémoire présenté au Procureur-Général en 1882, par la la commission de législation de la Chambre des Notaires au sujet du tarif des Régistrateurs. (Documents de la Session No 70.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Nantel*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'assurer la vente des terres de la Couronne, aux personnes désireuses de s'établir comme colons, à un taux uniforme et invariable ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch* :—Il n'y a pas encore eu de décision définitive prise à cet égard.

Par M. *Nantel*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'amender les lois concernant la vente des terres de la Couronne aux colons, de manière à rendre entièrement libre, telle vente de tout terrain arpenté et divisé en lots à coloniser, sans réserve d'aucune sorte ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch* :—L'affaire est sous considération.

Par M. *Nantel*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender les lois concernant la vente des terres de la Couronne pour les fins de colonisation et les Ordres en Conseil sur cette matière, de manière à faire disparaître les réserves de bois de pins faites même après l'émission des lettres patentes ?

Réponse par l'honorable M. *Lynch* :—Cette affaire est sous considération.

Sur motion de M. Asselin, secondé par M. Martin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport de H. Hurteau, écrivain, ci-devant Surintendant des travaux de colonisation, sur le chemin de colonisation s'étendant de Matane, dans le comté de Rimouski, à Cap Chatte dans le Comté de Gaspé; et aussi copie du rapport fait par le dit H. Hurteau sur les comtés par lui explorés pendant les derniers douze mois.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Martel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des livres sur l'agriculture, la sylviculture, l'arboriculture, l'apiculture, l'entomologie, l'industrie laitière, l'élevage et la maladie des bestiaux, l'amélioration des races chevalines, bovines, etc., que le conseil d'agriculture et le comité d'agriculture de l'Assemblée Législative ont recommandés ou recommandent à l'attention des cultivateurs et du Gouvernement de la province de Québec.

M. Demers propose, secondé par M. Bernard qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport fait au Département de l'Agriculture par M. C. A. Barnard, sur le fonctionnement et les résultats de sa ferme modèle, à Varennes.

M. Poulin propose comme amendement secondé par M. Paradis, que les mots : “ et des expériences qu'il a faites, dans l'année 1882, afin de connaître les meilleures races de vaches laitières ” soient ajoutés à la fin de la question.

M. McShane propose en sous-amendement secondé par M. Gagnon que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : “ et les meilleures races de veaux.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Qu'il soit émis un Ordre de la Chambre pour copie du rapport fait au Département de l'Agriculture par M. E. A. Bernard, sur le fonctionnement et les résultats de sa ferme modèle, à Varennes, et des expériences qu'il a faites, dans l'année 1882, afin de connaître les meilleurs races de vaches laitières.

Le Bill pour détacher une certaine partie du canton de *Tingwick*, comté d'*Arthabaska* et l'annexer à la municipalité du Canton de *Chester Ouest* pour les fins municipales et scolaires, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable M. Garneau, M. Desjardins, M. Gagnon, M. Shehyn, M. Carbray et M. Watts, avec instructions à ce comité de s'assurer si les parties intéressées ont été informées ou connaissent le projet de loi proposé, et si elles n'en ont pas été informées d'en faire donner les avis que ce comité spécial jugera suffisants, et que les personnes qui pourront pétitionner contre la passation de ce Bill soient entendues personnellement ou par procureur, devant ce comité spécial, lequel fera rapport avec toute la diligence possible.

L'Honorable M. Garneau, du Comité spécial sur le Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 32, concernant l'annexion à la municipalité des cantons Unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, comté de *Québec*, d'une certaine partie de la Paroisse de *St-Edmond de Stoneham*, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de rapporter ce Bill avec deux amendements.

Votre comité est d'opinion, d'après le témoignage entendu devant lui, que les parties intéressées dont il est question dans le dit Bill, représentées par leurs commissaires d'écoles, ont été informées et connaissent le dit projet de loi et y ont donné leur consentement.

Qu'une déclaration signée par deux des commissaires d'école de la ci-devant municipalité scolaire de *Roche Plate*, laquelle est ci-annexée, établit que le dit projet de loi est dans l'intérêt des contribuables de la dite municipalité, laquelle déclaration se lit comme suit :

Nous soussignés, agissant pour les commissaires d'écoles de la ci-devant municipalité scolaire de *Roche Plate*, déclarons que le Bill présenté, à cette session, par l'Honorable *Pierre Garneau*, tendant à amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 32, est dans l'intérêt des contribuables de la dite ci-devant municipalité de *Roche Plate*.

Que le dit acte, ainsi amendé, permettra aux dits contribuables de pouvoir payer leurs dettes, sans y être contraints par des procédures judiciaires coûteuses et qui seraient un surcroît de frais inutiles, pour la dite municipalité.

Que, de plus, le dit Bill leur donnera le pouvoir d'avoir une école l'année prochaine, ce que les contribuables ou du moins la grande majorité désire.

C. CARLETON,
LS. SANSFAÇON.

Saint-Edmond de Stoneham, 23 avril 1884.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill constituant la Paroisse de *St-Joachim de Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Watts* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce que le canton de *Shefford* ni aucune partie d'icelui ne forme partie de la nouvelle municipalité."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lenivieux,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>	<i>Watts.—19.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sawyer,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rqbillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gaboury,</i>		

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte constituant la paroisse de *Saint Joachim de Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires, ” la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée, lundi, le 21 Avril dernier,—“ Qu’une humble Adresse soit présentée, à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de bien vouloir transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général les résolutions suivantes :

1. Que le succès de la Confédération et la prospérité des Provinces du *Canada* dépendent dans une grande mesure, du soin que le Parlement du *Canada* et les Législatures Provinciales mettront à se tenir dans les limites de leurs attributions respectives ;

2. Qu’il est du devoir de la Législature de cette Province de résister énergiquement à toute tentative ayant pour but de porter atteinte aux droits de la Province de *Québec* ou à son autonomie ;

3. Que cette Chambre, tout en désirant maintenir l’harmonie qui doit exister entre le Parlement du *Canada* et la Législature de cette Province, sera prête à donner un appui cordial et énergique au Gouvernement de la Province de *Québec*, chaque fois qu’il s’agira de la revendication des droits de la Province, tels que garantis par l’acte de la Confédération. ”

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que cette adresse soit grossyée et signée par M. l’Orateur, et qu’elle soit transmise par lui à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Alors la Chambre s’ajourne, jusqu’à demain.

Vendredi, 2 Mai 1884.

M. l’Orateur met devant la Chambre,—Le Premier rapport du Comité Spécial nommé pour aider M. l’Orateur dans l’administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre y sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque, lequel est lu, comme suit :

Le comité conjoint de la bibliothèque a l’honneur de faire rapport :

Qu’il décide de nouveau qu’à même les fonds votés annuellement par la Législature pour l’achat de livres, une somme de \$500 sera affectée à l’achat des ouvrages sur l’Amérique, et spécialement des ouvrages canadiens.

Qu’il est désirable que la bibliothèque, après avoir été pourvue d’ouvrages de droit parlementaires, revête dans sa formation un caractère général, mais que l’on ait soin toutefois de n’acquérir dans les différentes branches des connaissances humaines, que les œuvres considérées comme classiques et dont les auteurs font autorité.

Que la liste des livres que l’on se proposera d’acheter soit soumise aux Orateurs des deux Chambres, et que la littérature légère soit exclue de la bibliothèque.

Le Comité désire enfin demander au Gouvernement s’il ne serait pas opportun, afin de refaire la bibliothèque, d’affecter à l’achat de livres, la somme de

\$32,000, montant de l'assurance sur la bibliothèque détruite par l'incendie du 19 avril 1883.

L'Honorable Commissaire *Lynch*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le Sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill incorporant la "Compagnie des transports et des mines des Rivières du Lièvre et Outaouais.

L'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des divers Bill Privés, présente à la Chambre le Douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant les commissaires d'école d'*Hoche-laga*, auquel il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 27, intitulé : "Acte concernant le Barreau de la Province de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Trésorier *Robertson*, remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, transmet à l'Assemblée Législative un état indiquant les détails de certains services pour l'année financière expirant le 30 juin 1884, contenus dans le budget des dépenses supplémentaires pour l'exercice courant et le budget des dépenses pour l'exercice expirant le 30 juin 1885 ; et conformément aux dispositions de la section 53 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, il recommande ces budgets à l'Assemblée Législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, le 2 Mai 1884.

Ordonné, Que le dit Message, et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au Comité des Subsidés.

La Chambre, en Conformité de l'Ordre, se forme en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas six mille huit cent soixante et huit piastres et soixante et trois centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'administration de la dette publique, savoir : Commission $\frac{1}{2}$ par cent sur neuf cent soixante et treize mille sept cent vingt-six piastres et soixante et sept centins, la somme de quatre mille huit cent soixante et huit piastres et soixante-trois centins; annonces, timbres, etc., deux mille quatre cent trente-trois piastres et trente-trois centins, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu mardi prochain.

L'honorable M. Garneau informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la "Compagnie du Pont de *St-Léonard*, et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la Rivière *Nicolet*, près du Village de la Paroisse de *St-Léonard*, comté de *Nicolet*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivant sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 46 *Victoria*, chap. 74, incorporant la compagnie de l'Hotel du Château *St-Louis*."

Bill intitulé : "Acte pour rendre valides certains actes notariés."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Pont de *Saint-Léonard*, et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la Rivière *Nicolet*, près du Village de la Paroisse de *Saint-Léonard*, Comté de *Nicolet*," lesquels sont lus comme suit :

La Clause 5 est retranchée et remplacée par la suivante :

5. La Compagnie sera tenue d'entretenir le pont en bon ordre et condition, et s'il devenait dangereux, sur la plainte de pas moins de dix personnes, adressée au Conseil Municipal de la Paroisse de *St-Léonard*, la dite compagnie sera tenue de le rendre passable et sûr pour les personnes et voitures, charges et bestiaux, sous peine d'une amende de dix piastres pour chaque journée de négligence, après la signification de la plainte, laquelle amende sera recouvrable par la Corporation de la paroisse et à son profit ; et dans le cas où, sur l'examen et inspection de l'Ingénieur du Gouvernement le pont serait condamné la dite compagnie sera tenue de le renouveler dans les deux ans qui suivront la date de la signification qui lui sera faite de la condamnation par le dit Ingénieur sous peine de perdre tous les droits à elle conférée par le présent acte. Toute telle reconstruction sera décidée par la majorité des actionnaires, mais pendant ces deux années la dite compagnie aura le droit et devra se servir d'autres moyens de traverser les voyageurs, bestiaux, voiture, charges au même taux de péage que ceux mentionnés ci-après, avec en outre les droits et privilèges à elle conférés par le présent acte.

Dans la clause 6, ligne 7, retrancher les mots "soit" et "ou autrement."

Dans la clause 7,—effacer tous les mots de la 1re ligne et les mots de la 2eme ligne jusqu'au mot "à" et les remplacer par les suivants ; "Quant ce pont aura été approuvé par l'Ingénieur du Gouvernement, avis public de cette approbation sera donné immédiatement par cet Ingénieur, en faisant afficher une copie de cet avis sur la porte principale de l'Eglise de la paroisse de *St-Léonard* et en le faisant lire à haute voix le dimanche suivant à l'Eglise à l'issue du service divin du matin et il sera alors loisible."

Retrancher les mots "dix piastres" à la fin de la clause 8 et les remplacer par les mots "deux piastres."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 38 *Victoria*, chap. 77, intitulé : " Acte pour amender l'acte 27 *Victoria*, chap. 24, intitulé : " Acte pour ériger le Village de *Beauharnois* en ville " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Leduc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre, après examen, *Cyrille Hector Andgrave alias Handgrave dit Champagne*, à la profession de procureur et d'avocat ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour ériger en municipalité la Paroisse de *St-Maxime du Mont Louis* avec d'autres postes environnants et le *Township Denoue* dans le Comté de *Gaspé* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour ériger en municipalité la Paroisse de *Saint-Maxime du Mont Louis* avec d'autres postes environnants et le township *Denoue*, dans le Comté de *Gaspé*, et pour d'autres fins. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Compagnie Royale d'Electricité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Thornton* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour légaliser les débentures émises par la Compagnie de Filature de *Sainte-Anne, Hochelaga*, et pour permettre aux directeurs de la dite compagnie d'hypothéquer des propriétés immobilières ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition entre les Commissaires d'Ecole de la municipalité du village de *Waterloo*, dans le comté de *Shefford*, et les syndics de la minorité dissidente, dans le dit village de *Waterloo* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Société d'Hygiène de la Province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme Comité sur le Bill autorisant Dame *Marie J. Thérèse LaRocque* et son époux *J. Aldéric Ouimet* à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des Divers Bills Privés :

Bill incorporant l'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de *Montréal*.

Bill amendant le Statut 23 *Victoria*, chapitre 75 et les divers statuts qui l'amendent et contenant des dispositions relatives à la ville de *Sorel*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Corporations Minières et Manufacturières.

Bill pour réduire le fonds social de la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*.

Bill amendant l'acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer "Union *Jacques-Cartier*."

Bill amendant l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Leeds* et des Cantons de l'Est.

Le Bill pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 26, intitulé : "Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude" est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour lever certains doutes au sujet de l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, d'une certaine partie de la paroisse de *Saint-Edmond de Stoneham* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

Le Bill pour amender le Code du Notariat, 46 *Victoria*, chapitre 32,—est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 5 Mai 1884.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Joly*,—La Pétition de l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*.

M. *Duhamel*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Treizième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant l'acte 39 *Victoria*, chap. 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'acte 40 *Victoria*, chap. 27, et l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 60, et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* met devant la Chambre un état reçu de l'Auditeur Général de la Province, 1. De la Caisse de l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, du 28 février au 31 décembre 1880 ;

2. Du compte du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, avec le Département des chemins de fer ; bilan pour la période comprise entre le 1er janvier 1881 et le 31 mars 1883 ;

3. Les feuilles de balance du grand livre général et du grand livre personnel, le 31 mars 1883,—lequel est lu : (Appendice No 1.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—Un mémoire concernant les réclamations de la Province de *Québec*. (Documents de la Session, No 71.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 23 avril 1884, pour copie du rapport de M. *Bureau* sur l'exploration qu'il a faite dans le Comté de *Bonaventure*. (Documents de la Session, No 72.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 18 avril 1884, pour copie de toutes les instructions données à M. *Bureau*, concernant une exploration faite dans le Comté de *Bonaventure*. (Documents de la Session, No 72.)

Aussi, réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 21 Avril 1884, demandant copie de l'arrêté en conseil, nommant *L. N. Fortin*, écuyer, à la charge de Surintendant-Général des travaux de colonisation ; copie de tous les rapports officiels de ce dernier ; avec un état des sommes qui lui ont été payées jusqu'ici, en distinguant ce qui lui a été payé pour salaire, de ce qui lui a été payé pour dépenses de voyage ; le dit état indiquant aussi les chemins de colonisation que l'on a fait contribuer au paiement de ces sommes et le montant pour chacun d'eux. (Documents de la Session No 73.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 30 Avril 1884, demandant copie de la correspondance se rapportant aux offres de l'institution des sourds-muets, du *Mile-End*, d'utiliser sa ferme de *Terrebonne*, pour y établir une maison destinée à recevoir les sourds-muets de cette Province, et leur donner, à la campagne, une éducation morale et intellectuelle, mieux en rapport avec leurs besoins et leur infirmité ; et aussi copie de la correspondance entre le Gouvernement et l'institution des sourdes-muettes de *Montréal* au sujet d'une augmentation de son octroi annuel. (Documents de la Session No 74.)

Aussi, réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 28 Avril 1884, demandant tous les documents démontrant s'il a été donné une lettre de crédit sur *La Banque de Paris et des Pays Bas* ou une autre maison de banque quelconque pour acheter des livres pour la bibliothèque.

A quelle date elle a été donnée.

En faveur de qui elle a été donnée.

Quel en était le montant. Si ce montant a été payé ou porté au débit du Gouvernement.

Si l'on a fait traite au Gouvernement pour une partie de cet argent et si cette partie de l'argent a été dépensée à cette fin.

Qui a fait traite et dépensé ce montant.

S'il a été rendu compte de la manière dont cet argent a été dépensé.

Si le Gouvernement a reçu un compte quelconque des livres achetés.

S'il a été passé un Ordre en conseil autorisant l'émission de cette lettre de crédit et quelle est la date de cet Ordre en conseil. (Documents de la Session No 75.)

Et aussi, réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 Avril 1884, demandant,

1. Copies des rapports, lettres, recommandations, suggestions, etc., etc., des commissaires nommés l'an dernier, pour faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les Départements Publics ou d'aucun d'eux ;

2. Copies des Ordres en Conseil, rapports ou ordres des Départements, renvoyant, destituant ou mettant à la retraite, certains employés publics, depuis la date de telle commission.

3. Liste complète de tels employés, faisant voir leur âge, leur salaire, la date de leur entrée et de leur sortie du service public et leur occupation ; distinguant ceux qui ont été réintégrés, depuis, dans le service, d'une manière permanente ou temporaire, et faisant voir leur nouvelle occupation et leur nouveau salaire, avec la date de leur rentrée.

4. Copies des Ordres en Conseil, recommandant la diminution des allocations aux institutions de charité ; avec copies des correspondances échangées et des pétitions faites à cette égard. (Documents de la Session No 76.)

Le Bill pour incorporer la Société d'Hygiène de la Province de Québec, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bil passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill autorisant Dame *J. Thérèse LaRocque* et son époux *J. Aldéric Ouimet*, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Joly*, propose sous forme d'amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender : "

" 1. En retranchant dans la seconde clause, tous les mots après " bailleur de fouds " dans la sixième ligne, jusqu'à la fin de la dite clause, et en substituant les suivants : "

" Mais le paiement du prix de vente des dits immeubles, lorsqu'il deviendra exigible de l'acquéreur ou des acquéreurs, sera fait au Bureau du Trésorier de la Province, suivant l'Acte 35 *Victoria*, chap. 5, savoir : l'Acte concernant les dépôts judiciaires et autres, et ces deniers demeureront ainsi en dépôt jusqu'à ce que la dite Dame *Marie Josephe Thérèse LaRoque* ait justifié devant le juge, de l'emploi qu'elle entend faire de ces deniers et ait été autorisée par le dit juge à faire le dit emploi. Et il ne sera pas permis à la dite Dame *Marie Josephe Thérèse LaRoque* de retirer aucune partie du capital des deniers ainsi déposés sous l'autorité de cette acte, mais le paiement en sera fait par le Trésorier de la Province de Québec à la personne ou aux personnes désignées dans le jugement qui aura permis l'emploi des dits deniers."

2. En supprimant la clause troisième et en substituant la suivante :

" 3. Le reçu du Trésorier de la Province, pour les paiements faits en vertu de la section précédente, aura les mêmes effets que ceux mentionnés en la section 12 de l'Acte 35 *Victoria*, chapitre 5."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Cameron,

Demers,
Gagnon,
Joly,

Marchand,
Rinfret dit Malouin,

Stephens et
Thornton.—10.

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Casavant,
Desaulniers,
Desjardins,*

*Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lavallée,*

*Leduc,
Lemieux,
Lynch,
Marcotte,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,*

*Paradis,
Poulin,
Richard,
Robertson,
Sawyer,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—31.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant proposée,—que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'Honorable M. *Marchand*, propose sous forme d'amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Gagnon*.—M. *Lefavre*, ex-Consul de France à Québec, est-il propriétaire ou cessionnaire de terrains dans les cantons de l'*Est*, provenant du Domaine de la Couronne ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Oui.

Liste des lots de terre vendus à Monsieur le Consul Général de France à *New-York* et Ministre plénipotentiaire, *Albert Alexis Lefaiivre*, et à ses fils, dans le canton de *Metgermette*, aux conditions ordinaires d'établissement.

Canton	Lot	Rang	Acres	Prix par acre	Nom de l'acheteur	Date de la vente	Date de la patente
<i>Metgermette.</i>	51 & 52	9	154	30 cts	<i>Albert A. Lefaiivre..</i>	5 fév. 1881	16 jan. 1884
do	53 & 54	"	143	"	<i>Paul Lefaiivre.....</i>	do	do
do	55 & 56	"	181	"	<i>Alfred Lefaiivre.....</i>	do	do
do	55 & 56	8	181	"	<i>Jules Lefaiivre.....</i>	do	do

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Rinfret dit Malboun*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes pétitions, requêtes, et correspondances, échangées entre le Gouvernement et les porteurs de débentures des Chemins à Barrières de la Rive Nord, au sujet du paiement de l'intérêt et du rachat de ces débentures, par le Gouvernement ; ainsi que copie de tous autres arrêtés en Conseil à ce sujet.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Bill pour lever certains doutes au sujet de l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 32, concernant l'annexion à la Municipalité des townships unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, d'une certaine partie de la paroisse de *St-Edmond de Stoneham*, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'Acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 10, concernant les Enquêtes des Coroners ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte érigeant civilement la Paroisse de *Ste-Emmélie de l'Energie* et aussi pour constituer cette Paroisse en municipalité distincte et séparée," avec divers amendements auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte concernant l'union de certaines Eglises Méthodistes mentionnées dans le présent acte, sans amendement."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées" auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte érigeant civilement la Paroisse de *Ste-Emmélie de l'Energie* et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée", lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 2, après le mot " Nord " effacez le mot " et " et insérez les mots " le Canton *Courcelles*, au."

Même clause, ligne 4, effacez les mots " de *Brandon* " et insérez le mot " *Gauthier* " et retranchez les quatre derniers mots de la ligne 4 et les remplacez par les mots " le Canton de *Brandon*."

Ajoutez à la fin de la clause 2 les mots suivants :

" 7. La moitié sud-ouest du Canton *Joliette*."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 5 mai 1884.

MONSIEUR,

J'ai reçu instruction de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'accuser réception d'une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, et de vous informer que cette adresse a été transmise à Son Excellence.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

H. C. SHEPPARD,
Capitaine, A. D. C.

A l'Honorable J. Wurtelle,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes, y mentionnées " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour protéger les Compagnies à fonds social ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour étendre et définir l'obligation des patrons d'indemniser leurs employés pour les dommages corporels éprouvés par ces derniers dans la prestation de leurs services, étant lu ;

L'Honorable M. Joly propose, secondé par l'Honorable M. Mercier,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. Martel, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en six mois. "

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,

Charlebois,
Desaulniers,
Desjardins,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Gauthier,
Lavallée,

Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,

Owens,
Paradis,
Poulin,
Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire et
Taillon.—30.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,
Asselin,
Bernard,
Bernatchez,
Carbray,

Demers,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,

Gaboury,
Gagnon,
Joly,
Marchand,
McShane,

Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robillard et
Trudel.—18.

Ainsi il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en six six mois.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la " Compagnie du pont de *Saint-Léonard*," et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière *Nicolet*, près du village de la paroisse de *Saint-Léonard*, Comté de *Nicolet* ; "

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill avec les amendements, soient renvoyés au Comité permanent des Divers Bills Privés.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi des licences de *Québec* ;

M. Demers propose, secondé par *M. Bernard*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Trudel propose comme amendement à la motion, secondé par *M. Desaulniers*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six ans à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. Marcotte propose, comme sous-amendement, secondé par *M. Martel*, que les mots " six ans " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " trois mois " à la place.

Et objection étant faite par *M. Gagnon* que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant que l'amendement et le sous-amendement tendent au même but.

M. l'Orateur décide qu'une motion pour remettre à un jour déterminé, peut être amendée de manière à substituer un jour pour un autre. (*Jefferson's Manual*, section 35, page 78 ; *Cushing's Law and practice of Legislative Assemblies*, No 1454 and 1523) et qu'en conséquence le sous-amendement est dans l'ordre.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Archambault,
Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,

Caron,
Casavant,
Desaulniers,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,

Frégeau,
Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Martel,
Martin,

Nantel,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon, et
Trudel.—28.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Charlebois,
Demers,

Duhamel,
Gaboury,
Gagnon,
Joly,

Marchand,
Marion,
McShane,
Mercier,

Paradis,
Poulin et
Rinfret dit Malouin.
—15.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois dans trois mois à dater d'aujourd'hui.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 6 mai 1884.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 6 Mai 1884.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quatorzième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit : .

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour interpréter une certaine donation faite aux clercs de *Saint-Viateur* par l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse ;

Et Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Philéas A. Corriveau* au nombre de ses membres, après examen.

Votre Comité a aussi examiné les amendements faits par l'Honorable Conseil Législatif au Bill pour incorporer la compagnie du pont *Saint-Léonard*, référé à ce Comité par Votre Honorable Chambre et a l'honneur de rapporter les dits amendements sans modifications ; mais attendu qu'il y a eu une omission dans la première section du dit Bill, votre Comité a l'honneur de rapporter à Votre Honorable Chambre un nouveau projet d'acte pour y remédier.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill amendant un acte de la présente session, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du pont de *Saint-Léonard*, et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière *Nicolet*, près du village de la paroisse de *Saint-Léonard*, comté de *Nicolet*. "

Ordonné, Que M. *Dorais* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 21 avril 1884, demandant copie des Ordres en Conseil, concernant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements et de l'octroi de *bonus* aux employés publics, depuis le 30 juin 1881, et de toutes correspondances à ce sujet. (Documents de la Session No 77.)

Aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 5 mai 1884, demandant copie de toutes pétitions, requêtes et correspondances, échangées entre le Gouvernement et les porteurs de débentures des chemins à barrières de la rive Nord, au sujet du paiement de l'intérêt et du rachat de ces débentures, par le Gouvernement; ainsi que copie de tous autres arrêtés en conseil à ce sujet. (Documents de la Session No 78.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,

Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 39 *Victoria*, chap. 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'acte 40 *Victoria*, chap. 27 et l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 60 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga*, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour annexer certaine partie de la Municipalité de la Paroisse de *St-Damase*, dans le Comté de *Saint-Hyacinthe*, à la Municipalité de la Paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du bureau Protestant des Commissaires d'Ecole de la Cité de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer les Missionnaires de la compagnie de *Marie*."

Et Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie Maritime et Industrielle de Lévis."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour annexer certaine partie de la Municipalité de la Paroisse de *St-Damase*, dans le Comté de *St-Hyacinthe*, à la Municipalité de la Paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, après le dernier mot de la ligne 26, ajouter le mot " et."

Même clause, retrancher les trois derniers mots de la ligne 27.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question proposée aujourd'hui, portant, " Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides."

Et la Question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quatre mille trois cent soixante et sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au crédit de la Bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. *Garneau* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Le Bill pour amender et refondre les lois de Chasse en cette Province, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Turcotte*, *M. Desjardins*, *M. Archambault*, *M. Martel*, *M. Watts*, *M. Charlebois*, *M. Leduc*, *M. Gauthier*, *M. Robillard*, *M. Caron*, *M. Boyer*, *M. Gagnon*, *M. Martin*, *M. Faucher de Saint-Maurice*, *M. Asselin*, *M. Lemieux*, *M. Robidoux*, et *M. Bernatchez* ; pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le Bill pour amender les lois de la chasse en cette Province, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Bill pour amender et refondre les lois de chasse en cette Province.

Le Bill pour amender l'acte 45 Victoria, chap. 51, intitulé : " Acte concernant les Compagnies d'Assurances Mutuelles contre le Feu," est en conformité de l'ordre lu la seconde fois et renvoyé en Comité général de la Chambre pour demain.

Le Bill pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 27, intitulé : " Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*," est, en conformité de l'Ordre lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité de Législation :

Bill pour protéger la culture des abeilles.

Bill pour amender le Code de Procédure Civile.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau l'acte 44-45 Victoria, chap. 16, pour prolonger de nouveau le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnés, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Le Bill pour amender l'acte 33 Victoria, chap. 26, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre, pour demain.

Le Bill pour amender l'article 870 du Code Municipal, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 7 Mai 1884.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable Commissaire *Lyuch*,—la Pétition du conseil de la chambre de commerce de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—la pétition de *John Nicholson*, de la ci-devant paroisse de *Montréal*, comté de *Jacques-Cartier*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De "*The Ladies Protestant Home of Quebec*", demandant des amendements à l'Acte amendant le Statut 46 *Victoria*, chapitre 30, intitulé : "Acte pour amender et refondre les divers Actes concernant l'étude de l'Anatomie."

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la pétition de *John Nicholson*, de la ci-devant paroisse de *Montréal*, dans le comté de *Jacques-Cartier*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte lui permettant de faire partie de la municipalité du village de *Notre-Dame de Grâce-Ouest*.

L'honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, de cette Province, chap. 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne*, de la Paroisse de *Ste-Marie*, à celui de *François Gosselin*, et pour d'autres fins.

Bill incorporant la Ville de *Ste-Cunégonde*.

M. *Duhamel*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le Septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill ratifiant et confirmant certaines résolutions de la compagnie des Cotons de *Montréal*.

Bill amendant de nouveau le statut de cette Province 43-44 *Victoria*, chap. 50, intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer Union *Jacques-Cartier*."

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Le rapport annuel de la Société littéraire et de bienfaisance des jeunes Irlandais, de *Montréal*, pour l'année 1883. (Documents de la Session, No 25.)

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu une copie du jugement de la Cour Supérieure dans la cause de l'élection contestée de *Nicolet* et certains documents se rapportant à la dite cause.

Et le dit jugement et les documents s'y rapportant sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les journaux de cette Chambre comme suit :

Québec, 7 Mai 1884.

A l'Honorable J. S. CAMPBELL WÜRTELE,
Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre le jugement rendu aujourd'hui
par la Cour Supérieure de ce district, dans la cause de l'élection de *Nicolet*.

HOUDE,

Demandeur ;

vs

DORAIS,

Défendeur.

Avec aussi le rapport fait à ce sujet par la Cour.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

FISSET, BURROUGHS et CAMPBELL.

P. C. S.

CANADA, }
Province de Québec. }
COUR SUPÉRIEURE.
EN RÉVISION.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC 1875, ET SES
AMENDEMENTS.

No 4.

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de Québec pour le District
Electoral de *Nicolet*.

JOSEPH ERNEST HOUDE.

Pétitionnaire ;

vs

LOUIS TREFFLÉ DORAIS,

Défendeur.

A l'Honorable J. WÜRTELE,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

La Cour Supérieure, siégeant en révision à Québec, se conformant aux
dispositions de la section quatre-vingt-douze de l'acte 38 *Victoria*. chapitre 8,
savoir, l'acte des élections contestées de Québec de 1875, fait rapport :

1. Que le Pétitionnaire, *Joseph Ernest Houde*, n'a fait aucune preuve devant le Juge présidant au procès, que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par le Défendeur, *Louis Trefflé Dorais*, personnellement, ou par aucune personne, à sa connaissance ou de son consentement, à l'élection qui a eu lieu pour le District Electoral de *Nicolet*, le vingt-neuf janvier et le cinq février mil huit cent quatre-vingt-trois.

2. Qu'aucune commission de manœuvre frauduleuse n'a été légalement prouvée contre qui que ce soit, durant l'instruction de la pétition.

3. Qu'il n'y a pas de raison de croire que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées dans une grande mesure à la dite élection.

M. A. PLAMONDON, J. C. S.

J. B. BOURGEOIS, J. C. S.

HENRI T. TASCHEREAU, J. C. S.

CANADA, }
Province de Québec. }
COUR SUPÉRIEURE.
EN RÉVISION.

No 4. *L'Acte des élections contestées de Québec 1875 et ses amendements.*

Election d'un Membre à l'Assemblée Législative de *Québec*, pour le District Electoral de *Nicolet*.

Québec, sept Mai, mil huit cent quatre-vingt-quatre.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge M. A. PLAMONDON,

" " J. B. BOURGEOIS,

" " HENRI T. TASCHEREAU.

Joseph Ernest Houde, Commerçant, de la Paroisse de *St-Célestin*, District des *Trois-Rivières*.

Pétitionnaire ;

vs

Louis Trefflé Dorais, écuyer, Commerçant de foin, de la Paroisse de *St-Grégoire*, District des *Trois-Rivières*.

Défendeur ;

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs Procureurs respectifs sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause, examiné la procédure et la preuve faites en icelles, et sur le tout délibéré ; considérant que le Pétitionnaire n'a pas fait preuve des faits allégués en sa dite pétition, et n'a établi aucune des manœuvres frauduleuses qu'il a alléguées, en sa dite pétition d'élection, avoir été commises par le Défendeur ou ses agents, maintient la défense, rejette la dite pétition d'élection, déclare que le Défendeur a été dûment élu et déclaré élu comme Membre de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, pour la

District Electoral de *Nicolet*, à l'élection qui a eu lieu le vingt-neuf janvier et le cinq février mil huit cent quatre-vingt-trois, et condamne le Pétitionnaire à payer au dit Défendeur tous les frais encourus par ce dernier en cette cause, distraits à *J. E. Méthot*, écuyer, son Procureur.

Vraie copie,

FISSET, BURROUGHS et CAMPBELL,
P. C. S.

M. Faucher de Saint-Maurice, du Comité spécial sur le Bill relatif aux Chemins à Barrières de *Québec*, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu. (Appendice No 2.)

Ordonné, Que *M. Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour étendre l'institution du Notariat à toute la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Irvine* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant la preuve en matière civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 4 avril 1884, demandant copies de tous Ordres en conseils, rapports, correspondances, marché ou contrat conclu au sujet du fonds des écoles élémentaires, en rapport avec l'acte de cette Législature, 46 *Victoria*, chap. 22, intitulé : "Acte pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires." (Documents de la Session, No 79.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

M. Poulin ayant fait l'interpellation suivante :—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire reviser et réduire, pendant cette session, le tarif actuel exorbitant des notaires ?

Et objection étant faite par *M. Gagnon*, Député de *Kamouraska*, que cette interpellation ne peut être faite, parce qu'elle comporte une expression d'opinion sur un fait discutable.

M. l'Orateur décide comme suit :—L'article 29 des règles de cette Chambre déclare, qu'en faisant une interpellation, aucun argument ou opinion ne doit être présenté. *May*, page 355, édition de 1883, nous dit : "que les interpellations ne doivent pas contenir une expression d'opinion, ni un argument, ni une déduction, ni une imputation, ni de l'ironie, ni d'hypothèse." Il a été décidé, qu'en faisant une interpellation, on ne pouvait se servir des mots "salaire fabuleux." *Bourke's Decisions*, page 313. L'Honorable Député ne doit pas exprimer une opinion en se servant du mot "exorbitant," en rapport avec le tarif actuel des Notaires. Son interpellation, telle que rédigée, est irrégulière et ne peut être permise.

Par M. *McShane*,—Le Gouvernement a-t-il reçu quelque compte ou demandes d'argent au sujet des réparations faites à l'ancien Hotel du Gouvernement, sur la rue *St-Louis*, en la Cité de *Québec* ? Et si oui, quel en est le montant ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—Depuis que l'ancien Hotel du Gouvernement a été abandonné par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, jusqu'à ce jour, le Gouvernement a reçu et payé des comptes pour grosses réparations faites à cet édifice, pour un montant collectif de \$623.54. Il n'en reste plus à payer. Le surplus de ces réparations faites jusqu'à présent a été payé par le locataire.

M. *Archambault* propose, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*, qu'un comité spécial composé de M. *Archambault*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Robidoux*, M. *Nantel* et M. *Boyer*, soit nommé pour s'enquérir de la validité des réclamations de D. Z. *Gauthier*, avocat, de *Sorel*, avec instruction de faire rapport à cette Chambre.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Joly* que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle a trait à un sujet qui n'est pas du domaine de cette Législature, c'est-à-dire aux réclamations d'un milicien contre le Gouvernement pour services militaires.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

Sur motion de M. *Archambault*, secondé par M. *Marcotte*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies des correspondances entre le Révérend C. E. *Millette*, curé de *Magog* et M. L. A. *Audet*, le secrétaire actuel des syndics des écoles dissidentes du Canton de *Magog*, comté de *Stanstead*, et l'Honorable Surintendant de l'Éducation de la Province de *Québec* ou ses secrétaires, au sujet de la démission de M. *Nectaire Rocque*, comme Secrétaire-Trésorier des dits syndics, de la reddition des comptes du dit *Nectaire Rocque* et de la livraison des livres, papiers, etc., appartenant à la dite corporation des syndics des écoles dissidentes.

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état donnant : 1. Par comté, le détail de la somme de \$71,000, dépensée pour les chemins de colonisation, du 1er juillet au 31 décembre 1883.

2. Le nombre de chemins de colonisation dans le comté de *Montmagny*, et la somme d'argent employée dans chacun de ces chemins, en 1883.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Cameron*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances avec le Département du Trésor concernant certains bons non payés, et que doit le Shérif du District d'*Arthabaska*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances concernant la nomination de *Gilbert Bonnet*, comme conseiller municipal pour *Saint-Eugène de Grantham*, dans le Comté de *Drummond*, en 1882.

M. Gagnon propose, secondé par M. Stephens,—Que, considérant que le 24 avril dernier la Chambre a unanimement fixé le 12 mai courant pour la célébration de la Fête des Arbres, et ce, sur la recommandation du Comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

Considérant que le Comité permanent d'agriculture, etc., etc, qui comprend tous les Députés cultivateurs de cette Chambre, et presque tous les Députés représentant les Districts Ruraux a, en faisant cette recommandation, aussi fait unanimement la recommandation suivante :

“ Votre comité recommande que chaque Député se fasse un devoir d'être ce jour là présent dans son comté ; pour prendre part à la célébration de la Fête des Arbres et que, pour permettre aux Députés de s'absenter pour cette célébration, la Chambre s'ajourne du vendredi, le neuf mai prochain, au mardi suivant.”

Considérant que la Chambre doit pour le moins autant d'attention et de déférence au Comité permanent d'agriculture qu'elle en accorde généralement à ses autres comités, même quand il s'agit de législation privée d'un caractère exceptionnel.

Considérant que l'ajournement de la Chambre à cette fin pendant seulement un jour ne peut pas préjudicier aux intérêts publics.

Qu'il soit en conséquence,

Résolu, Que la recommandation du Comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation soit approuvée et qu'à cette fin, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi prochain, le 9 courant, elle reste ajournée jusqu'à mardi le 12 courant à 3 heures P. M.

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Le Bill pour amender l'acte 39 *Victoria*, chapitre 50 incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'acte 40 *Victoria*, chapitre 27, et l'acte 42-43 *Victoria*, chapitre 60, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Compagnie des transports et des mines des rivières du *Lièvre* et *Ottawa* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Martel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Martel fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour interpréter une certaine donation fait aux clercs de *Saint-Viateur* par

l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Philéas A. Corriveau* au nombre de ses membres, après examen ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Archambault* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chapitre 7, intitulé : " Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*," est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Beaubien*, l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, l'Honorable M. *Marchand*, et de M. *Robidoux*, M. *Archambault*, M. *Asselin*, M. *Gagnon*, M. *Nantel*, M. *Shehyn*, M. *Duhamel*, M. *Gauthier*, l'Honorable M. *Turcotte*, M. *Lemieux*, M. *Owens*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Watts* et M. *Stephens* pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour annexer certaine partie de la Municipalité de la Paroisse de *Saint-Damase*, dans le Comté de *Saint-Hyacinthe*, à la municipalité de la Paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure des dits amendements soit remise à demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle D. *Martel*, écuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.

Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.

Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accumulent depuis quelques années.

Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.

Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.

Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité."

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *F. X. Archambault*, écuyer, Membre pour le District Electoral de *Vaudreuil*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Archambault* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 8 Mai 1884.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 8 Mai 1884.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table ;

Par M. Asselin,—La Pétition de Dame Veuve J.-Bte Renaud et autres.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte 27 *Victoria*, chapitre 23, et l'acte 39 *Victoria*, chapitre 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la Corporation de la Ville de Joliette, et pour d'autres fins," avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau la charte du Crédit-Foncier Franco-Canadien."

Bill intitulé : " Acte autorisant Joseph Morrisette de la Paroisse de Ste-Marie, dans le Comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la Rivière Chaudière."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 18 *Victoria*, chapitre 61, des Statuts de la ci-devant Province du Canada."

Bill intitulé : " Acte autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise St-Jean l'Evangeliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâtisses qui y sont érigées."

Et Bill intitulé : " Acte autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise Saint-Jude, de la Paroisse de Saint-Jude, dans le Diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'Eglise."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte 27 *Victoria*, chapitre 23, et l'acte 39 *Victoria*, chapitre 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la Corporation de la Ville de Joliette et pour d'autres fins," lesquels sont lus comme suit :

Clause 8, lignes 11 et 12 retrancher les mots " les deux tiers " et insérer les mots " la majorité."

Après le mot " emprunt " de la ligne 14 du même paragraphe de la même clause, ajouter les mots " à part celui fait ou à faire pour la consolidation des dettes actuelles de la Ville."

Les dits amendements, étant lu la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Duhamel, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill incorporant l'Association de prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la présentation des Bills Privés soit étendu jusqu'au quatorzième jour de ce mois et que le délai pour la réception des rapports des dits Bills soit étendu jusqu'à vendredi, le seizième jour de ce mois.

M. Gagnon, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, corporations minières et manufacturières, présente à la chambre le Huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant l'acte incorporant " La compagnie du chemin de fer de Leeds et des Cantons de l'Est," auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des Bills Privés soit prolongé au quatorze de mai courant, et que le délai pour la réception du rapport sur les Bills Privés soit aussi prolongé au seize mai courant.

M. Marion, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la pétition de John Nicholson, de la ci-devant paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, demandant un acte lui permettant de faire partie de la municipalité de Notre-Dame de Grâce-Ouest, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés pendant tout le temps voulu par la loi ; mais comme la requête n'intéresse que le Pétitionnaire, votre comité croit devoir recommander à Votre Honorable Chambre la suspension des règles de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au Bill pour annexer le No 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal, à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest.

Ordonné, Que l'Honorable M. Beaubien ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Bills Privés.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet, ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi des jurés et jurys, (46 Victoria, chap. 16.)

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Asselin ait la permission de présenter un Bill pour amender le Statut 46 Victoria, chapitre 23.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Commissaire Lynch, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle reste ajournée jusqu'à mardi prochain.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Stephens,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Huitième rapport du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et corporations

minières et manufacturières, moins cette partie du rapport qui recommande d'étendre le délai pour la présentation des Bills Privés.

Sur motion de M. Duhamel, secondé par M. Asselin,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Seizième rapport du comité Permanent des Bills Privés, moins cette partie du dit rapport qui recommande d'étendre le délai pour la présentation des Bills Privés.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 Avril 1884, demandant copie du rapport de l'arpentage fait par M. *Casgrain*, dans le canton de *Daaquam*, comté de *Bellechasse*. (Documents de la Session No 80.)

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Que la condition concernant la contribution par le Gouvernement de la Puissance, de la somme de soixante mille piastres pour la construction d'un manège (*Drill Shed*), à *Québec*, pour servir en même temps aux expositions provinciales et autres, décrétée par l'article 195 de la cédule B, de l'acte 46 *Victoria*, chap. 1, soit abrogée et qu'en conséquence, le Trésorier de la Province soit autorisé à payer durant la présente année financière, pour les fins exprimées dans le dit article 195, la somme de quinze mille piastres, sans conditions quant à la dite contribution du Gouvernement de la Puissance, le tout, autrement, en conformité du dit article.

M. *Duhamel* propose, secondé par M. *Deschênes*,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant ;

Et des Débats s'ensuivant :

La dite proposition est retirée avec le consentement de la Chambre.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé hier à la motion portant,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement était que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance."

" Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple."

" Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accumulent depuis quelques années."

" Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses."

" Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige."

" Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre

à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux Membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité."

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M., l'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. Garneau ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 27-28 Victoria, chap. 23, concernant la formation de compagnies à fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 44-45 Victoria, de cette Province, chap. 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne*, de la paroisse de *Sainte-Marie*, à celui de *François Gosselin* et pour d'autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robillard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la ville de *Sainte-Cunégonde* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill ratifiant et confirmant certaines résolutions de la Compagnie des Cotons de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau le statut de cette Province 43-44 Vict., chap. 50, intitulé : Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer Union "*Jacques-Cartier*," étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et objection étant faite que la Chambre ne peut pas prendre ce Bill en considération, parce qu'il s'agit d'un Bill qui appartient au domaine du Parlement Fédéral, vu que le chemin de fer dont il est question, fait partie d'une ligne de chemin de fer qui s'étend dans d'autres Provinces, et est régi par l'acte des chemins de fer de la Puissance du *Canada*, de 1883.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

La Chambre reprend la considération ultérieure de l'amendement proposé, hier, à la motion portant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,) et lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance. "

" Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple. "

" Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accumulent depuis quelques années. "

" Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses. "

" Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des diminution de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité. "

Et de nouveaux débats s'ensuivant.

Sur motion de l'Honorable Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte de cette Province, 46 Victoria, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion de ivrognes d'habitude. "

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 9 mai 1884.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 45 Victoria, chap. 51, intitulé : " Acte concernant les compagnies d'assurances mutuelles contre le feu ; " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Stephens* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération des amendements faits en comité général au Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 Victoria, chapitre 10. concernant les enquêtes de coroners, et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, aujourd'hui.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Stephens*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les membres de la Commission du service civil et toute personne quelconque, au sujet du ou des rapports de la dite commission.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 9 Mai 1884.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Carbray*,—La Pétition de l'Association de l'Asile *Ste-Brigitte, Québec*.

Par M. *Martel*,—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres.

Par M. *Brousseau*,—La Pétition du Révérend *Ed. Lamontagne*, et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame des Anges, Comté de Portneuf*.

Par M. *Archambault*,—La Pétition de *H. Hogan* et autres, de *Montréal*.

Sur motion de M. Archambault, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Ordonné, Que la Pétition de H. Hogan et autres, de la Cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue comme suit :

Qu'ils sont d'opinion qu'il est dans l'intérêt du public et du bon ordre, d'amender l'acte de la Législature de Québec intitulé : "Acte concernant la fermeture des auberges, le dimanche et à certaines heures les autres jours, 42-43 Victoria, chap. 4," de manière à permettre aux propriétaires d'hôtels contenant au moins cent chambres au service du public, de fournir des liqueurs aux voyageurs dans ces hôtels, les dimanches après-midi, sans qu'il soit imposé de restriction quant à l'heure de la fermeture, le soir.

Que la loi actuelle soumet le public voyageur aux plus graves inconvénients ; qu'elle est une source constante de mécontentement pour les touristes qui visitent la Province de Québec et qu'elle expose le commerce des grandes cités à des désavantages qu'on ne peut attribuer qu'au manque de confort dont ces étrangers ont à souffrir.

Que les propriétaires des hôtels de première classe, en se conformant aux dispositions de la loi actuelle, ne peuvent traiter leur clientèle de façon à la satisfaire et à lui procurer au moins ce confort dont chacun désire jouir comme à son domicile.

Qu'il est désirable de mettre fin aux difficultés qui résultent de la présente loi et qui exposent des citoyens respectables, propriétaires d'établissements dont le monde reconnaît l'indispensable nécessité, à des désagréments, à des poursuites et jusqu'à des condamnations humiliantes dont tous les amis de l'ordre doivent s'affliger.

Pourquoi vos requérants demandent humblement que la loi plus haut mentionnée soit amendée dans le sens ci-dessus.

Conformément à l'Ordre du Jour la Pétition suivante est lue :

Du Conseil de la Chambre de commerce de Montréal ; demandant que le Bill pour protéger les compagnies à fonds social ne devienne pas loi.

M. Watts, du Comité spécial sur le Bill pour détacher une partie du Canton de *Tingwick* et l'annexer à la municipalité de *Chester-Ouest*, présente à la Chambre le Premier Rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de rapporter ce Bill sans amendement.

Votre comité est d'opinion, d'après la preuve produite devant lui, que les parties intéressées dont il est question dans le dit Bill, ont été informées et connaissent le dit projet de loi et y donnent leur consentement.

M. Duhamel, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant l'acte 23 Victoria, chapitre 75, et les divers autres actes amendant le dit acte et contenant des dispositions relatives à la corporation de la ville de *Sorel*, auquel il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. Duhamel, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le Neuvième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour réduire le fonds social de la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque, de *Montréal*.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'Honorable M. *Garneau*,

Ordonné, Que la règle 49 de cette Chambre soit suspendue, à l'effet de permettre que la pétition de *Dame Sophie Lefebvre*, veuve de *Jean-Baptiste Renaud*, et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre certaines propriétés substituées.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Ordonnance 4 Victoria, chap. 17, relativement aux chemins à barrières près de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

L'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 25 avril, 1884, demandant :

1. Un état des débetures émises par le Gouvernement de la ci-devant Province du *Canada*, pour l'achat du terrain et pour la construction du Palais de Justice du district de *Kamouraska*, existant ci-devant dans le village de *Kamouraska*.

2. Un état du revenu de toutes les taxes imposées et prélevées en argent ou au moyen de timbres judiciaires et d'enregistrements ou autrement, tant dans le comté de *Kamouraska* que dans le district de *Kamouraska*, depuis l'émission des dites débetures.

3. Un état de toutes les sommes payées sur les dites débetures, combien il reste dû sur icelles, et si aucune somme reste encore due. Si non, combien il a payé de plus que le montant des dites débetures.

4. Un état des sommes payées par ou chargées au Gouvernement de la Province, par le Gouvernement Fédéral pour et au sujet des dites débetures, depuis le 1er Juillet 1867. (Documents de la Session No 81.)

Aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 7 Mai courant, pour copie de toutes correspondances concernant la nomination de *Gilbert Bonnet*, comme conseiller municipal pour *Saint-Eugène de Grantham*, dans le Comté de *Drummond*, en 1882. (Documents de la Session No 82.)

Aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 7 Mai courant, pour un état donnant, 1. par comté, le détail de la somme de \$71,000, dépensée pour les chemins de colonisation, du 1er Juillet au 31 Décembre 1883.

2. Le nombre de chemins de colonisation dans le comté de *Montmagny*, et la somme d'argent employée dans chacun de ces chemins, en 1883. (Documents de la Session No 83.)

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 24 Avril dernier, pour :

1. Recettes et dépenses de la Province de *Québec* pour les années financières de 1867 à 1883, du 30 Juin 1867 au 30 Juin 1883. (Tel état ne comprenant pas les bons et paiements en compte pour chemins de fer, ou ayant des colonnes séparées pour ces *items* de recette ou de dépense.) Cet état montrant les surplus ou déficits annuels.

2. Dépenses de la Législature pour la même période, (le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative séparément.)

3. Dépenses du Gouvernement civil pour la même période, avec des colonnes distinctes pour les salaires et les dépenses contingentes.

4. Dépenses de l'administration de la justice pour la même période, avec des colonnes séparées pour les Magistrats de district.

5. Etat des dépenses pour l'inspection des prisons et les hôpitaux, pour la même période.

6. Etat des dépenses pour l'inspection des bureaux pour la même période.

7. Etat des dépenses des inspecteurs d'école pour la même période.

8. Etat des dépenses des écoles de réforme et d'industrie, des asiles d'aliénés, pour la même période.

9. Etat des dépenses des prisons de réforme, avec des colonnes, indiquant le nombre de détenus dans chaque institution, le 30 Juin de chaque année, et le prix payé pour chaque détenu.

10. Dépenses totales de chemin de fer, pendant la même période, avec un état détaillé de chaque surplus de subside payé à chaque chemin de fer. (Documents de la Session, No 84.)

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre au Bill pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 26, intitulé : "Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude," et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 30, intitulé : "Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie."

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les amendements soient pris en considération mardi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte incorporant la Ville de *Saint-Jean-Baptiste*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte de cette Province 46 *Victoria*, chapitre 21, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en tant qu'elles se rapportent à la Ville de *Richmond*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill suivant sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant certains actes concernant l'incorporation de la Ville de *Berthier* et lui conférant de plus amples pouvoirs."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte incorporant la Ville de *Saint-Jean-Baptiste*", lesquels sont lus comme suit :

Clause 21, lignes 3 et 4 effacer les mots "devant un juge de paix ou devant le maire," et les remplacer par les mots "ou devant deux juges de paix."

Page 10, effacer les deux premiers mots de la ligne 9 et les remplacer par les mots "améliorations nécessaires."

Clause 43, effacer les mots suivants de la ligne 2 "en vertu de tout acte par le présent acte abrogé," et les remplacer par les mots "pour taxes et cotisations."

Même clause, lignes 3 et 4, effacer les mots "toutes taxes et cotisations imposées en vertu du présent acte" et les remplacer par les mots "le même objet."

Même clause, ligne 8, avant le mot "cotisations" ajouter les mots "taxes et."

Même clause, ligne 9, effacer les sept derniers mots de cette ligne, tous les mots de la ligne 10 et les quatre premiers mots de la ligne 11, ajouter à la fin de la clause 56 les mots suivants : "aussi longtemps que la dite ville *St-Jean-Baptiste* ne sera pas annexée à la dite Cité."

Clause 59 ligne 6, effacer le mot "dix" et le remplacer par le mots "dits."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'Acte de cette Province 46 *Victoria*, chapitre 21, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en tant qu'elle se rapportent à la Ville de *Richmond*," lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin de la dernière clause les mots "pourvu néanmoins que les vacances dans le Bureau Protestant des commissaires d'écoles prévues par cette clause, soient remplies en la manière prescrites par les clauses 47 et 48 du chapitre 15 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, mardi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 46 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, retrancher tout les mots des lignes 2 et 3 et les remplacer par les mots suivants "tous les mots depuis le mot "Province" dans la 5me ligne jusqu'au mot "mois" dans la 11me ligne et en les remplaçant par les mots "malgré toutes dispositions contraires, à compter de la passation de cet acte, personne ne pourra pratiquer ou exercer la profession de dentiste dans la Province de *Québec*, à moins d'avoir une licence accordée par l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*."

La clause 3 est retranchée et remplacée par la suivante "3. La clause 24 du dit acte 46 *Victoria*, chapitre 34 est amendée en retranchant tous les mots après le mot "sanction."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill relatif aux chemins à barrières de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, mardi prochain.

M. l'Orateur, (sur objection faite à la motion, qu'un comité spécial composé de M. Archambault, M. Faucher de Saint-Maurice, M. Robidoux, M. Nantel, et M. Boyer, soit formé pour s'enquérir de la validité de la réclamation de D. Z. Gaultier, avocat, de Sorel, avec instructions de faire rapport à cette Chambre), décide comme suit :

L'Honorable Député de Lotbinière a soulevé l'objection, que cette motion n'était pas dans l'ordre, parce qu'elle a trait à un sujet qui n'est pas du domaine de cette Législature, c'est-à-dire, à la réclamation d'un milicien contre le Gouvernement pour services militaires.

Cette objection est fondée sur le 7^e paragraphe de la section 91 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," qui déclare que : "la milice, le service militaire, le service naval et la défense du pays", tombent sous l'autorité législative du Parlement du Canada.

Il s'agit d'abord, de constater quelle est la nature de la réclamation de M. Gaultier,—si c'est une réclamation pour rémunération de services rendus dans dans la milice ou pour la défense du pays.

J'ai examiné la requête de M. Gaultier, qui a été reçue par cette Chambre, le 24 avril dernier. Il allègue que son auteur, le major Ignace Raizenne, aurait obtenu du Gouvernement, le 16 mai 1823, certaines terres dans le township de Wolferston, (savoir : les lots Nos 11, 13, 14, 15, 17 et 18 dans le dixième rang, contenant 1000 acres de terre), pour services militaires rendus par lui, et que le livre des certificats de concessions de cette époque constate que la concession lui en a été faite, mais que ni lui, M. Gaultier, ni ses auteurs, n'ont pu obtenir la possession de ces terres, malgré qu'elles étaient encore vacantes, en 1868, et quelques-unes d'elles en 1881. Je constate donc, qu'il ne s'agit pas ici d'une réclamation pour services militaires, mais bien la revendication de certaines terres dépendant du domaine public que la couronne a jadis octroyées pour la récompense de services militaires.

Or, par la section 109 de "l'Acte d'Union," toutes les terres appartenant aux différentes Provinces, lors de l'Union, sont déclarées appartenir à la Province dans laquelle elles sont situées ; mais il est pourvu qu'elles resteraient soumises aux charges dont elles étaient grevées, ainsi qu'à tous intérêts autres que ceux que peut y avoir la Province. Il est donc indubitable que l'objet de la motion se rapporte à une des catégories de sujets exclusivement assignés par l'Acte de la Confédération aux Législatures des Provinces.

Je suis donc d'opinion que l'objection n'est pas fondée, et par conséquent je la rejette.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon,—1. A quelle date expire le contrat pour l'impression de la *Gazette Officielle* ?

2. A quelles dates expirent les différents contrats actuellement en vigueur pour toutes les impressions du Gouvernement et de la Législature ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement, à l'expiration de ces différents contrats, de les continuer tels qu'ils sont ou de demander des soumissions, afin d'assurer à la Province le bénéfice de la concurrence et des plus bas prix ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—1. Les contrats pour l'impression de la *Gazette Officielle* écherront le 9 octobre 1885.

2. Les autres contrats pour les impressions de la Législature expireront à la même date, 9 octobre 1885.

3. Le Gouvernement n'a pas encore pris de décision à ce sujet.

*Par M. *Stephens*,—Quel montant le Gouvernement a-t-il payé à A. *Côté & Cie*, pour 1000 copies de la collection des Manuscrits ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Il a été payé à A. *Côté & Cie*, à compte de son contrat pour l'impression du premier volume des Manuscrits, la somme de \$315.00.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,
La Chambre s'ajourne à mardi prochain.

Mardi, 13 Mai 1884.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—le Septième rapport annuel de l'Union des Menuisiers de *Québec*. (Documents de la Session No 25.)

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De l'Association de l'Asile de *Sainte-Brigitte*, de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte amendant le statut 46 Victoria, chapitre 30, intitulé : "Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie."

Ordonné, Que M. *Archambault* ait la permission de présenter un Bill pour amender certaines sections du chapitre 4 de la 42-43 Victoria, intitulé : "Acte concernant la fermeture des auberges le dimanche, et à certaines heures, les autres jours."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 18 avril 1884, pour copie de la correspondance concernant la mise à la retraite de M. l'Inspecteur d'Ecole, J. N. A. *Archambault*, et la nomination de M. *Lippens* en remplacement du dit *Archambault*. (Documents de la Session No 85.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 avril 1884, pour un état détaillé de tous les octrois de terre faits, en vertu de l'acte de cette Province, 45 Victoria, chap. 23 ; ainsi que copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et toute compagnie de chemin de fer, au sujet des octrois de terre par le dit acte. (Documents de la Session No 86.)

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, mercredi, le 7 courant, à la question portant,—Que M, l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides), lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.

“ Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.

“ Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accumulent depuis quelques années.

“ Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.

“ Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.

“ Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité.”

Et les débats se continuant.

Et étant six heures P. M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite, jeudi dernier, à la motion, — “ Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill amendant de nouveau le statut de cette Province 43-44 Victoria, chap. 50, intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer Union Jacques-Cartier, ”) décide comme suit :

L'Ordre du Jour ayant été appelé, jeudi dernier, pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill amendant de nouveau l'Acte incorporant le chemin de fer Union Jacques-Cartier, l'Honorable Député de Drummond et Arthabaska a soulevé l'objection que le Chambre ne pouvait pas délibérer sur ce Bill, parce qu'il a rapport à un sujet qui est du ressort de la juridiction du Parlement du Canada, en autant que le chemin de fer en question, par l'opération de l'amendement fait en 1883 à l'Acte refondu des chemins de fer, a été placé sous le contrôle exclusif de ce parlement.

La Compagnie du chemin de fer Union Jacques-Cartier a été incorporée par un acte de cette Législature, et sa ligne a son point de départ sur le chemin de fer le Grand-Tronc, dans la Paroisse de Lachine, puis s'étend jusqu'au chemin de fer Canadien du Pacifique, dans la Paroisse du Sault-au-Récollet. Le Bill qui est maintenant en question a pour but d'autoriser la compagnie à prolonger sa ligne à partir de son terminus actuel, à l'est, jusqu'à la Jonction Saint-Martin ou jusqu'à un point quelconque dans l'île Jésus, pour le raccorder au chemin de fer du Nord, et aussi de l'autoriser à construire un pont sur la Rivière des Prairies. Cela mettrait la compagnie en position de bénéficier d'un subside de \$200,000, récemment accordé par le Parlement du Canada pour une ligne de chemin de fer et un pont entre la jonction du chemin de fer Union Jacques-Cartier avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, et la jonction de Saint-Martin, reliant le chemin de fer Union Jacques-Cartier au chemin de fer de la Rive Nord propre-

ment dit. Le Parlement du *Canada* n'a pas pourvu à la construction de cette ligne et de ce pont, comme il l'a fait à l'égard du subside qu'il a accordé pour une ligne de chemin de fer jusqu'à *Québec*.

La compagnie a été incorporée et la construction du chemin de fer a été autorisée en vertu du pouvoir exclusif confié aux Législatures Provinciales de légiférer au sujet des travaux et des entreprises d'une nature locale par la sous-section 10 de la section 92 de l'Acte de *Amérique du Nord*.

Par une exception à ce pouvoir général, ceux de ces travaux qui sont déclarés par le Parlement du *Canada*, soit avant soit après leur exécution, être pour l'avantage général du *Canada*, sont soustraits à la juridiction législative des Législatures des Provinces et sont placés sous l'autorité législative du Parlement du *Canada*.

En 1883, le Parlement du *Canada*, par l'acte 46 *Victoria*, chap. 24, a déclaré que non-seulement les "mères-lignes" du chemin de fer du *Grand-Tronc* du *Canada*, du chemin de fer *Canadien du Pacifique* et d'autres chemins de fer, mais aussi toute et chaque ligne d'embranchements ou de chemins de fer se raccordant actuellement ou plus tard aux dites lignes de chemins de fer ou à aucune d'entre elles, ou les croisant, seront considérés comme étant des travaux pour l'avantage général du *Canada* et comme tels, soumis à l'autorité législative de ce Parlement.

La question soulevée par l'objection est que, par l'opération de ce statut, le chemin de fer "*Union Jacques-Cartier*," dont la ligne passe entre le chemin de fer du *Grand-Tronc* et celui du chemin de fer *Canadien du Pacifique* et les raccorde, a cessé d'être assujéti à la juridiction de la Législature de cette Province. Comme je viens de le dire, la règle constitutionnelle concernant les travaux et les entreprises d'une nature locale est que le pouvoir de les autoriser, de les régler, de les étendre ou de les modifier, ressort exclusivement aux Législatures des Provinces. Le pouvoir conféré au Parlement du *Canada*, au sujet de ceux de ces travaux et entreprises qu'il déclare être pour l'avantage général du *Canada*, est une limitation et une restriction à la règle générale. Or il est de règle générale, dans l'interprétation des dispositions qui réduisent, diminuent ou restreignent les pouvoirs, qu'il faut donner à ces dispositions une interprétation stricte et limitée (*Potter's Dwaris*, page 260). Ceci posé, il me semble que l'autorité législative exceptionnelle ainsi conférée au Parlement du *Canada* ne peut pas être exercée d'une manière générale, mais seulement d'une manière spécifique, et qu'on ne peut, qu'en les nommant, faire entrer dans le cercle des attributions législatives du Parlement, ces travaux et entreprises d'une nature locale, mais pas en les désignant par des termes généraux ou par induction.

Dans le cas qui nous occupe, le chemin de fer *Union Jacques-Cartier* n'est pas nommé et n'a pu être assujéti à l'autorité législative du Parlement Fédéral en le faisant tomber sous le coup de la teneur des termes généraux qui suivent : "toute et chaque ligne d'embranchement ou de chemin de fer se raccordant actuellement ou plus tard aux dites lignes de chemins de fer ou à aucune d'entre elles, ou les croisant." D'après la règle d'interprétation que je viens de poser, il semblerait donc que la disposition déclaratoire ne devrait pas être interprétée de manière à lui faire comprendre le chemin de fer en question.

De plus, il me semble, quand je rapproche les mots "toute et chaque ligne d'embranchement ou de chemin de fer se raccordant actuellement ou plus tard aux dites lignes de chemins de fer ou à aucune d'elles ou les croisant," des mots "mères-lignes" de tel et tels chemins de fer, qu'on ne doit pas entendre ces mots et les interpréter comme se rapportant aux lignes d'embranchements appartenant aux chemins de fer mentionnés dans cette disposition déclaratoire.

En consultant l'Acte Refondu des Chemins de fer, je vois que la sous-section 16 de la section 7 pourvoit au croisement, au raccordement et à l'intersection, par des chemins de fer appartenant à des compagnies incorporées par des statuts des Législatures Locales, des chemins de fer soumis à l'autorité législative du Parlement Fédéral. et je ne trouve pas que cette disposition ait jamais été révo-

quée. Actuellement il ne serait guère possible de localiser ou de construire, dans cette Province, un chemin de fer qui ne croiserait pas, n'intersecterait pas ou ne joindrait pas un des chemins de fer qui ont été, par l'amendement fait à l'Acte Refondu des chemins de fer et par des statuts spéciaux, déclarés être pour l'avantage du *Canada*. A mon avis, cette disposition de l'Acte Refondu des chemins de fer est une raison additionnelle pour dire que les termes généraux de la clause déclaratoire ne devraient s'appliquer et ne s'appliquent qu'aux lignes d'embranchements ou aux chemins de fer qui existent actuellement ou qui pourraient être construits dans la suite en rapport avec les mères-lignes des chemins de fer nommés. Toute autre interprétation de ces termes généraux constituerait un empiètement arbitraire, de la part du Parlement Fédéral, sur les pouvoirs des Législatures Provinciales d'autoriser la construction des chemins de fer locaux.

Je ne saurais mieux faire que de citer et d'appliquer au cas qui nous occupe le passage que je trouve à la page 356 de l'ouvrage de *Potter*, où il traite des pouvoirs constitutionnels et de leur limitation. Il dit :

“ Les Gouvernements d'Etats (provinciaux) ont un pouvoir aussi absolu dans l'exercice de l'autorité qui leur incombe dans les limites de leur juridiction respective que celui du Gouvernement Général (du *Canada*) dans sa sphère particulière, et chaque citoyen a autant d'intérêt à conserver intacts les pouvoirs des Gouvernements d'Etats (provinciaux) qu'il en a à conserver intacts les pouvoirs du Gouvernement Général (du *Canada*), et à prévenir les empiètements de l'un sur les pouvoirs de l'autre. Le Gouvernement National (du *Canada*) est autant son propre Gouvernement que l'est le Gouvernement de l'Etat. Tous deux ont été établis de la même manière, par la même autorité et pour les mêmes fins générales. En réalité ils ne diffèrent que dans les matières et l'étendue de leur juridiction. Jusqu'à ce jour, heureusement, le Gouvernement National (du *Canada*) et les Gouvernements d'Etats (provinciaux) se sont toujours montrés disposés, dans les rapports qu'ils ont eus dans leur administration respective, à éviter entre eux des conflits d'autorité, à mettre harmonieusement en action tout le système, à établir et à faire observer des règles d'urbanité entre les différents Etats (les Provinces) ainsi qu'entre le Gouvernement Fédéral et les différents Etats (provinces), au moins autant qu'il en existe entre Etats étrangers. ”

En appliquant les principes énoncés dans cette citation aux termes généraux employés dans la clause déclaratoire en question, je ne puis pas concevoir qu'on ait eu l'intention de se rendre coupable d'empiètement, et que si empiètement il y a, on le laisse passer sans protester.

La question soulevée par l'objection est de savoir si, en vertu du paragraphe C de la sous-section 10 de la section 92 de l'Acte l'*Amerique du Nord*, et en vertu de la section 6 du Statut du *Canada*, 46 *Victoria*, chapitre 24, la Législature de cette Province a cessé d'avoir le pouvoir de légiférer en ce qui regarde le chemin de fer *Union Jacques-Cartier*. Cela n'est pas une question d'Ordre, mais une pure question de droit et quelle que puisse être mon humble opinion sur ce point, je ne puis pas être appelé à la décider et la Chambre ne doit pas s'attendre à ce que je le fasse.

Je laisse donc à la Chambre le soin de décider cette question de la manière qu'il lui plaira et comme elle jugera à propos de le faire.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme maintenant en Comité général sur le Bill amendant de nouveau le Statut de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 50, intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer *Union Jacques-Cartier* ”, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par M. *Watts* que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Il soit résolu que la jonction préposée entre le chemin de fer du Nord et le chemin de fer du Grand-Tronc devant entraîner le trafic à l'ouest de la Cité de Montréal, affectera considérablement les intérêts de la partie Est de la dite Cité.

En conséquence, cette Chambre ne se forme pas en Comité général maintenant mais seulement dans six mois."

M. McShane propose comme sous-amendement, secondé par M. Gagnon, que les mots " dans six mois " à la fin du dit amendement soient retranchés et qu'ils soient remplacés par le mot " demain."

Et des débats s'en suivant ;

Et l'heure fixée par la 19e Règle pour la considération des Bills Privés étant expirée, les autres Ordres du Jour sont appelés.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé, mercredi, le 7 courant, à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés), lequel amendement était que tous les mots après que " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.

" Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.

" Que le Ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre les mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accumulent depuis quelques années.

" Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.

" Qu'il ne serait passage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des Ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.

" Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les Ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité."

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle J. D. Brousseau, écuyer, Membre pour le District Electoral de Portneuf, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Brousseau prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 14 Mai 1884.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. McShane, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 14 Mai 1884.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition des Dames Directrices de l'Hospice Lajemmerais, de la Paroisse de *Varenes*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*.

M. *Trudel*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-Huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité, auquel il a fait différents amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre.

M. *Asselin*, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de Madame *Sophie Lefebvre*, veuve de feu *Jean-Baptiste Renaud* et autres, demandant un acte leur accordant le droit de vendre certaines propriétés immobilières substituées par le dernier testament du dit *Jean-Baptiste Renaud* et a trouvé que les avis avaient été publiés depuis le 3 de ce mois seulement ; mais attendu que preuve a été faite devant votre Comité, que toutes les parties intéressées avaient été bien informées de la nature de la requête, votre Comité, en conséquence, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51^e Règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans cette partie du rapport qui concerne la publication des avis.

Ordonné, Que la 49^e Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud*.

Ordonné, Que M. *Desjardins* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Bills Privés ; et que la 60^e règle de cete Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'ordonnance 4 *Victoria*, chapitre 17, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'administration de certains chemins dans le voisinage de la Cité de *Québec* et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet " et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Audet* ait la permission de présenter un Bill pour abroger la douzième section du chapitre 22, des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Désaulniers*, ait la permission de présenter un Bill pour détacher certaines parties de l'augmentation du Township de *Caxton*, de la paroisse de *Saint-Barnabé*, et les annexer à la paroisse de *Ste-Anne d'Yamachiche*, dans le comté de *St-Maurice*, pour toutes fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que, dorénavant, la chambre siégera tous les samedis ; qu'à compter de jeudi, le quinze courant, inclusivement, jusqu'à la fin de la session, les ordres du Gouvernement auront la priorité sur les ordres du jour—excepté les lundis et les samedis—et que l'ordre du jour, pour les samedis, soit fixé tel que prescrit par la 19e règle relativement aux mercredis et jeudis.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Poulin*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire reviser et réduire, pendant cette session, le tarif des Notaires ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*.—Le présent tarif est en vigueur en vertu de la 356e section de l'acte 46 *Victoria*, chap. 32, et ne peut, en conséquence, être ni revisé ni réduit par aucun acte du Gouvernement.

Sur motion de M. *Archambault*, secondé par M. *Marcotte*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des revenus et des dépenses du Palais de Justice à *Montréal*, depuis les dernières vingt années, démontrant le montant perçu, pendant ce laps de temps, par la taxe du Palais de Justice (*Court House*).

Sur motion de M. *Bergevin*, secondé par M. *Brousseau*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie du tarif fait par la Chambre des Notaires.
2. Copie de tous Ordres en Conseil et de toute correspondance touchant ce tarif.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Asselin* propose, secondé par M. *Martel*,

Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de toutes les correspondances, documents, résolutions de la Chambre des Notaires se rattachant au tarif des notaires.

2. Copie du dernier tarif des Notaires fait et préparé par la Chambre des Notaires et actuellement en force.

3. Copie des tarifs des Notaires proposés ou mis en force, depuis le 30 juin 1867, et copie du tarif qui était en force à cette époque.

4. Copie de tous les Ordres en Conseil ou rapports du Département ou des Officiers en loi de la Couronne ou autres officiers à ce sujet.

M. Marcotte propose comme amendement, secondé par M. Trudel,—Que la question soit amendé en y ajoutant à la fin du deuxième paragraphe, “ ainsi que copie du tarif actuel des avocats; ” et en rayant les mots “ à ce sujet, ” à la fin du quatrième paragraphe et en les remplaçant par les mots : “ au sujet du tarif des Notaires et des Avocats. ”

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement, *Nemine contradicente*.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de toutes les correspondances, documents, résolutions de la Chambre des Notaires se rattachant au Tarif des Notaires.

2. Copie du dernier tarif des Notaires fait et préparé par la Chambre des Notaires et actuellement en force, ainsi que copie du tarif actuel des Avocats.

3. Copie des tarifs des Notaires proposés ou mis en force, depuis le 30 Juin 1867, et copie du tarif qui était en force à cette époque.

4. Copie de tous les Ordres en Conseil ou rapports du Département ou des Officiers en loi de la Couronne ou autres officiers au sujet du tarif des Notaires et des Avocats.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Duhamel, secondé par M. Martel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la requête d'un nombre considérable de prêtres et autres personnes influentes du district d'Ottawa, demandant, pour diverses raisons spécifiées dans la dite requête, que le traitement de l'inspecteur des écoles communes soit augmenté en proportion du travail accompli et des services rendus.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la requête des exploiters de phosphate de chaux et autres hommes d'affaires marquants du comté d'Ottawa, demandant un octroi spécial pour un chemin de colonisation, dans les cantons de Buckingham et Portland, et qui servirait en même temps au développement de l'industrie des phosphates de chaux dans cette région.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre reprend les débats sur le sous amendement proposé, hier, mardi, à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill amendant de nouveau le Statut de cette Province 43-44 Victoria, chapitre 50, intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer Union Jacques-Cartier ;) lequel amendement était que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ il soit résolu :

Que la jonction préposée entre le chemin de fer du Nord et le chemin de fer du Grand-Tronc devant entraîner le trafic à l'ouest de la Cité de Montréal, affectera considérablement les intérêts de la partie Est de la dite Cité.

“Qu'en conséquence, cette Chambre ne se forme pas en Comité général maintenant, mais seulement dans six mois”; et lequel sous-amendement était, Que les mots “dans six mois” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par le mot “demain.”

Le sous-amendement est retiré du consentement de la Chambre.

Et l'amendement étant de nouveau proposé;

Et des débats s'ensuivant;

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Association de prévoyance et de secours mutuels des Bouchers de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McShane* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill réduisant le capital-actions de la Compagnie de prêt et d'hypothèque, de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'Acte 23 *Victoria*, chapitre 75 et les divers autres actes amendant le dit acte et contenant des dispositions relatives à la Corporation de la Ville de *Sorel*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 10, concernant les enquêtes des coroners étant lu;

L'honorable Procureur-Général *Taillon* informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ce bill, il le recommande à la considération de cette Chambre.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre au bill pour protéger les compagnies à fonds social ; et les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Bill lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre au Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 30, intitulé : " Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie ; " et les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Bernard,
Boyer,
Cameron,*

*Demers,
Gagnon,
Garneau,*

*Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier et
Rinfret dit Malouin.
—12.*

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Bernatchez,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lavallée,*

*Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Stephens,
Taillon, et
Trudel.—34.*

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour abroger l'acte 32 *Victoria*, chapitre 29, étant lu ;

M. *Stephens* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 15 Mai 1884.

M. *Nantel* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans trois mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,*

*Caron,
Casavant,
Charlebois,
Désaulniers,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,*

*Frégeau,
Leduc,
Lemieux,
Marcotte,
Martel,
Nantel,*

*Paradis,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Trudel.—24.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,*

*Demers,
Deschênes,
Dorais.
Gagnon,*

*Joly,
Marchand,
Martin,*

*Marion,
Stephens,
Taillon.—14.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois dans trois mois à dater d'aujourd'hui.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité de Législation :

Bill pour amender les articles 1323 à 1337 inclusivement du Code civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté.

Et Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées."

Le Bill pour amender la loi des jurés et jurys, 46 *Victoria*, chap. 16, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeu*di*, 15 Mai 1884.

L'Honorable Commissaire *Lynch*, du Comité spécial sur le Bill pour amender et refondre les lois de la Chasse en cette Province, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour rappeler le chapitre 3, de l'acte 43-44 *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 7 Mai 1884, pour copies des correspondances entre le Révérend *C. E. Milette*, curé de *Magog* et *M. L. A. Audet*, le secrétaire actuel des syndics des écoles dissidentes du canton de *Magog*, comté de *Stanstead*, et et l'Honorable Surintendant de l'Éducation de la Province de *Québec* ou ses secrétaires, au sujet de la démission de *M. Nectaire Rocque* comme secrétaire-trésorier des dits syndics, de la reddition des comptes du dit *Nectaire Rocque* et de la livraison des livres, papiers, etc., appartenant à la dite corporation des syndics des écoles dissidentes. (Documents de la Session No 87.)

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, mercredi, le 7 courant, à la question portant,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides), lequel amendement était que tous les mots après “*Que,*” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “*Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.*”

“*Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.*”

“*Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accroissent depuis quelques années.*”

“*Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.*”

“*Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.*”

“*Que c'est le devoir du gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité.*”

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., *M. l'Orateur* quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec un amendement à chacun, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : “*Acte incorporant la Compagnie Royale d'Electricité.*”

Bill intitulé : “*Acte autorisant *Achille Leduc*, grevé de substitution en vertu du testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués*”

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre, après examen, *Cyrille Hector Andgrave alias Handgrave dit Champagne*, à la profession de procureur et d'avocat."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Association des Commerçants licenciés de vins et de liqueurs, de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte ratifiant et confirmant un Acte de partage et de répartition entre les Commissaires d'Ecole de la municipalité du Village de *Waterloo*, dans le comté de *Shefford* et les Syndics de la minorité dissidente, dans le dit Village de *Werterloo*."

Bill intitulé : " Acte incorporant " La Maison de l'Immaculée Conception de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 27-28 *Victoria*, chap. 70, intitulé : " Acte pour autoriser les propriétaires des Iles du *Moine* et des *Barques* à faire des règlements pour la meilleure administration des dites îles."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la "Compagnie Royale d'Electricité," lequel est lu comme suit :

Page 2, ligne 4, effacer le mot " aux " et les remplacer par les mots " par la municipalité qui en recouvrera les."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant *Achille Leduc*, grevé de substitution en vertu du testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués," lequel est lu comme suit :

Dans la version anglaise, clause 2, effacer le mot " substitute," et le remplacer par le mot " institute."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte incorporant la compagnie du Chemin de fer de *Leeds* et des *Cantons de l'Est* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, mercredi, le 7 courant, à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le

Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés), lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.

" Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.

" Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accumulent depuis quelques années.

" Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.

" Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.

" Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 16 Mai 1884.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par M. *Gagnon*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 16 Mai 1884.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition de M. *Havard* et autres, commis-marchands de la Cité de Québec.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant que le Bill amendant de nouveau le statut de cette province 43-44 *Victoria*, chap. 50, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer Union *Jacques-Cartier*," ne devienne pas loi.

M. Duhamel, du Comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud*.

Bill pour annexer le No 1678 des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la ci-devant Paroisse de *Montréal*, à la Municipalité du Village de *Notre-Dame de Grâces-Ouest*.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, dans le but de diminuer le travail déjà considérable du Comité des Bills Privés, ainsi que celui de l'impression et de la traduction, et afin de rendre les statuts moins volumineux et plus compréhensibles, qu'une règle soit adoptée, déclarant qu'à l'avenir, tous les bills d'incorporation de villes, ne contiendront que les dispositions qui seront différentes de celles des clauses générales des corporations de villes ; et que cette règle soit publiée dans la *Gazette Officielle*, avec l'avis concernant les Bills Privés.

Votre comité a l'honneur de recommander de plus à Votre Honorable Chambre,—Que lorsque les Bills Privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, et lorsque l'amendement proposé comprend plus que quelques mots, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause en indiquant les amendements en parenthèse.

Que cette règle soit publiée dans la *Gazette Officielle* avec l'avis concernant les Bills Privés.

Que, dans le cas où les promoteurs de ces Bills ne se conformeraient pas à cette règle, les officiers de la Chambre soient chargés de faire imprimer les bills dans cette forme, aux frais des intéressés.

Que tous les projets de bills non conformes aux dites règles soient renvoyés aux promoteurs avec une copie des dites règles et un avis, que les bills ne seront pris en considération que lorsque les dites règles auront été observées.

Votre Comité désire de plus recommander à Votre Honorable Chambre, que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills Privés, pour traduction et correction des épreuves et maintenant entre les mains du Greffier de ce comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises pour distribution aux chefs des traducteurs français et anglais et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes soit payé au Greffier du comité des Bills Privés, conformément à la pratique suivie depuis 1872.

Sur motion de l'Honorable M. Garneau, secondé par l'Honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que la pétition de M. Havard et autres, commis-marchands de la Cité de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que la clause 277 du Bill pour amender et refondre les statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite cité, ne devienne pas loi.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour rappeler l'acte 32 *Victoria*, chap. 29.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 Avril 1884, demandant copies de toutes

correspondances échangées, depuis le 2 Mars 1878, entre les Gouvernements de cette Province, du *Canada* et d'*Ontario*, ou aucun de leurs membres, relativement :

1. Au rajustement et à l'augmentation du subside provincial ou à l'obtention de *better terms* ;

2. Au règlement des comptes ouverts entre ces Gouvernements ;

3. A des avances d'argent pour subsides, ou autres causes ;

4. A la vente du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, au Gouvernement Fédéral ;

5. A l'obtention d'un subside additionnel de la part du Gouvernement Fédéral à l'égard de la construction de ce chemin, ou toute autre chemin de fer de la Province.

Ainsi que copie de tous Ordres en Conseil, rapports, mémoires ou *memorandum* ou autres documents se rattachant directement ou indirectement à aucun de ces sujets. (Documents de la Session, No 88).

Aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 3 Avril 1884, demandant 1. Copie des contrats passés pour la construction du nouveau Palais Législatif, tant pour la construction ordinaire, que les additions et *extras* rendus nécessaires par l'installation des nouvelles Chambres ; et de tous Ordres en Conseil à cet égard ;

2. Copies de tous contrats faits pour l'ameublement et l'installation des nouvelles Chambres et des Ordres en Conseil s'y rapportant ;

3. Copies des soumissions faites et de toutes correspondances à cet égard ;

4. Etat détaillé de toutes les sommes payées, jusqu'au 1er Avril, 1882, tant pour la construction sur le contrat originaire, que pour les *extras* pour l'installation et l'ameublement des nouvelles Chambres ; avec la date de tels paiements, les noms des personnes auxquels ils ont été faits, etc., etc. (Documents de la Session, No 89).

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, mercredi, le 7 courant, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.

" Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.

" Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accroissent depuis quelques années.

" Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.

" Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.

" Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité."

Et de nouveaux débats s'élevant ;

Et objection étant faite par l'Honorable M. Taillon, que l'Honorable Membre pour *St-Hyacinthe*, ayant déjà exprimé son opinion sur l'amendement, n'a pas le droit de parler une seconde fois généralement sur la question, et que cet Honorable Député ne peut prendre la parole que sur l'explication d'une question personnelle.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les Actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*," avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence, de *Montréal* ; " lesquels sont lus comme suit :

La clause 10 devient la clause 12, et ce qui suit formera les clauses 10 et 11.

10. Pourvu qu'aucuns legs, donations, dons etc., qui seront faits à l'avenir à la dite corporation, en la désignant sous son ancien nom ~~Corporatif~~ ou sous le nom vulgairement employé de : " Les Sœurs de la Providence de *Montréal* " ne puissent être annulés ou attaqués pour ce seul défaut, lorsque l'intention des testateurs, donateurs etc., sera évidente.

11. Pourvu toujours que rien dans le présent acte ne soit de nature à changer les conditions du legs fait à la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence par Dame Veuve *Masson*, de *Terrebonne*, d'une propriété située au dit lieu de *Terrebonne*, et de la maison et autres bâtisses érigées sur la dite propriété.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les statuts concernant la corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la Cité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé, mercredi, le 7 courant, à la motion portant, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,) et lequel amendement était que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que les promesses d'économie faites à la dernière session n'aient pas été remplies durant la vacance.

" Que l'état alarmant des finances de la Province cause de légitimes inquiétudes au peuple.

" Que le ministère actuel aurait dû, dès les premiers jours de la session, nous soumettre des mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits qui s'accroissent depuis quelques années.

" Que les promesses d'économie, faites par le Trésorier, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas de garanties suffisantes que l'équilibre sera rétabli entre les recettes et les dépenses.

" Qu'il ne serait pas sage dans les circonstances, et avec la triste expérience du passé, de laisser entièrement à l'arbitraire des ministres, les détails des économies considérables que la situation exige.

" Que c'est le devoir du Gouvernement de soumettre des mesures servant de base à ces économies, ainsi que les noms des employés qui seront congédiés, les détails des diminutions de salaire que l'on se propose de faire, afin de permettre à la Chambre de voir si les réformes projetées seront satisfaisantes et justes ; et si les ministres, donnant l'exemple du patriotisme, assumeront leur part légitime des sacrifices imposés aux membres des deux branches de la Législature, aux employés publics et aux institutions de charité. "

Et sur l'objection faite par l'Honorable M. Taillon, — Que l'Honorable Membre pour *St-Hyacinthe*, ayant déjà exprimé son opinion sur l'amendement, n'a pas le droit de parler une seconde fois généralement sur la question, et que cet Honorable Député ne peut prendre la parole que pour donner une explication personnelle.

M. l'Orateur décide comme suit :

Dans toutes assemblées délibérantes, la règle générale est qu'un membre ne peut parler plus d'une fois sur la même question, excepté pour élucider une question de fait, ou tout simplement pour expliquer quelque partie essentielle de son discours ; mais on accorde le privilège de répondre à un membre qui a fait une motion indépendante. Ce privilège n'est accordé qu'à celui qui a fait une proposition distincte et primitive, et il n'appartient pas à celui qui a proposé un amendement, quand même la motion primitive ne serait qu'une motion pour la forme, comme par exemple, que l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, et que l'amendement serait le véritable sujet du débat. (*Règle 15, Cushing, Law and Practice of Legislative Assemblies*, page 624. *May*, édition de 1883, page 359.)

Quand un membre qui a parlé se lève pour donner des explications, il doit commencer par déclarer qu'il se lève dans ce but et il doit bien prendre garde de ne pas excéder les bornes raisonnables d'une explication ; il ne lui est pas permis de répondre aux observations faites par d'autres ni de censurer les autres, ni, en règle générale, de ramener dans la discussion des choses qui ne sont pas strictement nécessaires pour les fins de l'explication qu'il veut donner.

On a prétendu que l'Honorable Député de *St-Hyacinthe* n'a parlé que sur la motion primitive et qu'ayant terminé son discours en proposant un amendement et sans parler sur cet amendement, il a le droit de parler sur cet amendement, vu que c'est une question nouvelle.

Quand un membre, en proposant une motion ou un amendement, se lève et lit tout simplement cette motion ou cet amendement, sans faire aucune observation, il est considéré avoir parlé sur la question, (*Bourinot*, page 354 ; *May*, édition de 1883, page 361.) Dans le cas qui nous occupe, l'Honorable Député a parlé sur la question principale et terminé son discours en lisant et proposant l'amendement dont la Chambre est présentement saisie.

Je suis donc d'opinion que l'Honorable Député a déjà parlé une fois sur l'amendement et qu'il n'a pas le droit de répondre. S'il désire tout simplement donner une explication personnelle il devra le déclarer en se levant de son siège.

M. Lemieux propose, secondé par M. Gagnon,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant ;

Et des débats s'ensuivant,—la dite proposition est retirée, avec le consentement de la Chambre.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 17 Mai 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Cameron,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Shehyn,
Watts.—13.

CONTRE :

Messieurs .

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,

Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lavallée,
Leduc,

Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—41.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris l'employé surnuméraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines pour l'octroi accordé aux *High Schools*, dont \$2,000.00 pour la faculté de droit à l'Université-Laval, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles pour les sourds-muets, comprenant \$200.00 pour l'institution de *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'école des sourds-muets, au *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 20 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du collège de *Rimouski*, (étant le troisième des quatre versements annuels) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du collège de *Sainte-Thérèse*, (étant le troisième des quatre versements annuels) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de la *Baie du Febvre*, pour sa reconstruction, (étant le deuxième et dernier paiement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. Garneau informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 17 Mai 1884.

Sur motion de M. Duhamel, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Le Dix-neuvième rapport du Comité permanent des Bills Privés, présenté, hier, à cette Chambre, est retiré moins cette partie qui a rapport aux Bills examinés et rapportés, et le rapport suivant lui est substitué :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill autorisant la vente de certains immeubles, dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud* ;

Bill pour annexer le No 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de *Montréal*, à la municipalité du village de *Notre-Dame de Grâces-Ouest*.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, dans le but de diminuer le travail considérable qui incombe au Comité des Bills Privés, ainsi que pour économiser sur les frais de l'impression et de la traduction, et afin de rendre les volumes contenant les statuts plus concis et plus compréhensibles, que les règles de cette Chambre, en autant qu'elles concernent les Bills Privés soient amendées comme suit :

1. Les Bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les Bills qui ne sont pas rédigés conformément à cette règle seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens avant d'être examinés par le Comité

2. Lorsque les Bills Privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces Bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces Bills ne se conformeraient pas à cette dernière règle, les officiers de la Chambre soient chargés de faire imprimer les Bills dans cette forme aux frais des promoteurs.

3. Ces règles seront publiées dans la *Gazette Officielle*, avec l'avis concernant les Bills Privés.

Votre Comité a aussi l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre, que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills Privés, pour traduction et correction des épreuves maintenant entre les mains du Greffier de ce Comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises pour distribution aux chefs des traducteurs français et anglais, conformément à la pratique suivie depuis 1872.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill concernant l'union de certaines Eglises Méthodistes, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Rinfret dit Malouin, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un tableau indiquant les noms et la résidence des juges de paix, dans la Cité de *Québec*, qui se sont qualifiés.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Shehyn,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie

de toutes correspondances arrêtees en Conseil, etc, ayant rapport aux lettres patentes émises le 3 février 1836, en faveur de feu *John Fraser*, pour les lots 26 et 27 dans le premier rang et les lots 25 et 27, dans le deuxième rang du canton de *Chester*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Desjardins*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Etat de toutes les sommes reçues par le Département du Trésor, en paiement des montants dus au fonds d'emprunt municipal, conformément au chapitre 13 de la 43-44 *Victoria*, 1880.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun des Ministres ou le Conseil de l'Instruction Publique ou aucun membre d'iceux, depuis 1879, au sujet des Ecoles Normales.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dix-neuvième rapport du comité permanent des divers Bills Privés.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Lemieux*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'avis public donné par le Département des Travaux Publics, demandant des soumissions pour la construction du Palais de Justice, à *Québec*.

Memorandum des soumissions reçues, montrant les noms des soumissionnaires, le montant de leurs soumissions, la date et l'heure de la réception des soumissions, les cautions offertes, les chèques et leur montant acceptés par une banque ou non, accompagnant les soumissions comme garantie de la bonne foi des soumissionnaires et la date où les chèques retournés l'ont été et à qui.

Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement, aucun de ses membres et aucun Département, tous et chacun les soumissionnaires pour cette construction, soit à l'égard de leurs soumissions, des garanties offertes ou de l'octroi du contrat.

Copie du contrat accordé pour cette construction.

Copie de l'estimation officiel du coût du dit Palais de Justice préparé par l'architecte du Gouvernement, ainsi que les différents estimés progressifs des travaux faits jusqu'ici et des sommes payées sur iceux.

Copie des ordres, décisions et instructions donnés pour travaux supplémentaires ou changements dans les plans, devis et spécifications de cet édifice et l'augmentation du montant du contrat en résultant.

Sur motion de l'Honorable *M. Joly*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des instructions données à *M. Ed. Lessard*, de la Paroisse de *St-Jean de Matha*, Comté de *Joliette*, garde-forestier, et particulièrement celles qui l'autorisent à prélever des droits sur le bardeau.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 23 avril 1884, demandant ; 1. Correspon-

dances, protêts et remontrances au sujet du tarif des régistrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que copie du jugement Cour Supérieure, *Terrebonne, Re No 7, Prévost et Lachaine*, rendu le 24 juin 1882, et de celui de la Cour d'Appel confirmant ce jugement, et copies de toutes correspondances et instructions s'y rattachant.

2. Copie du nouveau tarif des régistrateurs mis en force cette année, avec copies de toutes correspondances à son égard.

3. Copies des tarifs des régistrateurs mis en force ou proposés depuis dix ans, avec copies des correspondances à leur égard.

4. Copies de tous Ordres en Conseil ou rapports du Département fait à ce sujet. (Partie de ces documents ayant été mis devant la Chambre en 1883, No 69, mais ont été perdus lors de l'incendie.) (Documents de la Session, No 90.)

Et aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 24 avril 1884, pour une liste des noms des élèves qui ont obtenu des certificats de l'ancienne école de navigation de *Québec*; et copie de tous documents se rapportant à cette école. (Documents de la Session, No 91.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire relier et de conserver dans la Bibliothèque de la Législature, les journaux quotidiens et hebdomadaires, revues, *magazines*, etc, reçus au cabinet de lecture de l'Assemblée Législative? Est-ce l'intention du Gouvernement d'en faire autant pour les journaux reçus officiellement dans les salles de lecture des Départements et de les conserver pour servir à titre d'échange, etc?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement prendra les moyens de conserver ces journaux.

Par M. *Martel*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de voir à ce que les conditions mentionnées aux sections 3, 11 et 15 de l'Appendice A du Statut 45 *Victoria*, chapitre 17, concernant la vente de la partie Ouest du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et celles mentionnées aux sections 6 et 16 du contrat de la vente de la partie Est du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, faisant partie du Statut 45 *Victoria*, chap. 26, soient accomplies?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Oui, il y a eu correspondance d'échangée à ce sujet entre le Gouvernement et les deux Syndicats; et c'est l'intention du Gouvernement d'exiger d'eux l'accomplissement de leurs obligations.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour détacher une certaine partie du Canton de *Tingwick*, comté d'*Arthabaska*, et l'annexer à la Municipalité du Canton de *Chester-Ouest* pour les fins municipales et scolaires; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette Province, 46 *Victoria*, chapitre 21, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique, en tant qu'elles se rapportent à la ville de *Richmond*," étant lu ;

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois et adopté.

Ordonné. Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour abroger la douzième section du chapitre 22, des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 19 Mai 1884.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 24 Avril 1884, demandant un état faisant voir :

1. Année par année, depuis 1874, jusqu'au 1er Avril 1884, le montant mis de côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la Province, en regards des montants qui auraient dû être payés.

2. Des détails faisant voir la manière dont les différents montants ont été employés et placés.

3. Le total du fonds d'amortissement accumulé et placé sur chacun de ces emprunts, le 1er Avril 1884.

4. Le montant et la nature, année par année, des placements faits par la Province de *Québec*, du 1er Juillet 1867 au 1er Avril 1884 ; le total de ces placements et leur nature, le 1er Avril 1884, et la manière et les fins pour lesquelles les sommes prises sur ces placements, à différentes dates, ont été employées. (Documents de la Session, No 92.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 17 mai 1884, demandant copie des instructions à M. *Ed. Lessard*, de la paroisse de *St-Jean de Matha*, comté de *Joliette*, garde-forestier, et particulièrement celles qui l'autorisent à prélever des droits sur le bardeau. (Documents de la Session, No 93.)

L'Ordre du jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement proposé, mardi, le 13 courant à la question portant, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité général sur le Bill amendement de nouveau le statut de cette province 43-44 Victoria, chapitre 50, intitulé : Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*, ” lequel amendement était que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ il soit résolu que la jonction préposée entre le chemin de fer du Nord et le chemin de fer du Grand-Tronc devant entraîner le trafic à l'Ouest de la Cité de *Montréal*, affectera considérablement les intérêts de la partie Est de la dite Cité ;

Qu'en conséquence, cette Chambre ne se forme pas en comité général maintenant, mais seulement dans six mois.”

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

Et de nouveaux débats s'ensuivant, — le dit amendement est retiré, avec le consentement de la Chambre.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Picard* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendement de nouveau le Statut de cette Province 43-44 Victoria, chapitre 50, intitulé : “ Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier* ” ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité ;

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin ,

Mardi, 20 mai 1884.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean Baptiste Renaud* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour annexer le No 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant Paroisse de *Montréal*, à la municipalité du Village de *Notre-Dame de Grâces-Ouest*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'instituer une enquête sur les circonstances se rapportant à l'administration et à la vente du Chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*.—Le Gouvernement a l'intention de faire faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'administration et de la vente du dit chemin; de même que sur le règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente et la livraison.

C'est l'intention du Gouvernement de faire faire cette enquête par une Commission Royale.

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Bergevin*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la requête des Citoyens du Comté de *Bonaventure*, demandant de l'aide pour l'établissement d'une Féculerie, et tous autres papiers, correspondance, etc., en rapport avec ce projet.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangeliste, Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâtisses qui y sont érigées, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *Saint-Jude*, de la Paroisse de *Saint-Jude*, dans le Diocèse de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'Eglise, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender le Statut 34 *Victoria*, chap. 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une Eglise Paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 20 Mai 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant le chapitre 25 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*."

Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 27, intitulé : "Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*."

Et Bill intitulé : "Acte amendant l'acte de la présente session, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du pont *Saint-Léonard*, et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière *Nicolet*, près du village de la Paroisse de *Saint-Léonard*, dans le comté de *Nicolet*."

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Deschênes*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Gagnon* et M. *Duhamel*, pour aider M. l'Orateur à réviser les règles et ordres permanents, pour la régie de cette Chambre et faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que la suggestion contenue dans le 19^{ème} rapport du comité permanent des divers Bills Privés soit renvoyée au comité ci-dessus nommé.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Stephens* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais déclare :

Que le 9 octobre 1882, *Louis Forget & Cie* ont soumissionné pour \$1,500,000 des obligations du Gouvernement Provincial portant intérêt au taux de 5 % par année, au pair, le principal et les intérêts payables dans ce pays ;

Que le 16 octobre 1882, cette soumission a été acceptée par le Gouvernement et une somme de \$30,000 a été déposée entre les mains de ce dernier pour garantir que les termes et conditions de l'emprunt seraient remplis et qu'il fut stipulé d'une manière absolue que cette somme serait forfaite dans le cas où *Forget & Cie* failliraient à remplir leur engagement ;

Qu'il n'y a dans les papiers déposés sur le bureau de la Chambre rien qui fasse voir que *Forget & Cie* aient été mis en demeure de remplir leur engagement ;

Que le 8 mars 1883, *L. A. Sénecal*, en qualité d'agent de *Morton, Rose & Cie*, de *Londres*, soumissionna pour un emprunt de £500,000 sterling, portant intérêt au taux de 4 %, à 81, le principal et les intérêts payables à *Londres, Angleterre* ;

Que le même jour, *Forget & Cie* demandèrent, en attendant qu'il fut pris action sur la proposition susdite, que le dépôt de \$30,000 leur fut remis et qu'il leur fut permis de le remplacer par le billet de *Forget & Cie*, endossé par *L. A. Sénecal*, mais que si la soumission de *Morton, Rose & Cie* n'était pas acceptée, alors les \$30,000 seraient remises au Gouvernement ;

Que le 9 mars 1883, le Gouvernement accepta cette proposition à condition d'avoir le droit de rescinder son contrat avec *Forget & Cie* dans un délai de trente jours, sans libérer *Forget & Cie* des obligations qui leur incombaient en vertu de ce contrat et prit le billet de *Forget & Cie*, endossé comme susdit ;

Que le 9 mars 1883, *W. E. Blumhart* produisit une procuration de *Forget & Cie*, attestée par *J. B. Renaud* et *A. Louthood*, l'autorisant à retirer le dépôt de \$30,000 ;

Que le même jour, *W. E. Blumhart*, par procuration attestée par *E. Gérin* et *C. A. Dansereau*, se substitua *Jonathan W. Wurtele*, qui reçut les \$30,000 le même jour ;

Que le 7 avril 1883 le Gouvernement accepta l'offre de *Morton, Rose & Cie* pour le montant de l'emprunt qu'ils avaient soumissionné, à 81 et 4 %, principal et intérêts payables à *Londres* ;

Qu'immédiatement après, *L. A. Sénecal*, pour *Morton, Rose & Cie*, refusa d'accepter le contrat ;

Que le 27 avril, l'Honorable Trésorier de la Province annula le contrat fait avec *Forget & Cie*, contrairement aux dispositions de la convention antérieure, stipulant que ce contrat devait rester en force dans le cas où l'offre de *Morton, Rose & Cie* ne serait pas acceptée ;

Que le même jour l'honorable Trésorier de la Province entra en négociations avec *G. A. Drummond*, *John MacDougall* et *Alfred Brown* pour un emprunt de £500,000 sterling, à 5 %, principal et intérêts payables à *Londres, Angleterre*, lequel engagement fut confirmé par ordre en conseil le 5 mai 1883 ;

Que la perte pour le Gouvernement, entre un emprunt fait au *Canada*, tel que convenu avec *Forget & Cie*, et le même montant emprunté intérêts et principal payables en *Angleterre*, s'élève pour le moins à \$59,000 représentées par la commission sur le paiement de l'emprunt, commission sur la différence du change, pertes d'intérêts sur les remises de fonds, les timbres sur les obligations, commission à la banque sur le change pour la remise des fonds pour payer les obligations, les frais d'enregistrement et de transferts, \$38,545 ;

Que la vente de \$3,500,000 n'a réalisé que \$3,479,583.34, ce qui accuse une perte de \$20,466.66 ;

Que la Chambre a autorisé cet emprunt avec l'entente expresse qu'il serait fait au *Canada* ; que l'ex-Trésorier de la Province a déclaré à cette Chambre, comme argument en faveur de la réalisation de l'emprunt dans le pays, " qu'il offrirait un placement sur aux personnes qui ont des capitaux disponibles et retiendrait dans le pays les forts montants qui autrement sortiraient du pays chaque année pour le service des intérêts ; que le Gouvernement économiserait dans le coût du placement de l'emprunt et de son administration ; "

Que le Gouvernement a, de fait, reçu, le 28 juillet 1882, des soumissions pour \$2,183,500 de personnes résidentes dans le pays et ne leur a accordé sur ce montant que \$1,500,000 ;

Que cette Chambre regrette que le Gouvernement n'ait pas profité de tout le montant soumissionné et par là économisé à la Province une forte somme d'argent ;

Que cette Chambre regrette aussi la remise des \$30,000 à *Forget & Cie*, nonobstant que cette somme fut absolument forfaitée par la violation du contrat ;

Et cette Chambre, enfin, regrette que dans toutes ces négociations le Gouvernement ait sacrifié les intérêts publics et causé une grande perte pécuniaire au pays.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M., l'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération, les amendements faits en Comité général au Bill amendant de nouveau le Statut de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 50, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*"; et les dits amendements sont lus deux fois.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements.

L'honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, propose comme amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général, avec instruction de l'amender en retranchant dans la clause 1, les mots : "Toutefois rien de contenu, etc.," jusqu'à la fin de cette clause, et en y substituant les suivants :

"Et attendu que par la législation constante des dernières années, confirmée en dernier lieu par la section 6 de l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 2 de cette Législature, le *terminus* du chemin de fer du Q. M. O. et O. a été fixé à *Montréal*, à l'endroit connu sous le nom de "Casernes de la Porte de *Québec*," à la place *Dalhousie* ;

Attendu que la Cité de *Montréal* a fait des sacrifices considérables pour assurer la construction du dit chemin de fer, appartenant aujourd'hui, partie à la compagnie du dit chemin de fer *Canadien du Pacifique*, et partie à la compagnie du chemin de fer du Nord ;

Attendu que pour obtenir ce résultat la Cité de *Montréal* a donné au Gouvernement la propriété des dites Casernes ;

Attendu qu'il est juste de faire respecter ces conditions ;

Il est décrété comme suit :

§. 2. Tout le fret et les passagers recueillis sur le chemin de fer du Nord et destinés à *Montréal*, ou expédiés de *Montréal* à aucun point sur le dit chemin, seront transportés et livrés aux gares ou près des gares, dont le dit chemin de fer du Nord a droit de se servir, et notamment à la gare ou de la gare des casernes susdites ; et défense et inhibition sont faites à la dite compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*, de permettre qu'aucune partie de son chemin serve à rendre illusoire, directement ou indirectement, la présente disposition ; et toute violation de cette disposition rendra nuls *ipso facto*, le présent acte, et le susdit acte 43-44 *Victoria*, chapitre 50, et mettra fin à l'existence de la dite compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Beaubien,
Beauchamp,
Bernard,
Charlebois,
Demers,
Frégeau,

Gagnon,
Gauthier,
Joly,
Leduc,
Lynch,
Marion,

Martel,
Mercier,
Picard,
Poulin,
Richard,

Robertson,
Spencer,
Stephens,
Taillon et
Watts.—22.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Bernatchez,
Blanchet,
Boyer,
Brousseau,
Cameron,
Carbray,

Caron,
Casavant,
Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,

Garneau,
Lavallée,
Lemieux,
Marcotte,
Martin,
McShane,
Nantel,
Paradis,

Poupore,
Rinfret dit Malouin,
Robillard,
Sawyer,
Shehyn,
Thornton,
Trudelle et
Turcotte.—34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte amendant de nouveau le Statut de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 50, intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer Union *Jacques-Cartier* ” ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés), lequel amendement comporte que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cete Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais déclare :

“ Que le 9 Octobre 1882, *Louis Forget & Cie* ont soumissionné pour \$1,500,000 des obligations du Gouvernement Provincial portant intérêt au taux de 5 pour cent par année, au pair, le principal et les intérêts payables dans ce pays ;

“ Que le 13 Octobre 1882 cette soumission a été acceptée par le Gouvernement et une somme de \$30,000 a été déposée entre les mains de ce dernier pour garantir que les termes et conditions de l'emprunt seraient remplis et qu'il fut stipulé d'une manière absolue que cette somme serait forfaite dans le cas où *Forget & Cie* failliraient à remplir leur engagement ;

“ Qu'il n'y a dans les papiers déposés sur le Bureau de la Chambre rien qui fasse voir que *Forget & Cie* aient été mis en demeure de remplir leur engagement ;

“ Que le 8 Mars 1883, *L. A. Sénécal*, en qualité d'agent de *Morton, Rose & Cie*, de Londres, soumissionna pour un emprunt de £500,000 sterling, portant intérêt au taux de 4% à 81, le principal et les intérêts payables à Londres, en Angleterre ;

“ Que le même jour, *Forget & Cie* demandèrent, en attendant qu'il fût pris action sur la proposition susdite, que le dépôt de \$30,000 leur fût remis et qu'il leur fût permis de le remplacer par le billet de *Forget & Cie*, endossé par *L. A. Sénécal*, mais que si la soumission de *Morton, Rose & Cie* n'était pas acceptée, alors les \$30,000 seraient remis au Gouvernement ;

“ Que le 9 Mars 1883 le Gouvernement accepta cette proposition à condition d'avoir le droit de rescinder son contrat avec *Forget & Cie* dans un délai de trente jours, sans libérer *Forget & Cie* des obligations qui leur incombaient en vertu de ce contrat et prit le billet de *Forget & Cie*, endossé comme susdit ;

" Que le 9 Mars 1883 *W. E. Blumhart*, produisit une procuration de *Forget & Cie*, attestée par *J. B. Renaud* et *A. Louthood*, l'autorisant à retirer le dépôt de \$30,000 ;

" Que le même jour *W. E. Blumhart*, par procuration attestée par *E. Gérin* et *C. A. Dansereau*, se substitua *Jonathan W. Würtele*, qui reçut les \$30,000 le même jour ;

" Que le 7 Avril 1883 le Gouvernement accepta l'offre de *Morton, Rose & Cie* pour le montant de l'emprunt qu'ils avaient soumissionné, à 81 et 4 $\frac{1}{2}$ %, principal et intérêts à *Londres* ;

" Qu'immédiatement après *L. A. Sénecal*, pour *Morton, Rose & Cie*, refusa d'accepter le contrat ;

" Que le 27 Avril l'Honorable Trésorier de la Province annula le contrat fait avec *Forget & Cie* contrairement aux dispositions de la convention antérieure, stipulant que le contrat devait rester en force dans le cas où l'offre de *Morton, Rose & Cie* ne serait pas acceptée ;

" Que le même jour l'Honorable Trésorier de la Province entra en négociations avec *G. A. Drummond*, *John McDougall* et *Alfred Brown*, pour un emprunt de £500,000 sterling, à 5 $\frac{1}{2}$ %, principal et intérêts payables à *Londres*, en *Angleterre*, lequel engagement fut confirmé par Ordre en Conseil le 5 Mai 1883 ;

" Que la perte pour le Gouvernement, entre un emprunt fait au *Canada*, tel que convenu avec *Forget & Cie*, et le même montant emprunté, intérêt et principal payables en *Angleterre*, s'élève pour le moins à \$59,000, représentées par la commission sur le paiement de l'emprunt, commission sur la différence du change, perte d'intérêts sur les remises de fonds, les timbres sur les obligations, commission à la banque sur le change pour la remise des fonds pour payer les obligations, les frais d'enregistrement et de transferts, \$38,545 ;

" Que la vente de \$3,500,000 n'a réalisé que \$3,479,533.34, ce qui accuse une perte de \$20,466.66 ;

" Que la Chambre a autorisé cet emprunt avec l'entente expresse qu'il serait fait au *Canada* ; que l'ex-Trésorier de la Province a déclaré à cette Chambre comme argument en faveur de la réalisation de l'emprunt dans le pays, qu'il offrirait un placement sur aux personnes qui ont des capitaux disponibles et retiendrait dans le pays les forts montants qui autrement sortiraient du pays chaque année pour le service des intérêts ; que le Gouvernement économiserait dans le coût du placement de l'emprunt et de son administration ;

" Que le Gouvernement a de fait reçu le 28 Juillet 1882, des soumissions pour \$2,183,500 de personnes résidentes dans le pays et ne leur a accordé sur ce montant que \$1,500,000 ;

" Que cette Chambre regrette que le Gouvernement n'ait pas profité de tout le montant soumissionné, et par là économisé à la Province une forte somme d'argent ;

" Que cette Chambre regrette aussi la remise des \$30,000 à *Forget & Cie* nonobstant que cette somme fût absolument forfaitée par la violation du contrat ;

" Et cette Chambre, enfin, regrette que dans toutes ces négociations le Gouvernement ait sacrifié les intérêts publics et causé une grande perte pécuniaire au pays."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,

Demers,
Gagnon,
Joly,
Lemieux,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Stephens et
Watts.—15.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,
Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desautniers,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Gaboury,
Gauthier,
Lavallée,
Leduc,

Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon
Thornton et
Trudel.—42.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante mille cent soixante et sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'à après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 21 mars 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police : (Bureaux du Juge des Sessions de la Paix à Québec et des Magistrats de Police à Montréal), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme à Montréal, à Sherbrooke et à Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille six cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour sauvegarder d'anciens documents notariés importants et autres archives, et la confection d'index de ces documents, à Sorel, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Garneau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 21 Mai 1884.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Martin*,—La Pétition de *Nap. Poirier* et autres, du Canton de *Hamilton*,—et la Pétition du Révérend *Cyp. Larrivée* et autres, du Canton de *Cox*, tous du Comté de *Bonaventure*.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 19 mai 1884, demandant copie de la requête des citoyens du Comté de *Bonaventure*, demandant de l'aide pour l'établissement d'une féculerie et tous autres papiers et correspondances en rapport avec ce sujet. (Documents de la Session, No 94.)

Aussi,—la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 17 mai 1884, demandant un tableau indiquant les noms et la résidence des juges de paix, dans la Cité de *Québec* qui se sont qualifiés. (Documents de la Session, No 95.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 1 mai 1884, demandant une liste des livres sur l'agriculture, la sylviculture, l'arboriculture, l'apiculture, l'entomologie, l'industrie laitière, l'élevage et la maladie des bestiaux, l'amélioration des races chevalines, bovines, etc, que le conseil d'agriculture et le comité d'agriculture de l'Assemblée Législative ont recommandés ou recommandent à l'attention des cultivateurs et du Gouvernement de la Province de *Québec*. (Documents de la Session, No 96.)

L'Honorable Commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant certains plans cadastraux.

L'Honorable Commissaire *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Deschênes* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le Commissaire des Terres de la Couronne est autorisé à faire préparer les nouveaux plans et livres de renvoi pour la Ville de *Fraser-ville*, dans le Comté de *Témiscouata*, et à amender les plans et livres de renvoi officiels de la Paroisse de *St-Patrice de la Rivière-du-Loup*, ainsi que ceux du Canton de *Hull* relativement à la partie du canton constituant le Village de la Pointe *Duchêne* et à faire les dépenses nécessaires à cette fin.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour modifier les plans et livres de renvoi officiels de la Ville de *Fraser-ville*, de la Paroisse de *St-Patrice de la Rivière-du-Loup*, et du Canton de *Hull*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. *Archambault*, du comité spécial nommé sur le Bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chap. 7, intitulé : “ Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*”, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le dit Bill soit ré-imprimé.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les asiles d'aliénés.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps ; M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lavallée* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Lavallée* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que les aliénés qui peuvent être admis dans les asiles, aux frais du Gouvernement et des municipalités sont :

1. Les aliénés qui n'ont pas eux-mêmes ou par quelques personnes tenues par la loi à leur fournir des aliments et des soins, le moyen de payer en tout ou en partie, le coût de leur entretien de leur séjour et traitement dans un de ces asiles.

2. Les idiots ou imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une cause de scandale, sujets à des attaques d'épilepsie, ou d'une difformité monstrueuse et qui sont

incapables de payer leur entretien, leur séjour et traitement en tout ou en partie.

Résolu, 2. Que, dans tous les cas où un aliéné sera interné dans un asile, en vertu des dispositions de la deuxième partie de l'acte dans lequel les présentes résolutions seront incorporées, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile, ainsi que les frais de son arrestation, de l'enquête s'il y a lieu, et tous les frais de transport, seront dûs et payés, moitié par le Gouvernement et moitié par la corporation de la cité, de la ville, du village, de la paroisse ou du canton dans les limites desquels se trouvent compris l'endroit, le lieu ou le territoire où le malade a eu son dernier domicile. Pourvu toutefois, que si le malade est interné dans un hôpital public, le dernier domicile de ce malade ne sera pas, par ce fait même, censé être dans la municipalité où se trouve cet hôpital.

Résolu, 3. Que ce montant sera recouvrable, ainsi que les frais d'arrestation et d'enquête s'il y a lieu, et tous les frais de transport ci-dessus mentionnés, par voie d'action ordinaire, contre toute corporation municipale obligée à l'entretien de tout aliéné interné dans un de ces asiles, en vertu de l'acte dans lequel les présentes dispositions seront incorporées.

Résolu, 4. Que cette action sera intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, contre toute telle corporation, devant toute cour de juridiction compétente dans le district où réside cet officier.

Résolu, 5. Qu'il sera loisible à toute corporation qui aura ainsi payé une somme d'argent au Gouvernement pour la pension, le séjour, le traitement et les frais d'arrestation et d'enquête, s'il y a lieu, ainsi que tous les frais de transport d'un aliéné interné dans un asile, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien, le montant porté dans l'extrait du percepteur du revenu fait en vertu de l'article 37 de l'acte dans lequel les présentes résolutions seront incorporées.

Résolu, 6. Que le montant payé par toute corporation comme ci-dessus sera considéré comme une dette impôtale, en vertu du code municipal et sera imposée et perçue de la même manière que toute taxe ordinaire due par les contribuables de la municipalité.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Joly, du Comité permanent de l'Agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le Cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité ayant appris que le Conseil d'Agriculture de la Province de Québec n'a pu mettre à exécution les recommandations du Comité d'Agriculture de l'année dernière, au sujet de la série d'appareils de W. H. Lynch, de Danville, pour la fabrication domestique du beurre, non pas qu'il n'approuvât pas ces appareils et n'en reconnût pas la grande utilité, mais parce qu'il n'a pas cru devoir prendre cette responsabilité, à l'honneur de recommander :

Que, au prochain concours pour les terres les mieux tenues, le troisième prix consiste dans une de ces séries d'appareils Lynch pour la fabrication domestique du beurre, la dite série d'appareils complète, avec barratte et presse à beurre d'une capacité suffisante pour le lait de dix vaches, devant coûter trente piastres, qui représentent la valeur en argent du dit troisième prix.

Que l'adoption de cette recommandation n'entraîne aucune dépense additionnelle pour le Trésor Public, aucun sacrifice pécuniaire pour les sociétés d'agriculture, et aura pour effet de répandre dans toutes les parties du pays la connaissance et l'emploi de ces appareils dont l'efficacité est reconnue par les hommes les plus compétents.

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Deschênes*,

Ordonné, Que la requête des citoyens du comté de *Bonaventure*, demandent de l'aide pour l'établissement d'une féculerie avec tous les papiers et correspondances à ce sujet, soient renvoyés au comité d'agriculture.

Le Bill relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Ordonné, Que les résolutions concernant les asiles d'aliénés rapportées aujourd'hui du comité de toute la Chambre soient renvoyées à ce comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Les institutions de charité et les maisons d'éducation ont-elles reçu, durant l'exercice actuel 83-84, le montant total des allocations votées à la dernière session, nonobstant l'arrêté en conseil No 307, sanctionné le 14 juillet dernier ?

2. Si non, quelles sont les raisons qui ont empêché l'exécution de cet arrêté ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Les allocations faites aux institutions de charité, littéraires et scientifiques, ont été payées pour 1883-84 en vertu de l'ordre en conseil No 307.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement est-il informé du décès, arrivé le 23 avril 1884, de B. H. *Leprohon*, shérif du District de *Joliette* ?

Si oui, quand se propose-t-il de nommer son successeur ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement a été informé de la mort de M. *Leprohon*, shérif de *Joliette*. Il s'occupera de la nomination de son successeur après la session.

Par M. *Picard*.—Est-il à la connaissance du Gouvernement que le Conseil d'Agriculture a mis à exécution la recommandation, faite le 29 mars 1883, par le Comité d'Agriculture de la Chambre, d'obliger chaque société d'Agriculture de faire l'acquisition d'un appareil de M. W. H. *Lynch*, de *Danville*, pour la fabrication domestique du beurre ?

Si non, le Gouvernement entend-t-il faire mettre la dite recommandation à exécution ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Département de l'Agriculture est à étudier les meilleurs moyens à prendre pour donner effet à la suggestion du Comité d'Agriculture.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

Et la question étant proposée, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *Cameron* propose comme amendement, secondé par M. *Watts* que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : les appropriations votées pour la dépense ordinaire pour l'année courante de 1883-84 sont de \$2,484,901.55 ;

Que, par un état soumis à cette Chambre, suivant la loi, il appert que depuis le 1^{er} de juillet dernier, des mandats spéciaux ont été émis au montant de \$228,721.51, dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par la Législature ;

Qu'un mandat spécial en faveur de *L. J. Forget et Cie* pour la somme de \$30,000 fut émis le 9 mars 1883, pendant que la Législature était en session, en violation de la section 47 de l'acte concernant le Département du Trésor, 31 *Victoria*, chapitre 9.

Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi lui accorde sur les dépenses publiques et qu'elle doit insister d'autant plus rigoureusement sur l'exercice de cette prérogative, que l'état de nos finances est devenu alarmant.

Que, dans de telles circonstances, tout en votant volontiers les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit de son devoir de blâmer les Ministres qui sont responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature."

Et objection étant faite, à cette partie de la motion qui a trait au paiement de \$30,000 à *MM. Forget et Cie*, en autant qu'elle ne renferme pas le récit fidèle des faits ; ces paiements, ayant été faits en vertu d'un mandat à la face duquel apparaît l'autorité d'après laquelle il a été émis, tel que requis par la section 47 de la 31^{me} *Victoria*, chapitre 9.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les amendements soient pris en considération, vendredi prochain.

La Chambre reprend la considération ultérieure de l'objection faite aujourd'hui à l'amendement proposé à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides), lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Les appropriations votées pour la dépense ordinaire pour l'année courante de 1883-84 sont de \$2,484,901.55 ;

Que par un état soumis à cette Chambre, suivant la loi, il appert que, depuis le 1^{er} juillet dernier, des mandats spéciaux ont été émis au montant de \$228,721.51, dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par la Législature ;

"Qu'un mandat spécial en faveur de *L. J. Forget et Cie* pour la somme de \$30,000 fut émis le 7 mars 1883, pendant que la Législature était en session, en violation de la section 47 de l'acte concernant le Département du Trésor, 31 *Victoria*, chapitre 9.

"Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi lui accorde sur les dépenses publiques et qu'elle doit insister d'autant plus rigoureusement sur l'exercice de cette prérogative que l'état de nos finances est devenu alarmant.

"Que, dans de telles circonstances, tout en votant volontier les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit de son devoir de blâmer les Ministres

qui sont responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature ; ”

Et sur l'objection faite à cette partie de la motion qui a trait au paiement de \$30,000, à Messieurs *Forget et Cie*, en autant qu'elle ne renferme pas le récépissé fidèle des faits ; ces paiements, ayant été faits en vertu d'un mandat à la face duquel apparaît l'autorité d'après laquelle il a été émis, tel que requis par la section 47 de la 31 Vict., chap. 9.

M. l'Orateur décide comme suit :

L'Honorable Commissaire de Terres de la Couronne a soulevé une question d'ordre sur l'amendement qui se trouve présentement devant la Chambre, prétendant qu'il est inadmissible, parcequ'il contient une assertion inexacte. L'amendement réfère au rapport déposé devant cette Chambre au commencement de la présente session et se rapporte ensuite à l'émission d'un mandat spécial, daté du 9 mars 1883, pour le paiement à *L. J. Forget et Cie*, d'une somme de \$30,000. On prétend que le mandat en question n'est pas un mandat spécial tel qu'on l'affirme, mais que c'est un mandat d'argent ordinaire.

J'ai profité de la suspension des délibérations de la Chambre pour examiner les documents ci-mentionnés. Le rapport démontre que depuis le 23 janvier 1883, jusqu'au 37 mars dernier, des mandats spéciaux ont été émis pour un montant collectif de \$228,721.51, mais il n'y est fait aucune mention d'un mandat spécial pour l'émission des \$30,000 payées à *L. J. Forget et Cie*.

Conformément à la règle constitutionnelle du contrôle parlementaire sur le Trésor public, la dépense des deniers publics devrait être ordinairement faite en vertu de crédits permanents ou de votes ou crédits annuels ; mais dans des cas imprévus requérant une action immédiate, une dépense non autorisée par le Parlement peut devenir absolument nécessaire et il peut être du devoir du Conseil Exécutif de prendre la responsabilité de faire telle dépense. Des dispositions ont été prises par l'acte du Département du Trésor, (31 Vict., chap. 9, section 47) pour permettre au Gouvernement de faire ces dépenses extraordinaires, mais le Gouvernement est strictement responsable au Parlement de l'exercice de ce pouvoir. (Todd. Gouvernement Parlementaire en Angleterre, pages 455 et 546.)

Toute dépense de deniers publics dans cette Province doit être faite par un chèque officiel basé sur un mandat du Lieutenant-Gouverneur autorisant la dépense, tel mandat signé soit par lui-même, soit par un député commissionné à cette fin, mais avant qu'aucun mandat pour le paiement de deniers publics soit émis, l'Auditeur de la Province doit certifier qu'il existe une disposition législative, soit permanente, soit annuelle, à même laquelle ce paiement peut être fait.

Dans les cas d'urgence, lorsqu'il n'y a pas de disposition législative, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut ordonner qu'un mandat spécial soit émis pour le montant considéré comme nécessaire. Ce mandat doit être signé par le Lieutenant-Gouverneur et autorise le Trésorier et l'Auditeur de la Province à ouvrir un compte spécial pour le montant contre lequel des mandats ordinaires pour le paiement du service particulier pour lequel le mandat spécial a été émis, peuvent être tirés, de temps à autre, suivant que l'occasion le requiert (31 Victoria, chapitre 4, sections 28 et 47 ; et 46 Victoria, chap. 4, section 5.)

Un mandat spécial n'est pas un ordre sur le Trésorier pour le paiement de deniers publics, mais c'est, de fait, une autorisation exécutive donnée au Trésorier d'ouvrir un crédit pour un service particulier, pour lequel il n'existe aucun crédit parlementaire, contre lequel crédit extraordinaire, des paiements peuvent être faits de la même manière que contre les crédits législatifs ou crédits ordinaires.

Un mandat spécial reste entre les mains de l'Auditeur de la Province comme son autorité et sa justification pour l'ouverture d'un crédit ou d'un compte dans le registre des crédits de l'année, (46 Victoria, chapitre 4, section 5,) tandis que le mandat ordinaire pour le paiement de deniers, quand il est acquitté par le créancier, est l'autorisation et la pièce justificative du Trésorier pour le paiement qu'il fait.

Après examen, je trouve que le mandat de \$30,000 dont il est fait mention dans l'amendement n'est pas un mandat spécial, mais un mandat ordinaire sur le Trésorier pour le paiement de cette somme : et soit que l'Auditeur eût raison ou eût tort en certifiant qu'il existait des dispositions législatives pour le paiement d'icelle, cela n'en change pas la nature.

Étant établi que le mandat en question est un mandat d'argent ordinaire et non un mandat spécial, il me reste maintenant à voir si l'assertion erronée sur sa nature rend l'amendement inadmissible et hors d'ordre.

La règle et la loi parlementaire veulent qu'un membre puisse proposer toute motion que bon lui semble à la considération de la Chambre, à moins qu'il n'en soit empêché par une défense formelle ou par des considérations d'intérêt public, ou par l'exigence de la régularité et de l'ordre dans les procédures ; et qu'une motion en contravention avec une disposition constitutionnelle, en contravention avec un statut ou en contravention avec un ordre permanent, ou qui contrevient à un ordre spécial de la Chambre, ou qui est en substance semblable à une autre, sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée, est sujette à objection et hors d'ordre et partant inadmissible.

Ensuite en ce qui regarde la forme d'une motion, la règle et l'usage du Parlement veulent qu'elle ne doive pas être raisonnée et rédigée plutôt dans le style du discours que dans celui d'une motion, ni qu'elle contienne des dispositions inutiles ou sujette à objection, ni qu'elle soit elle-même inutile, ni qu'elle soit présentée dans le but unique de jeter du ridicule ou du mépris sur quelque autre motion (*Cushings Law and Practice of Legislative Assemblies*, Nos 1250 à 1254 et 1287).

Il est de mon devoir de recevoir et de soumettre à la Chambre, toutes les motions qui peuvent être proposées par les membres, qui sont conformes aux règles et aux usages parlementaires, mais il est aussi de mon devoir, en vertu de la règle 37,—si une motion n'est pas dans l'ordre,—d'attirer l'attention sur cette irrégularité et de refuser de soumettre la question à la Chambre. (*Bourinot*, pages 166 et 310.)

Une question d'ordre ne peut être soulevée, qu'en vertu de la loi parlementaire. Maintenant, quoique l'inexactitude, dans l'assertion, soit répréhensible, je n'ai rien trouvé dans la loi et les usages parlementaires qui déclare qu'une motion qui contient une déclaration erronée ou une assertion non fondée doit être irrégulière et hors d'ordre.

Il est de mon devoir de diriger et de régulariser les procédures de la Chambre, mais non de les contrôler. L'inexactitude contestée dans une motion, peut être une raison pour qu'elle soit renvoyée par la Chambre, mais n'est pas une raison suffisante pour que l'Orateur la supprime comme étant hors d'ordre.

La Chambre elle-même doit décider cette question, parceque si des questions de cette nature étaient laissées à la décision de l'Orateur, comme des questions d'ordre, il pourrait restreindre et annuler la volonté de l'assemblée au lieu de s'y conformer. (*Cushings Manual*, No 102.)

Je crois, en conséquence, qu'il n'est pas de ma compétence de me prononcer sur cette question, mais qu'il appartient à la Chambre d'exprimer son opinion sur la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Cameron,
Demers,

Gagnon,
Joly,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin.
Robidoux,
Shehyn,

Stephens,
Turcotte et
Watts.—14.

CONNRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Désautniers,

Desjardins,
Dorais.
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lavallée,

Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Owens,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—37.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture (3 à \$800 chacune), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. Garneau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte autorisant Dame *Marie J. Thérèse LaRocque* et son époux, *J. Aldéric Ouimet*, écr., à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées."

Bill intitulé : "Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des Actionnaires de la Compagnie des Cotons de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'Acte 39 *Victoria*, chapitre 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'Acte 40 *Victoria*, chapitre 27, et l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 60."

Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie des transports et des mines des Rivières du Lièvre et *Outaouais*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre après examen, *Philéas A. Corriveau* au nombre de ses membres."

Bill intitulé : "Acte pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de *St-Viateur* par l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse."

Bill intitulé : "Acte pour lever certains doutes au sujet de l'Acte 44-45 *Victoria*, chapitre 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, d'une certaine partie de la Paroisse de *Stoneham*."

Bill intitulé : "Acte pour ériger en municipalité la Paroisse de *St-Maxime du Mont-Louis* avec d'autres postes environnants et le township *Denoue*, dans le Comté de *Gaspé*, et pour d'autres fins."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 39 Vict., chapitre 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'acte 40 Vict., chapitre 27 et l'acte 42-43 Vict., chapitre 60," lesquels sont lus comme suit :

Dans la version française, clause 4, ligne 15, après le mot "première," insérer le mot "assemblée."

Page 4, ligne 1, après le mot "agricoles," insérer le mot "seulement."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions de la compagnie des cotons de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 6, après le mot "piastres," retrancher les mots "portant intérêt au taux de sept pour" et les remplacer par les mots "au taux d'intérêt qui sera fixé par les directeurs."

Dans la dernière ligne de la page 2, retrancher les mots "deux tiers en valeur," et les remplacer par les mots "trois quarts en valeur."

Page 3, ligne 1 et 2, effacer les mots "présents en personne ou".

Même page, ligne 4, après le mot "débiteur," ajouter les mots "telle assemblée sera annoncée dans deux journaux quotidiens et deux journaux du soir, publiés dans la Cité de *Montréal*, pendant un mois avant la date fixée pour la dite assemblée."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte autorisant Dame *Marie J. Thérèse Larocque* et son époux, *J. Alderic Ouimet*, écuier, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, effacer tous les mots de la ligne 7 après le mot "juge," ainsi que tous les mots des lignes 8, 9, 10, 11, 12, ainsi que tous les mots de la ligne 13 jusqu'au mot "municipales" inclusivement.

Même clause, ligne 13, retrancher les mots "en achetant" et les remplacer par le mot "acheter."

Retrancher la clause 3.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, vendredi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie des transports et des mines des rivières du *Lièvre* et *Outaouais*," lequel est lu comme suit :

Clause 4, ligne 13, après le mot "souscrits" ajouter les mots "et payés" et retrancher tous les mots après le même mot "souscrits" jusqu'à la fin de la clause.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 23 Mai 1884.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend *Cyprien Larivée* et autres, du Canton de *Cox*,—et de *Napoléon Poirier* et autres, du Canton de *Hamilton*, tous du Comté de *Bonaventure* ; demandant respectivement qu'il soit fait des modifications aux droits de coupe de bois dans les dits Cantons.

M. Marion, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code Municipal, présente à la Chambre le Second rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en considération les amendements proposés par les Bills Nos 11, 73, 78, 79, 90, 102 et 106 pour amender certains articles du Code Municipal, ainsi que les autres amendements qui lui ont été référés.

Que de ces amendements, au nombre de trente-cinq, quatorze ont été adoptés, et vingt-et-un rejetés.

Qu'il a réuni tous les amendements adoptés en un seul Bill sous le (No 90) qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que le dit Bill, ainsi amendé, soit imprimé.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des licences de *Québec*, de 1878.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Nantel ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 17, de la 41^{me} Victoria, intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant les Cours de Commissaires pour la décision sommaire des petites causes."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Gauthier propose, secondé par M. St-Hilaire,—Que cette Chambre concoure dans le Cinquième rapport du Comité permanent de l'agriculture, l'immigration, et la colonisation ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général Taillon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte concernant le Barreau de la Province de Québec.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général Taillon ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable Procureur-Général Taillon propose, secondé par l'Honorable Trésorier Robertson, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à 10 heures A. M., samedi prochain et qu'il y ait deux séances ce jour-là ; la première, commençant à 10 heures A. M., et finissant à 1 heure P. M., et la seconde, commençant à 3 heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 28 avril 1884, demandant un état détaillé indiquant, année par année, depuis 1870, toutes les sommes payées à E. A. Bernard ; le dit état faisant voir l'objet, la cause et l'autorité de chaque paiement. (Documents de la Session, No 97.)

Aussi,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 17 mai 1884, demandant : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun des Ministres ou le Conseil de l'Instruction Publique ou aucun membre d'iceux, depuis 1859, au sujet des *Ecoles Normales*. (Documents de la Session, No 98.)

Aussi,—la réponse à une Adresse du 14 mai 1884, demandant : 1. Copie de toutes les correspondances, documents, résolutions de la Chambre des Notaires se rattachant au tarif des Notaires.

2. Copie du dernier tarif des Notaires fait et préparé par la Chambre des Notaires et actuellement en force, ainsi que copie du tarif actuel des Avocats.

3. Copie des tarifs des Notaires proposés ou mis en force, depuis le 30 juin 1867, et copie du tarif qui était en force à cette époque.

4. Copie de tous les Ordres en Conseil ou rapports du Département ou des Officiers en loi de la Couronne ou autres officiers, à ce sujet, du tarif des Notaires et des Avocats. (Documents de la Session, No 99.)

Et aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Copie du Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1882-83. (Documents de la Session, No 5.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Watts* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que, par lettre de crédit, en date du 28 septembre dernier (1883) l'ex-Trésorier ait autorisé la banque de *Paris* et des *Pays-Bas* à payer, sur les bons de C. A. *Dansereau*, écuyer, de *Montréal*, une somme de 75,000 francs, ou \$14,471.50, argent courant de ce pays, pour lui permettre d'acheter des livres destinés à la bibliothèque de cette Législature.

Que cette somme d'argent fut ainsi mise à la disposition de M. *Dansereau*, sans prendre la moindre garantie qu'elle serait employée dans l'intérêt public et pour l'objet auquel elle était destinée.

Que cette dépense n'était autorisée ni par la Législature, ni par la loi, ni par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et l'Arrêté en Conseil à cet effet, n'ayant été passé et sanctionné que le dix janvier dernier (1884), c'est-à-dire, plus de trois mois après que la lettre de crédit eût été donnée.

Que le 12 octobre dernier (1883), M. *Dansereau* avait déjà fait mettre à son crédit à la dite banque, cette somme de \$14,471.50 sur laquelle la Province a payé un intérêt de 2½ par cent jusqu'au 31 décembre, et de 5 par cent, depuis le premier janvier dernier, malgré qu'elle eût alors à son crédit, à la dite banque, une somme de £24,405.14 ne portant que 2½ par cent d'intérêt.

Qu'il n'appert pas dans les documents soumis à cette Chambre, que le dit *Dansereau* ait fait aucun rapport satisfaisant de l'emploi d'une somme aussi considérable et que les aviseurs actuels de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aient adopté les mesures que la prudence leur suggérerait, dans les circonstances, pour sauvegarder les intérêts publics.

Que M. *Dansereau* n'a pas encore fait parvenir à la bibliothèque de cette Législature un seul des livres qu'il est censé avoir achetés avec l'argent mis à sa disposition.

Que, dans toute cette affaire, les anciens Ministres ont violé la loi et méprisé les règles les plus élémentaires de la prudence, et que les Ministres actuels ont fait preuve d'une indifférence coupable à l'égard des intérêts publics, en ne prenant pas immédiatement des mesures propres à recouvrer cette somme d'argent, ou à en obtenir la valeur correspondante.”

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité général sur le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.
Ordonné, Que le dit Bill soit retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte relatif à la Bibliothèque de la Législature," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte incorporant la ville de *Ste. Cunégonde*."

Bill intitulé : " Acte concernant les commissaires d'école d'*Hochelaga*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 26, intitulé : " Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte incorporant la Société d'Hygiène de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte constituant la paroisse de *St. Joachim de Shefford* en municipalité pour les fins municipales et scolaires."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la ville de *Ste. Cunégonde*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 45, après le dernier mot de la ligne 7, ajouter les mots " et dans ce dernier cas le Lieutenant-Gouverneur sera appelé à compléter le nombre."

Retrancher les deux derniers mots de la clause 50.

Page 11, ligne 35, après le mot " libérale," retrancher tous les mots de cette ligne ainsi que les mots des lignes 36 et 37 et tous ceux de la ligne 38 jusqu'au mot " shérif " inclusivement page 14, ligne 1, effacer le mot " seront " et le remplacer, par le mot " sont."

" Retrancher le premier mot de la page 15 et le remplacer par le mot " telle."

Clause 92, ligne 1, retrancher le mot " des " et les remplacer par le mot " les."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 26, intitulé : Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude" ; lequel sont lus comme suit :

Page 3, ligne 44, retrancher le mot " paix " et le remplacer par les mots suivants : " la Cour Supérieure."

Ajouter à la fin de ligne 46, les mots " pour l'espace de temps fixé par le juge sur sa demande."

Ce qui formera la 3e section.

3. Les père, mère, parent, tuteur, curateur ou ami des personnes internées dans les établissements sus-nommés, avant la passation du présent acte, devront dans les trois mois de la sanction d'icelui, se conformer aux dispositions d'icelui à défaut de quoi les dites personnes ainsi intéressées pourront obtenir leur élargissement conformément aux dispositions du présent acte.

La clause 3 devint la clause 4.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte relatif à la bibliothèque de la Législature" soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte concernant les Commissaires d'Ecole d'*Hochelaga*," lesquels sont lus comme suit :

Ce qui suit deviendra la clause 8.

8. Et attendu que par suite de l'union de la municipalité de la Ville d'*Hochelaga* à la Cité de *Montréal* pour former un quartier d'icelle, en vertu de l'Acte 46 *Victoria*, chap. 82, il est devenu nécessaire de changer la division entre les quartiers *Ste-Marie* et *Hochelaga*, il est décrété que dorénavant les dits quartiers seront séparés par une ligne de division fixée au centre de la rue *Iberville* de la dite Cité dans toute la longueur de la dite rue, depuis la limite Nord-Ouest de la dite Cité, où aboutit la dite rue jusqu'à la rue *Noire-Dame* Est au Sud-Est de la dite rue *Iberville*, et de là par le prolongement de la dite ligne de division jusqu'au fleuve *St-Laurent* où elle aboutira à angle droit, et les dits quartiers *Ste-Marie* et *Hochelaga* seront et demeureront ainsi délimités pour les fins municipales et scolaires.

La clauses 8 devient la clause 9.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour autoriser Dame *Marie J. Thérèse LaRocque* et son époux, *J. Aldéric Ouimet*, écr, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés); lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que par lettre de crédit en date du 28 Septembre dernier (1883) l'ex-trésorier ait autorisé la banque de *Paris* et des *Pays-Bas*, à payer sur les bons de *C. A. Dansereau* écuyer, de *Montréal*, une somme de 75,000 francs, ou \$14,471.50 argent courant de ce pays, pour lui permettre d'acheter des livres destinés à la bibliothèque de cette Législature.

"Que cette somme d'argent fut ainsi mise à la disposition de *M. Dansereau*, sans prendre la moindre garantie qu'elle serait employée dans l'intérêt public et pour l'objet auquel elle était destinée.

"Que cette dépense n'était autorisée ni par la Législature, ni par la loi, ni par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et l'arrêté en conseil à cet effet, n'ayant été passé et sanctionné que le dix Janvier dernier (1884) c'est-à-dire plus de trois mois après que la lettre de crédit eût été donnée.

"Que le 12 octobre dernier (1883), *M. Dansereau* avait déjà fait mettre à son crédit à la dite banque, cette somme de \$14,471.50 sur laquelle la Province a payé un intérêt de 2½ pour cent jusqu'au 31 Décembre, et de 5 par cent, depuis le 1er

Janvier dernier, malgré qu'elle eût alors à son crédit à la dite banque, une somme de £24,405.14 ne portant que 2½ par cent d'intérêt.

"Qu'il n'appert pas, dans les documents soumis à cette Chambre, que le dit *Dansereau* ait fait aucun rapport satisfaisant de l'emploi d'une somme aussi considérable et que les aviseurs actuels de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aient adopté les mesures que la prudence leur suggérerait, dans les circonstances, pour sauvegarder les intérêts publics.

"Que M. *Dansereau* n'a pas encore fait parvenir à la bibliothèque de cette Législature un seul des livres qu'il est censé avoir achetés avec l'argent mis à sa disposition.

"Que dans toute cette affaire les anciens Ministres ont violé la loi et méprisé les règles les plus élémentaires de la prudence, et que les Ministres actuels ont fait preuve d'une indifférence coupable à l'égard des intérêts publics, en ne prenant pas immédiatement des mesures propres à recouvrer cette somme d'argent, ou à en obtenir la valeur correspondante."

Et les débats se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, Samedi matin ;

Samedi, 17 Mai 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—37.</i>
<i>Desautniers,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordé à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'abonnement à différents traités et publications sur l'agriculture, la colonisation, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et de repatriement, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, cette Chambre, se formera de nouveau en le dit Comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. Dans quel chapitre de la recette est entrée la somme de \$18,516, déposée le 3 janvier 1883, à la Banque d'Echange par Alph. Charlebois, comme garantie de l'exécution de son contrat avec le gouvernement pour la construction du Palais Législatif ?

2. Si cette somme n'est plus entre les mains du Gouvernement, en vertu de quelle autorité a-t-elle cessé de l'être ?

3. Si ce dépôt n'est plus au crédit du Gouvernement a-t-il été remplacé par un cautionnement aux termes du contrat ?

4. Si oui, quand le dépôt a-t-il été remis, quand le cautionnement a-t-il été fait, quels sont les noms, l'occupation et la résidence des cautions ; et quel est le montant et quelles sont les conditions de ce cautionnement ?

Réponse de l'Honorable M. Taillon.—1. La somme de \$18,516 déposée le 3 janvier 1883 à la Banque d'Echange, comme garantie de l'exécution du contrat de M. Charlebois avec le Gouvernement, pour la construction du Palais Législatif, consistent en un certificat de dépôt, signé par le président et le caissier de la Banque d'Echange, lequel avait été remis entre les mains du Trésorier de la Province.

2. Ce certificat du dépôt n'est plus entre les mains du Gouvernement, ayant été remis à M. Charlebois, en vertu d'une des clauses de son contrat, et ce, après que la Banque d'Echange eut suspendu paiement.

3. Il a été remplacé par un cautionnement hypothécaire aux termes du contrat.

4. La remise du certificat du dépôt a été faite le onze d'avril dernier, le jour même de la signature et de l'enregistrement de l'acte de cautionnement qui en tient lieu. Par le dit acte M. A. Charlebois, pour garantie de l'exécution de son contrat, a hypothéqué jusqu'à concurrence de la somme de \$18,516 (même montant que celui du certificat de dépôt) la moitié indivise de certains immeubles à lui appartenant dans la Paroisse de *Vaudrevil*; et *Louis Zénophile Malette*, bourgeois de la Cité de *Montréal*, propriétaire de l'autre moitié indivise des dits immeubles, s'est porté caution, solidaire du dit *Alphonse Charlebois* et a hypothéqué sa moitié indivise des dits immeubles, envers le Gouvernement de cette Province jusqu'à concurrence de la dite somme de \$18,516 pour la dite exécution du dit contrat.

Par M. *Nantel*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de voir à ce que les instructions aux conducteurs de chemins de colonisation leur soient transmises sans retard, afin qu'ils profitent du meilleur temps possible pour pousser efficacement les travaux qui se trouvent sous leur direction ?

Le Gouvernement a-t-il l'intention de donner instruction à ses conducteurs de chemins de colonisation de commencer les travaux sous leur direction immédiatement après les semences, pour qu'ils profitent de la longueur des jours à cette époque, et de la facilité de se procurer la main-d'œuvre à bon marché ?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*.—C'est l'intention du Gouvernement de voir à ce que les instructions aux conducteurs de chemins de colonisation leur soient transmises en temps convenable, afin de commencer les travaux immédiatement après les semailles.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de *Saint Viateur*, par l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer les Missionnaires de la Compagnie de *Marie*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 24 Mai 1884.

10 heures A. M.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 3, concernant l'indépendance de la Législature de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonné pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 6, concernant le cautionnement des officiers publics de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de M. Asselin secondé par M. Marcotte,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances adressées au Gouvernement de cette Province, se rattachant à la continuation des travaux sur le chemin *Taché*, partant du chemin *Matapédia*, dans le comté de *Rimouski*, et traversant partie du dit comté, et les comtés de *Témiscouata*, *Kamouraska*, *L'Islet*, *Montmagny* et *Bellechasse*.

L'Honorable M. Joly propose, secondé par l'Honorable M. Mercier, Que, considérant qu'une adresse fut votée à Sa Majesté la Reine, le 20 février 1865, par le Conseil Législatif, et le 14 mars 1865 par l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, priant Sa Majesté de faire soumettre au Parlement Impérial "une mesure ayant pour objet l'Union des Colonies du Canada, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick*, de *Terreneuve* et de l'*Isle du Prince-Edouard* sous un même gouvernement," la dite mesure devant être basée sur les résolutions jointes, qui ont été adoptées à une conférence des délégués de ces colonies tenue en la Cité de *Québec*, le 10 octobre 1864 ;

Qu'en réponse à cette adresse, le Parlement Impérial a passé un acte connu sous le titre de "l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867 ;"

Que, quelque courte que soit l'épreuve à laquelle la nouvelle constitution a été soumise, elle a déjà démontré qu'il existe des germes de désaccord entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral, dont on peut, en grande partie, retracer l'origine aux changements faits par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* aux résolutions sur lesquelles le dit acte devait être basé ;

Que le paragraphe 43 des dites résolutions donne aux Province le contrôle législatif sur les Licences, sans restriction aucune dans les termes suivants : § 12. "Les Licences de Boutiques, d'Auberges, d'Encanteurs, et autres licences," tandis que l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord* déclare que ce contrôle pourra être exercé par les Législatures Provinciales : "dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux." Sect. 92, § 9 ;

Que ce changement radical, fait à une des conditions du pacte fédéral, est une des sources de désaccord entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral ;

Que les dites résolutions en désignant les matières qui seront du ressort du Parlement Fédéral, lui assignent paragraphe 29 :

"§ 11. Tous autres travaux qui, bien que situés dans une province, seront spécialement déclarés dans les actes qui les autoriseront être d'un avantage général ;"

Tandis que l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord* va beaucoup plus loin et donne au Parlement Fédéral, section 92, sous-section 10, juridiction sur "Les Travaux qui bien qu'entièrement situés dans la Province, seront, avant ou après leur exécution, déclarés par le Parlement du Canada, être pour l'avantage général du Canada ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre de Provinces ;"

Que le résultat direct de ce changement a été d'enlever à la Province de *Québec* son contrôle sur tous les chemins de fer construits dans ses limites, avec l'aide de subsides provinciaux, excepté sur un seul dont elle peut aussi perdre le contrôle d'un jour à l'autre ;

Que ces changements, et d'autres, dont la portée n'a pas encore pu être aussi pratiquement appréciée, neutralisent les précautions adoptées pour assurer l'harmonie entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral ;

Que dans le but d'éviter, à l'avenir, les causes de conflit entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral, il est opportun d'adopter les mesures nécessaires pour obtenir la modification de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, de manière à

rencontrer les vues de toutes les parties, telles qu'elles sont exprimées dans le pacte Fédéral ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—La correspondance avec le Gouvernement au sujet de la perte de 1600 volumes, éprouvée par M. *Pamphile Lemay*, bibliothécaire de la Législature de Québec, lors de l'incendie du Parlement, et de l'indemnité à lui être payée pour cette perte.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Boyer*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état montrant :

1. Le nombre d'actes d'accusations soumis au jury, pendant le dernier terme de la Cour criminelle, dans le district de *Beauharnois* ;

2. Le nombre des prisonniers mis en accusation pendant le dit terme :

3. Le nombre de jours qu'a duré ce terme ;

4. Les offenses pour lesquelles les prisonniers ont été mis en accusation ;

5. Les sommes payées au substitut du Procureur-Général comme rémunération de ses services, pendant le dit terme ;

6. Les sommes payées aux petits jurés pendant le même terme ;

7. Les sommes payées par la Couronne pour pension des petits jurés, pendant le dit terme, et à qui ces sommes ont été payées ;

8. Les sommes payées au grand connétable ou à d'autres, pour signification de *subpoenas* aux témoins assignés pour le dit terme ;

9. Les sommes payées aux dits témoins pour leur taxe.

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *Spencer*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute la correspondance échangée entre le le Gouvernement de cette Province ou aucun de ses membres, et le Gouvernement Fédéral, le Gouvernement d'aucune des Provinces, ou les directeurs de l'exposition forestière qui doit avoir lieu à *Edimbourg*, dans le cours de cette année, au sujet de cette exposition.

Ordonné, Que les dites Adresses soit présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 24 mai 1884 pour copie de toute la correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province ou aucun de ses membres, et le Gouvernement Fédéral, le Gouvernement d'aucune des Provinces, ou les directeurs de l'exposition forestière qui doit avoir lieu à *Edimbourg*, dans le cours de cette année, au sujet de cette exposition. (Documents de la Session, No 100.)

M. *Boyer* propose, secondé par M. *Robidoux*.—Que, par un certain contrat, fait à *Montréal*, sous seing privé, le 7 décembre 1882, entre A. *Charlebois et Cie*, et Jean de *Beaufort*, il a été convenu que A. *Charlebois & Cie*, paieraient une somme de dix mille piastres (\$10,000) au dit Jean de *Beaufort*, si les dits A. *Charlebois & Cie*,

ou *Alexander McMillan*, contracteur, obtenaient le contrat pour la construction du Palais Législatif de cette Province.

Que le dit contrat a été accordé aux dits *A. Charlebois & Cie*, pour la somme de \$185,000.

Qu'en exécution de la dite convention, trois billets ont été faits et signés par les dits *A. Charlebois & Cie*, à leur ordre, portant la date du 7 décembre 1882, comme suit :

1. Un billet de \$3,000 payable à demande ;
2. Un billet de \$2,000 payable à trois mois ;
3. Un billet de \$5,000 payable lors de l'estimation finale des travaux, suivant le contrat.

Que ces faits ont été prouvés dans une certaine cause mise devant la Cour Supérieure à *Montréal*, sous le numéro 1923, entre *Gaspard Mathieu*, demandeur, et *A. Charlebois & Cie*, défendeurs.

Qu'il appert par la preuve faite dans cette cause, que cette somme de \$10,000 devait être partagée également entre le dit *J. de Beaufort* et deux autres personnes.

Qu'il est dans l'intérêt public de connaître exactement toutes les circonstances se rattachant à cette transaction.

Qu'en conséquence, un Comité spécial soit nommé, pour s'enquérir de toutes ces circonstances, avec pouvoir d'entendre témoins, d'envoyer quérir personnes et papiers et de faire rapport le plus tôt possible, et que le dit comité soit composé des Honorables MM. *Lynch*, *Mercier* et *Beaubien*, et de MM. *Gauthier*, *Charlebois*, *Watts* et *Boyer*.

L'honorable M. *Joly* propose comme amendement, secondé par M. *Watts*, — Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la dite motion : " dans le but de constater si les Membres du Gouvernement ou quelques-uns d'entre eux ont, dans cette affaire, faibli dans l'accomplissement de leurs devoirs, comme hommes publics, en agissant par malhonnêteté, ou par simple erreur de jugement, ou s'ils doivent être exonérés de tout blâme quelconque."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—12.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Asselin.</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Saint-Hilaire</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel.—29.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,
Bernard,
Boyer,
Demers,*

*Desaulniers,
Gagnon,
Joly,*

*Lemieux,
Marchand,
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,
Robidoux et
Watts.—13.*

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Desjardins,
Duckett,*

*Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lavallée,
Leduc,*

*Lynch,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poupore,*

*Richard,
Robertson,
Sawyer,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—28.*

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 26 Mai 1884.

M. l'Orateur présente à la Chambre le Second rapport du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le Comité conjoint de la Bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant :

Le Comité désire demander au Gouvernement s'il ne serait pas opportun d'affecter à l'achat de livres, pour refaire la Bibliothèque, ce qui reste des \$32,000 reçues des Compagnies d'assurance, après l'incendie du 19 Avril 1883.

Il recommande de nouveau qu'une partie de l'allocation annuelle, ne dépassant pas 500 dollars, soit, à l'avenir, consacrée à l'achat des ouvrages sur l'Amérique, et spécialement des ouvrages canadiens.

Que la liste des livres que l'on se proposera d'acheter soit soumise aux Orateurs des deux Chambres.

Il croit désirable que la Bibliothèque, après avoir été pourvue d'ouvrages de droit parlementaire, revête, dans sa formation, un caractère général ; mais que l'on ait soin toutefois de n'acquérir, dans les différentes branches des connaissances humaines, que les ouvrages considérés comme classiques et dont les auteurs font autorité.

Le Comité recommande, en outre, que la littérature légère soit exclue de la Bibliothèque.

Il a nommé un sous-comité composé des Honorables MM. *De la Bruère et Marchand*, et de M. *Faucher de Saint-Maurice* pour examiner certaines listes d'ouvrages que l'on offre de vendre à la Bibliothèque, et l'a autorisé à acheter ceux de ces ouvrages qu'il jugera, lui, le sous-comité, nécessaires ou utiles.

Il a réduit son *quorum* à trois membres, à part les deux Orateurs.

Et aussi le Premier rapport du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à réviser les Règles et Règlements permanents pour la régie de cette Chambre, lequel est lu comme suit :

Que le Comité s'est réuni aujourd'hui dans le cabinet d'étude de l'Orateur, et a étudié les suggestions contenues dans le 19^e rapport du Comité des Bills Privés, qui lui avait été référé, par la résolution de la Chambre, du 20 Mai courant.

Qu'après délibération, votre Comité a adopté les résolutions suivantes :

Que l'article 57 des Règles et Règlements de cette Chambre soit amendé en y ajoutant les paragraphes suivants :

2. Les Bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du Statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les Bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le Comité des Bills Privés.

3. Lorsque les Bills Privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces Bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces Bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le Greffier en chef du Bureau des Bills Privés devra les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

4. Cette règle sera publiée dans la *Gazette Officielle*, avec l'avis concernant les Bills Privés.

Votre Comité suggère qu'il serait à propos de faire imprimer tous les amendements et les additions faits depuis la dernière édition, publiée en 1875, des Règles et Règlements de cette Chambre, et cela, dans une forme permettant de les intercaler dans le volume contenant les Règles et Règlements de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Votre Comité suggère de plus, que son *quorum* soit réduit à trois membres.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender les actes concernant les écoles de réforme.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Second rapport du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour autoriser le Barreau de la Province de Québec, à admettre, après examen, *Philéas A. Corriveau*, au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant l'acte 18 *Victoria*, chapitre 61, des statuts de la ci-devant Province du *Canada*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill permettant au "*Congregational College of British North America*" de conférer des degrés en théologie, et amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chapitre 162, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée, samedi dernier, — Que, considérant qu'une Adresse fut votée à Sa Majesté la Reine, le 20 février 1865, par le Conseil Législatif, et le 14 mars 1865 par l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, priant Sa Majesté de faire soumettre au Parlement Impérial "une mesure ayant pour objet l'Union des colonies du *Canada*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick*, de *Terreneuve* et de de l'*Île du Prince-Edouard* sous un même gouvernement," la dite mesure devant être basée sur les résolutions ci-jointes, qui ont été adoptées à une conférence des délégués de ces colonies tenue en la Cité de *Québec*, le 10 octobre 1864.

"Qu'en réponse à cette adresse, le Parlement Impérial a passé un acte connu sous le titre de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867."

"Que, quelque courte que soit l'épreuve à laquelle la nouvelle constitution a été soumise, elle a déjà démontré qu'il existe des germes de désaccord entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral, dont on peut, en grande partie, retracer l'origine aux changements faits par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord aux résolutions sur lesquelles le dit acte devait être basé.

"Que la paragraphe 43 des dites résolutions, donne aux Provinces le contrôle législatif sur les licences, sans restriction aucune dans les termes suivants :

"§ 12. Les licences de boutiques, d'auberges, d'encanteurs, et autres licences," tandis que l'Acte de *Amérique Britannique* du Nord déclare que ce contrôle pourra être exercé par les Législatures Provinciales : "*dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux.*" Sect. 92, § 7.

"Que ce changement radical, fait à l'une des conditions du pacte fédéral, est une des sources de désaccord entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral.

"Que les dites résolutions en désignant les matières qui seront du ressort du Parlement Fédéral, lui assignent, paragraphe 29 :

"§ 11. Tous les travaux qui, bien que situés dans une province, seront spécialement déclarés *dans les actes qui les autoriseront* être d'un avantage général" tandis que l'acte de l'*Amérique Britannique* du Nord va beaucoup plus loin et donne au Parlement Fédéral, section 92, sous-section 10, juridiction sur "Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la Province, seront, *avant ou après leur execution*, déclarés par le Parlement du *Canada*, être pour l'avantage général du *Canada* ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre de Provinces."

"Que le résultat direct de ce changement a été d'enlever à la Province de *Québec* son contrôle sur tous les chemins de fer construits dans ses limites, avec l'aide de subsides provinciaux, excepté sur un seul dont elle peut aussi perdre le contrôle d'un jour à l'autre.

"Que ces changements, et d'autres, dont la portée n'a pas encore pu être aussi pratiquement appréciée, neutralisent les précautions adoptées pour assurer l'harmonie entre le pouvoir Provincial et le pouvoir fédéral.

"Que, dans le but d'éviter, à l'avenir, les causes de conflit entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral, il est opportun d'adopter des mesures nécessaires pour obtenir la modification de l'acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, de manière à rencontrer les vues de toutes les parties, telles qu'elles sont exprimées dans le pacte fédéral."

Et l'amendement étant mis aux voix, — la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Gagnon,*

*Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens et
Watts.—13.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Gauthier,
Lavallée,*

*Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire
Taillon et
Trudel.—34.*

Ainsi, il est résolu négativement.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux chemins à barrières de *Québec*, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chap. 10, concernant les enquêtes des coroners. "

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 38 *Victoria*, chap. 77, intitulé : " Acte pour amender l'acte 27 *Victoria*, chap. 24, intitulé : " Acte pour ériger le Village de *Beauharnois* en ville. "

Bill intitulé : " Acte ratifiant les obligations émises par la Compagnie de filature de *Sainte Anne, Hochelaga*, et autorisant les directeurs de cette compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière. "

Bill intitulé : " Acte incorporant l'Association de prévoyance et de secours mutuels des bouchers de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte réduisant le capital actions de la Compagnie de prêt et d'hypothèque, de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte pour abroger la douzième section du chapitre 22 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant le bon ordre dans et auprès les endroits consacrés au culte public. "

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui,—Que le Bill relatif aux chemins à barrières de *Québec*, soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon propose comme amendement à la motion, secondé par M. Desjardins que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—13.</i>
<i>Gagnon,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel.—37.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Lemieux propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, pour y être amendé en ajoutant les mots suivants :

"4. Les dits commissaires sont autorisés à emprunter vingt mille piastres pour la balance du prix de construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, entre les paroisses de *St-Romuald* et de *St-Nicolas*, et à émettre, pour cette fin, des bons dont le principal et l'intérêt seront payables sur les seuls revenus de ce pont, ainsi que les frais d'entretien et de perception."

"Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil fixera les taux de péage et des comptes séparés seront tenus à cet effet."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, pour y être amendé en ajoutant les mots suivants :

"4. Les dits commissaires sont autorisés à emprunter vingt mille piastres pour la balance du prix de construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, entre les paroisses de *St-Romuald* et de *St-Nicolas*, et à émettre, pour cette fin, des bons dont le principal et l'intérêt seront payables sur les seuls revenus de ce pont, ainsi que les frais d'entretien et de perception."

"Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil fixera les taux de péage et des comptes séparés seront tenus à cet effet."

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Nantel fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure dans le amendement ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour protéger les Compagnies à fonds social, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Owens fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui font des placements.”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la Paroisse de *Saint-Damase*, dans le Comté de *Saint-Hyacinthe*, à la Municipalité de la Paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.”

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans les dits amendements.

M. Poulin propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, Que tous les mots après “ Chambre ” dans la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivant : “ ne concoure pas dans les dits amendements, pour les raisons suivantes :

“ Parce qu'il aurait pour effet de priver de leur franchise électorale, les citoyens de la partie de la municipalité de la paroisse de *Saint Damase*, dans le Comté de *Saint-Hyacinthe*, qu'il s'agit d'inclure dans la municipalité de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*.”

Parceque l'amendement change la nature du Bill, le convertissant en bill privé, de bill public qu'il était, et en enlève le but principal.

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements pour les raisons suivantes :

“ Parce qu'il aurait pour effet de priver de leur franchise électorale, les citoyens de la partie de la municipalité de la paroisse de *Saint Damase* dans le Comté de *Saint Hyacinthe*, qu'il s'agit d'inclure dans la municipalité de la paroisse de *Saint Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*,” ce qui est adopté.

Parceque l'amendement change la nature du Bill, le convertissant en bill privé, de bill public qu'il était, et en enlève le but principal.

Résolu, Qu'un Message soit envoyé au Conseil Législatif, communiquant à Leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements faits par Leurs Honneurs au Bill intitulé : "Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Saint-Damase*, dans le Comté de *Saint-Hyacinthe*, à la municipalité de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement."

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 46 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill pour amender l'article 671 du Code de Procédure Civile, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée, jeudi, le 24 avril dernier,—qu'il soit émis un Ordre de la Chambre, pour toute correspondance et documents relatifs à la composition et publication de la collection des Manuscrits, dont le premier volume a été distribué aux Députés.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée, mercredi le 30 avril dernier,—qu'il soit émis un Ordre de la Chambre pour la correspondance se rapportant aux offres de l'Institution des Sourds-Muets, du *Mile-End*, d'utiliser sa ferme de *Terrebonne*, pour y établir une maison destinée à recevoir les Sourds-Muets de cette Province et leur donner, à la campagne, une éducation morale et intellectuelle, mieux en rapport avec leurs besoins et leur infirmité ; et aussi copie de la correspondance entre le Gouvernement et l'Institution des Sourds-Muets, de *Montréal*, au sujet d'une augmentation de son octroi actuel.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les charges de Shérif, Protonotaire de la Cour Supérieure et Régistrateur en cette Province étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 27 mai 1884.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour étendre l'institution du Notariat à toute la Province étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois,—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue négativement.

Le Bill pour amender la loi concernant la preuve en matière civile est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation.

Le Bill pour amender l'acte 27-28 *Victoria*, chap. 23, concernant la formation des compagnies à fonds social est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour rappeler le chapitre 3 de l'acte 43-44 *Victoria*, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et des débats s'ensuivant ;

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Le Bill pour détacher certaines parties de l'augmentation du township de *Caxton*, de la paroisse de *Saint-Barnabé*, et les annexer à la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*, dans le comté de *Saint-Maurice*, pour toutes fins quelconques,—est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender l'acte de cette Province, 46 *Victoria*, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non-navigables et les lacs de la province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs ; et avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération. Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 27 Mai 1884.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité de Législation, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit Comité,—lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de rapporter le Bill suivant avec amendements :

Bill Acte pour amender les articles 664 et 1084 du Code de Procédure Civile.

Votre Comité a examiné le Bill pour amender les articles 1323 à 1337 inclusivement du Code Civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté, et est d'opinion que le Bill touche à une matière très importante de notre droit civil et recommande à Votre Honorable Chambre d'en ajourner la considération à la prochaine session, afin qu'il en soit fait dans l'intervalle une étude approfondie.

L'Honorable M. Joly, Membre pour le district électoral de *Lotbinière*, se lève de son siège, et fait la déclaration suivante :

Qu'il appert par le témoignage donné, sous serment, par *Louis Adélarde Sénécal*, le 6 Mars 1884, dans une cause devant la Cour Supérieure, district de *Montréal*, sous le No 293, entre *François Côté*, demandeur, et le dit *L. A. Sénécal*, défendeur, que le dit *Louis Adélarde Sénécal* a souscrit une somme d'environ cinq à six cents piastres pour favoriser l'élection du candidat ministériel, *M. Brillon*, dans le Comté de *Verchères*, aux élections générales qui ont eu lieu, le 2 Décembre 1881, pour l'Assemblée Législative de cette Province.

Qu'il a admis, dans le même témoignage, que c'était à peu près la souscription faite par lui pour différents comtés, à l'occasion des dites élections.

Qu'à l'époque des dites élections, le dit *L. A. Sénécal* était surintendant du chemin de fer connu sous le nom de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et qu'à la session de cette Législature suivant immédiatement les dites élections, une loi fut passée à l'effet de sanctionner la vente faite le 4 Mars 1882 de la partie Est du dit chemin de fer à un syndicat dont le dit *L. A. Sénécal* faisait partie.

Qu'en sa qualité de surintendant du dit chemin de fer, le dit *L. A. Sénécal* a reçu et dépensé des sommes considérables appartenant à cette Province, et que le règlement final des comptes de son administration n'a pas encore été fait.

Que le dit *Henri Gustave Joly* croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, qu'en prévision de la législation de 1882, à l'effet de sanctionner la vente du dit chemin de fer, le dit *L. A. Sénécal* a avancé des sommes d'argent considérables pour aider à l'élection des Ministres et de leurs partisans, à l'élection générale de Décembre 1881.

L'Honorable M. Joly propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que l'Honorable *Henri Gustave Joly*, Membre pour le district électoral de *Lotbinière*, ayant déclaré de son siège :

Qu'il appert par le témoignage donné, sous serment, par *Louis Adélarde Sénécal*, le 6 Mars 1884, dans une cause devant la Cour Supérieure, district de *Montréal*, sous le No 293, entre *François Côté*, demandeur, et le dit *L. A. Sénécal*, défendeur, que le dit *L. A. Sénécal* a souscrit une somme d'environ cinq à six cents piastres pour favoriser l'élection du candidat ministériel, *M. Brillon*, dans le Comté de *Verchères*, aux élections générales qui ont eu lieu le deux Décembre 1881, pour l'Assemblée Législative de cette Province.

Qu'il a admis dans le même témoignage, que c'était à peu près la souscription faite par lui, pour différents comtés, à l'occasion des dites élections.

Qu'à l'époque des dites élections, le dit *L. A. Sénécal* était surintendant du chemin de fer connu sous le nom de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et qu'à la session de cette Législature suivant immédiatement les dites élections, une loi fut passée à l'effet de sanctionner la vente faite le 4 Mars 1882, de la partie Est du dit chemin de fer à un syndicat dont le dit *L. A. Sénécal* faisait partie.

Qu'en sa qualité de surintendant du dit chemin de fer, le dit *L. A. Sénécal* a reçu et dépensé des sommes considérables appartenant à cette Province, et que le règlement des comptes de son administration n'a pas encore été fait.

Que le dit *Henri Gustave Joly* croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, qu'en prévision de la législation de 1882, à l'effet de sanctionner la vente du dit chemin de fer, le dit *L. A. Sénécal* a avancé des sommes d'argent considérables pour aider à l'élection des Ministres et de leurs partisans, à l'élection générale de Décembre 1881.

Qu'attendu que cette question de la vente du chemin de fer de la Province et de toutes les circonstances qui s'y rattachent a profondément ému l'opinion publique et que le 19 Mai courant, l'Honorable M. *Taillon*, Procureur-Général de

la Province, en réponse à une question posée par M. Gagnon, député de Kamouraska a fait la réponse suivante :

"Le gouvernement a l'intention de faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'administration et de la vente du dit chemin, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente et la livraison."

Que cette réponse officielle de l'honorable Procureur-Général indique, que l'intention du Gouvernement n'est pas de faire une enquête générale sur tous les faits et circonstances que la Province est intéressée à connaître relativement à l'administration et à la vente du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et notamment sur les faits énoncés dans la déclaration qui précède :

Qu'une enquête restreinte aux "détails administratifs de la construction, de l'administration et de la vente du dit chemin, de même qu'au règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente de la livraison," sera loin de satisfaire l'opinion publique.

Considérant qu'en donnant cette réponse officielle, au nom du Gouvernement, l'Honorable Procureur-Général n'a pas annoncé quand et par quel mode cette enquête sera faite.

Et considérant que cette Chambre doit conserver le contrôle absolu d'une telle enquête, se rapportant à des faits si graves et de nature à effectuer la dignité de cette Chambre et l'honneur de ses membres.

Qu'un comité composé de cinq membres soit nommé, pour s'enquérir de tous les faits relatifs et de toutes les circonstances se rattachant à l'administration du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à la vente du dit chemin et à la législation qui l'a confirmée, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers, de faire rapport de temps à autre et s'il est nécessaire de siéger après la prorogation de la Législature."

L'Honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par M. Stephens, Que la dite motion soit amendée en ajoutant, dans le dernier paragraphe, après les mots : "toutes les circonstances se rattachant," les mots suivants : "à la construction et."

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour annexer le No 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal, à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest," sans amendement.

Aussi, le Conseil a passé le Bill intitulé : "Acte amendement l'Acte 44-45 Victoria, de cette Province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Sainte-Marie, à celui de François Gosselin et pour d'autres fins," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, de cette Province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Sainte-Marie à celui de François Gosselin et pour d'autres fins," lequel est lu comme suit :

La clause 2 est retranchée et remplacée par la suivante :

2. La section du dit acte 44-45 *Victoria*, chapitre 89, devra se lire et être interprétée comme si elle eut été rédigée comme suit :

Aussitôt que le pont sera ouvert à l'usage du public comme dit plus haut, nulle personne, personnes ou compagnies ne pourra ou pourront ériger ou faire ériger un pont ou pratiquer ou se servir d'aucune voie de passage pour le transport des personnes, voitures, animaux, matériaux, marchandises ou effets quelconques à travers la dite rivière, dans les limites de trois milles en amont et de trois milles en aval du dit pont, et toutes contraventions aux présentes dispositions obligeront chaque contrevenant à payer au dit *David Lamontagne* ou ses ayant cause, trois fois la valeur des taux mentionnés en la section précédente pour chaque personne, animal ou voiture qui passera sur tel pont ou voie de passage, et le contrevenant sera en outre passible d'une amende de dix piastres pour chaque contravention, pourvu toutefois que la présente section n'empêchera pas le passage de la dite rivière par des personnes à gué, en canot ou autres embarcations, sans lucre ou gain.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Premier rapport du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les Règles et Règlements pour la régie de cette Chambre.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Asselin*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité sur le Premier rapport du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les Règles et Règlements pour la régie de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en tel comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné les dits amendements et lui a enjoint de les rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Marchand* fait, en conséquence, rapport des dits amendements, lesquels sont lus comme suit :

L'article 57 des Règles et Règlements de cette Chambre est amendé en y ajoutant les paragraphes suivants :

2. Les Bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les Bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leur dépens, avant d'être examinés par le comité des Bills Privés.

3. Lorsque les Bills Privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces Bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces Bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le Greffier en chef du bureau des Bills Privés devra les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

4. Cette règle sera publiée dans la *Gazette Officielle*, avec l'avis concernant les Bills Privés.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant,—que l'Honorable *Henry Gustave Joly*, ayant déclaré de son siège :

Qu'il appert par le témoignage donné sous serment par *Louis Adélaré Sénécal*, le 6 mars 1884, dans une cause devant la Cour Supérieure, district de *Montréal*, sous le No 293, entre *François Côté*, demandeur, et le dit *L. A. Sénécal*, défendeur, que le dit *Louis Adélaré Sénécal* a souscrit une somme d'environ cinq à six cents piastres pour favoriser l'élection du candidat ministériel, *M. Brillon*, dans le comté de *Verchères*, aux élections générales qui ont eu lieu le deux décembre 1881, pour l'Assemblée Législative de cette Province.

" Qu'il a admis, dans le même témoignage, que c'était à peu près la souscription faite par lui pour différents comtés, à l'occasion des dites élections.

" Qu'à l'époque des dites élections, le dit *L. A. Sénécal* était surintendant des chemins de fer connus sous le nom de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et qu'à la session de cette Législature suivant immédiatement les dites élections, une loi fut passée à l'effet de sanctionner la vente, faite le 4 mars 1882, de la partie Est du dit chemin de fer à un syndicat dont le dit *L. A. Sénécal* fait partie.

" Qu'en sa qualité de surintendant du dit chemin de fer, le dit *L. A. Sénécal* a reçu et dépensé des sommes considérables appartenant à cette Province, et que le règlement des comptes de son administration n'a pas encore été fait.

" Que le dit *Henry Gustave Joly* croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes qu'en prévision de la législation de 1882 à l'effet de sanctionner la vente du dit chemin de fer, le dit *L. A. Sénécal* a avancé des sommes d'argent considérables pour aider à l'élection des Ministres et de leurs partisans, à l'élection générale de décembre 1881.

" Qu'attendu que cette question de la vente du Chemin de fer de la Province et de toutes les circonstances qui s'y rattachent a profondément ému l'opinion publique, et que le 19 Mai courant l'Honorable *M. Taillon*, Procureur Général de la Province, en réponse à une question posée par *M. Gagnon*, député de *Kamouraska* a fait la réponse suivante :

" Le Gouvernement a l'intention de faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'administration et de la vente du dit Chemin, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente et la livraison."

" Que cette réponse officielle de l'Honorable Procureur-Général indique que l'intention du Gouvernement n'est pas de faire une enquête générale sur tous les faits et circonstances que la Province est intéressée à connaître relativement à l'administration et à la vente du dit Chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et notamment sur les faits énoncés dans la déclaration qui précède.

" Qu'une enquête restreinte aux "détails administratifs de la construction, de l'administration et de la vente du dit Chemin de même qu'au règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente et la livraison" sera loin de satisfaire l'opinion publique.

" Considérant qu'en donnant cette réponse officielle au nom du Gouvernement, l'Honorable Procureur-Général n'a pas annoncé quand et par quel mode cette enquête sera faite.

" Et considérant que cette Chambre doit conserver le contrôle absolu d'une telle enquête, se rapportant à des faits si graves et de nature à affecter la dignité de cette Chambre et l'honneur de ses membres.

" Qu'un Comité composé de cinq membres soit nommé pour s'enquérir de tous les faits relatifs et de toutes les circonstances se rattachant à l'administration du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à la vente du dit Chemin et à la législation qui l'a confirmée, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et

papiers, de faire rapport de temps à autre et, s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature,—et lequel amendement était, que la dite motion soit amendée en ajoutant, dans le dernier paragraphe, après les mots : "toutes les circonstances se rattachant," les mots suivants : "à la construction et".

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 28 Mai 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin.</i>	<i>Watts.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte.—41.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,
Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,*

*Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,*

*Picard,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—41.*

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'Honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"cette Chambre, avant de se former de nouveau en Comité des Subsidés, déclare :

Que les Actes 37 *Vict.*, chap. 2, 39 *Vict.*, chap. 4 et 41 *Vict.*, chap. 19, de cette Législature, autorisant les emprunts de 1874, 1876 et 1878, imposaient au Trésorier de la Province le devoir impérieux d'établir, pour le rachat des dits emprunts, à leurs échéances, un fonds d'amortissement de un par cent par année, sur le montant de ces emprunts.

Que, lors de la démission du Ministère de Boucherville, il manquait au dit fonds d'amortissement une somme de \$80,954.11 ; aucun placement n'ayant été effectué pour cet objet pendant l'année fiscale, tel qu'exigé par la loi.

Que, durant son administration, le Gouvernement Joly combla cette lacune créée par ses prédécesseurs, tout en effectuant les placements échus jusqu'à l'époque de sa démission.

Que l'administration Chapleau, répétant l'abus plus haut cité, négligea complètement de pourvoir au fonds d'amortissement de l'emprunt de 1878, et ne pourvut à l'amortissement des deux premiers emprunts (1874 et 1876) que dans des proportions tout-à-fait insuffisantes, savoir : en 1880, pour la somme insignifiante de \$1,765.25, et en 1881, pour \$79,956.66.

Qu'en conséquence de ces omissions, les fonds d'amortissement affectés à ces trois emprunts présentaient, lors de la vente du Chemin de fer de la Province, un découvert de \$171,701.20.

Que le Gouvernement Chapleau dissimula ainsi au pays le plein montant de nos déficits annuels et trompa volontairement l'opinion publique sur les résultats ruineux de sa politique financière.

Qu'en vertu de l'Acte 45 *Vict.*, chap. 21, la somme de \$7,600,000, produit de la vente des deux sections du Chemin de fer de la Province, fut affectée pour autant, à parfaire les balances restant alors dues sur les trois susdits emprunts.

Qu'après compensation des deux emprunts de 1876 et 1878, il restait encore sur le prix des dites ventes une balance de \$540,226.67 ; laquelle fut mise par le dit Acte, en compensation d'un montant correspondant de l'emprunt de 1874, et le réduisit en conséquence à la somme de \$3,085,410, tel qu'il est constaté par l'état No 3 des comptes publics de 1883.

Que la somme annuelle de un par cent, affectée par l'Acte 37 Vict., chap. 2, à l'amortissement de cette balance sur l'emprunt de 1874, s'élève à \$30,854.10.

Qu'en violation de la loi, les diverses administrations qui se sont succédées dans cette Province, depuis l'époque de la vente du dit Chemin de fer et l'affectation du produit de cette vente à la réduction du capital des trois susdits emprunts, ont négligé de faire le placement annuel de la dite somme de \$30,854.10, au crédit du fonds d'amortissement affecté au remboursement de la dite balance de l'emprunt de 1874.

Que ces violations flagrantes de la loi, outre qu'elles dissimulent la condition réelle de nos finances, sont de nature à compromettre sérieusement le crédit de la Province et méritent la condamnation de cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Stephens et
Watts.—14.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,
Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,

Charlebois,
Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,

Frégeau,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,

Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—39

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Saint-Vincent de Paul*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolue*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *St-Patrice* pour les orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante et seize piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine, Bon Pasteur*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins de Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue *Bonaventure*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école pour les aveugles, Asile de *Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'Industrie, Institut *Hervey, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Sainte-Brigitte, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent sixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent trente trois piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent dix piastres et soixante et sept centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St Hyacinthe, St Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville St-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1875.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Ste-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St Ferdinand, *St-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, *St-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, la Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 28 Mai 1884.

M. *Archambault*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Vingtième Rapport de ce Comité,—lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec, à admettre, après examen, *François Xavier*

Demers à pratiquer la médecine et la chirurgie dans la Province de *Québec* et à l'honneur de faire rapport, que le promoteur a déclaré qu'il désirait retirer son Bill, Votre Comité recommande en conséquence à Votre Honorable Chambre, qu'il soit permis au Promoteur de retirer le dit Bill, et que le dépôt fait entre les mains du Greffier du Comité des Bills Privés soit remis au dit Promoteur, déduction faite des frais de traduction et d'impression.

Sur motion de *M. Archambault*, secondé par *M. Marion*,

Ordonné, Que le Bill pour autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la Province de *Québec*, à admettre, après examen, *François-Xavier Demers* à pratiquer la médecine et la chirurgie dans la Province de *Québec*, soit retiré, et que l'honoraire de \$100 payé sur le dit Bill, soit remboursé, moins les frais de traduction et d'impression ; conformément à la recommandation du Comité permanent des Bills Privés.

M. Frégeau, secondé par *M. Martel*, fait motion que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété, passé entre les commissaires d'école de la municipalité du village de *Waterloo*, dans le Comté de *Shefford*, et les syndics de la minorité dissidente du même village de *Waterloo*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, —et la question étant mise aux voix ; elle est résolue négativement.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender et refondre les statuts concernant la corporation de la Cité de *Québec* et la Cour du Recorder de la dite Cité, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour refondre et amender les actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Cyrille Hector Andgrave*, alias *Handgrave dit Champagne*, à la profession de procureur et d'avocat, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour annexer le No 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de *Montréal*, à la municipalité de *Notre-Dame de Grâce Ouest*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 1er de Mai courant, pour copie du rapport fait au Département de l'Agriculture, par *M. E. A. Barnard*, sur le fonctionnement et les résultats de sa ferme modèle, à *Varennnes*, et des expériences qu'il a faites, en l'année 1882, afin de connaître les meilleures races de vaches à lait. (Documents de la Session, No 97.)

Sur motion de l'Honorable Procureur-général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Qu'à compter de vendredi prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour ; la première commençant à 10 heures $\frac{1}{2}$, A. M., et finissant à 1 heure P. M. ; la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M. ; la troisième commençant à 7 $\frac{1}{2}$ heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Robidoux propose comme amendement, secondé par M. Boyer, que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais déclare que le 16 Novembre 1881, cinq mille acres de terrain, dits de phosphate, appartenant à la Province de Québec, furent mis à l'enchère publique et adjugés à M. René Charles Marie de Molon, pour le prix de \$24,558 ;

Que, par un Ordre en Conseil portant le numéro 170 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 24 Avril 1880, il avait été arrêté, que le dit de Molon ne paierait que \$3.00 par acre des dits terrains qui lui seraient ainsi adjugés, quelle que fût sa mise à l'enchère ;

Qu'ainsi le dit de Molon devait payer à la Province pour les 5,000 acres de terrain \$9,558, de moins que le prix d'adjudication ;

Que certaines enchères du dit de Molon s'élevèrent jusqu'à \$30.50 de l'acre pour partie de ces terrains ;

Que le prix des terrains dits de phosphate, adjugés le 16 Novembre 1881, à d'autres acquéreurs que le dit de Molon, ne s'élève qu'à la somme de \$6,278.50 ;

Que la Province de Québec a payé pour la publication des avis de la dite vente, dans divers journaux, une somme de \$345.95, tel qu'il appert à la page 94 des comptes publics pour l'année fiscale finissant le 30 Juin, 1882 ;

Qu'une des conditions de la vente des dits terrains mis à l'enchère le 16 Novembre 1881, était qu'un quart du prix de vente serait payé au moment de l'adjudication et que la balance devrait l'être dans les vingt-quatre heures qui suivraient cette vente ;

Qu'une autre considération de la dite vente était que, dans le cas de non paiement de la balance du prix, dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, la vente serait nulle et non avenue et que les montants payés à compte seraient forfaits au profit de la Couronne ;

Que le dit jour, 16 Novembre 1881, l'Honorable Hector Fabre, fondé de pouvoirs de M. de Molon, paya à compte du dit prix de vente, un cinquième du dit prix, à savoir, la somme de \$3,000, au lieu de 25 0/10 tel que convenu, savoir : \$3,750 ;

Que, le 1er Mars 1882, l'Honorable député de Gaspé, alors Commissaires des Terres de la Couronne, déclara nulle cette vente faite à de Molon, et le montant de \$3,000 payé en à compte, forfait au profit de la Couronne ;

Que, le 24 Juin 1882, le Commissaire des Terres de la Couronne fut avisé par le Procureur-Général, que M. de Molon était déchu de tous droits dans les susdits terrains de phosphate qui lui avaient été adjugés le 16 Novembre 1881, et que la somme de \$3,000 payée à compte du prix d'adjudication, était forfaite au profit de la Couronne ;

Que, nonobstant cette forfaiture faite par le Commissaire des Terres de la Couronne, et confirmée par le Procureur-Général, il fut ordonné, par un arrêté en Conseil portant le No 20 et sanctionné le 16 Juin 1883, que cette somme de \$3,000 devait être remise à Louis Adélard Sénécal, sous le prétexte que c'était lui qui avait avancé cette somme à M. de Molon ;

Qu'il est du devoir de cette Chambre de blâmer les Ministres d'avoir donné cet avantage indu et illégal à M. de Molon, en fixant d'avance le prix des terres qui lui seraient adjugées, quelles que fussent les enchères, au détriment des enchérisseurs de bonne foi ; et d'avoir fait remettre à Louis Adélard Sénécal cette somme de \$3,000, déclarée forfaite au profit de la Couronne.”

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

L'Ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour détacher certaines parties de l'augmentation du township de *Caxton*, de la paroisse de *St-Barnabé*, et les annexer à la paroisse de *Ste-Anne d'Yamachiche*, dans le comté de *St-Maurice*, pour toutes fins quelconques.

Sur motion de *M. Desaulniers*, secondé par *M. Caron*,
Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable *M. Lynch* et de MM. *Desjardins*, *Gagnon*, *Robidoux* et *Trudel*; avec instruction de s'assurer si les parties intéressées ont été informées, ou connaissent le projet proposé, et si elles n'ont pas été informées, de faire donner les avis que ce comité spécial jugera suffisants, et que les personnes qui pourront pétitionner contre la passation de ce projet de loi soient entendues personnellement ou par procureur, devant ce comité spécial, lequel fera rapport avec toute la diligence possible.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 38 *Vict.*, chap. 7, intitulé : "Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Charlebois* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides); lequel amendement était : "Que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'il soient remplacés par les suivants :

"cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais déclare que le 16 Novembre 1881, cinq mille acres de terrain, dits de phosphate, appartenant à la Province de *Québec*, furent mis à l'enchère publique et adjugés à *M. René Charles Marie deMolon*, pour le prix de \$24,558 :

"Que, par un ordre en conseil portant le (No 170) et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 24 avril 1880, il avait été arrêté que le dit *deMolon* ne paierait que \$3.00 par acre des dits terrains qui lui seraient ainsi adjugés, quelle que fut sa mise à l'enchère ;

"Qu'ainsi le dit *deMolon* devait payer à la Province, pour les 5,000 acres de terrain \$9,558, de moins que le prix d'adjudication ;

"Que certaines enchères du dit *deMolon* s'élevèrent jusqu'à \$30.50 de l'acre pour partie de ces terrains ;

"Que le prix des terrains dits de phosphate, adjugés le 16 novembre 1881, à d'autres acquéreurs que le dit *deMolon*, ne s'élève qu'à la somme de \$6,278.50 ;

"Que la Province de *Québec* a payé pour la publication des avis de la dite vente dans divers journaux, une somme de \$355.95, tel qu'il appert à la page 94 des comptes publics pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1882 ;

"Qu'une des conditions de la vente des dits terrains mis à l'enchère le 16 Novembre 1881, était qu'un quart du prix de vente serait payé au moment de l'adjudication et que la balance devrait l'être dans les vingt-quatre heures qui suivraient cette vente ;

"Qu'une autre considération de la dite vente était que, dans le cas de non paiement de la balance du prix dans les vingt-quatre heures après l'adjudication, la vente serait nulle et non avenue et que les montants payés à compte seraient forfaits au profit de la Couronne ;

“ Que, le dit jour, 16 Novembre 1881, l'Honorable *Hector Fabre*, fondé de pouvoirs de *M. de Molon*, paya à compte du dit prix de vente, un cinquième du dit prix, à savoir la somme de \$3,000, au lieu de 25%, tel que convenu, savoir : \$3,750 ;

“ Que, le 1er Mars 1882, l'Honorable Député de *Gaspé*, alors Commissaire des Terres de la Couronne, déclara nulle cette vente à *de Molon*, et le montant de \$3,000 payé en à compte forfait au profit de la Couronne ;

“ Que, le 24 Juin 1882, le Commissaire des Terres de la Couronne fut avisé par le Procureur-Général, que *M. de Molon* était déchu de tout droit dans les susdits terrains de phosphate qui lui avaient été adjugés le 16 Novembre 1881, et que la somme de \$3,000 payée à compte du prix d'adjudication, était forfait au profit de la Couronne ;

“ Que, nonobstant cette forfaiture faite par le Commissaire des Terres de la Couronne, et confirmée par le Procureur-Général, il fut ordonné par un arrêté en Conseil, portant le No 20 et sanctionné le 16 Juin 1883, que cette somme de \$3,000 devait être remise à *Louis Adélarde Sénécal*, sous le prétexte que c'était lui qui avait avancé cette somme à *M. de Molon* ;

“ Qu'il est du devoir de cette Chambre de blâmer les Ministres d'avoir donné cet avantage indu et illégal à *M. de Molon*, en fixant d'avance le prix des terres qui lui seraient adjugées, quelles que fussent ses enchères, au détriment des enchérisseurs de bonne foi ; et d'avoir fait remettre à *Louis Adélarde Sénécal* cette somme de \$3,000, déclarée forfait au profit de la Couronne.”

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 29 Mai 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—15.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.
La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Richelieu*, entre *Lacolle* et *St-Thomas*, étant le 2^{me} paiement d'une somme de (\$8,000, payable \$2,000 par année, durant quatre ans) pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Ottawa*, entre *l'Île Calumet* et *Bryson*, étant le premier paiement (revoté) d'une somme de \$4,000, payable \$2,000 par année pendant deux années, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, entre *Saint-Nicolas* et *Saint-Romuald*, étant le 1^{er} paiement (revoté) d'une somme de \$8,000, payable \$2,000 par année durant quatre ans, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction d'un pont à *Louiseville*, étant le second et le dernier paiement d'une somme de \$2,000, payable durant deux ans, \$1,000 par année, aux conditions convenues avec les municipalités de *Louiseville* et de la *Rivière-du-Loup*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$5,000 pour *Spencer-Wood*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection et examen des édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des nouveaux édifices du Parlement, dont la continuation doit être faite au moyen d'un emprunt, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouveau Palais de Justice de *Québec*, payable par un emprunt spécial, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux Palais de justice et aux prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des Palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des Palais de Justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Desjardins informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit Comité, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général Taillon ait la permission de présenter un Bill concernant les Juges des Sessions de la Paix de Québec et de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 29 Mai 1884.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de procédure civile concernant la juridiction des cours de commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

Ordonné, Que M. Paradis ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Victoria, chapitre 32.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Société d'Hygiène de la Province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Association de prévoyance et de secours mutuels des Bouchers de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant *La Maison de l'Immaculée Conception de Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général Taillon ait la permission de présenter un Bill pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, demain.

L'Honorable M. Turcotte, du Comité de Législation, présente à la Chambre le Quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 44-45 *Vict.*, chap. 15, pour prolonger le délai de l'enregistrement des Douaires Coutumiers et des Servitudes y mentionnées."

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. McShane, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais attendu :

	Pour trafic.	Pour construc- tion.
1. Qu'il appert par les comptes publics pour l'année fiscale 1882-83, que le Gouvernement a dépensé sur le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, dans le cours de cette année fiscale, les sommes suivantes, savoir.....	\$90,621 90	\$582,900 16
2. Qu'il a été voté dans le budget pour l'année fiscale courante.....		464,625 59
3. Que, par le budget supplémentaire, maintenant sous la considération de cette Chambre, pour l'année courante, le Gouvernement demande pour le même chemin.....	6,700 00	176,879 51
4. Que, par le budget pour l'année fiscale prochaine 1884-85, le Gouvernement demande encore pour le même chemin.....	30,000 00	239,475 50
Formant.....	\$127,321 90	\$1,463,880 76
Et pour grand total.....		127,321 90
		\$1,591,202 66

Attendu, qu'en déduisant du prix de vente du dit Chemin de fer..... \$7,600,000 00
Le montant ci-dessus de..... 1,591,202 66

La Province ne recevra réellement que..... \$6,008,797 34

Cette Chambre regrette que les promesses faites par le Gouvernement, à l'époque de la vente du dit chemin ne soient pas remplies et que la Province continue à payer des montants aussi considérables, en rapport avec un chemin de fer qui n'est plus sa propriété depuis le 4 Mars 1882.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Leeds* et des *Cantons de l'Est*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour détacher une certaine partie du Canton de *Tingwick*, Comté d'*Arthabaska*, et l'annexer à la Municipalité du Canton de *Chester-Ouest* pour les fins municipales et scolaires."

Bill intitulé : "Acte amendant de nouveau le Statut de cette Province 43-44 *Victoria*, chap. 59, intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer Union *Jacques-Cartier*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Leeds* et des *Cantons de l'Est*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, lignes 3 et 4, retrancher le mot "*Stanfold*" et insérer à la place le mot "*Arthabaska*."

Dans la 4ème ligne de la même clause, après le mot "convenable" ajouter les mots "elle pourra aussi prolonger sa ligne jusqu'au Fleuve *St-Laurent*, à *St-Pierre les Becquets* ou tout autre point dans le voisinage qui sera jugé le plus convenable."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 1er Mai 1884, pour copie du rapport de *H. Hurteau*, écrivain, ci-devant surintendant des travaux de colonisation, sur le chemin de colonisation s'étendant de *Matane*, dans le Comté de *Rimouski*, à *Cap Chatte*, dans le Comté de *Gaspé*; et aussi copie du rapport fait par le dit *H. Hurteau* sur les comtés par lui explorés, pendant les derniers douze mois. (Documents de la Session, No 101.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 27-28 *Victoria*, chapitre 23, concernant la formation des compagnies à fonds social; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération, à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés); et lequel amendement était : "Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais attendu :

	Pour trafic.	Pour construction.
1. Qu'il appert par les comptes publics pour l'année fiscale 1882-83 que le Gouvernement a dépensé sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dans le cours de cette année fiscale les sommes suivantes, savoir.....	\$90,621 90	\$582,900 16
2. Qu'il a voté dans le budget pour l'année fiscale courante.....		464,625 59
3. Que, par le budget supplémentaire, maintenant sous la considération de cette Chambre, pour l'année courante, le Gouvernement demande pour le même chemin.....	6,700 00	176,879 51
4. Que, par le budget pour l'année fiscale prochaine 1884-85, le Gouvernement demande encore pour le même chemin.....	\$ 30,000 00	\$239,475 50
Formant.....	\$127,321 90	\$1,463,880 76
Et pour grand total.....		127,321 90
		\$1,391,202 66

Attendu qu'en déduisant du prix de vente du dit chemin de fer.....	\$7,600,000 00
Le montant ci-dessus de.....	1,591,202 66

La Province ne recevra réellement que.....	\$6,008,797 34
--	----------------

“ Cette Chambre regrette que les promesses faites par le Gouvernement à l'époque de la vente du dit chemin ne soient pas remplies et que la Province continue à payer des montants aussi considérables, en rapport avec un chemin de fer qui n'est plus sa propriété, depuis le 4 Mars 1882.”

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 30 Mai 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel.—39.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'ingénieur des mines, (comprenant l'exploration et l'inspection des mines), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en *France*, traitement et allocation pour loyer de son bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais de voyage et dépenses contingentes du Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à la première séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 30 Mai 1884.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—le Huitième rapport annuel de l'Union *St-Joseph de Notre-Dame de Beaufort*, pour l'année finissant le 1er Mai 1884. (Documents de la Session, No 25.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. Boyer propose comme amendement, secondé par M. Robidoux, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais déclare que le vingt huit mars mil huit cent quatre-vingt-trois, cette Chambre adopta des résolutions, à l'effet d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à conclure un contrat pour le soin des aliénés et des idiots avec toute corporation, personne ou personnes, qui lui paraîtraient qualifiées dans ce but, pour remplacer le contrat qui expirait le premier mai 1883 ;

Que ce dernier contrat fixait à six cent cinquante le *minimum* des internés pour lesquels le Gouvernement était obligé de payer aux propriétaires de l'Asile.

Que, lors de la discussion de ces résolutions, le Premier Ministre d'alors (l'Honorable M. Mousseau) déclara formellement que le *minimum* du nombre des patients resterait à six cent cinquante ;

Que, dans le nouveau contrat passé à Québec, le 14 avril 1883, à la suite de ces résolutions, le *minimum* du nombre des patients a été fixé à huit cent cinquante (850), malgré cet engagement du Premier Ministre ;

Que les religieuses de la Providence, propriétaires de l'Asile *St-Jean-de-Dieu*, ont soin des aliénés, pour le prix de \$100.00 et que le prix de \$132.00 payé en vertu du contrat du 14 avril 1883, est trop élevé, et que cette différence du prix est injuste et n'est pas justifiée dans les circonstances ;

Que le Gouvernement a manqué l'occasion de faire une économie considérable en ne laissant pas le *minimum* à 650 et en ne confiant pas le surplus aux religieuses de la Providence ;

Que la fixation de ce *minimum* à 850 est d'autant plus onéreux à la Province que le nouveau contrat stipule, qu'aucun des malades, une fois admis au dit Asile de *Beauport*, ne pourra être transféré à une autre institution du même genre, sans le consentement des propriétaires du dit Asile ;

Que cette stipulation n'était nullement autorisée par les susdites résolutions et prive le Gouvernement de l'avantage de choisir, pour les aliénés au-dessous du nombre de 850, l'Asile où le coût est le moins élevé ;

Que cette Chambre croit de son devoir dans ces circonstances, de blâmer les Ministres qui sont responsables de la passation de ce contrat du 14 avril 1883, en vertu duquel les intérêts publics ont été sacrifiés "

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures, P. M.

M. Trudel, du comité spécial nommé sur le Bill pour détacher certaines parties de l'augmentation du Township de *Caxton* de la paroisse de *Saint-Barnabé*, et les annexer à la paroisse de *Ste-Anne d'Yamachiche*, dans le comté de *St-Maurice*, pour toutes fins quelconques, présente à la Chambre le rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de rapporter ce Bill sans amendement.

Votre Comité est d'opinion, d'après la preuve produite devant lui, que les parties intéressées dont il est question dans le dit Bill, ont été informées et connaissent le dit projet de loi et y donnent leur consentement.

La Chambre reprend les Débats sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides) ; lequel amendement était, que tous les mots après " Que " : jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" cette Chambre est prête à voter les Subsides à Sa Majesté, mais déclare :

" Que, le 28 Mars 1883, cette Chambre adopta des résolutions à l'effet d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil à conclure un contrat pour le soin des

aliénés et des idiots, avec toute corporation, toute personne ou personnes, qui lui paraîtraient qualifiées dans ce but pour remplacer le contrat qui expirait le premier mai 1883 ;

“ Que, ce dernier contrat fixait à six cent cinquante le *minimum* des internés pour lesquels le Gouvernement était obligé de payer aux propriétaires de l'asile ;

“ Que, lors de la discussion de ces résolutions, le Premier Ministre d'alors (l'Honorable M. Mousseau) déclara formellement, que le *minimum* du nombre de patients resterait à six cent cinquante ;

“ Que, dans le nouveau contrat passé à Québec, le 14 avril 1883, à la suite de ces résolutions, le *minimum* du nombre des patients a été fixé à huit cent cinquante (850) malgré cet engagement du Premier-Ministre ;

“ Que, les religieuses de la Providence, propriétaire de l'asile de *St-Jean de Dieu*, ont soin des aliénés pour le prix de \$100.00 et que le prix de \$132.00 payé, en vertu du contrat du 14 avril 1883, est trop élevé et que cette différence du prix est injuste et n'est pas justifiée dans les circonstances ;

“ Que le Gouvernement a manqué l'occasion de faire une économie considérable en ne laissant pas le *minimum* à 650 et en ne confiant pas le surplus aux religieuses de la Providence ;

“ Que la fixation de ce *minimum* à 850 est d'autant plus onéreux à la Province, que le nouveau contrat stipule, qu'aucun des malades, une fois admis au dit asile de *Beauport*, ne pourra être transféré à une autre institution du même genre, sans le consentement des propriétaires du dit asile ;

“ Que cette stipulation n'était nullement autorisée par les susdites résolutions et prive le Gouvernement de l'avantage de choisir, pour les aliénés au-dessous du nombre de 850, l'asile où le coût est le moins élevé ;

“ Que cette Chambre croit de son devoir, dans ces circonstances de blâmer les Ministres qui sont responsables de la passation de ce contrat du 14 avril 1883, en vertu duquel les intérêts publics ont été sacrifiés.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Demers,
Gagnon,
Joly,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Robidoux et
Stephens.—11.

CONTRE :

Messieurs.

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Casavant,
Charlebois,
Desautniers,
Deschênes,

Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,

Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—32.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et six mille huit cent huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un compte ouvert des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc., y compris les commissions, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de règlement de comptes non payés, à même l'emprunt, pour la construction du chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.* et dont \$15,000 doivent être votées de nouveau, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent soixante et quinze piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance due sur terrains et propriétés du chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*, (payable par un emprunt), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux réclamations en suspens, pour le chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.* pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

L'honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 17 mai 1884, pour un état de toutes les sommes reçues par le Département du Trésor, en paiement des montants dus au Fonds d'Emprunt Municipal, conformément au chapitre 13 de la 43-44 *Victoria*, 1880. (Documents de la Session, No 102.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud*," sans amendement.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 23 *Victoria*, chapitre 75, et les divers autres actes amendant cet acte et contenant des dispositions relatives à la Corporation de la Ville de Sorel," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 23 *Victoria*, chapitre 75 et les divers autres actes amendant le dit acte et contenant des dispositions relatives à la Corporation de la Ville de *Sorel*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, ligne 8, retrancher le mot "en" et le remplacer par les mots "ou à l'."

Clause 4, ligne 9, effacer le mot "derniers" et le remplacer par le mot "deniers."

La clause 7 est retranchée et les numéros des clauses suivantes sont changés en conséquence.

Clause 11, ligne 2, effacer les mots "huit pour cent par an d'intérêt" et insérer à leur place le mot "l'intérêt."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il a adopté une Adresse de bienvenue à Son Excellence le Gouverneur-Général à laquelle il demande le concours de l'Assemblée Législative.

A Son Excellence *Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice*, Marquis de *Lansdowne*, Gouverneur-Général du *Canada*, Etc., Etc., Etc.

EXCELLENCE,

Les Membres du Conseil Législatif de la Province de *Québec*, réunis en session, saisissent avec empressement l'occasion de la présence dans la Capitale de cette Province, du plus haut représentant de Sa Majesté en ce pays, pour lui offrir l'hommage de leurs sentiments de loyauté, de dévouement et de respect.

Les habitants de la Province de *Québec* tiennent à honneur de conserver leurs traditions séculaires et ils se font gloire de payer à l'autorité et au talent le tribut de leur fidélité et de leur admiration.

Notre allégeance envers la Couronne d'*Angleterre* nous est rendue particulièrement agréable et facile, par l'heureux choix que Sa Majesté veut bien faire d'hommes distingués comme Votre Excellence et comme ses prédécesseurs immédiats, le Marquis de *Lorne* et le Comte de *Dufferin*, pour les placer à la tête du Gouvernement du *Canada*.

Les applaudissements qui ont couvert les premières paroles qu'ait prononcées Votre Excellence, à *Québec* même, en arrivant dans ce pays, vous ont révélé les sentiments de notre population. Notre capitale provinciale, où vécurent tant de personnages dont les noms brillent dans l'histoire ; la ville qu'habitèrent les *Montmagny*, les *Frontenac*, les *Montcalm*, les *Prevost* et les *Elgin*, a été heureuse de

saluer en votre personne, non seulement le digne représentant de Sa Majesté la Reine, mais encore le descendant d'une famille qui, depuis le douzième siècle, s'est distinguée, au service de la Patrie, et dont la belle devise : *Virtute non verbis*, n'empêche pas ses membres de se distinguer par l'éloquence, comme il a été donné aux habitants de ce pays de le constater.

Vous ne trouverez peut-être rien ici, Excellence, qui puisse vous rappeler *Bowood Park, Calne, Dereen ou Kenmare* ; mais, en *Canada* comme dans le *Royaume Uni*, à *Québec* comme à *Wills* ou à *Londres*, vous trouverez toujours la plus respectueuse et la plus cordiale sympathie.

Les Canadiens sont issus des races du Nord de l'*Europe* et de la race latine, et vous voyez, Excellence, les enfants de ces branches de la grande famille humaine vivre ici dans une parfaite harmonie, à l'ombre du drapeau aimé de la *Grande-Bretagne*. Ce spectacle a fait l'admiration de plus d'un homme d'Etat, et plus vous connaîtrez notre Province, plus vous serez convaincu de la sincérité des sentiments de loyauté de ses habitants, de leur fidélité envers notre Auguste Souveraine et l'attachement qu'ils portent à la forme monarchique, constitutionnelle et fédérative du Gouvernement qui les régit.

Veuillez nous permettre de vous prier, Excellence, d'offrir à Lady *Lansdowne* l'hommage de notre profond respect, et agréer, pour vous-même et pour votre famille, nos sincères vœux de bonheur.

Ordonné, Que la dite Adresse soit maintenant prise en considération.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans l'Adresse de l'Honorable Conseil Législatif à Son Excellence le Gouverneur-Général, pour lui souhaiter la bienvenue à son arrivée ; que le blanc en icelle soit rempli avec les mots "et l'Assemblée Législative" et que la dite Adresse soit signée par M. l'Orateur, de la part de cette Chambre.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté l'Adresse de bienvenue à Son Excellence le Gouverneur-Général en remplissant le blanc avec les mots "et l'Assemblée Législative."

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* porte le dit Message au Conseil Législatif.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre au Bill pour amender l'acte 27-28 *Victoria*, chapitre 23, concernant la formation des compagnies à Fonds Social, et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte 27-28 *Victoria*, chapitre 23, relativement à l'incorporation des compagnies à fonds social."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les articles 664 et 1084 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau à la première séance de la Chambre, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill suivant intitulé : " Acte pour amender les actes concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative que l'Honorable Orateur et ceux des Membres du Conseil Législatif qui sont Membres du Conseil Exécutif ont été chargés de la part du Conseil Législatif de présenter à Son Excellence le Gouverneur-Général l'Adresse conjointe des deux Chambres, lui souhaitant la bienvenue à son arrivée.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte de cette Province, 46 *Victoria*, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau, non navigables et les lacs de la Province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs."

Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte de cette Province 45 *Victoria*, chapitre 51, intitulé ; " Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu."

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que l'Honorable Orateur et ceux des Membres de l'Assemblée Législative qui sont Membres de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province se rendront auprès de Son Excellence le Gouverneur-Général de la part de cette Chambre pour lui présenter l'adresse conjointe des deux Chambres, lui souhaitant la bienvenue à son arrivée.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte de cette Province 45 *Victoria*, chapitre 51, intitulé ; Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu," lequel est lu comme suit :

Clause 8, ligne 4, effacer le chiffre " 5 " et le remplacer par le chiffre " 4."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant l'acte de cette Province, 46 *Victoria*, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables, et les lacs de la Province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs," lesquels sont lus comme suit :

La clause 9 est retranchée ;

La clause 10 devient la clause 9, et la clause 11 devient la clause 10.

Ce qui suit formera la clause 11 :

11. Ce bill, à l'exception de la première clause, deviendra en force le jour de sa sanction, et la première section ne sera et ne deviendra en force que le ou après le premier de septembre prochain.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

Et la question étant proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, — Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais doit exprimer sa désapprobation de la négligence complète dont le Gouvernement s'est rendu coupable en laissant passer plus de deux mois de cette session sans lui soumettre le rapport final de la Commission du Service Civil qui a été nommée, il y a plus d'un an et qui a fait encourir à la Province une dépense inutile et considérable, sans produire aucun résultat pratique. "

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 31 mai 1884.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Faucher de Saint-
Maurice,*

*Gagnon,
Joly,
Marchand,*

*McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Shehyn et
Stephens.—13.*

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Charlebois,
Désaulniers,*

*Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,*

*Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Poulin,
Poupore,*

*Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—35.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'Aliénés de *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu* et *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la transcription, impression et publication des Archives Canadiennes, pour payer les dépenses déjà encourues, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, à la première séance de la Chambre, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, *Nemine contradicente*, Que cette Chambre s'ajourne maintenant et qu'elle demeure ajournée jusqu'à une heure P. M., aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Samedi, 31 Mai 1884.

Une heure et demie P. M.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Sainte-Emmélie de l'Energie* et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la société Union Saint Joseph des Artisans de *Sherbrooke*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

INTERPELLATION ET RÉPONSE.

Par M. *Saint-Hilaire*.—L'honorable Député de *Kamouraska* a-t-il l'intention de proposer à cette Chambre les résolutions dont il a donné avis de motion, le 15 avril dernier, et qui se trouvent depuis ce temps sur les Ordres du Jour, au sujet du chemin de fer de *Québec* et de *Saint-Jean*? Et quand veut-il faire cette proposition?

Réponse de M. Gagnon.—La question est sous considération.

M. Lemieux propose, secondé par M. Rinfret dit Malouin, Que la charge de surintendant général des travaux de colonisation dont les frais sont pris sur les octrois en faveur des chemins de colonisation, soit abolie ;

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. Faucher de St-Maurice, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants "cette Chambre, ayant pleine confiance que le Gouvernement règlera cette matière pour le plus grand avantage de la colonisation, demande qu'on passe aux ordres du jour."

L'Honorable M. Beaubien propose comme sous amendement, secondé par M. Bergevin, que les mots suivants soient ajoutés dans l'amendement, après le mot "Colonisation," "avant le commencement de la prochaine année fiscale."

Et objection étant faite par M. Gagnon que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que, lorsqu'un amendement est proposé pour rayer tous les mots dans la motion principale, il faut que la Chambre dispose de cet amendement avant de décider sur le sous-amendement à l'amendement.

M. l'Orateur décide comme suit :

L'objection soulevée, c'est que lorsqu'un amendement propose de retrancher de la motion principale tous les mots qui suivent le premier mot, "Que," et de les remplacer par d'autres, on ne peut pas proposer de sous-amendement.

La règle de procédure, c'est que les mots proposés en amendement soient eux aussi susceptibles d'être amendés et que, lorsque l'on procède à modifier un amendement, cet amendement doit être traité de la même manière que si c'était une motion primitive à laquelle il aurait été proposé un amendement. La motion primitive est temporairement mise de côté et l'amendement devient une question distincte, dont il faut s'occuper tant qu'on n'a pas décidé de sa phraséologie. (Palgrave's *Hand Book*, édition de 1883, page 61.)

Les règles de procédure suivies au Canada ne font aucune distinction à ce sujet, soit que l'amendement propose de retrancher tous les mots, soit qu'il propose de retrancher seulement quelques-uns des mots de la motion primitive, et pour cette raison je suis d'avis que l'objection n'est pas bien fondée.

L'amendement dont la Chambre est saisie est une motion qui demande de passer aux ordres du jour. Une pareille motion participe de la nature d'une question préalable. Si elle est adoptée, la Chambre doit passer immédiatement aux ordres du jour, et de cette façon on passe par dessus la question primitive. De même qu'on ne peut faire aucun amendement à une motion posant la question préalable, de même on ne peut en faire non plus à une motion demandant de passer aux ordres du jour. (May, Ed. de 1883, page 303 ; Bourinot, page 335 ; *Cushing's Manual*, No 143)

Cette proposition est appuyée par une décision de l'Orateur Cockburn, qui se trouve à la page 300 des Journaux de la Chambre des Communes du Canada pour 1873, ainsi que par une décision de l'Orateur Smith, rapportée à la page 26 du livre de Laperrière.

Je considère que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre et je le déclare inadmissible.

Et objection étant de plus faite, par M. Gagnon, 1. Que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il n'y a dans cet amendement qu'une demande de procéder avec l'ordre du jour ; que la motion en amendement n'est pas affirmative, mais supplicative.

2. Que l'on ne peut passer d'un ordre du jour à un autre ordre du jour ; parce qu'il n'est pas indiqué, par cet amendement, à quel ordre du jour la Chambre doit passer.

M. l'Orateur décide comme suit :

La question d'ordre qui est soulevée se divise de soi en deux points. Le premier c'est que l'amendement est irrégulier, parce qu'il ne propose pas "que la Chambre passe aux ordres du jour, mais qu'il est conçu dans ces termes : "demande qu'on passe aux ordres du jour," c'est-à-dire qu'il est conçu en des termes supplicatoires, et non pas en termes impératifs. L'autre point, c'est que l'article qui fait le sujet de la délibération est un ordre du jour, et que la Chambre s'occupant présentement des ordres du jour, il est inadmissible qu'elle puisse proposer de passer à ces mêmes ordres du jour.

Le premier point soulevé n'est qu'une critique de la phraséologie de la motion et se réduit à une question d'interprétation.

Toutes les décisions de la Chambre doivent être interprétées dans un sens qui leur donne un effet quelconque, plutôt que dans un sens qui ne leur donnerait aucun effet. Or, si la Chambre décidait qu'elle demande de passer aux ordres du jour, cette décision n'aurait d'effet qu'en autant qu'elle serait interprétée comme une injonction. Dans ce cas il faudrait rechercher l'intention de la Chambre, par une interprétation raisonnable plutôt que dans le sens littéral des mots, et cette intention serait évidemment de passer par dessus la motion sur laquelle la Chambre délibère et de passer de suite aux ordres du jour.

Ce premier point n'est donc pas fondé, passons à l'autre. Pour expédier la besogne d'une manière convenable et régulière, il faut qu'il y ait un ordre établi ou un certain arrangement des matières devant être soumises à la Chambre. Dans ce but, on prépare un *agenda* que l'on appelle ordinairement, mais inexactement, "feuilleton des ordres du jour." Ce feuilleton avertit les Députés des affaires qui doivent venir devant la Chambre et comme cet *agenda* empêche le Président et les Membres de la Chambre d'appeler, en dehors de l'ordre qui leur est assigné, des mesures qui les intéressent spécialement, il constitue une protection pour la minorité.

La besogne générale ou ordinaire de la Chambre est classifiée sous les titres suivants : 1. Affaires de routine ; 2. Interpellations ; 3. Motions dont il a été donné avis ; 4. Ordres du Jour. Ces derniers se divisent en ordres du Gouvernement, ordres et bills publics, puis bills privés.

Les affaires de routine comprennent la présentation et la réception des pétitions, la présentation des rapports des comités et les motions qui, régulièrement et strictement parlant, devraient être des motions de procédure ou des motions qui ne peuvent soulever aucune opposition.

La partie du feuilleton renfermant les articles des interpellations et des avis de motions est techniquement désignée par les mots "feuilleton des avis de motions," et la partie renfermant les ordres du jour est appelée le "feuilleton des ordres."

La question qui se présente maintenant, c'est de savoir qu'est-ce que c'est qu'un ordre du jour. Je trouve dans *May*, page 274, édition de 1883, qu'un ordre du jour est "une affaire sur laquelle la Chambre a déjà décidé de délibérer à un jour fixé." Et dans le manuel de *Cushing*, au numéro 142, je trouve ce qui suit : "Quand un ordre de l'assemblée assigne un jour en particulier pour délibérer d'une affaire, cette affaire s'appelle l'ordre du jour pour le jour qui lui est assigné et si, dans le cours des choses, il y a plusieurs affaires auxquelles le même jour est assigné, on appelle ces affaires les ordres du jour."

Les motions dont il a été donné avis et qui sont inscrites au feuilleton des avis ou des motions, dans l'ordre de présentation des avis, sont appelées motions originales, pour les distinguer des questions qui découlent d'un ordre du jour.

Quand une motion inscrite sur le feuilleton des avis de motion a été soumise par l'Orateur et que les délibérations sur cette motion sont ajournées, elle devient un ordre du jour puis est inscrite sur le feuilleton des ordres pour être ultérieurement prise en considération. "Il est clair, dit le Dr *Smith* dans son manuel des Règles de procédure parlementaire, page 21, que la motion demandant que les ordres du jour soient lus ne s'applique qu'au cas où la Chambre est occupée à

“ d'autres affaires et n'a pas encore commencé à délibérer sur les ordres du jour. En effet, si elle était occupée à délibérer sur les ordres du jour au moment où cette motion est faite, elle serait déjà occupée à la chose même que la motion l'obligerait de faire, si elle était adoptée ; et si elle avait fini de délibérer sur les ordres du jour, une motion qui l'obligerait à revenir sur ce qu'elle aurait fini de faire serait clairement inadmissible.”

Mais en appliquant les règles que je viens d'indiquer, il est évident que l'article sur lequel nous délibérons actuellement n'est pas un ordre du jour. Il n'est pas compris dans la partie du feuillet qui constitue et qui est appelée “ feuillet des ordres,” et par conséquent la Chambre peut, de cette phase des affaires du jour, passer aux ordres du jour.

En consultant l'ouvrage de *Bourinot, Parliamentary Procedure*, page 335, je trouve que “ si la Chambre est à délibérer sur une question inscrite au feuillet des motions, un membre peut proposer que l'ordre du jour soit lu.” Or c'est précisément le cas dont la Chambre est saisie.

Je considère que le deuxième point n'est pas bien fondé et je l'écarte.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Asselin,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Desaulniers,
Dorais,*

*Duckett,
Dumoulin,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lavallée,*

*Leduc,
Lynch,
Leduc,
Lynch,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,*

*Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—35.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Demers,
Gagnon,*

*Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux et
Shehyn.—9.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Que cette Chambre ayant pleine confiance que le Gouvernement règlera cette matière pour le plus grand avantage de la Colonisation, demande qu'on passe aux Ordres du Jour ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 7, intitulé : “ Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec ; ” et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les articles 639 et 640 du Code Municipal ; et après avoir

ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération. Les amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le Code Municipal de la Province de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les articles 664 et 1084 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'Acte 44-45 Victoria, chapitre 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Nantel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Nantel fait, en conséquence, rapport du Bill et les amendements sont lus comme suit :

Dans la 1re clause, 1re ligne, au lieu du mot " qui " mettez " qu'." Dans la 2me ligne, les mots " de nouveau " sont retranchés.

Dans la 3me ligne les mots " que le " sont retranchés et remplacés par les mots suivants : " à ce qu'un nouveau."

Dans la 1re ligne, le mot " prolongé " est retranché et remplacé par le mot " accordé."

Dans la 8me ligne, le mot " mai " est retranché et remplacé par le mot " janvier."

Dans la même ligne, le mot cinq est retranché mais il doit rester.

La clause 2 est retranchée et remplacée par la suivante :

" 2. Passé ce délai, tels douaires coutumiers et servitudes non enregistrés seront nuls et éteints à toutes fins quelconques à l'égard des acquéreurs et et créanciers hypothécaires."

Une 3me clause est ajoutée et se lit comme suit :

" 3. Cet article n'affectera pas les droits acquis en vertu du dit acte 44-45 Vict., chap. 16, par les tiers-acquéreurs, et les créanciers à l'encontre des dits douaires et servitudes."

Une 4me clause est ajoutée et se lit comme suit :

" 4. Cet acte viendra en force le jour de sa sanction."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill avec des amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec des amendements, auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour détacher certaines parties de l'augmentation du Township de *Caxton*,

de la Paroisse de *Saint-Barnabé*, et les annexer à la Paroisse de *Ste-Anne d'Ymachi*, dans le Comté de *St-Maurice*, pour toutes fins quelconques ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de Notaire ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 17, de la 41e *Victoria*, intitulé : " Acte pour amender l'Acte concernant les Cours des Commissaires pour la décision des petites causes " ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois,—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première séance, lundi prochain.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du *Canada*, 24 *Victoria*, chapitre 32, concernant les assurances mutuelles de Paroisse étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en tel comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant Province du *Canada*, 24 *Vict.*, chapitre 32, concernant les assurances mutuelles. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à dix heures et demie
A. M.

Lundi, 2 Juin 1884.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu copies du jugement final et du rapport de la Cour relatifs à l'élection pour le district électoral de *Vaudreuil* ; Lesquels sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre, et ils sont comme suit :

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Montréal, 31 Mai 1884.

L'Honorable J. S. C. Wurtelle,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, avec la présente, copies du jugement final et du rapport de la Cour, *in re* élection contestée de *Vaudreuil, E. Lalonde*, pétitionnaire, *vs. F. X. Archambault*, défendeur.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

HUBERT, HONEY ET GENDRON,

P. C. S.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec. }

COUR SUPÉRIEURE,
(Siégeant en révision.)

EMERY LALONDE.

vs

FRANÇOIS-XAVIER ARCHAMBAULT.

Nous, juges soussignés, constituant la Cour siégeant en révision, pour décider le mérite de la contestation de l'élection du Défendeur, pour le district électoral de *Vaudreuil*, en octobre 1882, avons l'honneur de transmettre à l'Orateur de l'Assemblée Législative de *Québec*, la décision rendue par la Cour, ce trente mai 1884.

Nous constatons en même temps, qu'il a été prouvé que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, mais sans le consentement et hors la connaissance du Défendeur, par *François de Sales Octave Turcotte*, l'agent d'élection nommé par le Défendeur, en payant à *Louis Campeau*, à même les argents remis entre les mains du dit *Turcotte* pour les dépenses de l'élection, sur compte présenté par *Campeau* pour avoir engagé des voitures et chevaux pour transporter les voteurs au bureau de votation de la Paroisse de *St-Lazare*, dans une élection précédente pour le même district, et dans laquelle le Défendeur était Candidat, et en engageant le même *Campeau* pour organiser la votation dans la Paroisse de *St-Lazare*, lors de l'élection dont il s'agit, et en disant au dit *Campeau* qui lui demandait ce qu'il devait faire : " Vous savez que vous ne devez pas faire de corruption, vous savez que c'est une élection ; faites en sorte toujours d'assurer le succès de l'élection."

Il est constaté, par le témoignage de ce *Campeau*, que les électeurs demandaient de l'argent pour leur journée, qu'ils voulaient tous être charretiers, qu'ils ne voulaient pas venir voter sans être charretiers, qu'ils ont demandé s'ils pouvaient être charretiers, et qu'il a répondu que ça irait bien, qu'ils n'auraient pas de chagrin, qu'ils mettraient leurs noms sur une liste; que *Campeau* a fourni une liste des charretiers au dit *Turcotte*, l'agent général du Défendeur, et que ce compte est de soixante et douze piastres.

Il est de plus constaté que *Turcotte* a payé à plusieurs personnes des sommes d'argent pour les engager à travailler comme cabaleurs.

Daté à *Montréal*, le trente mai mil huit cent quatre-vingt-quatre.

L. V. SICOTTE, J. C. S.
F. W. TORRANCE, J.
ERNEST CIMON, J. C. S.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de *Montréal*. }

COUR SUPÉRIEURE,
(En Révision.)

L'Acte des Elections contestées de Québec, 1875.

Le trentième jour de Mai mil huit cent quatre-vingt quatre.

PRÉSENTS :

L'Honorable M. le Juge *Sicotte*,
" " *Torrance*,
" " *Cimon*.

In re

Election d'un Membre de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, pour le District Electoral de *Vaudreuil*.

Emery Lalonde, Ecuier, Médecin du Village de *Rigaud*, dans le Comté de *Vaudreuil*, District de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

et

François-Xavier Archambault, Ecuier, Avocat des Cité et District de *Montréal*,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties sur les motions faites par le Défendeur pour rejeter du dossier les dépositions des témoins entendus de la part du Pétitionnaire, et celle faite pour s'incrimer en faux contre les dépositions des témoins entendus pour le Pétitionnaire, et sur le mérite de la Pétition d'Election du dit *Emery Lalonde*, examiné la procédure et la preuve.

Considérant, que la procédure quant à l'enquête, par le moyen de la sténographie est celle réglée par le Statut sur les élections contestées, que l'enquête par la sténographie s'est faite en conformité aux dispositions du Statut.

Considérant que, par la loi sur la procédure, la lecture des dépositions n'est pas requise à peine de nullité.

Considérant qu'aucune plainte n'a été faite devant le juge président l'enquête et que le juge déclare que le témoignage rapporté par les sténographes, est un rapport exact et fidèle des faits relatés en sa présence par les témoins, rejette la motion du Défendeur à l'effet de rejeter du dossier les dépositions des témoins entendus de la part du Pétitionnaire, en date du dix-huit Février, mil huit cent quatre-vingt quatre, pour s'inscrire en faux contre les dépositions des témoins entendus pour le Pétitionnaire.

Adjugeant sur le mérite de la pétition, déclare qu'il est établi par la preuve que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans la dite élection par *François de Sales Octave Turcotte*, l'agent d'élection nommé par le Défendeur en payant à diverses personnes pour les engager à travailler comme cabaleurs dans cette élection des sommes d'argent.

Considérant que le dit *Turcotte* a payé au nommé *Louis Campeau* des argents qu'il réclamait pour avoir transporté et fait transporter des voteurs au bureau de votation pour la Paroisse de *Saint-Lazare*, dans une élection faite quelques mois auparavant dans le même district électoral pour le Parlement Fédéral, dans laquelle le Défendeur avait été candidat.

Considérant qu'il est prouvé que le dit *Louis Campeau* a été employé par le dit *Turcotte*, dans l'intérêt du Défendeur, lors de l'élection dont il s'agit dans la pétition, pour organiser la votation dans la Paroisse de *Saint-Lazare*; et que le dit *Campeau* a engagé des personnes voteurs dans cette paroisse, leur faisant entendre qu'ils seraient payés pour transporter avec leurs chevaux et voitures, les électeurs au bureau de votation de la dite paroisse.

Considérant qu'il est prouvé que chaque électeur a fourni chevaux et voitures pour transporter des électeurs au bureau de votation, sur la demande du dit *Campeau*, et qu'il a fourni au dit *Turcotte* le compte pour tel transport se montant à la somme de soixante et douze piastres.

Considérant que le paiement fait par le dit agent *Turcotte* à *Campeau* pour des faits de même caractère dans une élection précédente, était fait pour engager ce dernier à faire la même chose dans l'élection dont il s'agit.

Considérant qu'il est constant par ces faits et agissements du dit *Turcotte*, que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées durant l'élection par les agents du Défendeur, déclare la pétition d'élection bien fondée; déclare que ces manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par le dit *Turcotte* et le dit *Campeau* hors et sans le consentement du Défendeur; déclare que l'élection du Défendeur pour le District Electoral de *Vaudreuil*, en Octobre mil huit cent quatre-vingt-deux, pour l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, est nulle et annule la dite élection; adjuge que les accusations, contre le Pétitionnaire, de manœuvres frauduleuses, n'ont pas été prouvées et que le Défendeur s'en est désisté, dont acte est donné au Pétitionnaire avec tels dépens que de droit; condamne le Défendeur aux dépens encourus sur la dite pétition, distraits aux avocats du Pétitionnaire.

(Vrai copie)

(Signé)

HUBERT, HONEY & GENDRON,

P. C. S.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,
Résolu, Que la frontière sud des Comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*,
Montmagny, *L'Islet* et *Kamouraska*, se prête à la construction d'une voie ferrée
allant se raccorder à *Edmunston* au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*.

Que, d'après les renseignements donnés officiellement, il est impossible de trouver ailleurs de meilleurs terres pour la culture.

Qu'il faudrait peu d'efforts pour diriger la colonisation vers cette région fertile et l'ouvrir à l'industrie et à l'agriculture.

Que des paroisses pourraient s'ouvrir sur la frontière sud des Comtés de *Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska*, où des milliers de nos compatriotes trouveraient, sinon l'abondance, au moins l'existence fière, honnête et indépendante.

Que la Province de *Québec* faciliterait ainsi le repatriement de nos compatriotes actuellement aux *Etats-Unis* et empêcherait une émigration qui est une cause d'affaiblissement pour le pays.

Qu'il est de l'intérêt de la Province de *Québec* d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des Comtés de *Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska*, et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à *Edmunston*, au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*.

Que l'Assemblée Législative présente une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'assurant que cette construction est d'une importance vitale pour le développement commercial et agricole de la frontière sud des Comtés de *Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska*.

Résolu. Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copie de toutes requêtes, signées par les habitants de *Saint Michel de Bellechasse*, envoyées au Gouvernement, au sujet du règlement de l'emprunt municipal fait par *Saint-Michel de Bellechasse*. Et copie de toute correspondance échangée à ce sujet.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Garneau* propose, secondé par M. *Shehyn*,

Que l'important projet de construire le chemin de fer Canadien du Pacifique, de l'Océan Pacifique à l'Océan Atlantique, a toujours été considéré, depuis son origine, tant par les déclarations répétées du Gouvernement Fédéral que par les déclarations du Parlement du *Canada*, comme une grande entreprise nationale, dont la voie serait entièrement construite sur le territoire britannique, afin d'assurer à toutes les Provinces de la Puissance, les avantages immenses que le trafic de l'Ouest, de la *Chine* et du *Japon* devait nécessairement leur conférer.

Que, sans cette croyance et cette conviction, les vieilles Provinces de la confédération n'auraient pas consenti à s'imposer les sacrifices pécuniaires considérables qu'elles ont faits pour hâter la construction de cette grande voie inter-provinciale et transcontinentale.

Que la construction d'une partie de cette voie ferrée, à travers les *Etats-Unis* avec l'aide des deniers public de ce pays, sans passer par les villes importantes de cette Province, ne devrait pas être entreprise, sans qu'il soit démontré d'une manière irrécusable, qu'il est impossible d'adopter un tracé entièrement situé sur le territoire de la Puissance.

Que la différence de quelques milles en longueur, dans la construction d'un chemin aussi important et aussi utile à toutes les Provinces, en le faisant passer sur leur territoire, ne peut être un obstacle sérieux pour le commerce, ni pour les intérêts réels de la compagnie qui le construit.

Que cette Chambre, tout en exprimant la confiance que le Gouvernement Fédéral saura faire respecter les engagements publics de la Puissance du *Canada* à cet égard, envers la Province de *Québec* et les provinces maritimes, est convaincue que le Gouvernement Fédéral adoptera les moyens les plus énergiques et les plus complets, afin de s'assurer, par des examens sérieux et scientifiques quelle serait la voie la plus courte pour faire passer le chemin du Pacifique, sur le territoire de la Province de *Québec*, et le faire arriver aux principaux ports de mer des Provinces maritimes.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Bernard*, que les trois dernières résolutions soient retranchées et qu'elles soient remplacées par les suivantes :

"Que la construction d'une partie de cette voie ferrée, à travers les Etats-Unis, avec l'aide des deniers publics de ce pays, sans passer par les villes importantes de cette Province, ne devrait pas être entreprise.

Que la différence, si toutefois il en existe une, de quelques milles en longueur, dans la construction d'un chemin aussi important et aussi utile à toutes les Provinces, en le faisant passer sur leur territoire, ne peut être un obstacle sérieux pour le commerce, ni pour les intérêts réels de la compagnie qui le construit.

Que cette Chambre espère que le Gouvernement fédéral saura faire respecter les engagements publics de la Puissance du *Canada* à cet égard, envers la Province de *Québec* et les Provinces maritimes, en faisant ainsi passer le chemin du Pacifique, sur le territoire de la Province de *Québec*, et le faire arriver aux principaux ports de mer des Provinces maritimes."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Gagnon et</i>	<i>Turcotte.—5.</i>
<i>Demers,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bedubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Saint-Hilaire</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Shehyn*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général, une copie des résolutions précédentes.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par l'Honorable Orateur de cette Chambre.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Un Message est reçu du Conseil Législatif par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire, désirant la présence de l'Orateur et des membres de l'Assemblée Législative, dans la salle des séances du Conseil Législatif, où il plaira à Son Excellence le Gouverneur-Général, de recevoir leur adresse conjointe ;

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil ;
Et étant de retour ;

M. l'Orateur informe la Chambre que leur adresse conjointe a été présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général, qui l'a reçue très gracieusement et à laquelle Son Excellence a bien voulu faire la réponse suivante :

Monsieur l'Orateur et

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Monsieur l'Orateur et

Honorables Messieurs de l'Assemblée Législative

de la Province de Québec.

Je vous remercie au nom de la Souveraine à laquelle nous devons une même fidélité pour vos paroles si pleines de loyauté et de respect.

Cette Souveraine, Messieurs, est pour vous comme elle est pour moi, le représentant d'un système politique qui, tout en se montrant respectueusement conservateur de ce que la tradition a rendu sacré, a su s'adapter avec un esprit libéral aux exigences du présent.

C'est surtout dans nos vastes colonies, ces colonies sans lesquelles l'Angleterre aurait bien pu devenir un entrepôt, mais ne serait pas devenue un grand empire, que ce système politique a produit les plus heureux résultats.

Parmi ces colonies, il n'en est pas une où ce respect pour la tradition a été plus minutieusement gardé, que dans la Province de *Québec*, Province dont les habitants ont conservé, avec la pleine approbation de la mère-patrie, la langue et les lois de leurs aïeux sans nuire à leur fidélité envers la Couronne, sans troubler l'harmonie des deux races dont les intérêts vous sont confiés.

Mes prédécesseurs que vous avez nommés en termes remplis d'appréciation, ont conservé tous les deux un sentiment de vive affection pour la cité, sentiment qui, j'en ai la conviction, ne quittera jamais leurs cœurs. Je le comprends sans difficulté. C'est une cité sans égale pour sa beauté et sans rivale pour la splendeur de ses souvenirs.

Quant à nous, Messieurs, cette cité a pour moi et pour la Marquise, par-dessus tout ceci, le charme particulier et ineffaçable que lui prête à nos yeux la réflexion que c'est ici que nos pieds ont touché pour la première fois le sol canadien. Nous n'oublions pas et nous ne saurions oublier l'accueil gracieux et hospitalier que nous donnèrent vos citoyens dans un moment où vos pensées devaient s'occuper plutôt de ceux qui vous quittaient que du successeur inconnu qui arrivait parmi vous.

Messieurs, je vous remercie pour les paroles courtoises dont vous vous êtes servi à mon égard. Leur indulgence me défend de me les approprier.

La Puissance Fédérale et les Provinces constituantes possèdent chacune de son côté une autonomie si libérale que le représentant du Gouvernement Impérial a le droit d'espérer qu'il se trouvera le plus rarement possible appelé à s'ingérer dans vos affaires. Cette pensée ne lui défend pourtant pas d'espérer aussi qu'il lui sera permis comme chef officiel de la communauté de poursuivre son chemin en sympathie entière non seulement avec le peuple canadien mais avec les législateurs auxquels a été confié le règlement du salut public.

Messieurs, je me félicite d'avoir pu me présenter devant le Parlement de *Québec* dans la saison pendant laquelle ses membres poursuivent encore avec activité leur tâche solennelle et honorable. Permettez-moi d'exprimer mes souhaits pour le couronnement de vos efforts par des résultats qui pourront ajouter à la prospérité matérielle et à l'avancement générale de la Province.

Messieurs, la bienvenue que vous avez si gracieusement accordée à *Lady Lansdowne* l'a touché profondément. Elle est heureuse d'avoir pu m'accompagner

aujourd'hui et elle me charge de vous remercier bien cordialement pour les vœux que vous avez exprimés pour son bonheur et celui de sa famille.

Québec, 2 juin 1884.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ériger en Municipalité la Paroisse de *St-Maxime* du *Mont-Louis* avec d'autres postes environnants et le Township *Denoue*, dans le Comté de *Gaspé*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la requête adressée au Premier Ministre, dans le courant du mois de Mai 1884, par les Membres du Service Civil, demandant que le Statut 40 *Victoria*, chapitre 9, soit mis en force.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Carbray*.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : toutes correspondances ou autres documents, relativement à la disposition du terrain connu sous le nom de l'emplacement des Casernes des Jésuites, situé dans la Cité de *Québec*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Stephens*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance avec le Département du Trésor ou tout autre Département concernant certaines amendes et pénalités imposées par la Cour du Banc de la Reine, le 20 février 1882, aux municipalités de *Saint-Christophe d'Arthabaska*, du Canton de *Warwick* et de la Paroisse de *Saint-Norbert d'Arthabaska*.

2. Copies de tous papiers indiquant la manière dont ces argents ont été appliqués.

3. Copies de toutes lettres et opinions en rapport avec les efforts qui ont été faits pour percevoir ces paiements et l'application des dites amendes.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill pour amender les articles 664 et 1084 du Code de Procédure Civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité et après avoir ainsi siégé quelque temps ; M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les amendements soient maintenant pris en considération.

Les amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 664 du Code de Procédure Civile."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'Acte concernant les Cours de Commissaires pour la décision

sommaire des petites causes ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné. Que les dits amendements soient maintenant pris en considération. Les dits amendements, sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné. Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le chapitre 94 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada."

Ordonné. Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés, étant lu ;

Et la question étant proposée, — Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite par M. *Watts*, que ce Bill doit être considéré comme Bill Privé et qu'il n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain, à onze heures, A. M.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée, lundi, le 28 Mai dernier, — que le Bill pour rappeler le chapitre 3 de l'Acte 43-44 *Victoria*, soit maintenant lu la seconde fois.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que M. l'Orateur émette sans délai son mandat adressé au greffier de la Couronne en Chancellerie, pour qu'il émette un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour le district électoral de *Vaudreuil*, en remplacement de *F. X. Archambault*, écuyer, dont le siège a été déclaré vacant par le jugement de la Cour Supérieure dans et pour le district de *Montréal*, siégeant en session, rendu le 30 Mai dernier.

Et objection étant faite par l'Honorable Procureur-Général *Taillon* que cette motion n'est pas dans l'ordre en autant qu'il incombe à M. l'Orateur seul d'ordonner les procédés à faire dans un pareil cas.

M. l'Orateur décide comme suit :

En vertu de la section 118 de l'Acte des élections contestées de *Québec*, l'Orateur est tenu, aussitôt que possible, après réception d'un jugement invalidant une élection, d'adresser au greffier de la Couronne en Chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un bref pour une nouvelle élection.

Quoiqu'un ordre de la Chambre ne soit pas nécessaire pour faire émettre un bref pour une nouvelle élection, puisqu'il est expressément du devoir de l'Orateur d'ordonner l'émission de ce bref, lorsqu'un siège vient vacant en conséquence de la décision d'une cour d'élection, il est cependant de la compétence de la Chambre, lorsqu'elle est informée qu'une vacance est ainsi survenue, d'enjoindre à l'Orateur, qui est son serviteur, d'ordonner l'émission immédiate de ce bref.

En vertu de la section 119 du statut plus haut cité, l'Orateur est tenu de communiquer à la Chambre ses procédures à raison d'une vacance occasionnée par l'invalidation d'une élection. Lorsqu'il a informé la Chambre qu'il a donné ordre d'émettre un bref pour une nouvelle élection, une motion ordonnant

l'émission de ce bref est inadmissible ; mais tant que l'Orateur n'a pas informé la Chambre qu'il a donné cet ordre, il n'est pas irrégulier de proposer une motion demandant l'émission du bref.

Comme je n'ai pas informé la Chambre que j'ai émis mon mandat, je suis d'avis que la motion ne souffre pas objection.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion proposée, Lundi, le 26 Mai dernier,—Que le Bill pour rappeler le chapitre 3 de l'acte 43-44 *Victoria* soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch* que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,

Desaulniers,
Desjardins.
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,

Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Owens,
Paradis,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—35

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux et
Watts.—13.

Ainsi il est résolu affirmativement.

Et objection étant faite au vote de l'Honorable Membre pour *Gaspé*, Commissaire des chemins de fer, parceque le Bill, contre la seconde lecture duquel il vient de voter, ayant pour but : 1. de déclarer que l'utilité du Commissaire des chemins de fer a cessé ; 2. d'abolir la charge qu'il remplit avec un traitement de \$4,000 par année.

Il a, par conséquent, l'intérêt pécuniaire direct, prévu par l'article 16 du Règlement de cette Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

On objecte au vote de l'Honorable M. *Flynn*, Commissaire des chemins de fer, qui a voté dans l'affirmative, en alléguant qu'il a un intérêt pécuniaire direct dans la question qui occupe la Chambre, et que, par conséquent, il est exclu du droit de voter sur cette question.

Il est positivement de règle que l'intérêt est une bonne cause d'invalidation d'un vote. Ce principe est consacré dans la règle 16 des Ordres Permanents de cette Chambre, qui décrète qu' " aucun membre n'a droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct."

Mais il faut que l'intérêt qui rend inhabile à voter ne soit pas un intérêt d'une nature générale, mais un intérêt direct et individuel et que cet intérêt résulte de quelque droit personnel et individuel produisant un bénéfice pécuniaire. Il ne faut pas que ce soit un intérêt reposant sur une mesure d'intérêt public, et de fait l'on ne trouve pas de précédent de l'invalidation du vote d'un membre sur une question d'ordre public. (*Hatsell*, vol. 2, page 170 ; *May*, édition de 1883, page 420 ; *Cushing, Law and Practice of Legislative Assemblies*, numéros 1791 et 1844 ; *Bourinot*, page 393.)

En 1855, il fut présenté à l'Assemblée Législative du Canada un Bill, qui entre autres choses, fixait le traitement des Ministres et l'on objecta aux votes des membres du Gouvernement. On répondit à cette objection que les traitements étaient attachés aux charges et non pas pour les individus qui étaient alors titulaires de ces charges ; que l'intérêt qu'avaient les Ministres dans ce Bill n'était pas un intérêt particulier seulement à eux-mêmes, mais que c'était un intérêt commun avec l'intérêt public et que le Bill étant une mesure générale d'ordre public, les Ministres avaient droit de voter sur cette question comme question de principe, et non comme question d'intérêt. Cette prétention fut maintenue et il fut permis aux Ministres de voter. (*Journal de l'Assemblée Législative*, pour 1854-1855, page 1147.)

Le Bill qui occupe en ce moment la Chambre a pour objet d'abolir la charge de Commissaire des chemins de fer et de réunir son Département à celui de l'Agriculture et des Travaux Publics. Quoique ce projet de loi, s'il est adopté, aura pour effet d'abolir la charge dont l'Honorable M. *Flynn* est pour le moment titulaire, il n'en constitue pas moins une question d'ordre public.

Je ne crois donc pas que l'Honorable M. *Flynn* soit intéressé de façon à le rendre inhabile à voter sur cette question.

Cette objection m'a été soumise à l'improviste, et quoique je n'aie pas eu l'avantage de faire des recherches quant à la procédure à suivre dans un cas comme celui-ci, je crois que la règle ordinairement suivie, lorsqu'il est allégué d'une part et nié de l'autre, que quelqu'un est intéressé, ou lorsqu'il existe quelque doute relativement à la question d'intérêt, c'est que la Chambre, après avoir entendu les explications du Député mis en cause, décide si son vote doit être accepté. (*Wilson, Digest of Parliamentary Laws*, numéros 2152 et 2171 ; *Bourinot*, page 393).

Je constate que c'est la procédure qui fut suivie en 1855, dans le cas que je viens de mentionner. L'Honorable Commissaires des Chemins de fer a donné des explications et s'est retiré. J'adopte la manière de procéder que je viens d'indiquer et je sou mets à la Chambre la question de savoir si son vote doit être invalidé et retranché.

Et la question étant mise aux voix,—Que le vote de l'Honorable Commissaire des chemins de fer doit être désavoué ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin.
Robertson et
Watts.—13.

CONNRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel.—29.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la Question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Que le Bill pour rappeler le chapitre 3 de l'acte 43-44 *Victoria* soit lu la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—35.</i>

CONTRE

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—13.</i>
<i>Demers,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender la loi des Jurés et Jurys, (46 *Victoria*, chap. 16) ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M- l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Et la Question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient maintenant lus deux fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les amendements, sont, en conséquence, lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les lois de la chasse en cette Province ; et après

avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec* ;

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 3 Juin 1884.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette Province, 46 *Victoria*, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 45 *Victoria*, chapitre 51, intitulé : " Acte concernant les compagnies d'Assurances Mutuelles contre le feu."

Le dit amendement est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour modifier les plans et livres de renvoi officiels de la ville de *Fraserville*, de la Paroisse de *Saint-Patrice* de la *Rivière-du-Loup*, du Canton de *Hull* et du Village de *Saint-Sauveur*, près de *Québec*, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendement soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour modifier les plans et livres de renvoi officiels de la ville de *Fraserville*, de la Paroisse de *St-Patrice* de la *Rivière-du-Loup*, du Canton de *Hull* et du Village de *Saint-Sauveur*, près de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable Procureur-général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant les salaires des officiers et serviteurs de la Bibliothèque.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que les salaires des officiers et serviteurs de la Bibliothèque seront fixés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, et seront, ainsi que les dépenses incidentes s'y rattachant et la papeterie, payés sur les fonds votés à cet effet par la Législature.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que les salaires des officiers et serviteurs de la Bibliothèque seront fixés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et seront, ainsi que les dépenses incidentes s'y rattachant et la papeterie, payés sur les fonds votés à cet effet par la Législature.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite résolution soit renvoyée à un Comité de toute la Chambre sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte relatif à la Bibliothèque de la Législature. "

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte relatif à la Bibliothèque de la Législature, " étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les Ecoles de réforme ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première séance, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les Juges des Sessions de la Paix de *Montréal* et de *Québec* ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première séance, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Mardi, 3 Juin 1884.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu copies du Jugement et du Rapport de la Cour concernant l'élection pour le district électoral de *Laval*.

Et ces documents sont lus et il est ordonné qu'ils soient inscrits dans les journaux de cette Chambre et ils sont comme suit :

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Montréal, 2 Juin 1884.

L'Honorable J. S. C. Würtele,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

MONSIEUR,—Nous avons l'honneur de vous transmettre avec la présente, copie du jugement final *in re Félix Lavoie*, pétitionnaire, et *Amédée Gaboury*, défendeur, et *P. E. Leblanc*, mis en cause et *J. A. Ouimet*, notifié, et le rapport de la Cour.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

HUBERT, HONEY & GENDRON,

P. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE SIÈGEANT EN REVISION.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES, 1875.

No 1.

Dans l'affaire de l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le District Electoral de *Laval*.

Félix Lavoie,

Pétitionnaire;

vs

Amédée Gaboury,

Défendeur;

et

P. Evariste Leblanc,

Mis en cause;

et

J. Alderic Ouimet,

Notifié.

Nous, soussignés, juges de la Cour Supérieure siégeant en révision, avons l'honneur de transmettre avec les présentes, à l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative de Québec, le jugement rendu par nous, ce jour, dans la dite cour, dans la manière susdite.

Conformément à la section 92 du dit acte des élections contestées de Québec, en autant que des accusations ont été faites de menées corruptrices commises par le dit défendeur, lors de l'élection que l'on demande d'invalidier, et par les dits mis en causes séparément à telle élection, à l'élection précédente, nous avons l'honneur de faire rapport comme suit :

1. Qu'aucune menée corruptrice n'a été prouvée avoir été commise par ou avec la connaissance et le consentement d'aucun des candidats à telle élection.

2. Que pendant l'examen de la pétition du dit pétitionnaire *Lavoie*, la commission de menées corruptrices a été prouvée contre *Eusèbe Phaneuf* et *Eustache Lemay*, et pendant l'examen de la contre-pétition par le défendeur *Gaboury*, la commission de menées corruptrice a été prouvée contre *J. Alderic Ouimet* et *Chrysostôme Huot*.

3. Qu'il y a raison de croire que des menées corruptrices ont été considérablement employées lors des différentes élections auxquelles la pétition et la contre-pétition se rapportent.

Datée à Montréal, ce 31^{me} jour de mai 1884.

JOHNSON, J. C. S.

A. C. PAPINEAU, J. C. S.

BUCHANAN, J. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE, (EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Le trente et unième jour de Mai, mil huit cent quatre-vingt-quatre.

No 1.

Présents ;

L'Honorable Juge *Johnson*,

“ “ *Papineau*,

“ “ *Buchanan*.

In re :

Élection d'un Membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour le District électoral de *Laval*, dans le District Judiciaire de *Montréal*, tenue les sixième et treizième jours de Juin dernier (1883).

Félix Lavoie, cultivateur de la Paroisse de *St-Martin* dit District,

Pétitionnaire ;

et

Amédée Gaboury, Médecin du même lieu et Membre de la dite Assemblée Législative,

Défendeur ;

et

Pierre Evariste LeBlanc, Ecuier, Avocat, des Cité et District de *Montréal*,

Mis en cause ;

et

J. Aldéric Ouimet, Ecuier, Avocat, des Cité et District de *Montréal*,

Notifié.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs Avocats et Conseils respectifs sur le mérite de la Pétition d'élection du dit *Félix Lavoie*, examiné les pièces de la procédure et les preuves produites et sur le tout délibéré ;

Considérant que le Pétitionnaire a prouvé les allégations de sa pétition tendant à faire annuler l'élection du dit *Amédée Gaboury*, déclare la dite élection nulle, savoir l'élection des six et treize de Juin mil huit cent quatre-vingt-trois publiée dans la Gazette Officielle de Québec, le vingt-troisième jour de Juin dernier, avec dépens contre le dit *Amédée Gaboury* jusqu'au moment où il a admis qu'il y avait preuve suffisante pour faire déclarer nulle sa dite élection, savoir : jusqu'au vingt-sept de septembre mil huit cent quatre-vingt trois inclusivement, et considérant que le dit Pétitionnaire, après le vingt-sept de septembre, mil huit cent quatre-vingt trois, a procédé sur les autres conclusions de sa Pétition demandant, la déqualification du dit *Amédée Gaboury* pour faits de corruption personnelle et qu'il n'a pas prouvé cette partie de sa demande, considérant cependant

que cette partie de sa Pétition n'est pas frivole et vexatoire elle est renvoyée, chaque partie payant ses frais.

Et procédant à faire droit sur les accusations de corruption personnelle proférées, par le Défendeur *Gaboury*, contre l'autre Candidat à la dite élection, *Pierre Evariste LeBlanc*, considérant que les dites accusations n'ont pas été prouvées de manière à faire prononcer la déqualification de celui-ci, mais qu'elles ne sont pas frivoles et vexatoires, les dits *Gaboury* et *LeBlanc* sont condamnés à payer chacun leurs frais faits en rapport avec les dites accusations de corruptions personnelles mises à la charge du dit *LeBlanc*.

Procédant à faire droit sur le litige occasionné par l'avis signifié de la part du dit *Gaboury* au dit *J. Aldéric Ouimet*, lors de l'instruction de la Pétition en cette instance, le sixième jour, et produit le neuvième jour d'Octobre mil huit cent quatre-vingt trois; et considérant que cet avis ne peut autoriser cette Cour à déclarer que le dit *J. Aldéric Ouimet* se serait rendu coupable de manœuvres frauduleuses durant la dite élection, met de côté le dit avis avec dépens contre le dit *Amédée Gaboury*. L'Honorable Juge *Papineau* différant d'opinion sur ce dernier point et soutenant que le dit avis peut avoir l'effet de déqualifier le dit *Ouimet*, si par le rapport fait à l'Orateur il est mentionné comme ayant commis quelque manœuvre frauduleuse.

Vraie copie,

HUBERT, HONEY et GENDRON,

P. C. S.

M. l'Orateur informe la Chambre, qu'en conformité de l'acte 38 *Victoria*, chapitre 18, section 118, il a adressé son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre devant servir, dans le présent parlement, pour le district électoral de *Laval*, en remplacement d'*Amédée Gaboury*, écuyer, dont l'élection a été déclarée nulle par un jugement de la Cour Supérieure.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a adressé son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre devant servir dans le présent parlement, pour le district électoral de *Vaudreuil*, en remplacement de *F. X. Archambault*, écuyer, dont l'élection a été déclarée nulle par un jugement de la Cour Supérieure.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant les écoles d'industrie.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que les enfants de 7 ans, révolus et de moins de douze, qui sont orphelins, ou dont les parents sont des criminels condamnés au pénitencier, et qui n'ont, dans l'un et l'autre cas, aucun moyen de subsistance ni aucun parent

obligé légalement à leur entretien,—ainsi que les enfants de sept à douze ans qui, à raison de la maladie continuelle ou de l'extrême pauvreté de leurs parents, ou à raison de leur ivrognerie ou de leurs habitudes vicieuses, ont besoin d'être protégés et pris en soin, pourront être internés dans une école d'industrie certifiée conformément aux dispositions de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 17 et de l'acte à être basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 2. Que, dans les cas en dernier lieu mentionnés dans la résolution précédente, la municipalité sera responsable de la moitié du coût de l'entretien de l'enfant à l'école d'Industrie.

Résolu, 3. Que ce montant sera payé par la Corporation au Percepteur du Revenu du district, et, qu'à défaut de paiement, il pourra être recouvré par lui, par poursuite intentée devant une cour compétente, siégeant dans le district, suivant les instructions du Trésorier de la Province.

Résolu, 4. Qu'il sera loisible à toute Corporation qui aura ainsi payé une somme d'argent au Gouvernement pour la pension, le séjour et le traitement d'un enfant interné dans une école d'industrie certifiée, de se faire rembourser cette somme d'argent, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi à sa subsistance et à son entretien.

Résolu, 5. Que le montant qu'une corporation est tenue de payer en vertu des présentes résolutions, est considéré comme une dette imposée en vertu du Code Municipal, et est imposé et perçu de la même manière que les taxes ordinaires dues par les contribuables de la municipalité.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martel* fait, en conséquence, rapport des Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que les enfants de 7 ans révolus et de moins de douze, qui sont orphelins, ou dont les parents sont des criminels condamnés au pénitencier, et qui n'ont, dans l'un et l'autre cas, aucun moyen de subsistance ni aucun parent obligé légalement à leur entretien,—ainsi que les enfants de sept à douze ans qui, à raison de la maladie continuelle ou de l'extrême pauvreté de leurs parents, ou à raison de leur ivrognerie ou de leurs habitudes vicieuses, ont besoin d'être protégés et pris en soin, pourront être internés dans une école d'industrie certifiée conformément aux dispositions de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 17 et de l'acte à être basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 2. Que, dans les cas en dernier lieu mentionnés dans la résolution précédente, la municipalité sera responsable de la moitié du coût de l'entretien de l'enfant à l'école d'Industrie.

Résolu, 3. Que ce montant sera payé par la Corporation au Percepteur du Revenu du district, et, qu'à défaut de paiement, il pourra être recouvré par lui, par poursuite intentée devant une cour compétente, siégeant dans le district, suivant les instructions du Trésorier de la Province.

Résolu, 4. Qu'il sera loisible à toute corporation qui aura ainsi payé une somme d'argent au Gouvernement pour la pension, le séjour et le traitement d'un enfant interné dans une école d'industrie certifiée, de se faire rembourser cette somme d'argent, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi à sa subsistance et à son entretien.

Résolu, 5. Que le montant qu'une corporation est tenue de payer en vertu des présentes résolutions, est considéré comme une dette imposable en vertu du Code Municipal, et est imposé et perçu de la même manière que les taxes ordinaires dues par les contribuables de la municipalité.

Et la Question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la Question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la Question étant mise aux voix,—Que l'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 17, concernant les écoles d'industrie ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le Bill pour autoriser le Gouvernement de *Québec* à prendre possession d'un certain pont sur la rivière *Richelieu*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé en Comité général de toute la Chambre pour aujourd'hui.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la reprise d'un pont sur la rivière *Richelieu*.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que le Gouvernement de cette Province est autorisé à prendre la possession et propriété d'un certain pont, sur la Rivière *Richelieu*, à la Ville de *Saint Jean*, au haut des Rapides, construit par un nommé *Robert Jones*, en vertu de l'Acte 6 *George 4*, chapitre 29, avec les maison de péages, barrières et autres dépendances, ainsi que les abords et montées à icelui, et tous les droits et privilèges concédés au propriétaire du dit pont en vertu du dit Acte 6 *George 4*, chapitre 29, et à payer aux représentants légaux du dit *Robert Jones* qui en ont maintenant la possession, l'entière et pleine valeur que le dit pont et ses dépendances peuvent avoir maintenant.

Résolu, 2. Que le Gouvernement de la Province est autorisé, après être entré en possession du dit pont et de ses dépendances, à en transporter la propriété à la Corporation de la Ville de *Saint-Jean*, ou à toute autre municipalité de ville ou de comté dans le District d'*Iberville*, ou à toute Compagnie incorporée dans le but de construire ou d'acquérir et de posséder le dit pont, aux prix et conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil jugera à propos de fixer, pour que le prix et la conditions soient telles qu'il n'en résultera aucune perte pécuniaire pour la Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a passé deux Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Marchand* fait, en conséquence, rapport des dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le Gouvernement de cette Province est autorisé à prendre la possession et propriété d'un certain pont, sur la Rivière *Richelieu*, à la Ville de *Saint-Jean*, au haut des Rapides, construit par un nommé *Robert Jones*, en vertu de l'Acte 6 *George 4*, chapitre 29, avec les maison de péages, barrières et autres dépendances, ainsi que les abords et montées à icelui, et tous les droits et privilèges concédés au propriétaire du dit pont en vertu du dit Acte 6 *George 4*, chapitre 29, et à payer aux représentants légaux du dit *Robert Jones*, qui en ont maintenant la possession, l'entière et pleine valeur que le dit pont et ses dépendances peuvent avoir maintenant.

Résolu, 2. Que le Gouvernement de la Province est autorisé, après être entré en possession du dit pont et de ses dépendances, à en transporter la propriété à la Corporation de la Ville de *Saint-Jean*, ou à toute autre municipalité de ville ou de comté dans le District d'*Iberville*, ou à toute Compagnie incorporée, dans le but de construire ou d'acquérir et de posséder le dit pont, aux prix et conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil jugera à propos de fixer, pour que le prix et les conditions soient telles qu'il n'en résultera aucune perte pécuniaire pour la Province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que les dites résolutions soient renvoyées au Comité général sur le Bill pour autoriser le Gouvernement de *Québec* à prendre possession d'un certain pont sur la Rivière *Richelieu*.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour autoriser le Gouvernement de *Québec* à prendre possession d'un certain pont sur la Rivière *Richelieu*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dit amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender la loi des Jurés et Jurys, (46 *Victoria*, chapitre 16), étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, dépenses contingentes du Conseil Législatif et dépenses occasionnées par l'incendie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille trente piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les traitements des surnuméraires, messagers, pages, papeterie, impression, reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente-sept piastres et vingt-neuf cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impressions, reliure et distribution des Lois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 150 volumes de *Bourinot's Parliamentary Procedure*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'Honorable Commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les mines en cette Province.

L'Honorable Commissaire *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Caron* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Caron* fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

Résolu, 1. Que les droits de mine appartenant à la Couronne, qui consistent dans la propriété souterraine en vertu de la section 3 de l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 12 et de la section première de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, pourront être acquis du Commissaire des terres de la Couronne, par vente, bail à loyer, ou par licence ou permis d'occupation, par le propriétaire superficiaire qui aura droit à la préférence pour l'achat de ces droits de mine, et

Que tout mineur pourra acquérir ces droits de mine si le propriétaire superficiaire néglige ou refuse d'exploiter les dites mines, après avoir mis ce propriétaire, en demeure d'exploiter lui-même, par avis donné comme il est prescrit aux sections 55 et 56 de l'acte 43-44 *Vict.*, chap. 12, à la charge de payer, à dire d'experts ou d'arbitres comme il y est prévu dans l'acte à être basé sur les présentes résolutions, tous les torts et dommages qu'il pourra causer à ce dernier, en exploitant ou tentant d'exploiter telle propriété souterraine.

Résolu, 2. Que Lieutenant-Gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera à propos, fixera le prix de la vente, le montant du loyer, l'honoraire ou prix de la licence, ou le taux régaliën (royalty) qui devra être imposé, ainsi que toutes les autres conditions.

Déterminera en même temps la forme de l'étendue de ces locations minières souterraines, le tout eu égard à la situation des lieux, à la nature et à la valeur des dépôts miniers, à la richesse de la mine et à la plus ou moins grande facilité de l'exploiter.

Résolu, 3. Que la demande d'une licence d'exploitation, comme susdit, devra être accompagnée d'un honoraire de deux piastres, et contenir une description aussi exacte que possible du terrain demandé.

Résolu, 4. Que les sections 83 et 84 de l'acte 43-44 *Vict.* chap. 12, relativement au droit à la licence gratuite, en tant que compatibles, s'appliquent aussi à la personne ou à la compagnie qui, étant porteur de licence d'exploitation, a découvert une nouvelle mine.

Résolu, 5. Que tout exploitant d'une location minière, devra prendre de l'inspecteur de la division minière, une licence pour laquelle il paiera la somme de deux piastres par trois mois.

Résolu, 6. Que la section 47 de l'acte 43-44 *Vict.*, chap. 12, ne s'appliquera pas aux locations ou terrains miniers acquis par achat de la couronne comme location minière, et que les personnes qui les exploiteront ne seront tenues de prendre pour chaque exploitation, qu'une licence de deux piastres par trois mois, et que rien de contenu dans la dite section n'obligera les exploitants à prendre licence pour les hommes exclusivement employés au creusement d'un nouveau puits de mine, tant que l'or ou l'argent n'y aura pas été découvert.

Résolu, 7. Qu'aux deux espèces de licences pour l'exploitation des mines d'or et d'argent mentionnées dans la section 50 du dit acte, 43-44 *Victoria*, chapitre 12, il en sera ajouté une troisième qui sera appelé : "Licences pour l'exploitation de locations minières."

Résolu, 8. Que les licences pour exploiter l'or et l'argent accordées d'après la section 52 du dit acte, 43-44 *Victoria*, chapitre 12, seront accordées sur paiement d'un honoraire d'une piastre par mois par mineur, pour exploiter sur les terres des particuliers ; de deux piastres par mois, par mineur, pour exploiter sur les terres publique, et de deux piastres par trois mois pour l'exploitation de locations minières.

Résolu, 9. Que les greffiers des inspecteurs de terrains miniers seront nommés par le commissaire des terres de la couronne, et auront droit aux mêmes honoraires que les greffiers de la cour des commissaires ou les greffiers des juges de paix, suivant le cas.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte général des mines de *Québec* de 1880.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 17 Mai 1884, demandant :

Copie de l'avis public donné par le Département des Travaux Publics, demandant des soumissions pour la construction du Palais de Justice à *Québec*.

Memorandum des soumissions reçues, montrant les noms des soumissionnaires, le montant de leurs soumissions, la date et l'heure de la réception des soumissions, les cautions offertes, les chèques et leur montant acceptés par une banque ou non, accompagnant les soumissions comme garantie de la bonne foi des soumissionnaires et la date où les chèques retournés l'ont été et à qui.

Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement, aucun de ses Membres et aucun Département, tous et chacun les soumissionnaires pour cette construction, soit à l'égard de leurs soumissions, des garanties offertes ou de l'octroi du contrat.

Copie du contrat accordé pour cette construction.

Copie de l'estimation officielle du coût du dit Palais de Justice préparée par l'architecte du Gouvernement ainsi que les différents estimés progressifs des travaux faits jusqu'ici et des sommes payées sur iceux.

Copie des ordres, décisions et instructions donnés pour travaux supplémentaires ou changements dans les plans, devis et spécifications de cet édifice et l'augmentation du montant du contrat en résultant. (Documents de la Session, No 103).

Et aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 17 Mai 1884, pour un état de toutes les sommes reçues par le Département du Trésor, en paiement des montants dus au Fonds d'Emprunt Municipal, conformément au chapitre 13 de la 43-44 *Victoria*, 1880. (Documents de la Session, No 104.)

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill relatif aux Asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec* ;

Et la question étant mise aux voix,—que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement. Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Lemieux* propose en amendement, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"Tout en étant prête à voter les Subsides à Sa Majesté, cette Chambre, vu l'augmentation, chaque année depuis 1868, des dépenses pour l'administration de la justice ;

Vu que ces dépenses qui n'étaient que de \$322,236.24, en 1868, se sont élevées pendant le dernier exercice (1883) à la somme de \$445,939.94, faisant par conséquent une augmentation pendant la période susdite de \$123,753.70 ;

Vu que sur le montant total des frais de la justice, une somme annuelle d'au-delà de \$200,000, est dépensée pour l'exécution des lois faites et adoptées par le Parlement Fédéral, et particulièrement des lois pour la répression des crimes ;

Vu que ces dépenses sont incontrôlables par la Législature de cette Province et qu'il est injuste et inéquitable que le Gouvernement Provincial paie pour l'exécution de telles lois ;

Regrette que le Gouvernement n'ait pas, pendant la présente session, soumis des mesures propres à diminuer les charges de cette Province en rapport avec l'administration de la justice."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,*

*Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Shehyn et
Watts.—14.*

CONTRE

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,*

*Charlebois,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,*

*Garneau,
Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,*

*Paradis,
Picard,
Poulin,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—35.*

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille trois cent quatre-vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des ministères, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, à Montréal, à Sherbrooke et à Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et rapatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour parachever le tablier du Pont Bacon, sur la rivière Sainte-Anne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer, assurance,

réparations, etc, des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood*, pour parachever les écuries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood*, reconstruction de toiture, des gouttières, etc, ameublement, etc, à remplacer, etc, par suite d'un accident, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'appareil de chauffage du Palais de Justice et Prison de *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Prison de *Québec*, achat de la propriété *Thompson*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille et trente-deux piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour finir les accommodations temporaires de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fautuël, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la troisième séance aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, à la troisième séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7½ heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

7.30 heures P. M.

L'Honorable M. *Turcotte*, du Comité de Législation, présente à la Chambre le Cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender le Code du Notariat, 46 *Victoria*, chapitre 32, des Statuts de cette Province.

Bill pour valider certains enrégistrement et pour amender certains articles du Code Civil.

Bill relatif aux notifications, protêts et significations.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour amender l'article 691 du Code de Procédure Civile et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés étant lu ;

M. l'Orateur, (sur l'objection soulevée lundi dernier, que ce Bill devrait être considéré comme Bill Privé et que conséquemment il n'est pas dans l'Ordre), décide comme suit :

L'objection soulevée, c'est que le Bill sur lequel la Chambre délibère est un Bill Privé et non pas un Bill Public.

Le Statut 33 *Victoria*, chapitre 33, impose l'usage d'une certaine espèce de voiture dans les chemins publics d'un certain nombre de comtés, mais permet cependant, aux personnes ne résidant pas dans ces comtés, d'y voyager sans se conformer aux exigences de ce Statut.

Le Bill qui occupe en ce moment la Chambre a pour but d'appliquer les dispositions de ce Statut aux Comtés de *Mégantic*, *Drummond* et *Arthabaska* et de révoquer l'exception faite en faveur des personnes ne résidant pas dans les comtés où cette loi est en force.

Ce Bill est une mesure qui a pour but d'établir une règle de conduite publique et il ne se rapporte pas aux affaires des corporations des comtés qu'il doit affecter. Il me semble donc que cette mesure n'est pas une affaire d'intérêt ou d'ordre privé, mais une affaire d'ordre public concernant la société en général.

En consultant les Journaux de l'Assemblée Législative pour 1869-1870, je trouve que le Statut qu'il s'agit d'amender a été présenté et traité comme un Bill Public dans toutes les différentes phases de la procédure qu'il a nécessité. En principe, je ne puis voir aucune différence entre un Bill affectant dix-neuf comtés et un autre Bill affectant trois comtés, absolument de la même manière.

Je suis d'opinion que ce Bill est un Bill Public, et j'écarte l'objection.

M. Martel propose, secondé par M. Asselin,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—21.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>		

CONTRE :

Messieurs.

<i>Audet,</i>	<i>Brousseau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—19.</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Paradis,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de toute la Chambre pour la première séance, demain.

M. Gagnon propose, secondé par M. Lemieux,—Que les services qu'avait en vue la Législature en créant la charge de commissaire du fonds d'emprunt municipal, par la section 1 du chap. 13, 43-44 *Victoria*, sont maintenant rendus, ou ne peuvent plus être en rapport avec les dépenses qu'ils entraînent ;

Qu'en conséquence, il est expédient de supprimer et d'abolir cette charge.
Et la dite motion étant mise aux voix,—la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Shehyn et
Watts.—14.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,

Charlebois,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,

Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—35.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il insiste sur les amendements faits par lui, au Bill intitulé : "Acte pour annexer certaine partie de la Municipalité de *St-Damase*, dans le Comté de *St-Hyacinthe*, à la municipalité de la Paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement," pour les raisons suivantes :

1. Parce que l'annexion d'une partie du territoire de la dite Paroisse de *St-Damase*, dans le Comté de *St-Hyacinthe* à la Paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales et scolaires n'aurait pas pour effet de priver de leur franchise électorale les citoyens de la partie de la municipalité de la Paroisse de *St-Damase*, qu'il s'agit d'inclure dans la municipalité de la Paroisse de *St-Jean-Baptiste*.

Que, par l'acte électoral de *Québec*, 38 *Victoria*, chap. 7, section 15, si une municipalité se trouve située partie dans un district électoral et partie dans un autre, le secrétaire-trésorier de la municipalité prépare de la même manière pour chacun de ces districts électoraux une liste alphabétique des personnes qui y sont électeurs. Que si le Bill actuel devient loi, la municipalité de *Saint-Jean-Baptiste* se trouvant située partie dans le district électoral de *Rouville* et partie dans le district électoral de *St-Hyacinthe*, le secrétaire-trésorier devra préparer, en vertu de la dite section 15 de l'acte électoral de *Québec*, deux listes, dont une pour les personnes qui seront électeurs dans *St-Hyacinthe* et une autre pour celles qui seront électeurs dans *Rouville*.

2. Parceque relativement aux projets de loi qui affectent à la fois, les intérêts publics et privés, le Conseil Législatif en règle générale, les a considérés comme

devant être soumis aux formalités des Bills Privés et qu'il y aurait danger à se départir de cette coutume.

L'Honorable *Honoré Mercier*, Membre pour le District Electoral de *Saint-Hyacinthe*, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

Qu'en 1882, des soumissions furent demandées par le Gouvernement de cette Province pour la construction du Palais Législatif, suivant les spécifications déposées au Bureau des Travaux Publics, ces soumissions devant être faites avant le 1^{er} Décembre 1882 ;

Que les dites spécifications stipulaient entr'autres choses : que les soumissions devaient être accompagnées des noms de deux cautions solvables ; que le prix des travaux devait être payé sur les estimations mensuelles de l'architecte, constatant la quantité d'ouvrage fait et de matériaux livrés, moins un décompte de vingt pour cent qui devait être retenu jusqu'à la fin des travaux, le Gouvernement se réservant toutefois le droit de remettre dix pour cent de ce décompte tous les six mois à sa discrétion ; que le coût du chauffage des bâtisses, quand nécessaire pour la conservation des travaux, devait être à la charge du constructeur, et que celui-ci serait tenu de faire assurer de temps à autre, à ses frais et à la satisfaction du Commissaire, les bâtisses, au fur et à mesure qu'elles progresseraient ;

Que les soumissions furent ouvertes vers le deux Décembre 1882 et que les plus basses, accompagnées des noms des cautions, étaient comme suit :

1. <i>Jos. Thos. Lavallée</i>	\$143,196 00
2. <i>P. G. Huot et Chs Jobin</i>	158,189 00
3. <i>Alexander McMillan</i>	185,160 67
4. <i>A. Charlebois et G. Beaucage</i>	197,596 60

Que, sans se plaindre de la solvabilité des cautions offertes, le Gouvernement changea subitement les conditions de garantie, et exigea un dépôt en argent de dix pour cent, sur le montant des soumissions, pour tenir lieu du cautionnement demandé d'abord, et cela, en dépit des protestations légitimes de quelques-uns des plus bas soumissionnaires ;

Que cette exigence nouvelle et contraire aux conditions premières, eut pour effet d'écartier les deux plus bas soumissionnaires ci-dessus nommés, le délai pour faire ce dépôt ayant été fixé au 12 Décembre 1882, quant à *Lavallée*, au 21 Décembre quant à *Huot et Jobin* et au 2 Janvier 1883 quant à *McMillan* ;

Que plus tard le délai quant à ce dernier fut, à sa demande, étendu jusqu'au huit Janvier ;

Que, dans l'intervalle, par contrat sous seing privé, fait à *Montréal*, le 7 Décembre 1882, entre *A. Charlebois & Cie* et *Jean de Beaufort*, il fut stipulé, qu'une somme de \$10,000 serait payée à celui-ci, au moyen de 3 billets, de \$3,000, de \$2,000 et de \$5000 respectivement, si *Alexander McMillan* ou *A. Charlebois*, obtenaient le contrat ;

Que ces 3 billets signés et endossés par *A. Charlebois & Cie*, et portant la date du 7 Décembre 1882, furent déposés sous enveloppe, entre les mains de *J. B. Durocher*, de *Montréal*, à la condition qu'ils seraient remis à *Jean de Beaufort*, quand *Charlebois* ou *McMillan* auraient obtenu le contrat ;

Que *McMillan* ayant, le 6 janvier 1883, autorisé le Commissaire des Travaux Publics à substituer le nom de *A. Charlebois* à la place du sien, celui-ci obtint le contrat par arrêté en Conseil No 22, portant la date du 20 Janvier ;

Que, par acte passé devant *Mtre Tessier*, N. P., le 9 Février 1883, le dit *Charlebois* se chargea de la construction projetée pour le prix de \$185,160.64 ou \$41,964, et \$21,971 de plus qu'il avait été demandé par *Lavallée*, *Huot et Jobin* ;

Que ce contrat contient des stipulations plus favorables au contracteur que celles imposées dans les spécifications, et entr'autres les suivantes :

1. Le décompte sur les estimations mensuelles est laissé à la discrétion du Commissaire, au lieu d'être obligatoire, et ne pourra excéder dix pour cent au lieu de 20%;

2. Le chauffage des bâtisses durant la construction est aux frais du Gouvernement au lieu d'être à la charge du constructeur ;

3. Il n'est pas stipulé que l'entrepreneur devra tenir assurés à ses frais les travaux, au fur et à mesure qu'ils progresseront ;

Que le contrat oblige en outre le Gouvernement à remettre à *A. Charlebois* son dépôt de \$15,516, fait au lieu et place du cautionnement refusé, aussitôt qu'il aura donné un cautionnement hypothécaire, à la satisfaction du Commissaire, et que de fait ce dépôt fut remis depuis ; et que, pour favoriser davantage le dit *Charlebois*, le Gouvernement l'a chargé depuis, de pourvoir à l'installation des Chambres temporaires et à leur ameublement en lui accordant des prix exorbitants et qui ne sont pas en rapport avec les ouvrages faits et les meubles fournis ;

Que les 3 billets promissaires ci-dessus mentionnés ont été remis à *Jean de Beaufort* ;

Que l'un d'eux fut transporté à *Gaspard Mathieu de Montréal* qui en a réclamé le paiement par une poursuite portée devant la Cour Supérieure, à *Montréal*, sous No 1923 ;

Qu'il ressort du témoignage de *Jean de Beaufort*, donné sous serment dans cette cause, qu'une partie de cette somme de \$10,000 devait être partagée avec d'autres personnes ;

Que le dit *Honoré Mercier* est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que l'Honorable *J. A. Mousseau*, alors Premier Ministre de la Province de *Québec* et Membre de cette Chambre, ainsi que *Joseph Gédéon Horace Bergeron*, écuyer, Député aux Communes pour le District Electoral de *Beauharnois*, devaient, en vertu d'une convention, recevoir chacun un tiers de cette somme de \$10,000, et que de fait ils ont déjà reçu diverses sommes d'argent et des valeurs appréciables en argent pour les engager à assurer ou en récompense de ce qu'ils avaient fait pour assurer ce contrat à *Charlebois*.

L'Honorable *M. Mercier* propose, secondé par l'Honorable *M. Joly*, que l'Honorable *Honoré Mercier*, membre de cette Chambre, pour le district électoral de *St-Hyacinthe*, ayant fait de son siège, la déclaration suivante :

" Qu'en 1882 des soumissions furent demandées par le Gouvernement de cette Province pour la construction du Palais Législatif, suivant les spécifications déposées au bureau des Travaux Publics, ces soumissions, devant être faites avant le 1er Décembre 1882 ;

" Que ces spécifications stipulaient entre autres choses : que les soumissions devaient être accompagnées des noms de deux cautions solvables ; que le prix des travaux devrait être payé sur les estimations mensuelles de l'architecte, constatant la quantité d'ouvrage fait et de matériaux livrés, moins un décompte de 20 0/0 qui devait être retenu jusqu'à la fin des travaux, le Gouvernement se réservant le droit de remettre 10 0/0 sur ce décompte tous les six mois, à sa discrétion ; que le coût du chauffage des bâtisses pendant la construction, et quand nécessaire à la conservation des travaux, devait être à la charge du constructeur, et que celui-ci serait tenu de faire assurer de temps à autre, à ses frais et à la satisfaction du commissaire, les bâtisses au fur et à mesure que les travaux avanceraient :

" Que les soumissions furent ouvertes vers le deux Décembre 1882 et que les plus basses, accompagnées des noms des cautions, étaient comme suit :

1. Jos. Ths. Lavallée.....	\$ 143,196 00
2. P. G. Huot.....	158,189 00
3. Alexander McMillan.....	185,160 64
4. A. Charlebois et G. Beaucage.....	197,596 60

“ Que, sans se plaindre de la solvabilité des cautions offertes, le Gouvernement changea subitement les conditions de garantie, et exigea un dépôt en argent de 10 0/0 sur le montant des soumissions, pour tenir lieu du cautionnement demandé d'abord, et cela en dépit des protestations de quelques-uns des plus bas soumissionnaires ;

“ Que cette exigence nouvelle et contraire aux conditions premières, eut pour effet d'écarter les deux plus bas soumissionnaires ci-dessus nommés, le délai pour faire ce dépôt ayant été fixé au 12 Décembre 1882 quant à *Lavallée*, au 21 Décembre quant à *Huot* et au 2 Janvier 1883 quant à *M. McMillan* ;

“ Que plus tard, ce délai quant à ce dernier fut à sa demande, étendu jusqu'au 8 Janvier ;

“ Que, dans l'intervalle, par contrat sous seing-privé fait à *Montréal*, le 7 Décembre 1882, entre le dit *Charlebois*, agissant pour *A. Charlebois et Cie*, et *Jean de Beaufort*, il fut stipulé que celui-ci recevrait une somme de \$10,000, au moyen de trois billets, de \$3,000, de \$2,000 et de \$5,000 respectivement, si *A. McMillan* ou *A. Charlebois* obtenaient le contrat ;

“ Que ces billets promissaires, signés et endossés par *A. Charlebois et Cie* et portant la date du 7 Décembre 1882, furent déposés sous enveloppe entre les mains de *J. B. Durocher*, de *Montréal*, avec l'entente qu'ils ne seraient remis à *Jean de Beaufort* que si *Charlebois* ou *McMillan* obtenaient le contrat ;

“ Que *McMillan* ayant le 6 Janvier 1883, autorisé le Commissaire des Travaux Publics à substituer le nom de *Charlebois* au sien, celui-ci obtient le contrat par arrêté en Conseil No 22, en date du 20 Janvier ;

“ Que par acte passé devant M^{re} *Tessier*, N. P., le 9 Février 1883, *Charlebois* se chargea de la construction projetée pour le prix de \$185,160.64 ou \$41,964 et \$21,971 de plus que n'avaient demandé *Lavallée*, *Huot* et *Jobin* ;

“ Que, ce contrat contient des stipulations plus favorables à l'entrepreneur que celles imposées dans les spécifications et entre autres les suivantes :

1. Le décompte sur les estimations mensuelles est laissé à la discrétion du Commissaire au lieu d'être obligatoire, et ne pourra excéder 10 0/0 au lieu d'être 20 0/0.

2. Le chauffage pendant la construction est aux frais du Gouvernement au lieu du constructeur ;

3. Il n'est pas stipulé que celui-ci devra tenir assurés à ses frais, les travaux au fur et à mesure qu'ils avanceront ;

“ Que le contrat oblige le Gouvernement à remettre à *Charlebois*, son dépôt de \$15,516, fait au lieu et place du cautionnement refusé, aussitôt qu'il en aurait donné un avec hypothèque, à la satisfaction des Commissaires ; et que, de fait, ce dépôt d'argent a été remis depuis, et que pour favoriser davantage le dit *Charlebois*, le Gouvernement l'a chargé, depuis, de pourvoir à l'installation des chambres temporaires et à leur ameublement en lui accordant des prix exorbitants et qui ne sont pas en rapport avec les ouvrages faits et les meubles fournis ;

“ Que ces billets promissaires ont été remis à *Jean de Beaufort* et que l'un d'eux a été transporté à *Gaspard Mathieu*, de *Montréal*, qui en a réclamé le paiement par une poursuite devant la Cour Supérieure, à *Montréal*, sous le No 1923.

“ Qu'il ressort du témoignage de *Jean de Beaufort*, donné sous serment dans cette cause, qu'une partie de cette somme de \$10,000 devait être partagée avec d'autres personnes ;

“ Que le dit *Honoré Mercier* ayant de plus déclaré, qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que l'Honorable *J. A. Mousseau*, alors Premier Ministre de cette Province et Membre de cette Chambre,

ainsi que *Joseph Gédton Horace Bergeron*, écuyer, Député à la Chambre des Communes pour le district électoral de *Beauharnois*, devaient en vertu d'une convention recevoir chacun un tiers de cette somme de \$10,000, et que, de fait, ils ont déjà reçu diverses sommes d'argent et des valeurs appréciables en argent, pour les engager à assurer, ou enrécense de ce qu'ils avaient assuré, ce contrat à *Charlebois* ; qu'il soit :

Résolu, Que, dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette Province et de la dignité de cette Chambre, il nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, il soit nommé un comité spécial de cinq membres de cette Chambre pour s'enquérir et faire rapport sur les diverses matières contenues et alléguées dans la susdite déclaration, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de prendre les témoignages sous serment et par écrit et, s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature ;—Et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,

Ordonné, Que l'Honorable *M. Joly*, *M. Desjardins*, *M. Asselin*, *M. Nantel* et *M. Robidoux* composent le dit Comité.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par *M. Lemieux*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle désire que le traitement du Surintendant-général des travaux de colonisation ne soit pas pris sur les faibles octrois votés pour les chemins de colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Saint-Hilaire et
Watts.—15.

CONTRE :

Messieurs.

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,

Charlebois,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,

Garneau,
Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,

Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Taillon et
Trudel.—35.

Ainsi, la question est négative.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante six piastres et viugt centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ingénieur des Mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent cinquante-neuf piastres et quarante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du Département des Terres de la Couronne, (pour couvrir le montant sustiré durant l'exercice expirée le 30 juin 1883,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et seize mille huit cent soixante et dix-neuf piastres et cinquante-un centin soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la balance due sur propriétés, terrains expropriés, droit de passage, etc., et \$100,000 à compte de la sentence arbitrale en faveur de l'Honorable Thos McGreevy, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'exploitation, etc., du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à après minuit ; mercredi matin ;

Mercredi, 4 juin 1884.

Le Bill pour amender l'ordonnance 4 Victoria, chap. 17, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'administration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Québec et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes qui l'amendent " est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois sur division, et renvoyé à un Comité général de la Chambre, pour la première séance, aujourd'hui.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender les lois concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le Code de procédure civile ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première, séance aujourd'hui.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender les actes concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics. "

Et la Question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première séance, aujourd'hui.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 17, concernant les écoles d'industrie ;

Et la Question étant mise au voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première séance, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 11 heures A. M., aujourd'hui.

Mercredi, 4 Juin 1884.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, rapporte une Résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas six mille huit cent soixante et huit piastres et soixante et trois centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'administration de la dette publique, savoir : commission $\frac{1}{2}$ par cent sur neuf cent soixante et treize mille sept cent vingt-six piastres et soixante et sept centins,—la somme de quatre mille huit cent soixante et huit piastres et soixante et trois centins ; annonces, timbres, etc., deux mille piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

L'honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quatre mille trois cent soixante et sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au crédit de la Bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris l'employé surnuméraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions Catholiques Romaines pour l'octroi accordé aux *High Schools*, dont \$2,000.00 pour la faculté de droit à l'Université-Laval, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles pour les sourds-muets, comprenant \$200.00 pour l'institution de *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'école des sourds-muets, au *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 20 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'un somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du collège de *Rimouski*, (étant le troisième des quatre versements annuels) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du collège de *Sainte-Thérèse*, (étant le troisième des quatre versements annuels) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de la *Baie du Febvre*, pour sa reconstruction, (étant le deuxième et dernier paiement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. *Garneau*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépensés de traitements du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante mille cent soixante et sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police : (Bureaux du Juge des Sessions de la Paix à *Québec* et des Magistrats de Police à *Montréal*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme à *Montréal*, à *Sherbrooke* et à *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille six cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour sauvegarder d'anciens documents notariés importants et autres archives, et la confection d'index de ces documents, à *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, comprenant l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 17 Mai 1884, demandant copie de toutes correspondances, arrêtés en conseil, etc., ayant rapport aux lettres-patentes émises le 3 Février 1826, en faveur de feu *John Fraser*, pour les lots 26 et 27 dans le premier rang et les lots 25 et 27 dans le deuxième rang du Canton de *Chester*. (Documents de la Session, No 105.)

L'Honorable M. *Garneau*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture (3 à \$800 chacune), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'abonnement à différents traités et publications sur l'agriculture, la colonisation, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et de repatriement, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix.—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Saint-Vincent de Paul*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quaranté piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *St-Patrice* pour les orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante et seize piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine*, *Bon Pasteur*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice des enfants trouvés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins de Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue *Bonaventure*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école pour les aveugles, Asile de *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'Industrie, Institut *Hervey*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Church Home, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent trente trois piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent dix piastres et soixante et sept centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *St-Hyacinthe*, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St Hyacinthe*, *St Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville St-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1875.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph*, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Ste-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Ferdinand, *St-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, *St-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ;

M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*,—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin des dites résolutions ;

“ Qu'en concourant dans cet *item* et les suivants, concernant les institutions de charité, cette Chambre regrette que le Gouvernement soit obligé de retrancher vingt pour cent sur les octrois accordés à ces institutions durant les années dernières, avant de commencer à réduire le traitement des Ministres du Gouvernement.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Demers,
Gagnon,
Joly,

Lemieux,
Marchand,
McShane,

Mercier,
Rinfret dit Malouin,
et Robidoux.—12.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais.
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Frégeau,
Gauthier,
Lavallée,

Leduc,
Lynch,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière Richelieu, entre Lacolle et St-Thomas, étant le 2^{me} paiement d'une somme de (\$8,000, payable \$2,000 par année, durant quatre ans), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, entre l'Île Calumet et Bryson, étant le premier paiement (revoté) d'une somme de \$4,000, payable \$2,000 par année pendant deux années, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière Chaudière, entre Saint-Nicolas et Saint-Romuald, étant le 1^{er} paiement (revoté) d'une somme de \$8,000, payable \$2,000 par année durant quatre ans, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction d'un pont à Louiseville, étant le second et le dernier paiement d'une somme de \$2,000, payable durant deux ans, \$1,000 par année, aux conditions convenues avec les municipalités de Louiseville et de la Rivière-du-Loup, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$5,000 pour Spencer-Wood, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection et d'examen des édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des nouveaux édifices du Parlement, dont la continuation doit être faite au moyen d'un emprunt, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouveau Palais de Justice de Québec, payable par un emprunt spécial, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux Palais de justice et aux prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des Palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des Palais de Justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la quatrième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la cinquième résolution soit maintenant lue la seconde ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la sixième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, comme suit :

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$5,000 pour *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ;

M. Demers propose comme amendement, secondé par M. Bernard, Que les mots suivants soient ajoutés à la dite résolution :

“ Cette Chambre, tout en concourant dans cet *item*, regrette les dépenses considérables faites, chaque année, en rapport avec *Spencer Wood*, et déclare que l'entretien de cette résidence du chef de l'Exécutif de la Province est trop coûteux pour nos ressources actuelles, et que des mesures devraient être prises, sans délai, pour donner au chef de l'Exécutif une résidence convenable et moins dispendieuse.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,

McShane,
Mercier,
Robidoux,
Shehyn,

Stephens,
Turcotte et
Watts.—15.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,

Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—37.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mis aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La septième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La huitième résolution, étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La neuvième résolution, étant lue la seconde fois ;

Et les dixième, onzième et douzième Résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

Ordonné, Que M. Frégeau ait la permission de présenter un Bill pour amender un acte de cette Session intitulé : "Acte pour constituer la Paroisse de Saint-Joachim de Shefford, en municipalité, pour les fins municipales et scolaires."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 671 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour valider certains enrégistrement et pour amender certains articles du Code Civil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Trudel fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill relatif aux notifications, protêts et significations ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

L'amendement est alors lu deux fois et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Irvine fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le statut 46 *Victoria*, chapitre 23 ;

Et la question étant proposée, — Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois
L'Honorable M. Mercier propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable M. Marchand, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans trois mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Brousseau,
Caron,
Charlebois,
Demers,

Desaulniers,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Gagnon,
Garneau,
Gauthier,
Joly,
Lavallée,
Leduc,

Lemieux,
Marchand,
Marion,
Martin,
McShane,
Mercier,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Rinfret dit Malouin.
Robidoux,
Robillard,
Shehyn,
Stephens,
Trudel,
Turcotte et
Watts.—39.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Blanchet,
Deschênes,

Faucher de Saint-
Maurice,

Frégeau,
Marcotte,

Martel et
Taillon.—8.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois, dans trois mois à dater d'aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui font des placements " avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par la Chambre au Bill (Du Conseil Législatif) intitulé : " Acte pour amender l'acte 44-45 *Vict.*, chapitre 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires contumiers et des servitudes y mentionnés " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé " Acte concernant les compagnies à fonds

social et la protection des personnes qui font des placements, " lesquels sont lus comme suit :

Section 1, ligne 4, remplacez le mot " sera " par les mots " devra être. "

Section 2, ligne 1, retranchez les quatre premiers mots et remplacez-les par les mots " Les comptes du capital d'exploitation. "

Même section, première et seconde lignes, remplacez le mot " représentera " par le mot " représenteront " ; seconde ligne, après le mot " dépenses " insérez les mots " faites de bonne foi. "

Section 4, ligne 3, retranchez le mot " séparément " et remplacez-le par le mot " solidairement. "

Section 6, ligne 3, retranchez les mots " de cette manière " et remplacez-les par les mots " à même ce fonds. "

Même section, page 2, 4^{ème} ligne, retranchez le mot " séparément " et remplacez-le par le mot " solidairement. "

Section 7, ligne 1, retranchez le mot " ou " et remplacez-le par le mot " et. "

Section 8, ligne 1, retranchez le mot " payé " et remplacez-le par les mots " déclaré ou payé en contravention aux dispositions du présent acte. "

Même section, ligne 2, après le mot " voteront " retranchez les mots " les " et remplacez-le par le mot " ces. "

Même section, lignes 3 et 4 retranchez le mot " séparément " et remplacez-le par le mot " solidairement. "

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'ingénieur des mines, (comprenant l'exploration et l'inspection des mines), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de son bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais de voyage et dépenses contingentes du Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix—Que la sixième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la septième résolution et la suivante ainsi que la neuvième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et six mille huit cent huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un compte ouvert des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc., y compris les commissions, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de règlement de comptes non payés, à même l'emprunt, pour la construction du chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.* et dont \$15,000 doivent être votées de nouveau, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent soixante et quinze piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance dûe sur terrains et propriétés du chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*, (payable par un emprunt), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux réclamations en suspens, pour le chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*, (Département du Trafic, Revenu) pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la sixième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La septième résolution étant lue la seconde fois comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux réclamations en suspens, pour le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, (Département du trafic, Revenu), pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Et la question étant proposée,—Que la Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. Rinfret dit Malouin propose comme amendement, secondé par M. Lemieux, Que les mots suivants soient ajoutés à la motion : " mais cette Chambre désire qu'aucune réclamation pour dommages résultant de l'exploitation du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ne soit réglée ou payée, avant un vote préalable de la Législature ou un jugement d'une cour."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Gagnon,*

*Joly,
Lemieux,
Marchand,
McShane,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn et
Stephens et
Watts.—14.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,*

*Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—35.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de deux résolutions, lesquels sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'Aliénés de *Beauport, Saint-Jean de Dieu et Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la transcription, impression et publication des Archives Canadiennes, pour payer les dépenses déjà encourues, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la seconde résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. McShane,—Que les mots suivants soient ajoutés à la motion : “ Mais cette Chambre regrette que cette dépense ait été faite sans l'autorisation préalable de la Législature.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Gagnon,*

*Joly,
Lemieux,
Marchand,
McShane,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens et
Watts.—14.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

M. *Desjardins*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, dépenses contingentes du Conseil Législatif et dépenses occasionnées par l'incendie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille trente piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les traitements des surnuméraires, messagers, pages, papeterie, impression, reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente-sept piastres et vingt-neuf cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impressions, reliure et distribution des Lois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 150 volumes de *Bourinot's Parliamentary Procedure*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

La première résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. *Watts* propose comme amendement, secondé par M. *Bernard*,

Que les mots suivants soient ajoutés à la motion : " mais cette Chambre regrette que les dépenses du Conseil Législatif, au lieu de diminuer, tendent continuellement à augmenter. "

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—16.</i>
<i>Maurice,</i>			

CONTRE :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschènes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Saint-Hilaire et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La troisième résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ;

M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre ne concoure pas dans cet item de \$15,000 parce que cet item a été donné à M. *Dansereau*."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Deschènes,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais.</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Saint-Hilaire</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel.—32.</i>
<i>Desaulniers,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La quatrième résolution et la suivante ainsi que la sixième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Desjardins*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille trois cent quatre-vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des ministères, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, à Montréal, à Sherbrooke et à Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour parachever le tablier du Pont Bacon, sur la rivière Sainte-Anne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer, assurance, réparations, etc, des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood*, pour parachever les écuries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood*, reconstruction de toiture, des gouttières, etc, ameublement, etc, à remplacer, etc, par suite d'un accident, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'appareil de chauffage du Palais de Justice et Prison de *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Prison de *Québec*, achat de la propriété *Thompson*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille et trente-deux piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour finir les accommodations temporaires de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix, Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

La quatrième résolution, étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. Bernard propose comme amendement, secondé par M. Demers, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre ne concoure pas dans cette résolution, parceque telle résolution ratifie une dépense non autorisée de \$5,000 pour l'année courante, pour l'immigration ; la Chambre ayant déjà voté \$12,000 pour cet objet et parceque cette Chambre regrette que les montants qui ont déjà été dépensés, pour l'encouragement de l'immigration européenne n'ont pas donné de résultats satisfaisants : lesquels résultats n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées ; et à moins que le Gouvernement, par ces moyens ne parvienne à retenir plus l'immigration dans la Province, cette Chambre est d'opinion que la somme de \$17,000, est trop élevée pour l'encouragement de l'immigration européenne. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin.</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Watts.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel.—27.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La cinquième et la sixième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la Question étant mise aux voix,—Que la septième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la Question étant mise aux voix,—Que la huitième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La neuvième résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dixième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La onzième résolution, étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que la Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Demers,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre ne concoure pas dans cette résolution, mais est d'opinion que la somme de \$21,000, déjà payée pour cet objet, est plus que suffisante pour acquérir les ouvrages faits et les meubles fournis."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—14.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>		

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins.
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,

Gauthier,
Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,

Poulin,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—34.

Ainsi il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 5 Juin 1884.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante six piastres et viugt centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ingénieur des Mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent cinquante-neuf piastres et quarante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du Département des Terres de la Couronne, (pour couvrir le montant sustiré durant l'exercice expirée le 30 juin 1883,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et seize mille huit cent soixante et dix-neuf piastres et cinquante-un centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la balance due sur propriétés, terrains expropriés, droit de passage, etc., et \$100,000 à compte de la sentence arbitrale en faveur de l'Honorable Thos McGreevy, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'exploitation, etc., du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Et la première résolution jusqu'à la cinquième inclusivement étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La sixième résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que la Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. Robidoux propose comme amendement, secondé par M. Bernatchez,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre ne concoure pas dans cette résolution vu qu'elle ne comprend pas comment elle peut être appelée à payer encore des dépenses de trafic, sur un chemin vendu le 4 mars 1882, et livré le 1 juillet 1882.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Gagnon,*

*Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Shehyn et
Watts.—13.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Gauthier,*

*Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,*

*Poulin,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole Normale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier Robertson ait la permission de présenter un Bill concernant les subsides aux chemins de fer et certaine garantie d'intérêt par la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Jeudi, 5 Juin 1884.

Onze heures A. M.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les lois de la chasse en cette Province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les amendements soient pris en considération à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les Subsidés aux Compagnies de chemins de fer et certaines garanties d'intérêt par la Province, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit retiré.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour amender les actes concernant les Ecoles de Réforme, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, — la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité et après avoir ainsi siégé quelque temps ; M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Martel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant les Juges des Sessions de la Paix de *Montréal* et de *Québec* ; et après avoir ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Beauchamp* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'Ordre du Jour étant lu pour prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre au Bill pour amender et refondre les lois de la chasse en cette Province ;

Et la question étant proposée, — Que le Bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération.

L'Honorable *Joly* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit renvoyé de nouveau en Comité général avec instruction de l'amender en retranchant le mot "Mars," dans l'avant dernière section et le remplaçant par le mot "Février."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Desjardins,

Faucher de Saint-
Maurice,
Gagnon,
Joly,
Lemieux,

Marchand,
Marcotte,
Mercier,
Picard,
Poulin,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux,
Stephens,
Turcotte et
Watts. — 20.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beauchamp,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,*

*Lavallée,
Leduc,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Taillon et
Trudel.—24.*

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que le Bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération.

L'Honorable M. *Mercier* propose sous forme d'amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en substituant les mots "quinze avril," aux mots "premier de mai," dans le 5^e clause.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Bergevin,
Bernard,
Demers,
Faucher de Saint-
Maurice,*

*Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Poulin,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Stephens,
Turcotte et
Watts.—16.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beauchamp,
Bernatchez,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,*

*Lavallée,
Leduc,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,*

*Picard,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Taillon et
Trudel.—28.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Les dits amendements, sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender et refondre les lois de la chasse de la Province de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill concernant les Juges des Sessions de la Paix de *Montréal* et de *Québec* ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon propose comme amendement à la motion, secondé par M. Stephens, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender les actes concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Audet fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, à la troisième séance, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre, au Bill pour amender l'article 671 du Code de Procédure Civile, et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre, au Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés, et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender un Acte de cette Session intitulé : "Acte pour constituer la Paroisse de *St-Joachim* de *Shefford* en Municipalité pour les municipales et scolaires ;"

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement. Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Sur motion de M. Frégeau, secondé par M. Picard,

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé à un Comité général de la Chambre et que la règle 59 soit suspendue à cet effet ; attendu que le Bill n'a pour but que de corriger une erreur cléricale et qu'il n'affecte aucunement le principe du Bill, qu'il a pour objet d'amender.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Deschênes fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

L'amendement est alors lu deux fois et adopté.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour rappeler l'Acte 32 *Victoria*, chapitre 29, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

L'amendement est alors lu deux fois et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour abroger l'acte 32 *Victoria*, chap. 29, et amender le statut 31 *Victoria*, chap. 32, concernant le Prévôt des incendies pour la Cité de Montréal."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Gagnon.—Le Gouvernement a-t-il vendu la pierre et la brique provenant du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska*, incendiés le 11 Mars 1881 ? Et si oui, quand ? A qui ? A quelles conditions ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet,—Le Gouvernement a utilisé pour le Palais de Justice et la Prison de *Fraserville* tout le fer, la pierre de taille et la brique de l'ancien Palais de Justice et Prison de *Kamouraska* qui pouvaient être employés avec avantage dans la nouvelle construction.

Le reste de la pierre était calciné et considéré comme sans valeur. Sur rapport favorable de l'Ingénieur, M. J. P. Blais, de *Kamouraska*, a obtenu permission en 1881

d'en prendre quelques voyages pour construire les fondations de la voûte du bureau d'enregistrement de *Kamouraska*.

En 1883, M. le Curé de *Kamouraska* ayant des réparations à faire à son église, demanda permission de prendre de cette pierre, ce dont il aurait besoin pour ces travaux. Sur rapport de l'Ingénieur cette permission lui fut accordée à la condition de laisser la pierre de taille, s'il en restait.

M. *Stephens* propose, secondé par M. *Gagnon*, Que les Commissaires de la Commission du service civil soient requis de rembourser au Trésorier de la Province l'argent qu'ils ont reçu pour leurs prétendus services en rapport avec la Commission, en autant qu'ils n'ont point rempli la tâche pour laquelle ils avaient été nommés ;—Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—13.</i>
<i>Gagnon,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>Desaulniers,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mit devant cette Chambre une liste des noms des cantons de la Province de Québec.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Qu'il soit résolu, que les sessions de cette Législature devraient, à l'avenir, avoir lieu dans le cours de l'automne et assez de bonne heure pour qu'elles puissent finir avant les fêtes, autant que possible.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, comme amendement, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*, Que tous tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il est désirable, qu'à l'avenir, la Législature de cette Province soit convoquée aussitôt que possible, après la fête des Rois."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer "La Grande Loterie de Colonisation," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de *M. Watts*, secondé par *M. Stephens*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous Ordres en Conseil ou rapports approuvant ou recommandant le paiement du coût de l'impression d'un discours de *L. G. Desjardins*, Ecr, député pour *Montmorency*, en 1883, et de toutes correspondances et de tous comptes pour impressions et reçus à ce sujet.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant les Subsidés à certaines compagnies de chemins de fer.

L'Honorable Trésorier *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Saint-Hilaire* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Saint-Hilaire fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que toute Compagnie de chemin de fer ayant droit à un Subside de la part de cette Province pourra, en sus de la conversion de ce Subside en une garantie par la Province de l'intérêt de ses obligations, conformément au Statut 39 *Victoria*, chapitre 3, section 1, et en sus du remboursement du Subside payé à cette Compagnie et à sa conversion aussi en garantie, conformément au Statut 40 *Victoria*, chapitre 3, section 8, déposer entre les mains du Gouvernement de cette Province toute autre somme d'argent dans le but de se procurer une garantie additionnelle d'intérêt par le Gouvernement ; et sur ce dépôt, le Gouvernement pourra accorder cette garantie pour le nombre d'années et pour le montant par mille qui justifieront ce dépôt additionnel et le Subside plus haut mentionné.

Résolu, 2. Que l'intérêt qui sera accordé par le Gouvernement sur les dépôts faits en vertu de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, ainsi que sur le montant de tout subside, chaque fois que ce Subside sera converti en garantie conformément aux Statuts mentionnés dans la résolution précédente, ne devra, en aucun cas, excéder le taux accordé par les banques sur les montants à elles déposés par le Gouvernement pour couvrir ce Subside.

Résolu, 3. Qu'à même les sommes d'argent affectées par la Législature de cette Province en faveur de la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra faire les avances que, de temps à autre, il jugera à propos de faire, mais, cependant, n'excédant pas cinquante pour cent au-delà du Subside accordé par mille à cette compagnie pour

une distance n'excédant pas trente milles, à partir du *Lac Simon* et en allant vers le nord, de la manière, avec les garanties et aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra juger à propos de fixer, de façon à assurer le parachèvement de ce chemin de fer à une date aussi rapprochée que possible.

Dans le cas où la garantie de la Province serait accordée sur des obligations émises par cette Compagnie, des obligations ainsi garanties ne seront pas remises à la Compagnie dans une proportion plus considérable que le Subside ne serait payable en vertu des lois en force.

Tous les frais encourus pour la signature de ces obligations, leur garde et le paiement du change seront payés par la Compagnie au Gouvernement, sur le certificat du Trésorier de la Province.

Et la question étant proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

L'Honorable M. Joly propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Le nouveau moyen que le Gouvernement propose pour venir en aide au chemin de fer du *Lac Saint-Jean* ne peut pas être adopté sans engager la Province dans une voie dangereuse.

Que cette Chambre encourrait une grande responsabilité envers le pays et commettrait une grande imprudence, si elle ne profitait pas de la triste expérience acquise dans la construction et l'exploration par la Province du chemin de *Q. M. O. et O.*

Que le résultat inévitable de la politique ministérielle, énoncé dans ces résolutions serait de charger la Province d'un nouveau fardeau au-dessus de ses forces et qu'avant longtemps, nous nous trouverions forcément obligés d'entreprendre la construction et l'exploitation du chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, aux frais de la Province, comme nous avons été obligés de le faire, pour le chemin de fer de *Q. M. O. et O.*

Que, tout en admettant l'importance d'ouvrir à la colonisation la belle région du *Lac Saint-Jean*, l'avenir de toute la Province ne doit pas être sacrifié pour atteindre ce but."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,

Joly,
Marchand,

Mercier,
Robidoux,

Stephens et
Watts.—8.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Bernatchez,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice.
Flynn,
Frégeau,
Gagnon,
Garneau,

Gauthier,
Irvine,
Lavallée,
Leduc,
Lemieux,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Robillard,
Shehyn,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—40.

Ainsi, il est résolu négativement.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde, sont adoptées.

Et la question étant proposée,—Que la Troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens* que tous les mots après “ soit ” jusqu’à la fin de la question soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ amendée en ajoutant le paragraphe suivant :

“ Faute par la compagnie de terminer son chemin d’ici au 31 décembre 1890, le Gouvernement aura droit de répéter le montant de tous les subsides qu’il lui aura payés jusqu’alors, comme s’il les lui eût seulement prêtés sans termes ; et à cette fin, toute et chaque section ou partie construite du dit chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean* demeurera conditionnellement hypothéquée envers le Gouvernement de la Province de *Québec* pour le montant de tous tels subsides comme première hypothèque sur le chemin.”

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu’après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 6 Juin 1884.

Et l’amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Marchand,

Mercier,
Robidoux,

Stephens et
Watts.—10.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,

Irvine,
Lavallée,
Leduc,
Lemieux,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Robillard,
Shehyn,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—38.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens*,—Que tous les mots après “ soit,” jusqu’à la fin de la question soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ amendée en ajoutant ce qui suit :

“ Le montant de chaque émission de débentures devra être approuvé par le Gouvernement.

Faute par la compagnie de terminer son chemin d'hui au 31 décembre 1890, le Gouvernement de la Province aura droit de répéter le montant de tous les subsides qu'il leur aura payés jusqu'alors, comme s'il les lui eut seulement prêtés sans terme, et à cette fin, toute et chaque section ou partie construite du dit chemin de fer de *Québec* et du *Lac St-Jean*, demeurera conditionnellement hypothéquée envers la Province, pour le montant de tous tels subsides. Cette hypothèque de la Province prendra rang et existence immédiatement après celle des porteurs de débentures, desquelles débentures l'émission aura été approuvée comme susdit."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,
Bernard,
Bernatchez,
Demers,*

*Dorais,
Gagnon,
Marchand,*

*Martin,
Mercier,
Paradis,*

*Robidoux,
Stephens et
Watts.—13.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,*

*Irvine,
Lavallée,
Leduc,
Lemieux,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Poulin,
Poupore,*

*Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertsoa,
Robillard,
Shehyn,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—34.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson*, ait la permission de présenter un Bill concernant les Subsides aux Compagnies de Chemins de fer et certaines garanties d'intérêts, par la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois concernant la constitution de la Cour Supérieure en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour modifier les plans et livres de renvois officiels de la Ville de *Fraserville*, de la Paroisse de *St-Patrice* de la *Rivière-du-Loup*, du Canton de *Hull* et du Village de *Saint-Sauveur* de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi des jurés et jurys. (46 *Victoria*, chapitre 16."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

" Les clauses 4, 5, 8 et 9 sont retranchées."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour modifier les plans et livres de renvois officiels de la Ville *Fraserville*, de la Paroisse de *St-Patrice* de la *Rivière-du-Loup*, du Canton de *Hull*, et du Village de *Saint-Sauveur* de *Québec*," lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin de la 4^{ème} clause les mots suivants : " Afin d'obvier aux inconvénients qui pourraient survenir, le délai de deux ans accordé par la loi pour le renouvellement de l'enregistrement des droits réels dans la Ville de *Fraserville* et la Paroisse de *St-Patrice* de la *Rivière-du-Loup*, sera prolongé de six mois à compter de la date du dit avis."

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la loi des jurés et jurys, 46 *Victoria*, chap. 16," lesquels sont lus comme suit :

Clause 4, et ligne 4, après le mot " doit " ajouter les mots suivants " au moins trente jours avant le terme de la cour sur l'autorisation du Procureur Général, comme susdit."

Même clause, retrancher les deux derniers mots de la ligne 5 et tous les mots de la ligne 6.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Trésorier *Robertson* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, de nouvelles estimations supplémentaires de certaines dépenses requises pour le Service Public de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1884, et des estimations supplémentaires de certaines dépenses requises pour l'exercice de l'année fiscale finissant le 30 juin 1885.

Et, conformément aux exigences de la 54^{ème} section de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, il recommande ces estimations supplémentaires à la considération de la Chambre. (Documents de la Session, No 1.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 5 juin 1884.

Ordonné, Que le dit Message et les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés en Comité des Subsidés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Vendredi, 6 Juin 1884.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour détacher certaines parties de l'augmentation du Township de *Caxton*, de la Paroisse de *Saint-Barnabé* et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*, dans le Comté de *Saint-Maurice*, pour toutes fins quelconques."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du *Canada* 24 *Vict.*, chap. 22, concernant les Assurances Mutuelles."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les actes concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Audet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus comme suit :

Dans la 7^{ème} clause, 2^{ème} paragraphe, 2^{ème} ligne retrancher le mot "deux" et le remplacer par le mot "d'une."

Dans la Cédule B, les 13ème, 14ème et 15ème lignes sont retranchées.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Et la question étant proposée.—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Poulin* propose sous forme d'amendement, secondé par M. *Bernard*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender : 1. en remplaçant les mots, "la moitié," par les mots "le tiers," dans la dixième ligne de la section 2 ; 2. Et en remplaçant le mot "deux," par le mot "trois" dans l'avant-dernière ligne de la section 5."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin.</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—26.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le Bill, avec les amendements, passe et que le titre soit : "Acte pour amender les actes concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill avec plusieurs amendements auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'ordonnance 4 *Victoria*, chapitre 17, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'administration de certains chemins dans le voisinage de la Cité de Québec et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes qui l'amendent"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les amendements soient maintenant pris en considération.

Les amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'ordonnance 4 *Victoria*, chapitre 17, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'administration de certains chemins dans le voisinage de la Cité de *Québec* et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes qui l'amendent."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte relatif aux chemins à barrières de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 94 des Statuts refondus pour le *Bas-Canada*."

M. *Desjardins*, du Comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du Palais Législatif, présente à la Chambre le Premier rapport de ce Comité,—lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son premier rapport comme suit :

Votre Comité, après avoir choisi *L. G. Desjardins*, écr, député du Comté de *Montmorency* comme son président, est convenu de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

1. Que, dans le but de prendre des témoignages seulement et dans aucun autre but, le *quorum* de ce Comité soit composé de trois membres.

2. Que votre Comité soit autorisé à siéger, à sa discrétion, soit à *Montréal*, soit à *Québec*, selon que votre Comité jugera à propos de le faire.

3. Que les membres de la Législature et de la presse soient seuls admis aux séances de votre Comité.

4. Que votre Comité soit autorisé à employer un ou des sténographes.

5. Votre Comité recommande de plus à votre honorable Chambre l'impression immédiate des documents portant le No 89, et de tout autre document pour l'usage de votre Comité.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Et étant 1 heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil a passé le Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu, " avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu, " —lequel est lu comme suit :

Clause 5, effacer tous les mots après le mot " approuvés, " dans la 3ème ligne jusqu'à mot " icelui " inclusivement dans la 5ème ligne et les remplacer par les mots suivants : " en la manière pourvue par la charte de la dite ville de Saint-Jean et pour celle de la ville d'Iberville respectivement. "

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'Acte 32 Victoria, chapitre 17, concernant les Ecoles d'Industrie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lavallée fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'Acte 32 Victoria, chapitre 3, concernant l'indépendance de la Législature de cette Province.

Et la question étant proposée, —Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable M. Mercier propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable M. Joly, —Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans trois mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, —la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Demers,

Gagnon,
Joly,
Lemieux,

Marchand,
Mercier,
Robidoux,

Shehyn,
Stephens et
Watts. —12.

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Desaulniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lavallée,
Leduc,*

*Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,
Picard,*

*Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—34.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 6, concernant le cautionnement des Officiers publics de la Province.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans trois mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beaubien,
Bernard,
Bernatchez,
Demers,*

*Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens et
Watts.—14.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lavallée,*

*Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,
Picard,*

*Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—35.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la troisième séance, aujourd'hui.

Le Bill pour amender les lois concernant la constitution de la Cour Supérieure en cette Province, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette qu'une somme de \$30,960 ait été payée illégalement et sans droit, le 4 décembre 1883, à la compagnie du chemin de fer du *Québec Central* et que des mesures n'aient pas été prises, avant ce jour, pour obtenir le remboursement de cette somme."

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec*," avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il agréé les amendements faits par cette Chambre au Bill (Du Conseil Législatif) intitulé : " Acte pour amender les actes concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de Québec,"—lesquels sont lus comme suit :

Clause 5, ligne 2, après le mot " visiteurs " ajouter " ou résident. "

La clause 8 est retranchée.

Clause 37, ligne 5, effacer les mots " 24 juillet, " et les remplacer par les mots " 25 septembre. "

Les mots suivants sont ajoutés à la clause 36 : " Quand un aliéné a été envoyé à une municipalité, qu'il soit aliéné à ce moment ou l'a été antérieurement, les frais de ce malade seront recouvrables contre la municipalité où ce malade avait son domicile réel. "

Clause 43, effacer les mots " quarante-huit heures, " dans la 5me ligne, et les remplacer par les mots " quinze jours, " même section, effacer le mot " le " et le remplacer par les mots " les trois. "

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu, "

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans le dit amendement.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général Taillon, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas avec le Conseil Législatif dans le dit amendement pour la raison suivante :

" Parce qu'il aurait pour effet de changer les bases du vote des électeurs francs-tenanciers de la ville de St-Jean, prescrite par la cinquième clause du dit acte, et qu'il détruit l'uniformité du mode de voter dans les différentes municipalités qui pourraient se trouver intéressées.

Résolu, Qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concoure pas dans l'amendement fait par leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu. "

Résolu, Que le Greffier porte le dit Message au Conseil Législatif.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés) ; et lequel amendement était : Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais elle regrette qu'une somme de \$30,960, ait été payée illégalement et sans droit, le 4 Décembre 1883, à la Compagnie du Chemin de fer Québec Central et que des mesures n'aient pas été prises, avant ce jour, pour le remboursement de cette somme. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Gagnon,*

*Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens et
Watts.—13*

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,*

*Garneau,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,*

*Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robillard,
Saint-Hilaire
Taillon et
Trudel.—35.*

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'Honorable M. *Irvine* déclare, de son siège, qu'il résigne comme Membre pour le District Electoral de *Mégantic*.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné. Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable Trésorier *Robertson* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de certains changements faits aux résolutions Nos 16 et 19 des Estimés pour 1885, il les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, alors, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité supplémentaire aux Membres du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et des dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, comprenant le traitement des employés surnuméraires, des messagers, des pages, la papeterie, l'impression, la reliure, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité additionnelle aux Membres de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des Départements publics, savoir : Département du Secrétaire de la Province, \$850 ; Département des Terres de la Couronne, \$5,450 ; Département des Chemins de Fer, \$1,350 ; dépenses contingentes spéciales. \$400 ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme, à Montréal, à Sherbrooke et à Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Comité permanent des expositions, à Montréal: 2e Versement \$3,300 et l'intérêt jusqu'au 30 juin 1884 sur \$13,200—\$800; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances sur les palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Industrie; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses se rattachant à la fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses générales, Terres de la Couronne, pour payer la propriété McGee, \$1,500, et les frais de justice *re* les mines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des débats de la Législature par M. Desjardins; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des journaux de l'Instruction Publique en français; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du journal de l'Instruction Publique en anglais; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exposition scolaire à Londres, Angleterre; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commerciale de Saint-François, de Saint-Denis; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de Lévis; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de St-Roch de l'Achigan, (2ème paiement sur quatre égaux); pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des S. S. Noms de Jésus et Marie pour la construction des édifices de Saint-Barthelémi; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'hygiène, Montréal, (pour obtenir de la Vaccine, etc.); pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Comité permanent d'Expositions, Montréal, (troisième versement \$3,300, et une année d'intérêt à 5 % sur \$9,900.—\$495); pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, en rapport avec l'Université-Laval, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des explorations se rattachant à l'exploration géologique du *Canada* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais de protection des forêts contre les incendies ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure proprement dite, dont \$6,000 pour l'école polytechnique ; avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur, 5 % de ce montant sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil aux institutions pour les sourd-muets et les aveugles dans la Province ; et 5 % sur la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le conseil de l'instruction publique, en achat de livres faits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à ce montant de 5 % ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes, avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur, 5 % de ce montant sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil, aux institutions pour les sourds-muets et les aveugles de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

L'Honorable M. *Garneau*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité supplémentaire aux Membres du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, comprenant les traitements des employés surnuméraires, des messagers, des pages, et la papeterie, l'impression, la reliure, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité additionnelle aux

Membres de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des Département publics, savoir : Département du Secrétaire de la Province, 850 ; Département des Terres de la Couronne, 5,440 ; Département des Chemins de Fer, 1,350 ; dépenses contingentes spéciales, 400 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de réforme, à *Montréal*, à *Sherbrooke* et à *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Comité permanent des expositions à *Montréal* (2^e versement \$3,300 et l'intérêt jusqu'au 30 Juin 1884, sur \$13,200—\$800) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances sur les palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses se rattachant à la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales, Terres de la Couronne, pour payer la réclamation McGee, \$1,500, et les frais de justice re les mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des débats de la Législature, par M. Desjardins ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des journaux de l'Instruction Publique, en français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du journal de l'Instruction Publique, en anglais ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Exposition scolaire, *Londres, Angleterre* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de *Saint-François*, de *Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St-Roch* de l'*Achigan*, (2^{ème} paiement sur quatre égaux) ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des S. S. Noms de *Jésus* et *Marie* pour la reconstruction des édifices de *Saint-Barthelémi* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Hygiène, *Montréal*, (pour obtenir de la Vaccine, etc.) ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Comité permanent des Expositions, *Montréal*, (troisième versement \$3,300, et une année d'intérêt à 5% sur \$9,900.—\$495) ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide l'Hôpital Notre-Dame, en rapport avec l'Université Laval, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles d'industries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des explorations se rattachant à l'exploration géologique du *Canada* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais de protection des forêts contre les incendies ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure proprement dite, dont \$6,000 pour l'école polytechnique ; avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur, 5 0/0 de ce montant sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil, aux institutions pour les sourd-muets et les aveugles dans la Province ; et 5 0/0 sur la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être employé par le conseil de l'instruction publique, en achat de livres faits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à ce montant de 5 0/0 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes ; avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur, 5 0/0 de ce montant sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil, aux institutions pour les sourd-muets et les aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Et la première résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite Résolution.

M. Demers propose comme amendement, secondé par M. Bernard, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre, vu l'état des finances de la Province, ne peut consentir à augmenter l'indemnité des Membres du Conseil Législatif."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,*

*Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Paradis,
Poulin,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Shehyn,
Stephens et
Watts.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,*

*Charlebois,
Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins.
Duckett,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,*

*Lavallée,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,*

*Picard,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon, et
Trudel.—32.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La troisième résolution, étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. *Bernard* propose comme amendement, secondé par M. *Demers*,—Que tous les mots après “Que,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les suivants : “cette Chambre, vu l’état des finances de la Province, ne peut pas consentir à augmenter l’indemnité de ses Membres.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,*

*Gagnon,
Joly,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Paradis,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens et
Watts.—16.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La quatrième résolution et les suivantes jusqu'à la vingt-septième inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Les vingt-huitième et la vingt-neuvième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 7 Juin 1884.

Michel Dosithée Stanislas Martel, Membre pour le District électoral de *Chambly*, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

Qu'au commencement du mois de Mai 1883, l'Honorable *Joseph Alfred Mousseau* était Premier-Ministre de cette Province et représentant du Comté *Jacques-Cartier*, dans l'Assemblée Législative ;

Que son élection, pour le dit Comté, était contestée devant les tribunaux par des procédures dans lesquelles sa déqualification était demandée, procédures instituées à l'instigation de l'Honorable *Honoré Mercier*, représentant, dans cette Chambre, le District électoral de *St-Hyacinthe*, non pour revendiquer le respect des lois, la morale publique et la dignité de cette Législature, mais dans le but de se procurer des sommes d'argent pour son profit et avantage personnels ;

Que, de fait, le ou vers le 5 Mai 1883, le dit *Honoré Mercier* a demandé et accepté une somme de cinq mille piastres, moyennant laquelle il s'engagea à discontinuer les procédures instituées à son instigation, pour conduire à la déqualification de l'Honorable *Joseph Alfred Mousseau* ;

Que ces cinq mille piastres ont été payées au dit *Honoré Mercier*, Membre de cette Chambre, dans les premiers jours du mois de Mai 1883, et qu'immédiatement après la réception de cette somme de cinq mille piastres, les procédures en déqualification contre l'Honorable *J. A. Mousseau* furent abandonnées et retirées par les soins du dit *Honoré Mercier* ;

Que le dit *Michel Dosithée Stanislas Martel* est informé de ces faits d'une manière croyable et se croit sincèrement en état de les prouver.

L'Honorable *M. Mercier*, Membre pour le District électoral de *St-Hyacinthe* se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

En 1882, une pétition d'élection fut produite en Cour Supérieure, à *Montréal*, entre le retour de l'Honorable *M. Mousseau*, Député pour la Division électoral de

Jacques-Cartier; et j'étais un des avocats du pétitionnaire. J'ai fait le dépôt de \$1000 moi-même, ainsi que tous les déboursés s'élevant à au-delà de \$200. Comme je ne m'étais pas mêlé de cette élection, j'ignorais les secrets de l'organisation, malgré que j'étais informé d'une manière positive que des manœuvres frauduleuses avaient été commises durant cette élection. La cause fût fixée à trois ou quatre reprises et chaque fois elle fût remise, à la demande de l'Hon. M. *Mousseau*. Dans chacune de ces occasions j'ai dû me préparer à procéder, voir à tous les détails de la cause et de la preuve et perdre nécessairement beaucoup de temps.

La cause resta ainsi suspendue pendant au-delà de sept mois; et quand elle vint définitivement pour enquête, en Mai 1883, je fis entendre un grand nombre de témoins, plaidai pendant plusieurs jours et retins à mes frais les services d'un Conseil, l'Honorable M. *Laflamme*, auquel je donnai des honoraires en rapport avec sa position professionnelle et l'importance de la cause.

Voyant la preuve, l'Honorable M. *Mousseau* résigna, et, en m'interpellant sur ce que je me proposais de faire relativement à la demande de déqualification, l'Honorable Juge *Torrance* déclara en substance que le pétitionnaire ferait mieux de ne pas insister.

Les frais et déboursés taxables étaient alors de plus de \$3,000, à part les honoraires de mon conseil et les dépenses extra-judiciaires, et j'ai cru que, dans les circonstances, je serais justifiable de charger une retenue assez élevée et de conseiller à mon client de ne pas insister sur la demande de déqualification, et le jugement fut rendu en conséquence, annulant l'élection tel que demandé. J'ai agi dans tout cela comme avocat et je crois encore que ma conduite a été honnête et nullement dérogoire à la dignité de ma profession ou à ma réputation d'homme politique.

Si, malgré ces explications, cette Chambre croit que ma conduite est blâmable, elle peut me censurer, et, gardien de ma propre dignité, je saurai agir en conséquence.

M. *Martel* propose, secondé par M. *Trudel*,—Que *Michel Dosithée Stanislas Martel*, Membre de cette Chambre, ayant fait, de son siège, la déclaration suivante :

Qu'au commencement du mois de Mai 1883, l'Honorable *Joseph Alfred Mousseau* était Premier Ministre de cette Province et représentant du Comté de *Jacques-Cartier* dans l'Assemblée Législative ;

Que son élection, pour le dit Comté, était contestée devant les tribunaux par des procédures dans lesquelles sa déqualification était demandée, procédures instituées à l'instigation de l'Honorable *Honoré Mercier*, représentant, dans cette Chambre, le District Electoral de *Saint-Hyacinthe*, non pour revendiquer le respect des lois, la morale publique et la dignité de cette Législature, mais dans le but de se procurer des sommes d'argent pour son profit et avantage personnels ;

Que, de fait, le ou vers le 5 Mai 1883, le dit *Honoré Mercier* a demandé et accepté une somme de cinq mille piastres, moyennant laquelle il s'engagea à discontinuer les procédures instituées à son instigation, pour conduire à la déqualification de l'Honorable *Joseph Alfred Mousseau* ;

Que ces cinq mille piastres ont été payées au dit *Honoré Mercier*, Membre de cette Chambre, dans les premiers jours du moi de Mai 1883, et qu'immédiatement après la réception de cette somme de cinq mille piastres, les procédures en déqualification contre l'Honorable *J. A. Mousseau* furent abandonnées et retirées par les soins du dit *Honoré Mercier* ;

Que le dit *Michel Dosithée Stanislas Martel* ayant de plus déclaré qu'il est informé de ces faits d'une manière croyable ;

Que les dits faits sont de nature à compromettre gravement la dignité de cette Chambre et de ses Membres ;

Qu'en conséquence, il soit résolu que l'intérêt public et l'honneur de cette Chambre exigent qu'un Comité spécial, composé de cinq Membres de cette

Chambre, soit nommé pour s'enquérir et faire rapport sur les diverses matières contenues et alléguées dans la susdite déclaration, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de faire rapport de temps à autre, de prendre les témoignages sous serment et par écrit, et, s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

M. *Martel* propose, secondé par M. *Trudel*,—Que le dit Comité soit composé de l'Honorable M. *Joly*, M. *Desjardins*, M. *Asselin*, M. *Nantel* et M. *Robidoux*.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Robidoux*,—Que tous les mots après "composé", jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "des Honorables Messieurs *Taillon*, *Lynch*, *Turcotte* et de Messieurs *Desaulniers* et *Faucher de Saint-Maurice*."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Watts.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—30.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Leduc,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

L'Honorable Procureur Général *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,—Que les mots : "l'Honorable M. *Joly* et M. *Robidoux*," soient retranchés, et que ceux de "M. *Watts* et M. *Lemieux*," leur soient substitués,—Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et cinq membres de la Chambre se lèvent et s'opposent à la formation du comité tel que nommé et demandent l'application de la règle 79.

M. l'Orateur décide comme suit :

Lorsqu'il est proposé de nommer un comité spécial, celui qui fait la motion peut proposer les noms des Députés qui devront former ce comité, à moins qu'il ne soit fait objection par cinq membres de la Chambre. S'il est ainsi fait objection, la Chambre nomme le comité au moyen d'un vote nominatif donné par chacun des membres présents.

Dans le cas qui nous occupe, l'Honorable Député de *Chambly* a proposé les cinq Députés qui doivent former le comité que la Chambre a décidé de nommer. En amendement, l'Honorable Député de *Kamouraska* a proposé de substituer cinq autres Députés et cet amendement a été écarté par un vote. Ensuite, l'Honorable Procureur Général a proposé en amendement de remplacer Messieurs *Joly* et *Robidoux* par Messieurs *Watts* et *Lemieux* et cet amendement a été adopté. Alors cinq Députés ont objecté à ce que les membres du comité soient nommés par motion.

La question est de savoir quand l'objection aurait dû être faite.

Je suis d'opinion qu'elle aurait dû être faite quand j'ai soumis la motion et avant qu'elle ne fût mise aux voix (*Bourinot*, page 434) ; mais, dans tous les cas, avant que la Chambre eût adopté le mode de nomination proposé par cette motion en acceptant quelques-uns des noms proposés. C'est pourquoi je suis d'opinion que l'objection a été soulevée trop tard et je l'écarte.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>

Contre la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—12.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le dit Comité soit composé de M. *Desjardins*, M. *Asselin*, M. *Nantel*, M. *Watts* et M. *Lemieux*.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Voies et Moyens ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Shehyn* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les Subsides à Sa Majesté, mais regrette que le Gouvernement ne lui ait soumis, jusqu'à ce jour, aucune mesure pratique tendant à lui procurer les voies et moyens nécessaires pour rencontrer les dépenses ordinaires et extraordinaires qu'il se propose de faire, durant l'année fiscale 1884-1885, et de nature à rencontrer nos obligations actuelles et futures.

Qu'il appert par l'état que le Trésorier nous a donné, lors de son discours sur le Budget, le 2 Mai dernier, que nous avons encore, malgré l'emprunt de \$3,500,000, une dette flottante de deux millions de piastres, dont un million est exigible de suite et dont l'autre le sera dans le cours de l'année fiscale prochaine.

Qu'il est facile de voir par ce discours du Trésorier, que la Province n'a pas actuellement les ressources nécessaires pour faire face aux exigences du service public, si l'on en juge par le tableau suivant :

OBLIGATIONS.

1. Estimations des dépenses de 1884-1885.....	\$3,515,021 00
En outre des estimés supplémentaires.....	\$ 24,695 00
2. Subventions aux Chemins de fer.....	1,605,095 00
Moins montant inclus dans les estimés de 84-85.....	125,000 00
	<hr/> 1,480,095 00
3. Balance du prix stipulé dans le contrat pour la construction du Palais Législatif.....	150,000 00
4. Découvert entre les recettes et les dépenses du 31 Décembre 1883 au 31 Juin 1884, d'après l'état fourni par le Trésorier dans son discours sur le Budget.....	357,258 00
5. Emprunts temporaires et dépôts.....	452,665 00
6. Estimés supplémentaires pour 1883-84.....	317,719 00
En outre des nouveaux estimés supplémentaires.....	\$42,050 00
7. Découvert probable sur les estimés supplémentaires de 1883-84..	350,000 00
8. Montant nécessaire à l'ameublement du Palais Législatif, embellissement du terrain, statues, etc., etc., tel qu'admis par le Trésorier à la page 169 des Journaux de l'Assemblée Législative de 1883.....	150,000 00
9. Découvert probable pour l'année 1884-85.....	200,000 00
	<hr/>
Total des obligations.....	\$6,972,758 00

RESSOURCES.

1. Estimation des recettes pour 1884-1885.....	\$3,112,022 00
2. Balance en banque sur l'emprunt de \$3,500,000	1,500,000 00
(Cette somme de \$1,500,000 est déposée avec la condition que le Gouvernement ne pourra retirer que \$300,000, par ou et ne pourra servir qu'en paiement des subsides aux Chemins de fer.)	
3. Réclamations du Gouvernement dont une partie est douteuse...	260,567 00
4. Argent en caisse le 31 Décembre 1883.....	157,261 00
	<hr/>
Total des ressources.....	\$5,029,850 00

RÉSUMÉ

Total des obligations.....	\$6,972,758 00
Total des ressources.....	5,029,850 00
	<hr/>
Découvert.....	\$1,942,908 00

Que ces chiffres officiels constatent une situation alarmante, et qu'il est regrettable que Gouvernement, comptant sur l'intelligence et le patriotisme des Membres de cette Chambre, n'ait pas cru devoir lui soumettre des mesures propres à faire cesser cet état de choses et à rassurer les hommes d'affaires de la Province.

Que ce système, tout d'expédients suivi par le Gouvernement, laisse le pays dans une fausse sécurité et augmente encore les dangers de la situation actuelle.

Que cette Chambre manquerait à son devoir, si elle ne protestait pas énergiquement contre une politique aussi dangereuse qui, ne profitant pas de l'expérience du passé, cache systématiquement les dangers du présent et compromet gravement le crédit et l'avenir du pays."

Et l'amendement étant mis aux voix,—le Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,*

*Gagnon,
Joly,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens et
Watts.—12.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lavallée,*

*Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,*

*Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—33.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les Subsidés accordés à Sa Majesté, la somme de trois cent cinquante neuf mille sept cent soixante neuf piastres et quarante neuf centins, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de Juin, mil huit cent quatre-vingt quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les Subsidés accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions trente cinq mille deux cent trente et une piastres, et

soixante trois centins, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre-vingt cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à la première séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les lois concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre M. le Baron de *Véréz*, le Vicomte de *Sérizay* et le Gouvernement de la Province de *Québec*, au sujet d'un certain projet d'émigration et de colonisation française.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat, adressé au Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour qu'il émette un bref pour l'élection d'un Membre devant servir dans ce présent Parlement, pour le district électoral de *Mégantic*, en remplacement de l'Honorable *George Irvine*, qui vient de donner sa résignation.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, A. M., aujourd'hui.

Samedi, 7 Juin 1884.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil. "

Bill intitulé : " Acte relatif aux notifications, protêts et significations. "

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 664 du Code de Procédure Civile."

Bill intitulé : "Acte concernant les subsides des compagnies de chemins de fer et certaines garanties d'intérêts par la Province de Québec."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant les écoles de réforme."

Bill intitulé : "Acte concernant les juges des sessions de la paix de Montréal et de Québec."

Et Bill intitulé : "Acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés."

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la subvention accordée à la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves, de la Province de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Dorais* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Dorais* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra faire, avec la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves de la Province de Québec, des arrangements pour libérer cette compagnie des hypothèques actuellement existant en faveur du Gouvernement de cette Province, en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 24, sur remise faite par la compagnie au Gouvernement, des obligations ou débetures émises en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 62, section 7, pour un montant de vingt-cinq mille piastres.

Résolu, 2. Que si, dans les cinq ans qui suivront l'acte à être basé sur ces résolutions, la compagnie a, durant trois ans, continué à fabriquer du sucre de betteraves, ces débetures lui seront remises d'année en année, à mesure qu'elle aura droit aux subventions qui lui sont accordées par les statuts de cette Province 38 *Victoria*, chapitre 4 et 39 *Victoria*, chapitre 5.

Résolu, 3. Que si, durant cette période de cinq ans, la compagnie ne fabrique pas de sucre de betteraves de la manière prescrite à la section précédente, les débetures de la compagnie deviendront, dans ce cas, la propriété du Gouvernement, et l'intérêt sur ces débetures sera payé tant qu'elles resteront en la possession du Gouvernement et qu'elles ne seront pas finalement rachetées par la compagnie.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions ;

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre ne concoure pas dans ces résolutions vu qu'elle est satisfaite qu'elles sont contraires à l'intérêt de la Province."

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. *Poulin*, secondé par M. *Richard*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif in forme la Chambre qu'il n'insiste pas sur les amendements faits par lui au Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la Rivière *Richelieu*."

M. *Desjardins*, du comité spécial chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'Honorable Membre pour *Chambly* contre l'Honorable Membre de *St-Hyacinthe*, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi *L. G. Desjardins*, Ecuier, Membre pour le comté de *Montmorency* comme son président, est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

1. Que le *quorum* de ce comité soit composé de trois membres.
2. Que ce comité soit autorisé à siéger à sa discrétion soit à *Montréal*, soit à *Québec*, selon qu'il jugera à propos de le faire.
3. Que les Membres de la Législature et de la presse soient seuls admis aux séances de ce comité.
4. Que ce comité soit autorisé à employer un ou des sténographes.
5. Qu'attendu qu'il peut s'élever des doutes sur la question de savoir si le comité peut siéger après la prorogation de la Chambre, votre comité recommande que cette Chambre s'ajourne.

Et votre comité croit qu'en justice pour les parties intéressées, l'ajournement ne devrait pas être à une date plus éloignée que le douzième jour du mois d'août prochain.

M. *Desjardins*, du comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du Palais Législatif, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Attendu qu'il peut s'élever des doutes sur la question de savoir si le comité peut siéger légalement, après la prorogation de la Chambre, votre comité recommande que la Chambre s'ajourne.

Et votre comité croit qu'en justice pour les parties intéressées, l'ajournement ne devrait pas être à une date plus éloignée que le douzième jour du mois d'août prochain.

Et étant 1 heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois de la chasse de la Province de Québec."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'ordonnance 4 *Victoria*, chapitre 17, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la Cité de Québec, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes qui l'amendent."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 32 *Victoria*, chap. 17, concernant les écoles d'industrie."

Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant la constitution de la Cour Supérieure en cette Province."

Bill intitulé : " Acte pour amender un acte de cette session, intitulé : " Acte pour constituer la paroisse de *St-Joachim de Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires."

Et Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 671 du Code de procédure Civile. "

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant,—Que cette Chambre concoure avec le Comité général dans les résolutions concernant la subvention accordée à la Compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves, de la Province de *Québec* ; et lequel amendement était : " Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre ne concoure pas dans ces résolutions vu qu'elle est satisfaite qu'elles sont contraires aux intérêts de la Province. "

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—11.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Saint-Hilaire et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—31.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un bill concernant la subvention accordée à la Compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves, de la Province de *Québec*, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité de toute la Chambre au Bill pour amender l'acte 32 *Victoria*, chapitre 3, concernant l'indépendance de la Législature de cette Province ; et les amendements sont lus deux fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements ;

L'Honorable *M. Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable *M. Marchand*, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la

question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements qui donne un effet rétroactif à cette mesure, mais que le dit Bill soit renvoyé au Comité général avec instructions d'en retrancher les dits amendements."

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'Honorable M. Mercier,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. Asselin propose secondé par M. Deschênes, — Que cette Chambre concoure dans le Second rapport du Comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions relatives à la construction du Palais Législatif ; et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Bernard,
Demers,
Faucher de Saint-
Maurice,

Gagnon,
Lemieux,
Marchand,
Mercier,

Nantel,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Turcotte et
Watts.—14.

CONTRE :

Messieurs

Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Charlebois,

Deschênes,
Desjardins,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Marcotte,

Marion,
Martin,
Picard,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—22.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

M. Asselin propose, secondé par M. Nantel, — Que cette Chambre concoure dans le Premier rapport du Comité spécial chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'honorable Membre pour Chambly contre l'honorable Membre pour St-Hyacinthe ; et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Bernard,
Demers,
Dorais,

Faucher de Saint-
Maurice,
Gagnon
Lemieux,

Marchand,
Mercier,
Nantel,
Rinfret dit Malouin.

Robidoux,
Shehyn,
Turcotte et
Watts.—15.

CONTRE :

Messieurs

*Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Charlebois,*

*Deschènes,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Marcotte,*

*Marion,
Martin,
Picard,
Poulin,
Poupore,*

*Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—21.*

Ainsi la proposition est résolue négativement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion,—Que cette Chambre concoure avec le Comité général dans les amendements faits au Bill pour amender l'acte 32 *Victoria*, chapitre 3, concernant l'indépendance de la législature de cette Province, et lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements qui donnent un effet rétroactif à cette mesure, mais que le dit Bill soit renvoyé au Comité général avec instructions d'en retrancher les dits amendements."

Et l'amendement étant proposé de nouveau ;

M. *Gagnon* propose comme sous-amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que tous les mots après "Que," dans le dit amendement soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements mais que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité général avec instructions de l'amender en n'y laissant que les dispositions à l'effet de limiter à douze mois les poursuites pour pénalités, tant pour le passé que pour l'avenir."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,
Bernard,
Demers,*

*Gagnon,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Turcotte et
Watts.—12.*

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Charlebois,
Deschènes,*

*Dorais.
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Marcotte,*

*Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—25*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,
Bernard,
Demers,*

*Gagnon,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Turcotte et
Watts.—12.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Charlebois,
Deschênes,*

*Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Marcotte,*

*Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—25.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements ;

Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'Honorable M. Mercier,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

M. l'Orateur informe la Chambre que, conformément à un ordre de la Chambre, en date d'hier, il a émis son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un Membre, devant servir dans le présent Parlement, pour le District électoral de *Mégantic*, en remplacement de l'Honorable *George Irvine*, qui a résigné.

Et alors la Chambre s'ajourne à 10 heures et demie A. M., lundi prochain.

Lundi, 9 Juin 1884.

Dix heures et demie A. M.

M. Gagnon propose, secondé par M. Robidoux,—Qu'à partir de mardi prochain inclusivement, la règle sessionnelle de cette Chambre, adoptée le 28 Mai dernier, soit rescindée et rappelée ; et que, dorénavant, jusqu'à la fin de la session, il y ait deux séances de cette Chambre chaque jour ; la première de 3 à 6 heures P. M., et la seconde de 8 heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "les Ordres du Jour soient maintenant pris en considération."

Et objection étant faite par M. *Gagnon* que cette motion n'est pas dans l'ordre :

1. Parcequ'en passant aux Ordres du Jour, la journée d'aujourd'hui serait enlevée aux mesures publiques.

2. Parceque, par ce procédé, on donnerait au Gouvernement, sans avis, une journée réservée aux Bills et Ordres Publics, les mesures du Gouvernement étant seules sur cette partie des Ordres du Jour ainsi intitulé ;

3. Parce qu'en permettant ce procédé qui peut se répéter dès le commencement d'une session, on pourrait empêcher la Chambre pendant toute une session de s'occuper des Avis de Motions ;

4. Parceque cette motion a les mêmes effets que la clôture, et que la clôture n'existe pas dans nos règles parlementaires ;

5. Parceque cette motion tend à enlever à l'opposition, sans avis, la protection que les règles parlementaires lui accordent ;

5. Parceque tel procédé est, en conséquence, contraire aux principes et à l'essence du Gouvernement parlementaire, tel qu'il nous est octroyé.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. *Picard*, secondé par M. *Leduc*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

M. *Desjardins*, du Comité spécial chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'Honorable Membre pour *Chambly* contre l'Honorable Membre pour *St-Hyacinthe*, présente à la Chambre le Deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de soumettre à votre Honorable Chambre son deuxième rapport, comme suit :

"Votre comité, après avoir choisi L. G. *Desjardins*, Ecr, Membre pour le Comité de *Montmorency*, comme son Président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

Que, pour les fins de l'enquête, le *quorum* de ce comité soit de trois Membres.

2. Que comité soit autorisé à siéger à sa discrétion, soit à *Montréal*, soit à *Québec*, selon qu'il jugera à propos de le faire.

3. Que les Membres de la Législature, de la Presse, ainsi que les parties et leurs procureurs, soient seuls admis aux séances de ce comité.

4. Que ce comité soit autorisé à employer un ou des sténographes.

5. Attendu qu'il est probable que ce comité ne pourra pas terminer ses travaux avant la prorogation de la Législature, il suggère respectueusement à votre Honorable Chambre qu'il devrait être constitué en Commission Royale, pour procéder suivant l'ordre de cette Chambre.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix

Trois heures P. M.

M. *Desjardins*, du Comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du Palais Législatif, présente à la Chambre le Troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à Votre Honorable Chambre un Troisième rapport comme suit :

1. Que les parties et leurs procureurs soient admis aux séances de ce comité.
2. Attendu qu'il est probable que le comité ne pourra pas terminer ses travaux avant la prorogation de la Législature, il suggère respectueusement à Votre Honorable Chambre qu'il devrait être constitué en Commission Royale, immédiatement après la prorogation, pour procéder suivant l'Ordre de cette Chambre.

M. Desjardins propose, secondé par M. Asselin,—Que cette Chambre concoure dans le Deuxième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'Honorable Membre pour *Chambly*, contre l'Honorable Membre pour *Saint-Hyacinthe*.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Lemieux,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour nommer Commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant le montant à payer pour les dépenses des deux Comités chargés de s'enquérir des faits contenus et allégués dans les déclarations de l'Honorable Membre pour *Saint-Hyacinthe* et de l'Honorable Membre pour *Chambly*.

L'Honorable Trésorier *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que, sur le certificat de celui que ces comités nommeront leur président respectif, le dit certificat approuvé par l'Orateur de l'Assemblée Législative, le Trésorier de la Province est autorisé à avancer à tel président les deniers nécessaires pour payer les dépenses de voyage des Commissaires, l'assignation et la taxe des témoins, les frais des sténographes et autres dépenses nécessaires.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité général sur le Bill pour nommer Commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée Législative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender de nouveau l'acte général des mines de *Québec*, de 1880;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Turcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le dit amendement soit pris en considération à la première séance de la Chambre, demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la prise en considération des amendements faits en Comité général au Bill pour amender les lois concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le Code de Procédure Civile.

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois;

Ordonné, Que les dits amendements soient de nouveau pris en considération, demain, à la première séance de la Chambre.

L'honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération une résolution proposée concernant le paiement des dépenses de la Commission Royale, nommée pour faire une enquête sur la

vente et l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Trésorier *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que le Gouvernement a exprimé l'intention de nommer une Commission Royale, pour s'enquérir de certaines questions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et qu'il est nécessaire de pourvoir aux dépenses de cette enquête ;

Résolu, Que le Trésorier de la Province est autorisé à avancer, de temps à autre, sur le certificat de la dite commission, approuvé par le Procureur-Général, les honoraires et les dépenses de voyage de la dite commission, l'assignation et la taxe des témoins, les frais directs d'un sténographe et autres dépenses incidentes, et que la Chambre tiendra compte de la somme ainsi dépensée et indemniser le Trésorier des dépenses qu'il aura faites à ce sujet.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 6, concernant le cautionnement des officiers publics de la Province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mis aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Desaulniers,*

*Deschênes,
Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,*

*Lynch,
Marcotte,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,*

*Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—26.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,*

*Gagnon,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Robidoux,
Shehyn,*

*Stephens et
Watts.—11.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender l’acte 42-43 *Victoria*, chapitre 5, concernant le cautionnement des officiers publics de la Province.”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L’Ordre du Jour étant lu pour la seconde du Bill concernant la subvention accordée à la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves de la Province de *Québec* et l’encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette Province.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L’Honorable M. *Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Stephens*, que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots : “ dans trois mois à dater d’aujourd’hui,” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l’amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Demers,

Dorais,
Gagnon,
Garneau,

Lemieux,
Marchand,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux, et
Watts.—12.

CONTRE :

Messieurs.

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,

Desaulniers,
Deschênes,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lynch,

Marcotte,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,

Richard,
Robertson
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—25.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Beauchamp*, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau à la première séance de la Chambre, demain.

Et alors la Chambre s’ajourne jusqu’à dix heures et demie A. M., demain.

Mardi, 10 Juin 1884.

Dix heures et demie, A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée Législative," sans amendement.

Ordonné, Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour assurer l'indépendance des Membres de la Législature de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi-siégré quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. *Desjardins*, du Comité des Voies et Moyens, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les Subsidés accordés à Sa Majesté, la somme de trois cent cinquante neuf mille sept cent soixante neuf piastres et quarante neuf centins, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de Juin, mil huit cent quatre-vingt quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les Subsidés accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions trente cinq mille deux cent trente et une piastres et soixante trois centins, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre-vingt cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1884, et le 30 Juin 1885, et pour d'autres fins du Service Public.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et seconde lecture en est ordonnée pour durant le courant de la séance d'aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—copies de tous rapports, ordres en conseil, correspondances, rapports d'ingénieurs, opinions légales et généralement de tous documents quelconques se rapportant au paiement de \$30,960, au *Québec Central*, fait le 4 Décembre 1883.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes d'argent payées à *L. A. Robitaille*, depuis le 1^{er} Juillet 1882, avec la date et l'autorité de chaque paiement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable *M. Mercier*.—Le Gouvernement a-t-il permis à *M. Whelan*, entrepreneur du Palais de Justice, à *Québec*, de retirer son dépôt de garantie ?

1. Si, oui, à quelles conditions ?

2. Si, non, le Gouvernement se propose-t-il de lui permettre de le retirer et à quelles conditions ?

Réponse par l'Honorable *M. Taillon*.—Le Gouvernement n'a pas permis à *M. Whelan* de retirer son dépôt de garantie.

M. Whelan a offert au Gouvernement de nouvelles garanties au lieu et place de son dépôt. Cette offre est sous la considération du Gouvernement.

Par *M. Robidoux*.—Le Gouvernement est-il informé que *M. Beaudry*, protoctaire du District de *Beauharnois*, a donné sa démission ?

Réponse par l'Honorable *M. Taillon*.—Oui.

Par *M. Robidoux*.—Combien le Gouvernement a-t-il payé pour la traduction, en français, d'un pamphlet écrit en anglais par le professeur *Smith*, sur les arts et manufactures ?

Réponse par l'Honorable *M. Robertson*.—Rien n'a été payé à *Québec*. Si quelque somme a été payée, ce doit être par le bureau des arts et manufactures.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

Résolu, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des dépenses d'entretien et de réparation de *Spencer Wood*, indiquées à la page 67 des comptes publics de 1882-83 et en l'état des recettes et dépenses de la Province depuis le 1^{er} Juillet 1883, au 31 Mars dernier.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité général au Bill pour amender de nouveau l'Acte des Mines de *Québec* de 1880 ; et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en Considération les amendements faits en comité général au Bill pour amender les lois concernant la tenure des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile; les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill concernant la subvention accordée à la compagnie de sucre de betteraves de la Province de *Québec*, et l'encouragement de la fabrication de sucre de betteraves en cette Province; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautuil; et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que les amendements soient maintenant lus; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont alors lus deux fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le soit: "Acte concernant la subvention accordée à la Compagnie du sucre de betteraves de la Province de *Québec* et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette Province"; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par M. *Asselin*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans les trois premiers paragraphes du deuxième rapport du Comité spécial, chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'Honorable Membre pour *Chambly*, contre l'Honorable Membre pour *Saint-Hyacinthe*.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le premier paragraphe du troisième rapport du Comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du Palais Législatif.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Shehyn*,

Ordonné, Que, vu l'urgence des affaires devant cette Chambre, il est difficile d'obtenir un *quorum* du Comité permanent des Impressions; et vu l'état avancé de cette session, la Règle 94 de cette Chambre soit suspendue, et que les Documents Nos 88, 76, 53, 42, 33, 58, 66, 70, 75 et 80 soient imprimés immédiatement et insérés dans les Documents de la Session, sans que les dits Documents aient été auparavant soumis au dit Comité.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1884, et le 30 Juin 1885, et pour d'autres fins du service public ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier,—Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale :

“ Et qu'il soit résolu,—Que les divers Gouvernements conservateurs qui se sont succédés dans cette Province, depuis la Confédération, ont mis nos finances dans un tel état, que le Lieutenant-Gouverneur s'est trouvé dans l'obligation de prononcer les paroles suivantes dans le Discours du Trône, à l'ouverture de cette session : “ En nous occupant de cette importante question des finances de la Province, j'espère que vous n'oubliez pas que, pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d'économie et de retranchement dans toutes les branches du service public.

Que le Ministère actuel, exclusivement composé de personnes ayant appartenu à ces mêmes Gouvernements conservateurs, succédant à un cabinet formé dans le sein du même parti, avec un chef désigné par un Premier ministre démissionnaire, ayant les mêmes idées politiques et jouissant à l'époque de sa démission de la confiance de la majorité parlementaire, s'est écarté des saines doctrines constitutionnelles en répudiant la responsabilité de la politique qui a produit les résultats signalés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Que, tout en repoussant théoriquement cette responsabilité, le Ministère actuel a de fait approuvé tous les actes administratifs des cabinets conservateurs qui l'ont précédé, notamment :

1. En refusant une enquête parlementaire relativement à l'administration et à la vente du chemin de fer provincial.

2. En continuant à faire des dépenses de construction et d'exploitation sur un chemin vendu et livré en 1882.

3. En approuvant la remise des \$3,000 à L. A. Sénécal *in re de Molon* et de \$30,000 *in re Forget & Cie*, en violation de la loi et de la convention.

4. En faisant voter un crédit pour couvrir une dépense de \$1,500, faite pour l'impression d'un discours de L. G. Desjardins, Ecuier, Député du Comté de Montmorency.

5. En faisant voter un autre crédit de \$15,000 pour rembourser une pareille somme avancée à C. A. Dansereau, sous le prétexte d'acheter des livres.

6. En ne révoquant pas sans délai la commission du service civil qui a déjà coûté à la Province plus de \$10,000 et n'a pas fait de rapport final.

7. En autorisant l'augmentation des dépenses du Conseil Législatif.

8. En émettant des mandats spéciaux pour solder des dépenses non autorisées par cette Chambre.

Qu'en conséquence cette Chambre ne peut avoir confiance dans un Gouvernement constitutionnellement responsable de la politique ci-dessus dénoncée et dont les effets désastreux sont malheureusement trop évidents.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Demers,
Gagnon,
Lemieux,

Marchand,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Shehyn et
Watts.—11.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,

Desaulniers,
Des hènes,
Desjardins,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,

Lynch,
Marcotte,
Martel,
Martin,
Nantel,
Poulin,

Richard,
Robertson,
Saint-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—24.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,
Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 5 mai 1884, demandant copie de la correspondance entre le Gouvernement et les membres de la commission du service civil, et toute personne quelconque, au sujet du ou des rapports de la dite commission. (Documents de la Session, No 105.)

Aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 2 juin 1884, demandant copie de la pétition présentée au Premier, durant le mois de mai 1884, par les membres du service civil, demandant que le statut 40 *Victoria*, chap. 9, soit mis en force. (Documents de la Session, No 106.)

Aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 2 juin 1884, demandant copie de toutes correspondances ou autres documents relativement à la disposition du terrain connu sous le nom de l'emplacement des casernes des Jésuites, situé dans la Cité de Québec. (Documents de la Session, No 107.)

Et aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 7 mai 1884, demandant copie de toutes correspondances avec le Département du Trésor, concernant certains bons non payés, et que doit le shérif du District d'*Arthabaska*. (Documents de la Session, No 108.)

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à deux heures et demie P. M., aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Deux heures et demie, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender les lois concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit, et le Code de Procédure Civile," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif, a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 6, concernant le cautionnement des Officiers Publics de la Province."

Bill intitulé : "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1884, et le 30 Juin 1885, et pour d'autres fins du service public."

Bill intitulé : "Acte concernant l'Acte pour assurer l'indépendance des Membres de la Législature de cette Province."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'Acte général des Mines de Québec de 1880."

Bill intitulé : "Acte concernant la subvention accordée à la Compagnie de sucre de betteraves de la Province de Québec, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette Province."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender les lois concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit, et le Code de Procédure Civile," lequel est lu comme suit :

Page 2, ligne 7, avant le mot "les" insérez les mots "dans le District de Montréal seulement."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les Membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur qui a donné, au nom de Sa Majesté, la Sanction Royal aux Bills Publics et Privés qui suivent :

Acte pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chapitre 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnés.

Acte relatif à la Bibliothèque de la Législature.

Acte pour amender les Actes concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Acte amendant l'Acte de cette Province, 46 *Victoria*, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de Québec, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.

Acte pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la Cité de Québec.

Acte pour amender et refondre les lois de la Chasse en cette Province.

Acte amendant l'Acte de cette Province, 45 *Victoria*, chapitre 51, intitulé : "Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu."

Acte pour amender les lois concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile.

Acte relatif aux Asiles d'Aliénés subventionnés par la Province de Québec.

Acte relatif aux Chemins à Barrières de Québec.

Acte pour amender l'Acte de cette Province, 43-34 *Victoria*, chapitre 10, concernant les Enquêtes des Coroners.

Acte pour amender l'Acte 33 *Victoria*, chapitre 26, intitulé : "Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude."

Acte autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *Saint-Jean l'Evangéliste, Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite Eglise et les bâlisses qui y sont érigées.

Acte pour amender de nouveau la Charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Acte autorisant le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise de *Saint-Jude*, de la Paroisse de *Saint-Jude*, dans le Diocèse de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'Eglise.

Acte abolissant les actions préférentielles du fond social de la Compagnie Manufacturière *Paton*, émises en vertu de l'autorité de l'Acte de cette Province, 39 *Victoria*, chapitre 67, et révoquant le dit acte.

Acte permettant à la *Coaticook Knitting Company*, d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la Compagnie à cet effet.

Acte autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec, à admettre *Frédéric T. Ansell*, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste, dans la Province.

Acte pour refondre et amender les Actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal*.

Acte permettant *Congregational College of British North America*, de conférer des degrés en théologie, et amendant l'Acte 27-28 *Victoria*, chapitre 62.

Acte amendant l'Acte 44-45 *Victoria* de cette Province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de *David Lamontagne*, de la Paroisse de *Sainte-Marie*, à celui de *François Gosselin* et pour d'autres fins.

Acte concernant les Juges de Sessions de la Paix de *Montréal* et de *Québec*.

Acte pour ériger en municipalité la Paroisse de *Saint-Maxime du Mont-Louis* avec d'autres postes environnants et le Township *Denoue*, dans le Comté de *Gaspé*, et pour d'autres fins.

Acte érigeant civilement la Paroisse de *Sainte-Emmélie de l'Energie* et aussi pour consituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Acte autorisant *Joseph Morissette*, de la Paroisse de *Sainte-Marie*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière*.

Acte constituant la Paroisse de *Saint-Joachim* de *Shefford* en municipalité, pour les fins municipales et scolaires.

Acte incorporant la Ville *Saint-Jean-Baptiste*.

Acte amendant l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 77, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 27 *Victoria*, chapitre 24, intitulé : "Acte pour ériger le Village de *Beauharnois* en ville."

Acte incorporant la Maison de l'Immaculée Conception de *Montréal*.

Acte amendant l'Acte 39 *Victoria*, chapitre 50, incorporant la Cité de *Sherbrooke*, tel que déjà amendé par l'Acte 40 *Victoria*, chapitre 27, et l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 60.

Acte pour amender le statut 35 *Victoria*, chapitre 34, ordonnant l'établissement d'un "ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe* le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de *Saint-Hyacinthe*."

Acte amendant l'Acte 46 *Victoria*, chapitre 74, incorporant " La Compagnie de l'Hôtel Château Saint-Louis. "

Acte amendant l'Acte 18 *Victoria*, chapitre 61, des statuts de la ci-devant province du *Canada*.

Acte pour interpréter une certaine donation faite aux clercs de *St-Viateur* par l'Honorable *Barthélemi Joliette* et son épouse.

Acte ratifiant les obligations émises par " la Compagnie de filature de *Sainte-Anne*, " *Hochelaga*, et autorisant les directeurs de cette Compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière.

Acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans le présent acte.

Acte amendant l'Acte 27-28 *Victoria*, chapitre 70, intitulé : " Acte pour autoriser les propriétaires des *Isles du Moine*, et des *Barques* à faire des règlements pour la meilleure administration des dites îles. "

Acte pour incorporer la " Compagnie du pont de *Saint-Léonard*, " et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière *Nicolet*, près du village de la paroisse de *Saint-Léonard*, Comté de *Nicolet*.

Acte pour incorporer la " Société Union Saint-Joseph des Artisans de *Sherbrooke*. "

Acte pour amender de nouveau l'Acte 27 *Victoria*, chapitre 23, et l'Acte 39 *Victoria*, chapitre 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de " La Corporation de la ville de *Joliette*, " et pour d'autres fins.

Acte amendant certains Actes concernant l'incorporation de la ville de *Berthier*, et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Acte pour amender l'article 671 du Code de Procédure Civile.

Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil.

Acte amendant l'acte de cette Province 46 *Victoria*, chapitre 21, intitulé : " Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de *Richmond*. "

Acte autorisant *Achille Leduc*, grevé de substitution en vertu du testament de feu *Dame Marguerite Bourgeois*, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Acte incorporant la Compagnie des transports et des mines des rivières du *Lièvre* et *Outaouais*.

Acte pour incorporer les " Missionnaires de la Compagnie de Marie. "

Acte concernant les Compagnies à fonds social et la protection des personnes qui font des placements.

Acte incorporant la ville de *Sainte-Cunégonde*.

Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la Compagnie des cotons de *Montréal*.

Acte concernant les Commissaires d'école d'*Hochelaga*.

Acte incorporant la Compagnie Maritime et Industrielle de *Lévis*.

Acte pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du *Canada*, 24 *Victoria*, chapitre 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte relatif aux notifications, protêts et significations.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte pour lever certains doutes au sujet de l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de *Stoneham* et *Texelsbury*, d'une certaine partie de la paroisse de *Saint-Edmond de Stoneham*.

Acte amendant le chapitre 25 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Acte pour amender l'Acte 46 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : " Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'association des dentistes de la Province de *Québec*. "

Acte incorporant " La Société d'Hygiène de la Province de *Québec*.

Acté incorporant " L'Association des Commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la Cité de *Montréal*. " (*The licensed victuallers Association of Montreal*.)

Acte autorisant le Barreau de la Province de Québec, à admettre *Cyrille Hector Andgrave alias Handgrave dit Champagne*, a la profession de procureur et d'avocat.

Acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé entre les commissaires d'école de la municipalité du village de *Waterloo*, dans le comté de *Shefford*, et les syndics de la minorité dissidente du même village de *Waterloo*.

Acte pour amender le Code Municipal de la Province de Québec.

Acte pour amender l'article 664 du Code de Procédure Civile.

Acte incorporant la compagnie la Compagnie Royale d'électricité-

Acte incorporant l'Association de prévoyance et de secours mutuels des bouchers de *Montréal*.

Acte autorisant le barreau de la Province de Québec, à admettre, après examen, *Philéas A. Corriveau* au nombre de ses membres.

Acte pour détacher une certaine partie du canton de *Tingwick*, comté d'*Arthabaska*, et l'annexer à la municipalité du Canton de *Chester-Ouest*, pour les fins municipales et scolaires.

Acte autorisant *Dame Marie J. Thérèse LaRocque* et son époux *J. Aldéric Ouimet*, écuyer, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Acte pour amender l'Acte 23 *Victoria*, chapitre 75, et les divers autres Actes amendant cet acte et contenant des dispositions relatives à la corporation de la ville de *Sorel*.

Acte amendant l'Acte incorporant "La compagnie du chemin de fer de *Leeds* et des Cantons de l'Est."

Acte réduisant le capital-actions de la compagnie de prêt et d'hypothèque de *Montréal*.

Acte amendant de nouveau le statut de cette Province, 43-44 *Victoria*, chapitre 50, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*."

Acte pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chapitre 27, intitulé : "Acte concernant le barreau de la Province de Québec."

Acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

Acte amendant l'Acte de la présente session intitulé : "Acte pour incorporer la "Compagnie du pont *Saint-Léonard*," et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière *Nicolet*, près du village de la Paroisse de *Saint-Léonard*, comté de *Nicolet*."

Acte pour amender la loi des jurés et jurys, (46 *Victoria*, chapitre 16.)

Acte pour annexer le No 1698, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de *Montréal*, à la municipalité de *Noire-Dame de Grâces-Ouest*.

Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renquid*.

Acte pour modifier les plans et les livres de renvoi officiels de la ville de *Fraserville*, de la paroisse de *Saint-Patrice* de la *Rivière-du-Loup*, du Canton de *Hull* et du village de *Saint-Sauveur*, près de *Québec*.

Acte pour amender l'ordonnance 4 *Victoria*, chapitre 17, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de *Québec* et y conduisant, et pour établir un fond pour cet objet," et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour abroger la douzième section du chapitre 22 des statuts refondus pour le *Bas Canada*, concernant le bon ordre dans et près les endroits consacrés au culte public.

Acte pour détacher certaines parties de l'augmentation du township de *Caxton*, de la paroisse de *Saint-Barnabé*, et les annexer la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*, dans le Comté de *Saint-Maurice*, pour toutes fins quelconques.

Acte pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chapitre 17, concernant les Ecoles d'Industrie.

Acte pour amender les Actes concernant les Ecoles de Réforme.

Acte pour amender le chapitre 94, des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 6, concernant le cautionnement des Officiers Publics de la Province.

Acte pour autoriser le Gouvernement de *Québec* à prendre possession d'un certain pont de péage sur la Rivière *Richelieu*.

Acte pour amender de nouveau l'Acte général des Mines de *Québec* de 1880.

Acte pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du *Canada*, 24 *Victoria*, chapitre 32, concernant les Assurances Mutuelles.

Acte pour amender un Acte de cette session intitulé : "Acte pour constituer la Paroisse de *Saint-Joachim* de *Shefford* en municipalité pour les fins municipales et scolaires."

Acte concernant les subsides aux Compagnies de Chemins de fer et certaines garanties d'intérêts par la Province de *Québec*.

Acte pour amender les lois concernant la constitution de la Cour Supérieure en cette Province.

Acte concernant la subvention accordée à la Compagnie de sucre de betteraves de la Province de *Québec*, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette Province.

Acte pour nommer Commissaire les Membres de certains Comités spéciaux de l'Assemblée Législative.

Acte concernant l'Acte pour assurer l'indépendance des Membres de la Législature de cette Province.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative, s'est adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

"QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

"Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : "Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement pour les années fiscales, expirant le 30 Juin 1884 et le 30 Juin 1885, et pour d'autres fins du Service Public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce Bill la Sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je suis heureux de vous féliciter au nom de Notre Gracieuse Souveraine, sur l'assiduité et la diligence avec lesquelles vous vous êtes occupés des différents importants sujets qui ont été soumis à votre considération, et je suis convaincu que les mesures importantes que vous avez adoptées pendant cette session, seront accueillies avec satisfaction par le peuple de cette Province.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes mises à la disposition du Gouvernement.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Au moment de retourner dans vos foyers, veuillez accepter les vœux sincères que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative :

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée à lundi, le quatrième jour d'Août prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée à lundi, le quatrième jour d'Août prochain.

APPENDICES.

LISTE DES APPENDICES.

No 1.—Etat de Caisse du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

No 2.—Premier rapport du Comité spécial sur le Bill relatif aux chemins à barrières de Québec.

APPENDICE, (No 1).

QUÉBEC, 19 Avril 1884.

A l'Honorable J. G. ROBERTSON,
Trésorier de la Province.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre les documents suivants, reçus tout dernièrement du Département des chemins de fer, savoir :

A. Etat de la caisse, du 28 février au 31 décembre 1880, de l'administration du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

B. Compte des chemins de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, avec le Département des chemins de fer—Feuille de balance du 1er janvier 1881 au 31 mars 1883.

C. et D. Feuille de balance du grand livre général et du grand livre personnel, le 31 mars 1883.

J'ai vérifié les états A et B et trouvé qu'ils correspondent à tous les livres de l'administration.

J'ai aussi constaté que les grands livres C et D balancent, tel que mentionné.

MM. Rodier et McCallum ont déclaré qu'ils sont en état de fournir les pièces justificatives de toutes les transactions enregistrées dans les livres ; mais comme il y a des milliers de ces pièces et qu'un grand nombre de ces documents sont un peu volumineux, il est évident qu'il ne m'a pas été possible de les examiner ou d'en faire une revue critique. Cela prendrait, durant quatre mois, tout le temps d'un comptable et teneur de livres des plus compétents, et les devoirs que la loi m'oblige à remplir chaque jour me mettent dans l'impossibilité d'entreprendre cette tâche.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé) GASPARD DROLET,
Auditeur de la Province.

A

ÉTAT DE CAISSE DEPUIS LE 28 FÉVRIER 1880, AU 31 DÉCEMBRE 1880.

B. JACQUES-CARTIER, Gouvernement, Toutes les Stations etc. Total.

1880.		\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
Fév.	28 A Balance.....								
Mars	A Caisse			26,797 45		4,208 61			
Avril	"			40,552 49	46,725 07	73,522 52			
Mai	"			47,139 93	50,112 44	90,664 93		20,077 72	
Juin	"				46,812 10	93,952 03		12,153 64	
Juillet	"	76,000 00			47,380 33	123,380 33		2,742 28	
Août	"	72,000 00		41,618 21	66,328 97	179,857 18		23 44	
Sept.	"	132,000 00		33,500 00	61,104 45	226,604 45		196,189 82	
Oct.	"	121,685 63		113,746 56	71,251 79	306,683 98		549,809 41	
Nov.	"		4 47	170,219 62	72,557 29	242,781 38		300,316 57	
Déc.	"			151,410 00	64,850 43	216,260 48		683,455 97	
				195,540 00	62,696 52	258,236 52			1,764,778 85
									51,373 55
									\$1,816,152 41

BALANCE rapportée au 1er Janvier 1881.

Dépenses :
du 1er Mars 1880 au 31 Décembre 1880.

Vérification.

Billets de décharge.

Gages non réclamés.

Commission.

Banque Jacques-Cartier.

Trésorier de la Province.

Feuilles de paye.

Comptes généraux. — Construc-
tion et matériel d'exploitation.
Dépenses du trafic, combusti-
ble, comptes personnels &c.,
&c.

FEUILLE DE BALANCE, GRAND-LIVRE No 1.

31 Mars 1883.

			\$ cts.	\$ cts.
26	Comptes, 1879.....			94,851 08
47	Primes d'assurance.....		13,533 68	
224	Banque Jacques-Cartier.....		143 94	
264	Chemin de fer de Joliette.....		210 08	
266	Gouvernement.....			112,283 22
284	Chemin de fer de Berthier.....			1,672 58
324	Chemin de fer des Laurentides..		162 49	
329	Département des Chemins de fer.....			88,837 35
335	Argent		10,632 81	
354	Approvisionnements généraux...			2,021 78
356	Département des ingénieurs.....		16,049 05	
357	C. de f. de Québec et du L. St-Jean.		5,446 68	
559	Département des mécaniciens....		109,030 58	
362	Audition		5,639 61	
363	Billets de décharge.....		198 60	
365	Personnel.....		75,532 76	
367	Ch. de fer Canadien du Pacifique		44,451 19	
368	Chemin de fer de la rive Nord...		18,634 54	
			\$299,666 01	299,666 01

FEUILLE DE BALANCE, GRAND-LIVRE No 2.

31 Mars 1883.

			Débit.	Crédit.
			\$ cts.	\$ cts.
38	C. A. Scott.....		82 12	
90	Hy. Shackell.....		4,000 00	
193	Chemin de fer du Grand-Tronc..		10 00	
230	M. Murray.....		56 21	
234	W. E. Blumhart.....		108 03	
236	L. A. Robitaille.....		407 65	
241	Jas. Mulligan.....			386 78
325	L. H. Mineau.....		37 61	
331	F. W. Wurtele.....		23 45	
380	Dufresne et Jobin.....		96 00	
434	Ross & Ritchie.....		800 00	
461	M. E. Cormier.....			24 21
462	A. Lauzon.....		169 51	
"	Sir Alex. Campbell.....		120 00	
464	L. A. Sénécal.....			1,110 50
"	Frais de justice.....		648 90	
466	Com. du Havre de Montréal.....			1,472 46
467	J. & K. Gilman.....		2 16	
469	Cyrille Labelle		32 00	
472	B. Ibbotson.....		25	
495	Dép. de l'Agriculture (Québec)...		10,238 28	
496	Henderson Frères.....		78 00	
513	Crédit Foncier.....		136 00	
514	Chemin de fer de la rive Sud.....		50 53	
515	G. T. Mayrand.....		252 33	
525	Will Russell.....		100 00	
536	Hon. J. A. Mousseau, (train spéc.)		100 00	
"	C. Dansereau.....		752 78	
537	Geo. B. Borland.....		125 92	
555	P. Garneau.....		100 00	
556	Boston & Concord.....		19 90	
569	Carrier, Lainé & Cie.....		52,697 85	
570	L. A. Roberge.....		453 62	
584	Union Sucrière.....		1,056 64	
585	Secrétaire de la Province.....		3 00	
586	Abattoir de Montréal.....		197 80	
592	R. H. Buchanan.....		6 60	
600	E. C. Wurtele.....		16 67	
	A reporter.....		\$83,079 81	\$2,993 95

FEUILLE DE BALANCE GRAND-LIVRE No 2.—(Suite.)

31 Mars, 1883.

			Débit.	Crédit.
			\$ cts.	2,993 95
		Report.....	83,079 81	
601	B. Globensky.....		32 00	
606	Hon. A. Ouimet.....		270 00	
"	Chemin de fer de St-Félix.....		311 92	
"	M. Gélinas.....		120 00	
607	Cie. des remorq. du St-Laurent...		18 45	
619	C. R. Chisholm.....		171 37	
620	Cie. de la traverse sur la glace...		1,285 39	
621	J. J. Daly.....		16 30	
622	Chemin de fer du Sud-Est.....			21 86
623	File & Spring Co.....		719 47	
625	A. Lacoste.....		42 00	
629	Chemin de fer de St-Eustache...		80 08	
"	Département de la Milice.....		1 96	
634	Ch. de F. Canadien du Pacifique.....			2,254 30
638	M. O'Reilly.....		377 52	
639	Corporation d'Ottawa.....		2 00	
"	Lacoste, Globensky & B.....		1,000 00	
643	Aqueduc de Lachute.....		50	
644	Asile de la Longue-Pointe.....		203 58	
648	Départ. des Travaux Public.....		561 56	
654	Chemin de fer de la rive Nord...		2,569 66	
655	Québec Central.....		36 00	
657	H. R. Ives & Cie.....		3 30	
	Balance d'après le grand-livre..			75,532 76
			\$80,802 87	\$80,802 87

APPENDICE, (No 2).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 7 Mai 1884.

Premier rapport du Comité spécial sur le Bill (No 18), relatif aux Chemins à Barrières de Québec.

Votre Comité a l'honneur de rapporter le Bill avec certains amendements. Votre Comité croit devoir faire observer :

Que, par la 16^{ème} *Victoria*, chapitre 235, il est prévu que le chemin du Passage de Bégin, jusqu'à la Paroisse de Beaumont, sera gravé sur une longueur de trois lieues et demie. Il reste encore encore quatre milles et demi à graver.

Que, cependant, la Commission a chargé les péages entiers comme si tout le chemin était gravé, s'autorisant de la cédule du chapitre 160, de la 18^{ème} *Victoria*.

Que la confection de ces quatre milles et demi de chemin coûterait environ quinze mille sept cent cinquante piastres.

Que les raisons alléguées pour ne pas terminer à graver ce chemin, sont : 1. la 23^{ème} *Victoria*, chapitre 69, section 4, qui défend d'ouvrir de nouveaux chemins ; 2. le manque d'argent.

Que l'interprétation donnée à ce statut depuis vingt-quatre ans, démontre l'opportunité d'une loi déclaratoire semblable à celle proposée.

Que, quant aux ressources pécuniaires, il appert que, depuis mil huit cent soixante et deux, cette partie du chemin gravé a rapporté..... \$70,691 88
Et a coûté en frais d'entretien..... 37,860 29

Laissant un excédant de..... \$32,831 59

Que cet excédant a servi à payer l'intérêt de toute la dette de la Commission de la Rive Sud, laquelle est d'environ \$28,000 ; tandis que cette partie du chemin a coûté à la Commission du Sud qu'une faible partie de ce montant, savoir : environ \$8,500.

Qu'avant que les porteurs de débentures, car c'est en cela que consiste presque entièrement la dette touchant tout l'intérêt de ces débentures, il paraît juste que le chemin soit terminé.

Qu'en supposant même que ces intérêts seraient payables avant que le chemin soit terminé, en estimant l'intérêt à 6% sur \$8,500 depuis 1862, on obtient..... \$11,220 00

Déduisant ce montant de l'excédant..... 32,831 59
11,220 00

Il reste..... \$21,611 59

montant plus que suffisant pour graver les quatre milles et demi de chemin qui restent à graver.

Que Messieurs les Commissaires des chemins à barrières de la Rive Sud présents au nombre de cinq, demandent que le privilège d'émettre des débentures pour le montant de vingt mille piastres pour les fins du Bill leur soit accordé, et que le délai soit de trois ans et déclarent qu'avec cela, ils n'ont pas d'objection au Bill.

Votre Comité a aussi annexé à son rapport les dépositions prises devant lui, et aussi un état des revenus et dépenses des chemins à barrières de la Rive Sud.

Le tout humblement soumis,

(Signé)

FAUCHER DE SAINT-AURICE,

Président.

Le Bill (No 18) relatif aux chemins à barrières de Québec est lu la seconde fois et référé à un comité spécial composé de Messieurs Audet, Lemieux, Marcotte, Asselin, Archambault, Martel et Faucher de Saint-Maurice, chargé d'entendre les intéressés et de s'enquérir de tous les faits relatifs à ce Bill, et surtout au chemin mentionné dans le paragraphe 1er de la section 8 de l'acte 16 *Victoria*, chapitre 235, savoir : " le chemin à partir du rivage du fleuve Saint-Laurent vis-à-vis de Québec, à l'endroit appelé le Passage Bégin jusqu'à la paroisse de Beaumont et passant par le chemin appelé "la Petite Route," l'espace et distance de trois lieues et demie," avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents et de faire rapport en temps et autre, avec toute la diligence possible.

JOSEPH ELZÉAR CYRILLE PELLETIER, de Québec, Ecuier, notaire, âgé de 44 ans, déclare :

Question.—Vous connaissez bien le chemin qui part de Lévis, de la côte Bégin et va à Beaumont ?

Réponse.—Je le connais parfaitement bien. Depuis l'âge de dix ans, j'y ai passé quinze à vingt fois par année.

Question.—Sur quelle longueur ce chemin-là est-il macadamisé ?

Réponse.—Il y a à peu près six ou sept milles de macadamisés, à partir du débarcadère des bateaux en allant au nord-est.

Quelle est la longueur de ce chemin ?

Il y a environ dix milles à dix milles et demi du Passage.

Question.—Maintenant dans quel état est la partie du chemin qui n'est pas macadamisée ?

Réponse.—Elle est généralement dans un état impraticable, surtout le printemps et l'automne.

Question.—Y a-t-il beaucoup de monde qui passe dans ce chemin-là ?

Réponse.—D'abord tous les gens de Beaumont et tons les gens des concessions.

Question.—Par ces concessions vous entendez ?

Réponses.—J'entends les paroisses de Saint-Charles, de Saint-Gervais, de Saint-Lazare, de Ruckland, de Mailloux, de Saint-Magloire, de Saint-Valier, de Saint-Michel, de Bertbier même, car les gens de ces trois dernières paroisses viennent aussi très souvent par terre, bien qu'ils prennent quelque fois les bateaux à vapeur.

Question.—Vous n'êtes pas capable de dire quel est le tarif que la commission charge actuellement pour les voitures ?

Réponse.—Le même que celui des autres commissions à barrières ici, à Sainte-Foye, à Beauport et à Saint-Henri.

Question.—Pour une voiture à quatre roues, combien charge-t-elle ?

Réponse.—Quinze cents, aller et retour, le même taux qu'ailleurs.

Question.—Pour une calèche ?

Réponse.—Dix cents, aller et retour.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que tout ce que ci-haut est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

C. A. GOSSELIN,
Sténographe.

GÉDÉON LAROCHE, Ecuier, médecin, sergent d'armes de l'Assemblée Législative, âgé de 52 ans.

Question.—Vous avez une propriété dans la paroisse de Beaumont ?

Réponse.—Oui, monsieur, et je connais bien le chemin qui va de Lévis à Beaumont. J'ai entendu le témoignage de M. Pelletier. Je le corrobores dans son entier, et je déclare qu'à venir à l'été dernier, c'est-à-dire au moment où la Commission a fait quelques améliorations dans le chemin en question, de Lévis à Beaumont, à venir jusque chez M. Hearn, nous avions un passage extrêmement difficile, surtout le printemps et l'automne.

Je pense que la Commission a arrangé un peu le chemin l'été dernier, y a fait faire quelques améliorations. A venir à ce temps-là, je ne m'étais pas aperçu qu'il était macadamisé.

Il y avait des endroits dans ce chemin tout à fait impraticables, surtout le printemps et l'automne. A partir de chez M. Hearn à aller au Nord-Est, presque de l'autre côté du Pont, il se trouvait encore des endroits entièrement difficiles, non pas seulement le printemps et l'automne, mais tout le long de l'année.

A partir du pont, le chemin devient sablonneux à aller environ une dizaine d'arpents, c'est-à-dire à la route Esnouf.

C'est à peu près tout ce que je connais de ce chemin là.

A partir de là, du lieu que je viens de mentionner à aller à l'ancienne route qui monte à St-Charles, c'est un chemin impassable, même dans le cours de l'été où il pourrait facilement être entretenu en bon ordre, à plus forte raison dans le cours du printemps et de l'automne.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifié que tout ce que ci-haut est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

C. A. GOSSELIN,
Sténographe.

GODFROY LABRECQUE, de Beaumont, âgé de 45 ans.

Question.—Vous avez occasion de passer souvent dans le chemin de Beaumont ?

Réponse.—Très souvent.

Question.—Vous avez entendu le témoignage de M. Pelletier ?

Réponse.—Oui, monsieur.

Question.—Vous le corroborez ?

Réponse.—Oui, monsieur, il est parfaitement exact.

Je, sussigné, certifie que tout ce que ci-haut est reproduit exactement de mes notes sténographiques.

C. A. GOSSELIN,
Sténographe.

GEORGE ROY, Ecuier, Manufacturier, de Québec, âgé de 42 ans.

Question.—Vous avez entendu le témoignage de M. Pelletier ?

Réponse.—Oui et je le corrobore dans tout ce qu'il a dit comme étant la vérité.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que tout ce que ci-haut est exactement reproduit de mes notes sténographiques.

C. A. GOSSELIN,
Sténographe.

DAMASE TURGEON, de Beaumont, âgé de 62 ans.

Question.—Vous avez entendu le témoignage de M. Pelletier ?

Réponse.—Oui, monsieur.

Question.—Vous le corroborez ?

Réponse.—Oui, en entier.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que tout ce que ci-haut est exactement reproduit de mes notes sténographiques.

C. A. GOSSELIN,
Sténographe.

LOUIS BÉGIN, de la Ville de Lévis, secrétaire trésorier de la Commission à Barrières de la Rive Sud, âgé de 51 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, en vertu de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, dépose et dit :

Question.—Depuis quand êtes-vous Secrétaire de la Commission à Barrières de la Rive Sud ?

Réponse.—Depuis quatre ans.

Question.—La longueur du chemin macadamisé depuis le passage de Bégin, jusque dans la Paroisse de Beaumont, quelle est-elle ?

Réponse.—Cette longueur est d'environ six milles et trois quarts à sept milles.

Question.—Une partie de ce chemin macadamisé est maintenant entretenu par la Cité de Lévis, n'est-ce pas ?

Réponse.—Il n'y a qu'une bien faible partie ; il n'y a qu'environ six à sept arpents que la corporation entretient depuis le débarcadère à aller jusqu'à la côte Bégin.

Question.—Est-ce que pendant un certain temps la Corporation de Lévis n'en a pas entretenu une partie de trois milles au moins ?

Réponse.—Elle entretient à peu près cela dans les limites de la ville.

Question.—Pour le chemin de Beaumont cela fait encore ?

Réponse.—Six à sept arpents.

Question.—Etes-vous capable de dire quand ce macadam-là a été fait pour le chemin de Beaumont ?

Réponse.—Je pense que c'est en (1857,) mil huit cent cinquante sept.

Question.—La part du chemin qui reste à faire se trouve toute dans Beaumont ?

Réponse.—Toute dans Beaumont.

Question.—Combien est-ce que cela coûterait pour faire ce macadam-là ?

Réponse.—Je ne puis pas dire exactement, mais je pense que cela coûterait entre trois à quatre milles piastres (\$3,000 à \$4000) par mille.

Question.—Etes-vous capable de calculer cela par vos livres ?

Réponse.—Par mes livres je crois que le quatrième mille qui a été fait par M. Verreau a coûté trois mille neuf cent vingt piastres (3,920.00).

Question.—Maintenant êtes-vous capable de dire par vos livres combien le chemin a coûté ?

Réponse.—C'est difficile, parce que d'abord le chemin a été commencé par la commission du Nord ; il y a eu ensuite des changements et la commission du Sud a continué les travaux commencés par la commission du Nord.

Question.—Etes-vous capable de dire combien la commission a dépensé sur le chemin ?

Réponse.—Elle a dépensé sept mille et quelques cents louis pour terminer le chemin qu'il y avait de commencé, en autant que je me rappelle.

Question.—Etes-vous capable de dire combien il est prélevé chaque année par la barrière du chemin de Beaumont ?

Réponse.—Oui, monsieur.

Question.—Voulez-vous avoir l'obligeance de nous dire combien il a été prélevé depuis mil huit cent cinquante-sept, (1857) ?

Réponse.—Je ne crois pas avoir aussi longtemps que cela dans les livres que j'ai avec moi. Et n'ai, en effet, que depuis mil huit cent soixante et onze (1871) ; quant aux années précédentes, elles sont dans un autre livre que je n'ai pas actuellement.

Voici d'abord les recettes :

En 1871.....	£802 s. 14 d. 11
" 1872	801 19 00
" 1873..	871 2 3
" 1874.	983 9 0
" 1875.....	811 5 0
" 1876.....	813 13 0
" 1877.....	861 18 0
	<u>£5946 1 2</u>

Je n'ai pas dans ce livre-ci l'année 1878. Quant à 1879, je n'ai que depuis le 15 Avril au 31 Décembre, les recettes sont de.....

En 1880.....	\$1,998 60
" 1881.....	3,194 4
" 1882.....	3,240 12
" 1883.....	3,434 78
	3,501 17

Plus £5,945.1.2.

\$15,368 71
23,784 21

Cela fait ainsi de recettes..... \$39,152 92

Question.—Quelles ont été les dépenses pour ces années-là, pour les réparations du chemin ?

Réponse.—Pour les réparations du chemin et l'entretien du chemin d'hiver,

Dépenses :

En 1871	£341 2 7
" 1872.....	366 8 11
" 1873.....	668 17 6
" 1874.....	408 9 6
" 1875.....	665 15 4
" 1876.....	370 3 4
" 1877.....	267 14 6
	<u>£3,088 11 8</u>

En 1879.....	\$2,001 01
" 1880.....	1,154 90
" 1881.....	612 57
" 1882.....	1,010 38
" 1883.....	1,173 64
	<hr/>
	\$ 5,952 50
Plus £3,088.11.8.	12,354 33
	<hr/>
Total des dépenses.....	<u>\$18,306 83</u>

Question.—Voulez-vous avoir l'obligeance de préparer pour le Comité un état complet que vous trouvez dans vos livres, depuis que le chemin existe, des revenus du chemin de Beaumont et des dépenses pour l'entretien de ce chemin ?

Réponse.—Je vous donnerai cet état après demain. Le chemin existe depuis mil huit cent cinquante-sept, (1857).

Question.—La Barrière pour le chemin de Beaumont est située à St-Joseph de Lévis, à quelle distance du passage ?

Réponse.—C'est à un peu plus qu'un mille ; un mille et quelques arpents.

Question.—Quels sont les tarifs que vous imposez sur ce chemin à cette barrière là ? Est-ce celui qui est prévu par la 18ème Victoria ?

Réponse.—C'est cela.

Question.—Vous imposez les tarifs conformément à la cédule du chapitre 160 de l'acte 18 Victoria ?

Réponse.—Oui.

Question.—Pour une voiture à quatre roues tirée par deux chevaux, quinze cents ?

Réponse.—Oui.

Question.—Chaque cheval additionnel, cinq cents et ainsi de suite ?

Réponse.—Oui.

Questions.—Les Commissaires, je crois, interprètent le statut de 1860 qui dit qu'ils n'ouvriront pas de nouveaux chemins comme les empêchant de faire plus long de macadam ?

Réponse.—Je le crois, je pense bien.

Question.—Est-ce la raison pour laquelle le chemin de Beaumont n'a pas été terminé conformément à la loi, c'est-à-dire l'acte 16 Victoria, chapitre 235 qui pourvoyait au macadam sur une longueur de trois lieues et demie ?

Réponse.—C'est peut-être une des raisons ; mais je pense que la principale, dans mon opinion, a été le défaut de moyens, d'après ce que je puis en juger.

Question.—Quel est le salaire du Secrétaire-Trésorier ?

Réponse.—Cinq cent cinquante piastres, (\$550.00).

Question.—En prenant la totalité de la longueur du chemin macadamisé sur la rive sud, quelle est la proportion que cela ferait sur le chemin de Beaumont seulement ?

Réponse.—Je pense qu'il y a vingt-deux milles et demi de chemin de fait, c'est vingt-deux à vingt-trois milles autant que je puis me rappeler.

Question.—Quel serait le coût probable des dépenses pour macadamiser le reste du chemin ?

Réponse.—Par mille ?

Question.—Oui ?

Réponse.—Je ne puis pas dire exactement.

Question.—A peu près ?

Réponse.—Entre trois à quatre mille piastres par mille.

Question.—Combien y a-t-il de milles de macadamisés actuellement ?

Réponse.—Il y a actuellement six milles de complétés, à peu près. La commission entretient un mille à peu près en terre. Cette partie n'a pas été macadamisée.

Question.—Il reste encore quatre mille à quatre mille et demi qui ne sont pas macadamisés ?

Réponse.—Environ.

Question.—Et cela coûterait trois à quatre mille piastres par mille ?

Réponse.—A peu près.

Question.—M. Bégin,—la Commission a eu connaissance que M. Faucher de Saint-Maurice a actuellement un Bill a ce sujet devant la Chambre ?

Réponse.—Je le crois.

Question.—Concernant le chemin de Beaumont ?

Réponse.—Oui.

Question.—Les dépenses dont vous avez parlé tantôt ainsi que les recettes, sont les recettes et dépenses de chaque année pour ce chemin ?

Réponse.—Je produis actuellement un état complet des recettes et dépenses du chemin de Beaumont depuis 1862, à 1883 et sous le serment que j'ai prêté, je jure que cet état est correct.

De 1857 à 1862, c'est à peu près la même proportion entre les recettes et les dépenses. Je laisse entre les mains du comité l'état en question.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que tout ce que ci-haut est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

C. A. GOSSELIN,
Sténographe.

ÉTAT des revenus et des dépenses du chemin de Beaumont depuis 1862 à 1883.

Par revenu des barrières.	\$ cts.	A dépenses réparation de chemin	\$ cts.
1862. " "	2,402 00	" "	1,788 72
1863. " "	3,032 35	" "	1,698 78
1864. " "	3,074 18	" "	2,035 93
1865. " "	3,395 61	" "	1,977 88
1866. " "	3,385 25	" "	1,945 18
1867. " "	3,193 95	" "	1,836 62
1868. " "	3,181 78	" "	1,337 04
1869. " "	2,938 80	" "	1,573 56
1870. " "	2,883 16	" "	1,461 62
1871. " "	3,210 98	" "	1,364 52
1872. " "	3,207 80	" "	1,465 78
1873. " "	3,484 45	" "	2,675 50
1874. " "	3,933 80	" "	1,633 90
1875. " "	3,245 00	" "	2,663 06
1876. " "	3,254 60	" "	1,480 66
1877. " "	3,247 73	" "	1,830 90
1878. " "	2,877 80	" "	2,099 01
1879. " "	2,372 60	" "	2,107 21
1880. " "	3,194 04	" "	1,154 90
1881. " "	3,240 12	" "	612 50
1882. " "	3,434 78	" "	1,010 38
1883. " "	3,501 10	" "	1,173 64

Depuis 1880 à 1883, doivent être ajoutées pour salaire du gardien et des entrepreneurs pour l'entretien des chemins d'hiver, \$911 par année.

Certifié correct d'après les livres de la Commission des chemins à barrières de la Rive Sud.

L. BÉGIN,

Sec.-Trés.

INDEX

DU

DIXHUITIÈME VOLUME.

47 VICTORIA, 1884.

ABEILLES :—Bill pour protéger la culture des—, [M. Charlebois], 111. Renvoyé au Comité de Législation, 164.

ACTES AMENDÉS :—

- 4 Vict., chap. 17. Voir *Chemins à barrières*.
- 18 Vict., chap. 61. Voir *Montréal, University*.
- 23 Vict., chap. 75. Voir *Sorel*.
- 27-28 Vict., chap. 162. Voir *Congregational College*.
- 27 Vict., chap. 23. Voir *Joliette*.
- 27-28 Vict., chap. 70. Voir *Iles du Moine et des Barques*.
- 32 Vict., chap. 17. Voir *Ecoles d'industries*.
- 33 Vict., chap. 26. Voir *Ivrognes d'habitudes*.
- 35 Vict., chap. 34. Voir *St-Hyacinthe*.
- 39 Vict., chap. 47. Voir *Joliette*.
- 39 Vict., chap. 50. Voir *Sherbrooke*.
- 42-43 Vict., chap. 26. Voir *Cautionnement des officiers publics*.
- 43-44 Vict., chap. 10. Voir *Enquêtes des Coroners*.
- 44-45 Vict., chap. 16. Voir *Enregistrement des Douaires*.
- 44-45 Vict., chap. 27. Voir *Barreau*.
- 44-45 Vict., chap. 32. Voir *Stoneham*.
- 44-45 Vict., chap. 89. Voir *Lamontagne, David*.
- 46 Vict., chap. 16. Voir *Jurés et Jurys*.
- 46 Vict., chap. 8. Voir *Droits de Pêche*.
- 46 Vict., chap. 21. Voir *Instruction Publique*.

ACTES AMENDÉS :—*Suite.*

46 Vict., chap. 34. Voir *Dentistes*.

47 Vict., chap. 38. Voir *St-Joachim de Shefford*.

47 Vict., chap. 79. Voir *St-Léonard, Compagnie du Pont de—*.

ACTE GÉNÉRAL DES MINES de Québec, amendé. Voir *Mines*.

ACTES NOTARIÉS, validés (testaments). Voir *Notariat*, 1.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, 1867 :—Motion ; que, dans le but d'éviter à l'avenir les causes de conflit entre les Provinces et le Pouvoir Fédéral, il est opportun d'adopter les mesures nécessaires pour obtenir la modification de l'—, 233. Débats, 234. Débats repris ; Motion négativée, 238.

ACTE ELECTORAL DE QUÉBEC :—Bill pour amender de nouveau l'—, [M. Archambault], 128. Renvoyé à un Comité spécial, 171. Rapporté amendé, 217. Réimpression ordonnée, 215. En Comité Général, 258. Le Comité se lève sans faire de rapport, 276.

ADMINISTRATION DES ÎLES DU MOINE ET DES BARQUES :—Voir *Iles du Moine*.

ADMINISTRATION DES TERRES PUBLIQUES ET DROITS DE PÊCHE :—46 V. c. 8, amendé.— Voir *Droits de pêche*.

Adresses :**A SA MAJESTÉ LA REINE :**

1. *Duc d'Albany* :—De condoléance au sujet de la mort du Prince Léopold ; Message du Conseil ; Jour fixé pour la prise en considération, 25. Considérée et adoptée, 29. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de la transmettre ; la communiquant au Conseil, 30. Adoptée par le Conseil, 34.

A SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL :

2. *Marquis de Lansdowne* :—Lui souhaitant la bienvenue à son arrivée à Québec ; du Conseil, 269. Adoptée par la Chambre ; Renvoyée au Conseil, 270. Membres nommés pour la présenter, 271. La Chambre se rend au Conseil pour la présenter, 283. Réponse de Son Excellence, 284.

AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

3. *Autonomie de la Province* :—Motion pour une adresse demandant à Son Honneur de vouloir bien transmettre au Gouverneur-Général certaines résolutions exprimant la détermination de cette Chambre de défendre tous les droits provinciaux et de proclamer son autonomie ; Question préalable proposée, 56. Débats ajournés, 57. Débats repris ; Motion négativée, 60.
4. Motion pour une adresse, le priant de vouloir bien transmettre au Gouverneur-Général certaines résolutions déclarant que cette Chambre sera prête à donner un appui énergique au Gouvernement chaque fois qu'il s'agira de la revendication des droits de la Province ; Débats, 100, 127, 129, 130 ; Motion adoptée, 148. Réponse, 158.

ADRESSES :—*Suite.*

5. *Dépenses contingentes* :—Demandant à Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat pour la somme de \$18,000 pour faire face aux dépenses contingentes de la Chambre, 64.
6. Demandant à Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat pour la somme de \$5,000 pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil Législatif, 69.
7. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au Discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 15, 24, 30, 33. Divers amendements proposés et rejetés, 34, 35, 36, 37. Adoptée, 37. Renvoyée à un Comité spécial, 37. Adresse rapportée, 38. Adoptée; Ordre d'en faire la grosse; devant être présentée par les Membres du Conseil Exécutif, 39. Réponse, 50.
8. *Chemin du Pacifique* :—Demandant à Son Honneur de vouloir bien transmettre au Gouverneur-Général certaines résolutions exprimant l'espérance que le Gouvernement Fédéral saura faire respecter les engagements envers la Province de Québec, en faisant passer le Chemin du Pacifique sur le territoire de la Province, 282, 283.
9. *Edmunston au Nouveau-Brunswick* :—Résolutions servant de base à une adresse demandant la construction d'un Chemin de fer de Edmunston au Nouveau-Brunswick; adoptées, 281.

AGRICULTURE. Voir 1 des Documents.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—

1. Bill pour amender les actes concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics (Du Conseil), 271. Renvoyé au Comité, 311. Considéré; Rapporté progrès, 335. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Motion pour troisième lecture; Amendement pour renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, négative; Lu la troisième fois et passé, 343. Amendements adoptés par le Conseil, 348. S. R., 379. [47 Vic., c. 6.]
2. Bill pour rappeler le ch. 3, de l'acte 43-44 Vic., intitulé : "Acte concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, [L'Hon. M. Mercier], 194. Motion pour deuxième lecture; débats, 243. Débats repris, 286. Amendement pour renvoyer la deuxième lecture à six mois. Objection faite au vote d'un député; Décision de M. l'Orateur, 287. Validité du vote donné confirmée par la Chambre; Amendement adopté; Deuxième lecture renvoyée à 6 mois, 289.

Voir 2 des Documents.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—1. Comité Permanent nommé, 15, 51. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum*; *Quorum* réduit à sept membres, 62. Membre ajouté à ce Comité, 65. Second rapport; Recommande l'achat d'une brochure de J. C. Chapais sur la plantation des arbres, 104; Adopté, 105. Ordonné que la dite Brochure soit imprimée, 106; Troisième rapport (suggérant qu'un jour soit fixé par proclamation pour la Fête des arbres), 116. Pétition renvoyée à ce comité, 219. Quatrième rapport (sociétés d'agriculture), 144. Cinquième rapport (appareils Lynch), 218. Motion pour l'adoption du 5e rapport, négative, 226.

ALIÉNÉS, ASILES DES—, subventionnés par la Province de Québec. Voir *Asiles d'aliénés*.

ALLEYN ET PAQUET. Voir 3 des Documents.

ANATOMIE :

1. Bill amendant le Statut 46 Vic. ch. 30 intitulé : " Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'Anatomie, [L'Hon. M. Garneau]. Renvoyé à un Comité Général, 131. Considéré, 135, 181. Amendé, 181. Rapporté ; Motion pour troisième lecture, négative, 193.

2. Pétitions demandant des amendements à ce Bill, 165, 184.

3. Pétitions demandant des amendements à l'Acte de la dernière session, 83, 115.

ANDGRAVE, CYRILLE HECTOR. Voir *Champagne*.

ANNEXION de partie de St-Edmond de Stoneham aux cantons unis de Stoneham et Tewkesbury. Voir *Stoneham*.

ANNEXION de partie de Tingwick à Chester-Ouest. Voir *Tingwick*.

ANNEXION de parties de Caxton et de St-Barnabé à Ste-Anne d'Yamachiche. Voir *Caxton*.

ANSELL, FRÉDÉRIC, T. :—Pétition demandant un acte autorisant l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec, à admettre Frédéric T. Ansell, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste, dans la Province, 32. Avis, 58. Bill [L'Hon. M. Robertson], 59. Renvoyé au Comité, 68. Rapporté amendé, 78. En Comité Général ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil, 144. S. R., 382. [47 Vic., c. 97.]

ARCHAMBAULT, J. N. A. Voir 4 des Documents.

ARTHABASKA. Voir 5, 6 et 7 des Documents.

ARTISANS :—Société St-Joseph des—, de Sherbrooke, incorporée. Voir *Union St-Joseph*.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur ; A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la Session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 13. Pour la présentation d'une adresse de bienvenue au Gouverneur Général, 283. Pour la sanction des Bills à la clôture de la Session, 359.

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 15.

3. Rapport du Conseil Exécutif, nommant les Commissaires pour la régie interne de l'Assemblée Législative, 16.

4. Recettes et déboursés de l'—, 16. Voir 11 des Documents.

5. Rapport de l'Auditeur des Comptes de l'—, 18.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*
Réunions et ajournements de la Chambre :

6. Motion,—qu'à l'avenir les Sessions devraient avoir lieu l'automne ; Amendement,—qu'il est désirable qu'à l'avenir la Législature soit convoquée après la Fête des Rois ; Amendement adopté, 337.

7. Motion pour qu'un Ordre de la Chambre soit rescindé, et que dorénavant il y ait deux séances par jour, 368. Amendement.—Que les Ordres du Jour soient pris en considération ; Objection faite par M. Gagnon ; débats ajournés, 369.

8. Continue à siéger après minuit, 57, 61, 161, 172, 178, 188, 193, 197, 230, 242, 259. En Comité, 178, 215, 290.

9. Devant siéger le samedi, 190, 226.

10. Siège le samedi, 204.

11. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 226. Trois séances, 256.

12. Ajourne du 9 au 15 Avril, 64.

13. Ajourne du 9 au 13 Mai, 174.

14. Motion pour ajourner la Chambre, négative, 304.

15. Motions pour ajourner la Chambre ; retirées, 175, 202.

16. Motion pour ajourner la Chambre du 9 au 12 Mai, retirée, 170.

ASILES D'ALIÉNÉS :

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les Asiles des Aliénés : Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 217. La Chambre en Comité ; Résolutions rapportées ; Adoptées, 218. Bill basé sur ces résolutions. Voir *Infra*, 2.

2. Bill relatif aux Asiles d'Aliénés subventionnés par la Province de Québec, [l'Hon. M. *Blanchet*], 41. Renvoyé au Comité, 219. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 290. Passé sur division, 301. Par le Conseil avec amendements, 348. Considérés et adoptés, 349. S. R., 382. [47 Vict., ch. 20.]

Voir 10 des Documents.

ASILE DE BEAUPORT :—Voir 8 et 9 des Documents.

ASILE DE LA PROVIDENCE, de Montréal, actes incorp., refondus. Voir *Montréal*, *Asile de la Providence*.

ASSOCIATION de prévoyance des Bouchers de Montréal, incorporée. Voir *Montréal*, *Association des Bouchers*.

ASSOCIATION des Commerçants licenciés de vins, de Montréal, incorporée. Voir *Montréal*, *Association des Commerçants de vins*.

ASSOCIATION des Dentistes, 46 Vict., ch. 34, amendé. Voir *Dentistes*.

ASSURANCES :—

1. Bill amendant l'Acte de cette Province 45 Vict., ch. 51, intitulé : "Acte concernant les Compagnies d'Assurances Mutuelle contre le feu," [L'Hon. M. Lynch], 132. Renvoyé à un Comité général, 164. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 178. Par le Conseil avec un amendement, 271. Considéré, 271. Adopté, 290. S. R., 380. [47 Vict., ch. 76.]
2. Bill pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les Assurances des paroisses, [M. Demers], 52. Renvoyé à un Comité général, 89. Considéré; Rapporté; Passé, 102. Par le Conseil, 143. S. R., 383. [47 Vict., ch. 75.]
3. Bill pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant Province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les Assurances Mutuelles, [M. Paradis], 261. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 278. Par le Conseil, 343. S. R., 381. [47 Vict., ch. 71.]
4. Voir 12 des *Documents*.

AUBERGES :—

1. Bill pour amender certaines sections du chap. 4 de la 42-43 Vict., intitulé : "Acte concernant la fermeture des auberges le dimanche et à certaines heures les autres jours," [M. Archambault], 184.
2. Pétition demandant des amendements à la loi concernant la fermeture des auberges, 179.

AUDITEUR et Trésorier de la Province. Voir 13 des *Documents*.

AUTONOMIE DE LA PROVINCE : Voir *Adresses au Lieutenant-Gouverneur*, 3 et 4.

BARREAU :

1. Bill pour amender l'Acte concernant le—de la Province de Québec, [l'Hon. M. Taillon], 226.
2. Bill pour amender l'Acte 44-45 Victoria, chapitre 27, intitulé : "Acte concernant le Barreau de la Province de Québec," [l'Hon. M. Blanchet], 149. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 164. Par le Conseil, 210. S. R., 382. [47 Vict., ch. 32.]

BARRIÈRES :

1. Chemins à—dans les voisinage de Québec. Voir *Chemins à barrières*, 2.
2. Chemins à—de Québec. Voir *Chemins à barrières*, 1.

BARNARD, E. A :—Voir 14 et 15 des *Documents*.

BATISSES DU PARLEMENT :—Déclaration de l'Hon. M. Mercier au sujet des soumissions pour contrats des—etc ; 306. Motion pour Comité Spécial chargé de s'enquérir de certains faits au sujet de l'octroi de ces contrats à A. Charlebois & Cie ; Adoptée, 309. Premier rapport ; Adopté, 345. Voir *Députés*, 7.

Voir 16, 17 et 18 des *Documents*.

BEAUFORT, JEAN DE :—Motion pour la formation d'un Comité Spécial chargé de s'enquérir du contrat accordé à A. Charlebois & Cie ; Amendement négativé, 234. Motion négativée, 236. Voir *Députés*, 7.

BEAUHARNOIS :

1. Pétition demandant un Acte amendant l'Acte 38 Victoria, chapitre 77, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé : "Acte pour ériger le Village de Beauharnois en Ville," 51. Avis, 93. Bill [M. Bergevin], 94. Renvoyé au Comité, 109. Rapporté, 135. En Comité Général ; Rapporté ; Passé, 151. Par le Conseil, 239. S. R., 380. [47 Vict., ch. 86.]

2. Pétition contre le Bill, 115.

3. Cour Criminelle.— Voir 19 des *Documents*.

BERGERON, J. G. H. :—Déclaration de l'Hon. M. Mercier, 306. Voir *Députés*, 7.

BERTHIER :—Pétition demandant un Acte amendant certains actes concernant l'incorporation de la ville de Berthier et lui conférant de plus amples pouvoirs, 50. Avis, 58. Bill [M. Robillard], 60. Renvoyé au Comité, 82. Rapporté amendé, 105. En Comité Général ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 182. S. R., 381. [47 Vic., c. 88.]

BETTERAVES :—Compagnie de sucre de—, de la Province.—Voir *Sucre de Betteraves*.

BETTER TERMS :—Voir 20 des *Documents*.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—, 26. Voir 23 des *Documents*.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—

1. Comité collectif de la—, Membres nommés par l'Assemblée, 53. Message envoyé au Conseil, 53. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 92. Rapport, 148. Second rapport ; Sous-Comité nommé, 236. Adopté, 237.

2. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer une résolution concernant les salaires des officiers, etc., de la bibliothèque ; Le Comité délibère ; Résolution rapportée et adoptée, 291. Renvoyée au Bill du Conseil Législatif, 291. Voir *infra* 3.

3. Bill relatif à la bibliothèque de la Législature, (Du Conseil), 228. Résolution renvoyée au Comité Général sur ce Bill, 291. En Comité Général ; Rapporté ; Passé, 291. S. R., 379. [47 Vic., c. 4.]

4. Voir aussi 21, 22 et 23 des *Documents*.

BILLY L. A. :—Voir 24 des *Documents*.

BOIS, COUPE DE :—Pétition demandant des modifications sur droits de—, dans le Comté de Bonaventure, 225.

BONAVENTURE :—Voir 25 des *Documents*.

BONNET, GILBERT :—Voir 26 des *Documents*.

BON ORDRE dans et près les endroits consacrés au culte public, S. R. B. C., ch. 22, amendé. Voir *Statuts Refondus du Bas-Canada* ch. 22.

BOUCHERS, de Montréal, Association de secours des—, incorporée. Voir *Montréal, Association des Bouchers*.

BUCHANAN, DAME B. E. :—Demandant certaines réclamations contre le Gouvernement, 93.

BUREAU, M. :—Voir 27 et 28 des *Documents*.

BUREAU PROTESTANT des Commissaires d'écoles de la Cité de Québec. Voir *Québec, Commissaires d'écoles*.

Bills :

1. Bills retirés, 110, 130, 228, 256, 333.

2. Renvoyées à des comités spéciaux, 103, 129, 146, 164, 171, 258.

3. Renvoyés à un comité spécial sur un autre Bill, 103, 164.

4. Motions pour renvoyer à trois mois la seconde lecture d'un Bill, négativées, 346, 347.

5. Seconde lecture renvoyée à trois mois, 160, 193, 323. A six mois, 289.

6. Motion pour le renvoi d'un Rapport du Comité général à six mois, négativée, 86. Comité général renvoyé à trois mois, 159.

7. Lus la 2ème fois et renvoyés à un Comité général ; Considérés ; Rapportés ; Passés, 207, 291, 348.

8. Lus la 2ème fois ; Renvoyés à un Comité général ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et Passés à la même séance, 278, 285, 290, 336.

9. Renvoyés de nouveau à un Comité général ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et Passés, 240, 241, 243, 285, 371.

10. Lus les 2ème et 3ème fois et Passés, 127, 164.

11. Présentés ; Lus les trois fois et Passés, 161, 341, 374.

12. Passés sans être renvoyés à un Comité, 127, 161.

13. Le Comité se lève sans faire de rapport, 109, 276.

BILLS :—*Suite.*

14. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 110, 127, 161, 341, 374.
15. Honoraires sur Bills, remboursés, 204, 209, 232, 256, 273, 338.
16. Motion pour remboursement des honoraires, négative, 256.
17. Rapport concernant la traduction, etc, des Bills, 198.
18. Bills ré-imprimés, 217, 225, 237.
19. Bills du Conseil Législatif, 158, 228, 271.
20. Bills du Conseil amendés en Comité général, 277, 343.
21. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 323, 348.
22. Amendements du Conseil non adoptés par la Chambre, 241, 349. Le Conseil insiste sur ses amendements, 305. N'insiste pas, 363.
23. Passés par le Conseil, 143, 150, 157, 162, 173, 181, 195, 200, 210, 223, 228, 239, 245, 262, 268, 271, 323, 342, 343, 345, 346, 348, 362, 364, 374, 379.
24. Amendés par le Conseil, 150, 157, 162, 173, 181, 195, 200, 223, 228, 245, 262, 268, 324, 342, 346, 348, 379.
25. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 158, 173, 181, 196, 200, 223, 228, 229, 245, 262, 268, 324, 342, 349, 379.
26. Amendements considérés, 150, 162, 181, 224, 271, 342, 346.
27. Amendements adoptés, 207, 229, 242, 290, 345, 349.
28. Sanctionnés, 379, 380, 381, 382, 383.

Bills Privés :

1. Comité Permanent des Divers Bills Privés nommé, 15, 51. Premier rapport demandant une réduction du *quorum*, 58. *Quorum* réduit à sept membres, 46. Membres ajoutés à ce Comité, 64, 70. Autres rapports sur Divers Bills, 69, 78, 84, 90, 105, 115, 128, 135, 141, 144, 153, 165, 173, 179, 189, 198, 255.
2. Bills renvoyés à ce Comité, 53, 60, 67, 72, 82, 88, 109, 133, 134, 153.
3. Rapport recommandant que le délai pour la réception des Bills Privés et des Rapports sur iceux soit prolongé, 57, 58, 135, 173.
4. Rapport concernant la traduction des Bills Privés, 198.
5. Rapport concernant la présentation de certains Bills Privés, 84, 198, 237.
6. Rapport retiré et autre substitué, 204.
7. Rapport concernant les Bills pour incorporation des Villes, 84.

BILLS PRIVÉS :—*Suite.*

8. Rapport spécial avec déclaration qu'un certain Bill est dans l'intérêt des contribuables, 146.

9. Rapport sur amendements du Conseil sans modifications, mais vu une omission dans le Bill, nouveau projet de loi rapporté, 161.

10. Recommandant qu'il soit permis de retirer un Bill, 256.

CADASTRE :—

1. La Chambre décide de se former en comité sur certaine résolution concernant certains plans cadastraux, 216 ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le comité délibère ; Résolution rapportée, 217. Bill basé sur cette résolution, Voir *infra*, 2.

2. Bill pour modifier les plans et livres de renvoi officiels de la ville de Fraserville, de la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, du Canton de Hull et du Village de Saint-Sauveur, près de Québec, (l'Honorable M. Lynch), 217 ; Lu la 2^{me} fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 290. Par le Conseil avec amendements, 342. Considérés et adoptés, 342. S. R., 382. (47 Vic., c. 36.)

3. Notre-Dame de Grâces-Ouest, annexion du lot No 1698 des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Montréal. Voir *Notre-Dame de Grâces Ouest*.

4. Voir aussi 29 et 30 des *Documents*.

CANTONS DE LA PROVINCE ; Liste des—. Voir 31 des *Documents*.

CANTONS DE L'EST, Compagnie du chemin de fer de Leeds et des—, acte d'incorporation, amendé. Voir *Leeds*, etc.

CARY, G. T. :—Voir 32 des *Documents*.

CASERNES DES JÉSUITES :—Voir 33 des *documents*.

CAUTIONNEMENT :—Bill pour amender l'Acte 42-43 Victoria, chapitre 6, concernant le cautionnement des Officiers Publics de la Province, [l'Hon. M. Taillon], 232. Motion pour renvoyer la 2^{ème} lecture à trois mois, négative ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité Général, 347. Considéré ; Rapporté ; Lu la 3^{ème} fois sur division et Passé, 372. Par le Conseil, 379. S. R., 383. [47 Vict., ch. 5].

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :— Voir 34 des *Documents*.

CAXTON :—Bill pour détacher certaines parties de l'augmentation du township de Caxton, de la paroisse de Saint-Barnabé, et les annexer à la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, dans le Comté de Saint-Maurice, pour toutes fins quelconques, (M. Desaulniers), 190. Renvoyé à un Comité Général, 243. Ordre pour Comité général déchargé ; Bill renvoyé à un Comité spécial, 258. Rapport, 266. Considéré ; Rapporté ; Passé, 277. Par le Conseil, 343. S. R., 382. (47 Vic., c. 40.)

CHAMBLY :—Juges de Paix. Voir 35 des Documents.

CHAMPAGNE, C. H. :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Cyrille Hector Andgrave *alias* Handgrave dit Champagne, à la profession de procureur et d'avocat ; Reçue et lue, 77 ; Avis, 84. Bill (M. Martel), 85. Renvoyé au Comité, 126. Rapporté amendé, 135. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 151. Par le Conseil, 196. Honoraire remis, 256. S. R., 382. (47 Vic., c. 96.)

CHARLEBOIS & CIE :— 234, 306. Voir *Beaufort Jean de, Députés*, 7.

CHASSE :

1. Bill pour amender les Lois de la Chasse en cette Province, [M. Archambault], 59. Renvoyé à un Comité Spécial sur un autre Bill, 164. Voir *Infra*, 2.
2. Bill pour amender et refondre les Lois de la Chasse de la Province de Québec, [l'Hon. M. Lynch], 111. Renvoyé à un Comité Spécial, 164. Rapporté amendé, 194. En Comité Général ; Rapporté progrès, 289. Considéré de nouveau ; Amendé, 332. Motion pour la réception du Rapport ; Amendements à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, négatifs ; Rapporté ; Passé, 333. Par le Conseil, 364. S. R., 380. [47 Vict., ch. 25].

CHEMINS :—Bill pour amender l'Ordonnance 4 Victoria, chapitre 17, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la Cité de Québec, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes qui l'amendent, [l'Hon. M. Blanchet], 189. Renvoyé à un Comité Général, 310. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 344. Par le Conseil, 364. S. R., 382. [47 Vict., ch. 82].

CHEMINS A BARRIÈRES :

1. Bill relatif aux Chemins à Barrières de Québec, [M. Faucher de Saint-Maurice], 48. Renvoyé à un Comité Spécial, 110. Rapporté amendé, 168. En Comité Général ; Rapporté, 182. Motion pour 3ème lecture ; Débats, 239. Débats repris ; Motion pour renvoyer la 3ème lecture à 6 mois, négative ; Autre motion pour renvoyer le Bill à un Comité Général, Adoptée ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 240. Par le Conseil, 345. S. R., 380. [47 Vict., ch. 81].
2. Bill pour amender l'Ordonnance 4 Vict., ch. 17, relatif aux Chemins à Barrières, près de la Cité de Québec, [M. Gagnon] ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité Général, 180.
3. Voir 36 des Documents.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Voir 37 des Documents.

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir 38 des Documents.

CHEMINS DE FER :

1. Nomination du Comité des Chemins de Fer, 15, 51. Membres ajoutés, 70. Premier rapport ; *Quorum* réduit à sept Membres, 57. Autres rapports sur divers Bills, 77, 105, 135, 142, 149, 165, 174, 179. Bills renvoyés à ce Comité, 67, 72, 88, 114. Partie du huitième rapport adoptée, 175.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

2. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer certaines Résolutions concernant les Subsidés à certaines Compagnies de Chemins de Fer; Adoptée sur division; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le Comité délibère, 333. Résolutions rapportées; Motion pour l'adoption du rapport; divers amendements proposés et négatifs; Résolutions adoptées, 341. Bill basé sur ces résolutions, 341. Voir *Infra*, 4.
3. Bill concernant les Subsidés des Compagnies de Chemins de Fer et certaines garanties d'intérêts par la Province de Québec, [l'Hon M. Robertson], 332. Ordre pour la 2ème lecture déchargé; Bill retiré, 333.
4. Autre Bill sur le même sujet; [l'Hon. M. Robertson], 341. Présenté; Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 341. Par le Conseil, 363. S. R., 383. [47 Vict., ch. 70].

Voir 39 des Documents.

CHEMINS ET TRAVAUX DE VOIERIE :—Voir 40 des Documents.

CLERCS DE ST-VIAEUR :—Pétition demandant un Acte pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de St-Viateur par l'Honorable Barthélemi Joliette et son épouse, 62. Avis, 84. Bill, [M. Lavallée], 85. Renvoyé au Comité, 91. Rapporté amendé, 161. En Comité Général; Rapporté; Passé, 171. Par le Conseil, 224. Honoraire remis, 232. S. R., 381. [47 Vict., ch. 48]

COATICOOK KNITTING COMPANY :—Pétition demandant un acte permettant à la—, d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet, 50. Avis, 58. Bill [M. Thornton], 58. Renvoyé à un comité, 67. Rapporté, 78. En Comité général; Rapporté; Passé, 86. Par le Conseil, 144. S. R., 380. [47 Vic. c. 68.]

CODE CIVIL :—

1. Bill pour amender l'article 2127 du Code Civil, [M. Gagnon], 41. Renvoyé au Comité de Législation, 110.
2. Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil, [M. Gagnon], 47. Renvoyé au Comité de Législation 110.
3. Bill pour amender l'article 299 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure Civile, [M. Gagnon], 46. Renvoyé au Comité de Législation, 110.
4. Bill pour amender l'article 125 du Code Civil [M. Gagnon], 52. Renvoyé au Comité de Législation, 110.
5. Bill pour amender le Code Civil du Bas-Canada, [M. Trudel], 94.
6. Bill pour amender l'article 855 du Code Civil, [L'Hon. M. Marchand], 112.
7. Bill pour amender l'article 923 du Code Civil, [M. Robidoux], 132.

CODE CIVIL :— Suite.

8. Bill pour amender les articles 1323 à 1337 inclusivement du Code Civil, aux fins d'abolir la continuation de la communauté, [L'Hon. M. Marchand], 132. Renvoyé au Comité de Législation, 294. Rapporté, 243.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile, [M. Poulin], 85. Renvoyé au Comité de Législation, 110.
2. Bill pour amender le Code de Procédure Civile, [M. Stephens], 117. Renvoyé au Comité de Législation, 164.
3. Bill pour amender l'article 664 du Code de Procédure Civile, [L'hon. M. Turcotte], 70. Renvoyé au Comité de Législation, 110. Rapporté amendé, 243. En Comité général, 270, 277. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 285. Par le Conseil, 363. S. R., 382. [47 Vic., c. 16.]
4. Bill pour amender l'article 671 du Code de Procédure Civile, [M. Gagnon], 44. Renvoyé au Comité de Législation, 242. Rapporté, 303. En Comité général, 322. Considéré ; Amendé, Rapporté ; Passé, 335. Par le Conseil, 365. S. R., 381. [47 Vic., c. 17.]

CODE MUNICIPAL :—

1. Bill pour amender les articles 639 et 640 du Code Municipal de la Province de Québec, [M. Poulin], 9. Renvoyé à un Comité Spécial 103. [Voir *infra* 8]. Bills renvoyés à ce Comité, 103, 108, 129, 164. Rapporté amendé et combiné avec d'autres Bills, 225. Ré-impression ordonnée, 225. En Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 276. Par le Conseil avec amendements, 342. Considérés 352. Adoptés, 345. S. R., 382. [47 Vic., c. 18.]
2. Bill pour amender l'article 795 du Code Municipal, [M. Gagnon], 52. Renvoyé au Comité spécial, 103. Voir *infra*, 8. Rapporté combiné avec un autre Bill, 225. Voir *supra*, 1.
3. Bill pour amender le Code Municipal en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes municipales à défaut de paiement, [L'hon. M. Joly], 52. Renvoyé à un Comité général, 89. Ordre rescindé ; Bill renvoyé au Comité spécial, 103. Voir *infra*, 8. Rapporté combiné avec d'autres Bills, 225. Voir *supra* 1.
4. Bill pour amender l'article 1003 du Code Municipal, [M. Gagnon], 64. Renvoyé au Comité spécial, 103. Voir *infra*, 8. Rapporté combiné avec d'autres Bills, 225. Voir *supra*, 1.
5. Bill pour amender l'article 521 du Code Municipal, [M. Martel], 70. Renvoyé au Comité spécial, 103. Voir *infra*, 8.
6. Bill pour amender l'article 870 du Code Municipal, [M. Boyer], 117. Renvoyé au Comité spécial, 164. Voir *infra* 8. Rapporté combiné avec d'autres Bills, 225. Voir *supra*, 1.

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

7. Bill pour amender le Code Municipal, [M. Trudel], 94. Renvoyé au Comité spécial sur—, 120. Voir *infra*, 8. Rapporté combiné avec d'autres Bills, 225. Voir *supra*, 1.
8. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, 103. Bills renvoyés à ce Comité, 103, 108, 129, 164. Premier rapport ; *quorum* réduit à sept membres, 111. Rapport ; réunissant tous les amendements dans un seul Bill, 225. [Voir *supra* 1.]

CODIFICATION :—Voir 41, 45 *des Documents*.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 15. Motion pour la formation d'un Comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer : Adoptée, 39. Premier Rapport, 40. Second Rapport, 51. Troisième Rapport, 88. Voir *Privileges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc, Bills Privés, Législation, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industries*. Voir aussi *Bibliothèque*.
2. *Quorums* réduits, 46, 57, 58, 62, 84, 104, 111, 237.
3. Membres ajoutés à des Comités, 64, 70.
4. Comités spéciaux, 103, 129, 146, 309, 357. Voir ; *Code Municipal*, 8 ; *Députés*, 7 et 8 *Stoneham, Tingwick*.
5. Motion pour la nomination d'un Comité spécial chargé de s'enquérir du règlement des comptes de l'administration du Q. M. O. & O., négative, 245, 248.
6. Comités généraux, 71, 137, 217, 291, 295, 297, 299, 338, 363, 370, 372.
6. Le Comité sur un Bill se lève sans faire de rapport, 109, 276.
7. Rapport d'un Comité spécial renvoyé à un Comité général, 246.
8. Partie du rapport d'un comité adoptée, 175, 376.
9. Partie du rapport d'un Comité retirée et autre rapport substitué, 204.
10. Motion pour l'adoption d'un rapport négative, 226.

COMITÉS spéciaux de l'Assemblée Législative membres de—, nommés commissaires. Voir *Commissaires*.

COMMISSAIRES :

1. Bill pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée Législative, [l'Honorable M. Taillon] ; Présenté ; Renvoyé à un Comité général, 370. Considéré ; Rapporté ; Passé, 371. Par le Conseil, 374. S. R., 383. (47 Vic., c. 3.)

COMMISSAIRES :—*Suite.*

2. La Chambre se forme en Comité pour considérer une résolution concernant le montant à payer pour les dépenses des deux comités d'enquête (Mousseau et Mercier) ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 370. Résolution rapportée et adoptée, 371.

COMMISSAIRES d'écoles, bureau protestant des—, de la Cité de Québec. Voir *Québec*.

COMMISSAIRES d'écoles de Waterloo—ratification d'acte de partage. Voir *Waterloo*.

COMMISSAIRES d'écoles d'Hochelaga. Voir *Hochelaga*.

COMMISSAIRES des écoles catholiques, Montréal. Voir 44 *des Documents*.

COMMISSAIRE DES INCENDIES :—. Voir *Victoria* 32, chap. 29.

COMMISSAIRE DU FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Motion pour que la charge de—soit abolie, rejetée sur division, 304.

COMMISSION DES STATUTS. Voir 41 et 45 *des Documents*.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL :

1. Motion pour que les Commissaires chargés de faire une enquête sur les Bureaux Publics soient tenus de rembourser au Trésorier l'argent qu'ils ont reçu ; négative, 337.
2. Voir 46 *des Documents*.

COMMIS VOYAGEURS :—Pétition demandant que les pouvoirs d'imposer des taxes sur les—, soient renvoyés, 115.

COMMISSION ROYALE :

1. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer une résolution concernant le paiement des dépenses de la Commission Royale, nommée pour faire une enquête sur la vente et l'administration du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 371. La Chambre en Comité ; Résolution rapportée et adoptée, 372.
- 2 Voir 47 *des Documents*.

COMPAGNIE DE FILATURE DE STE-ANNE, Hochelaga. Voir *Ste-Anne*.

COMPAGNIE DE L'HÔTEL CHATEAU ST-LOUIS. Voir *Hôtel Château St-Louis*.

COMPAGNIE DE MARIE, missionnaires de la—, incorporés. Voir *Missionnaires*.

COMPAGNIE DE PRET ET D'HYPOTHÈQUE, de Montréal, capital-actions, réduit. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE DES COTONS de Montréal. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE DE TRANSPORT DES MINES et des Rivières du Lièvre et Outaouais, incorporée. Voir *Du Lièvre*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LEEDS, acte d'inc., amendé. Voir *Leeds*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER UNION JACQUES-CARTIER, 43-44 Vict., ch. 50, amendé. Voir *Union Jacques-Cartier*.

COMPAGNIE DU SUCRE DE BETTERAVES de la Province de Québec. Voir *Sucre de Betteraves*.

COMPAGNIE MANUFACTURIÈRE PATON. Voir *Paton*.

COMPAGNIE MARITIME ET INDUSTRIELLE DE LÉVIS, incorporée. Voir *Lévis*.

COMPAGNIE ROYALE D'ELECTRICITÉ :—Pétition demandant un Acte incorporant la "Compagnie Royale d'Electricité", 39ème règle suspendue; Pétition reçue et lue, 93. Avis, 105. Bill, [L'Hon. M. Lynch], 106. Renvoyé au Comité, 114. Rapporté amendé, 145. En Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 151. Par le Conseil avec un amendement, 195. Considéré et adopté, 196. S. R., 382. [47 Vict., ch. 55].

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—

1. Bill pour amender l'acte 27-28 Vic., ch. 23, relativement à l'incorporation des—, [L'Hon. M. Garneau], 176. Renvoyé à un Comité Général, 243. Considéré; Amendé, 263. Rapporté; Passé, 270.

2. Bill concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui font des placements; [M. Stephens], 48. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un Comité Général, 127. Considéré; Amendé, 159. Rapporté, 193. Ordre pour la réception du rapport, rescindé; Bill renvoyé de nouveau à un Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 241. Par le Conseil avec amendements, 324. Considérés et adoptés, 325. S. R., 381. [47 Vic., c. 73.]

3. Pétition contre ce Bill, 179.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE. Voir *Assurances*.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER, Subsidés aux—. Voir *Chemins de Fer*.

COMPTES PUBLICS :—

1. Comité permanent nommé, 15, 51. Premier rapport; *Quorum* réduit à sept membres, 84. Membres ajoutés à ce Comité, 70. Second rapport [nommant un nouveau président.], 115.

2. Voir 48 des *Documents*.

COMTÉS UNIS :—Pétition demandant qu'il soit accordé du délai à la Compagnie de chemin de fer des Comtés Unis pour compléter son organisation, 69.

CONGREGATIONAL COLLEGE OF BRITISH NORTH AMERICA :—Pétition demandant un Acte permettant au *Congregational college of British North America*, de conférer des degrés en théologie, et amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 162, 32. Avis, 46. Bill [L'hon. M. Lynch], 47. Renvoyé au Comité, 53. Rapporté, 78. En Comité général; Rapporté; Passé, 86. Par le Conseil, 144. Honoraire remis, 238. S. R., 380. [47 Vic., c. 49.]

CONGRÈS FORESTIER AMÉRICAIN :—Voir 49 des *Documents*.

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du Comité collectif au sujet de la Bibliothèque, 53. Au sujet des Impressions, 53.
2. Adoptant une adresse à Sa Majesté, 30.
3. Communiquant une adresse et demandant le concours de Leurs Honneurs, 30.

Messages du Conseil :

4. Désignant ceux de ses Membres devant faire partie du Comité collectif de la Bibliothèque, 92.
5. Désignant ceux de ses Membres devant faire partie du Comité collectif des impressions, 92.
6. Communiquant leurs Bills, et demandant le concours de la Chambre, 158, 228, 270.
7. Adoptant les Bills de la Chambre, 143, 150, 157, 162, etc. Voir *Bills*, 23.
8. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée, 323, 348.
9. Insistant sur leurs amendements, 305. N'insistant pas, 363.
10. Demandant à la Chambre de concourir dans une adresse de condoléance à la Reine, au sujet du décès du Prince Leopold, 25.
11. Dans une adresse de bienvenue au Gouverneur-Général, 268. Voir *Adresses*.

CONSEILS MUNICIPAUX :—Bill autorisant les—, à passer des règlements pour la taxation des propriétés personnelles, 94.

CONSTITUTION DE LA COUR SUPÉRIEURE :—Lois, amendées. Voir *Cour Supérieure*.

CORONERS, enquête des—, 43-44 V., c. 10, amendé.—Voir *Enquêtes des Coroners*.

CORRIVEAU, P. A. :—Pétition demandant un Acte autorisant le barreau de la Province de Québec à admettre, après examen, Philéas A. Corriveau au nombre de ses membres, 68. Avis, 93. Bill [M. *Shehyn*], 106. Renvoyé au Comité, 134. Rapporté amendé, 161. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 171. Par le Conseil, 224. Honoraire remis, 237. S. R., 382. [47 Vic., c. 95.]

COTONS DE MONTRÉAL, Compagnie des—. Voir *Montréal, Cie des—*.

COURS D'EAU :—Bill pour amender le chap. 51 des S. R. B. C. concernant l'amélioration des—, [M. *Desjardins*], 128.

COUR DES COMMISSAIRES :—

1. Bill pour amender le chap. 17 de la 41^e Vict., concernant la—, pour la décision sommaire des petites causes, [M. Nantel], 226. Lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé à un Comité général, 278. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 285. Par le Conseil, 345. S. R., 382. [47 Vict., ch. 10].
2. Bill amendant le Code de Procédure Civil en ce qui concerne la juridiction des cours des commissaires, [M. Spencer], 261.

COUR SUPÉRIEURE :—

1. Bill pour amender les lois concernant la constitution de la Cour Supérieure en cette Province, [L'Hon. M. Taillon], 342. Lu la 2^e fois ; Renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 348. Par le Conseil, 364. S. R., 383. [47 Vic., c. 7.]
2. Bill pour amender les lois concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit, et le Code de Procédure Civile, [L'Hon. M. Taillon], 226. Renvoyé à un Comité Général, 311. Considéré ; Amendé, 362. Ordre pour la réception du rapport, rescindé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité Général ; Amendé, 371. Rapporté ; Passé, 371. Par le Conseil avec un amendement ; Considéré et adopté, 379. S. R., 380. [47 Vic. c. 8.]

CRÉDIT FONCIER FRANCO CANADIEN :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien, 32. Avis, 46. Bill, [l'Honorable M. Garneau], 47. Renvoyé au Comité, 72. Rapporté amendé, 94. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 109. Par le Conseil, 173. S. R., 380. (47 Vic., c. 62.)

CULTE PUBLIC, bon ordre dans et près les endroits consacrés au,— S. R. B. C., ch. 22, amendé. Voir *Statuts Répondus pour le Bas-Canada*.

DAAQUAM CANTON :—Voir 50 des Documents.

DANSEREAU C. A. :—227, 229, 328.—Voir *Question négativées, Subsidés*.

DEFOY J. A.—Voir 51 des Documents.

DEMERS F. X. :—Pétition demandant un acte autorisant le Collège des médecins à admettre—, à la pratique de la médecine ; 49^{ème} règle suspendue ; Pétition reçue et lue, 104. Avis 115. 49^{ème} règle suspendue ; Bill présente, [M. Archambault], 47. Renvoyé au Comité, 130. Rapport déclarant que le promoteur désire retirer ce Bill, 256. Honoraire remboursé, 256.

DEMONON :—Voir 52 des Documents.

DENTISTES :—Bill pour amender l'acte 46 Victoria, chapitre 34, intitulé : " Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'association des dentistes de la Province de Québec " ; [M. Duhamel], 64. Renvoyé à un Comité, 89. En Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 102 ; Par le Conseil avec amendements, 181. Considérés, 182. Adoptés, 241. S. R., 281. [47 Vic., c. 34.]

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS, ACTES AMENDÉS :—Voir *Agriculture et travaux publics*.

Députés :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 8, 10, 11, 12, 16, 25, 39, 40, 83.
2. Prêtent serment et prennent leur siège, 12, 13, 29, 35, 61.
3. Résolutions relatives : 1. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2. à la corruption et aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 15.
4. Admettant un député à prendre son siège sans le retour du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 31, 35, 51.
5. Un membre ayant permis à plusieurs députés de parler sur une question, maintient qu'il a le droit de conserver la parole ; M. l'Orateur décide qu'il n'a pas le droit de parler de nouveau sur la question, 140.
6. Un membre déclare de son siège qu'il croit être en état de prouver que L. A. Sénécal, en prévision de la Législature de 1882, a avancé des sommes considérables pour aider à l'élection des ministres et de leurs partisans ; Motion pour la formation d'un comité chargé de s'enquérir de tous les faits et circonstances s'y rattachant, 244, 245. Amendement et motion principale, négatifs, 245.
7. Un membre déclare de son siège qu'il croit être en position de prouver l'Honorable J. A. Mousseau et J. G. H. Bergeron ont reçu diverses sommes d'argent pour assurer à A. Charlebois & Cie le contrat pour la construction des Bâtisses du Parlement, 306. Motion pour la nomination d'un Comité, 307. Membres nommés, 309. Premier rapport, 345. Second rapport, 364. Motion pour l'adoption du second rapport négative, 366. Troisième rapport, 369.
8. Un membre déclare de son siège qu'il se croit en état de prouver que l'Honorable Honoré Mercier, en mai 1883, a reçu \$5000 pour abandonner les procédures en déqualification contre l'Honorable J. A. Mousseau, 356. Déclaration de l'Honorable H. Mercier, 357. Nomination d'un comité spécial, 358. Objection à certains noms ; M. l'Orateur décide que l'objection a été soulevée trop tard, 359. Premier rapport, 364. Motion pour l'adoption de ce rapport, négative, 367. Second rapport, 369. Motion pour l'adoption ; débats ajournés, 370.

DESJARDINS, L. G. :—Voir 53 des Documents.

DOUAIRES COUTUMIERS ET SERVITUDES :—Délais d'enregistrement des—, prolongés.
 Voir *Enregistrement des Douaires*.

DRILL SHED :

1. Condition concernant la contribution par le Gouvernement Fédéral pour la construction d'un—à Québec, abrogée, 175.
2. Voir 54 des Documents.

DROITS DE PÊCHE :—Bill amendant l'Acte de cette Province, 46 Victoria, chapitre 8, concernant l'administration des Terres Publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de Québec, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs, [l'Hon. M. Lynch], 63. Renvoyé à un Comité Général, 71. Rapporté progrès, 177. Amendé; Rapporté; Passé, 243. Par le Conseil avec amendements, 271. Considérés, 271. Adoptés, 290. S. R., 379. [47 Vict., ch. 27].

DROITS SUR COUPE DE BOIS :—Pétition demandant des amendements aux—dans Bonaventure, 225.

DU LIÈVRE ET OUTAOUAIS :—Pétition demandant un Acte incorporant la Compagnie des transports des Mines et des Rivières du Lièvre et Outaouais, 32. Avis, 32. Bill, [M. Duhamel], 63. Renvoyé au Comité, 72. Rapporté amendé, 149. En Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 170. Par le Conseil avec un amendement, 224. Considéré adopté, 225. S. R., 381. [47 Vict., ch. 60].

Documents :

MIS DEVANT LA CHAMBRE.—Relatifs à—
No des Doc. *Marguerit # 24-30-61-81*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (96) 1. <i>Agriculture</i> :—Liste des livres sur l'agriculture, l'arboriculture, etc., recommandés par le Conseil et le Comité d'agriculture. (Document No 96.)	Par ordre 146.	216
✓ (2) 2. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport général du Commissaire de l'agriculture et des Travaux Publics de la Province de Québec, pour l'année financière expirée le 30 juin 1883; <i>Imprimé</i> , 83.....(Document No 2)	Par ordre du Lieut. Gov.	83
✓ (48) 3. <i>Alley et Paquet, MM.</i> —Copie de l'Ordre en Conseil nommant—, shérif conjoint pour le District de Québec; <i>Non imprimé</i> , 123. (Document No 48.)	Adresse 56.	98
✓ (85) 4. <i>Archambault, J. N. A.</i> :—Mise à la retraite de—, et nomination de M. Lippens comme son successeur.....(Document No 85.)	Par ordre 91.	184
✓ (108) 5. <i>Arthabaska</i> :—Correspondance concernant certains bons que doit le shérif de ce district. (Document No 108.)	Adresse 169.	378
✓ (38) 6. Liste des juges de paix pour le district d'—, <i>Non imprimé</i> , 122.....(Document No 38.)	Par ordre 91.	95
7. Correspondance concernant certaines amendes imposées contre certaines municipalités d'— par la Cour du Banc de la Reine, le 20 mai 1882.	Par ordre 285.	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (40) 8. <i>Asile de Beauport</i> :—Copie du contrat fait avec les propriétaires de l'— ; <i>Imprimé</i> , 124. (<i>Document No 40.</i>)	Adresse 44.	96
9. Copie de la preuve faite dans la cause du meurtre d'un nommé Thouin à l'Asile de Beauport.	Par ordre 45.	
✓ (9) 10. <i>Asile des Aliénés de Québec</i> :—Rapport des Médecins directeurs-propriétaires de l'—, pour 1882-83.....(<i>Document No 9</i>)	Par ordre du Lieut. Gov.	47
11. <i>Assemblée Législative</i> :—Recettes et dépenses de l'—, du 1er juillet 1882 au 30 juin 1883.....	.....	16
✓ (11) 12. <i>Assurances</i> :—Premier rapport de l'Inspecteur des,— pour 1883.....(<i>Document No 11.</i>)	Par acte.	58
✓ (29) 13. <i>Auditeur et Assistant-Trésorier de la Province</i> :—Copie de tous arrêtés en Conseil accordant à l'Auditeur et à l'Assistant-Trésorier des traitements additionnels, <i>bonus</i> , rémunération ou indemnités quelconques (en sus de leurs traitements ordinaires) pour services quelconques, en rapport avec leurs départements. (<i>Non imprimé</i> , 122..... ..(<i>Document No 29.</i>)	Adresse du 27 Mars 1883	33
✓ (97) 14. <i>Barnard, E. A.</i> :—Etat des sommes payées depuis 1870 à—..... ..(<i>Document No 97</i>)	Par ordre 135.	226
✓ 15. Copie du rapport de—, sur les résultats de sa ferme modèle à Varennes. (<i>Document No 97.</i>)	Par ordre 146.	256
✓ (89) 16. <i>Bâtisses du Parlement</i> :—Copie des contrats pour la construction des—, Ameublement, etc., etc.....(<i>Document No 89.</i>)	Adresse 45.	199
✓ (59) 17. Copie de l'enquête et du rapport sur l'incendie du Palais Législatif, le 19 avril 1883. (<i>Document No 59.</i>)	Adresse 100.	124
18. Etat détaillé des dépenses <i>extra</i> pour ouvrage supplémentaire dans les nouvelles—.....	Par ordre 49.	
19. <i>Beauharnois</i> :—Documents ayant rapport au dernier terme de la Cour criminelle à—,...	Adresse 234.	
✓ (88) 20. <i>Better terms</i> :—Correspondance se rattachant à l'augmentation du subside provincial, etc—, <i>Impression ordonnée</i> , 376.....(<i>Document No 88.</i>)	Adresse 41.	199
✓ 21. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport du Bibliothécaire	111 Règle.	26

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
22. Copie des documents concernant l'arbitrage au sujet des pertes subies par la,— dans l'incendie du 19 avril 1883.....	Par ordre 100.	
✓ (75) 23. Au sujet d'une traite ou lettre de crédit sur la Banque de Paris et des Pays Bas pour l'achat de livres pour la,—.....(<i>Document No 75</i>)	Adresse 134.	154
✓ (14) 24. <i>Billy, L. A.</i> :—Démission, etc, de,— comme magistrat de District pour Rimouski. (<i>Non imprimé, 118</i>.....(<i>Document No 14</i>)	Adresse du 19 Fév. 1883	23
✓ (94) 25. <i>Bonaventure</i> :—Copie de la requête demandant de l'aide pour l'établissement d'une Féculerie dans le comté de,— <i>Requête renvoyée au Comité d'Agriculture, 219</i>.....(<i>Document No 94.</i>)	Adresse 209.	216
Voir Bureau, M. 27 et 28.		
✓ (82) 26. <i>Bonnet, Gilbert</i> :—Correspondance concernant la nomination de,— comme conseiller municipal pour St-Eugène de Grantham. (<i>Document No 82.</i>)	Adresse 169.	180
✓ (72) 27. <i>Bureau, M.</i> :—Copie des instructions données à,— pour une exploration dans Bonaventure. (<i>Document No 72.</i>)	Par ordre 91.	254
28. Copie du rapport de,— sur l'exploration qu'il a faite dans Bonaventure. (<i>Document No 72.</i>)	Par ordre 114.	154
✓ (49) 29. <i>Cadastre</i> :—Tableau indiquant les comtés ou parties de comtés où le cadastre officiel est en force.....(<i>Document No 49</i>)	Par ordre 49.	98
✓ (41) 30. Etat de toutes les sommes dues ou réclamées, pour confection de cadastres, au 31 décembre 1882, payées depuis ou non. (<i>Non imprimé, 122</i>.....(<i>Document No 41</i>)	Ordre du 28 Mars 1883	97
31. <i>Cantons de la Province</i> :—Liste des noms des,— de Québec.....	Par ordre 377.	
✓ (63) 32. <i>Cary, G. T.</i> :—Ordre en Conseil concernant la démission de,—.....(<i>Document No 63</i>)	Adresse 112.	129
✓ (107) 33. <i>Casernes des Jésuites</i> :—Correspondance au sujet de la disposition du terrain connu sous le nom de,—.....(<i>Document No 107</i>)	Adresse 285.	378
34. <i>Cautionnements</i> :—Etat des— donnés par les officiers publics, du 19 janvier 1883 au 26 mars 1884. (<i>Imprimé, 19</i>).....	Par acte	18

DOCUMENTS :—Suite.

✓ (55) 35. *Chambly* :—Liste des Juges de Paix pour le comté de,—.....(*Document No 55*)

ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Par ordre 101.	112

36. *Chemins à Barrières de Québec* :—Rapport du Comité spécial sur le Bill relatif au— (*Appendice No 2*), page 393.....

.....	168
-------	-----

✓ (78) 37. *Chemins à Barrières de la Rive Nord* :—Correspondance etc, au sujet des débentures de la Commission des—.....(*Document No 78*)

Adresse 157.	162
--------------	-----

✓ (83) 38. *Chemins de Colonisation* :—Etat des sommes dépensées pour—, du 1er Juillet au 31 Décembre 1883.....(*Document No 83*)

Par ordre 169.	180
----------------	-----

✓ (22) 39. *Chemins de fer* :—Rapport du Commissaire des—, pour l'année 1882-83.....(*Document No 22*)

Par ordre du Lieut. Gov.	29
--------------------------	----

40. *Chemins et travaux de voirie* :—Correspondance au sujet de l'entretien des—, sur les terres non concédées de la Couronne.....

Par ordre 100.	
----------------	--

✓ (36) 41. *Codification* :—Etat des dépenses de la Commission de—, depuis son établissement jusqu'à ce jour.....(*Document No 36*)

Par ordre 73.	80
---------------	----

Voir *infra*, 45.

(61) 42. *Collection de manuscrits* :—Contenant lettres, mémoires, etc, relatifs à la Nouvelle-France. (*Document No 61*).....

.....	124
-------	-----

43. *Motion pour correspondances et documents relatifs à la publication de la—, débats*, 126. Débats repris, motion adoptée, 242.....

Par ordre 126, 242	
--------------------	--

✓ (39) 44. *Commissaires des Ecoles Catholiques, Montréal* :—Ordre en Conseil se rapportant à la nomination des—, etc. *Imprimé* 124; (*Document No 39*).....

Adresse 67.	95
-------------	----

il manque le 6^e rapport
(24) 45. *Commission des statuts* :—4^e, 5^e et 6^e rapports de la commission de réforme des statuts de la Province.....(*Document No 24*).....

.....	29
-------	----

✓ (105) 46. *Commission du Service Civil* :—Correspondance au sujet du ou des rapports de la—.....(*Document No 105*).....

Adresse 178.	378
--------------	-----

✓ (76) 47. *Commission royale* : Documents se rapportant à la—, nommée, l'an dernier, pour faire une enquête sur les Départements publics. (*Document No 76*).....

Adresse 44.	154
-------------	-----

DOCUMENTS :—*Suite.*

ORDONNÉS. PRÉSENTÉS.

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (3) 48. <i>Comptes Publics</i> :—Etat des comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1883. (<i>Document No 3.</i>)	Par ordre du Lieut. Gov.	45	
✓ (68) 49. <i>Congrès Forestier Américain</i> :—Rapport de MM. Russell et Stewart Thayne, en 1882. (<i>Document No 68.</i>)	Par ordre 91.	145	
✓ (80) 50. <i>Daaquam, Canton d'</i> :—Copie du rapport de l'arpentage fait par M. Casgrain, dans le—. (<i>Document No 80.</i>)	Par ordre 143.	175	
✓ (19) 51. <i>Desoy, J. A.</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil nommant—, Député-Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats d'argent; <i>Non imprimé</i> , 119.....(<i>Document No 19.</i>)	Adresse du 26 Mars 1883	28	
✓ (33) 52. <i>De Molon, M.</i> :—Motion pour une adresse au sujet de la vente de certains terrains à phosphate à—; débats ajournés, 72, débats repris; motion adoptée, 73; <i>Imprimée</i> , 376. (<i>Document No 33.</i>)	Adresse 73.	79	
53. <i>Desjardins L. G.</i> :—Copie du rapport approuvant ou recommandant l'impression d'un discours de—, en 1883.....	Adresse 338.		
✓ (64) 54. <i>Drill Shed</i> :—Correspondance au sujet du vote de \$15,000 pour la construction d'une bâtisse, dans Québec, devant servir pour— et pour les expositions.....(<i>Document No 64.</i>)	Adresse 131.	133	
✓ (91) 55. <i>Ecole de navigation</i> :—Liste des noms des élèves qui ont obtenu des certificats de l'ancienne—, de Québec.....(<i>Document No 91.</i>)	Par ordre 125.	206	
✓ (79) 56. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Ordres en Conseil, rapports, etc, pourvoyant au règlement définitif du fonds des—.....(<i>Document No 79.</i>)	Adresse 49.	168	
✓ (98) 57. <i>Ecoles normales</i> :—Correspondance, etc, depuis 1879 au sujet des—.....(<i>Document No 98.</i>)	Par ordre 205.	226	
58. <i>Emigration française</i> :—Correspondance entre le Gouvernement et le Baron de Vèrez, etc, au sujet d'un projet d'—.....	Par ordre 362.		
59. <i>Employés</i> :—Liste de tous les—, depuis la dernière session.....	Par ordre 45.		
✓ (106) 60. <i>Employés du Service Civil</i> :—Copie de la requête adressée au Premier Ministre par les—, en Mai 1884.....(<i>Document No 106.</i>)	Par ordre 285.	378	

DOCUMENTS :—Suite.

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (15) 61. Copie d'un rapport fait en 1880-81 et de l'Ordre en Conseil concernant le paiement des salaires des sous-chefs. <i>Non imprimé</i> , 118; (Document No 15)	Adresse du 26 Mars 1883	23
✓ (77) 62. <i>Employés Publics</i> :—Ordres en Conseil concernant la nomination, promotion, <i>bonus</i> , etc, des—, depuis le 30 Juin 1881. (Document No 77).	Adresse 101.	162
✓ (6) 66. <i>Employés surnuméraires</i> :—Noms, date de leur nomination, salaires, etc, des—, depuis le 30 Octobre 1879. <i>Non imprimé</i> , 117. (Document No 6)	Ordre du 26 Fév. 1883	22
✓ (35) 64. <i>Emprunts</i> :—Etat détaillé de tous les—, ou des débentures vendues depuis la date du dernier rapport. <i>Non imprimé</i> , 122. (Document No 35)	Par ordre 45.	80
✓ (53) 65. <i>Emprunt de 1882</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil No 150 ordonnant la remise de \$30,000, dépôt de garantie lors de l—; <i>Imprimé</i> , 376. (Document No 53)	Adresse 49.	106
✓ (1) 66. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et estimés pour l'année financière finissant le 30 Juin 1885. Renvoyés au Comité des subsides, 149. (Voir <i>Subsides</i> . (Document No 1)	Message	149
✓ (1) 67. Autres estimés supplémentaires pour 1884, et estimés supplémentaires pour 1885. Renvoyés, 343. (Voir <i>Subsides</i>).....	Message	343
✓ (100) 68. <i>Exposition forestière</i> :—Correspondance au sujet de l—, qui doit avoir lieu à Edimbourg dans le cours de cette année.....(Document No 100)	Adresse 234.	234
69. <i>Fonds d'amortissement</i> :—Etat des montant payés dans le—; et des sommes dues au dit fonds.	Par ordre 49.	
✓ (92) 70. Un état faisant voir depuis 1874, le montant mis de côté pour le Fonds d'amortissement. (Document No 92.)	Par ordre 126.	207
✓ (102) 71. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat des sommes reçues en paiement des montants dus au—. (Document No 102)	Par ordre 205.	268, 301
✓ (18) 72. <i>Fortier, Félix</i> :—Copie des documents concernant les nominations, états de service, etc, de—. <i>Non imprimé</i> , 119.....(Document No 18)	Adresse du 27 Mars 1883	23

DOCUMENTS :—Suite.

(20) 73. Copie du compte de—, pour arrérages de salaire du 1er Août 1879 au 23 Avril 1881, etc. *Non imprimé*, 119.....(*Document No 20*)

ORDONNÉS. PRÉSENTÉS.

Adresse
du 26 Mars
1883

28

(20) 74. Copie du rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, en date du 18 mars 1846, recommandant la réunion, à son Département, des diverses branches extérieures du service public ; et copie de l'Ordre de 1847, chargeant Félix Fortier de l'administration d'une nouvelle branche dans le Département des Terres de la Couronne, etc ; *Non imprimé*, 120.(*Document No 20*)

Adresse
du 28 Mars
1883

95

(20) 75. Copie des Ordres en Conseil nommant Félix Fortier, clerc dans le département des Terres de la Couronne, et quel salaire il devait recevoir, etc. ; *Non imprimé*, 121.(*Document No 20*)

Adresse
du 26 Mars
1883

96

(73) 76. *Fortin, L. N.* :—Copie de la nomination de—, comme surintendant général de colonisation, son salaire, etc., etc.....(*Document No 73*.)

Adresse
102.

154

(105) 77. *Fraser, John* :—Octroi de certains lots dans le Canton de Chester, à feu—. (*Document No 105*.)

Adresse
205.

313

(7) 78. *Giard, Louis* :—Rapport recommandant le paiement de \$1200 à— ; *Non imprimé*, 118.(*Document No 7*.)

Adresse
du 26 Mars
1883

22

(52) 79. *Hansard* :—Correspondance avec le Gouvernement Fédéral au sujet de l'échange du *Hansard*, des Statuts, Gazette Officielle, etc.(*Document No 52*.)

Adresse
100.

106

(101) 80. *Hurteau, H.* :—Copie du rapport de—, sur le chemin de colonisation de Matane à Cap Chatte.(*Document No 101*.)

Par ordre
146.

263

(32) 81. *Imprimeur de la Reine* :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des Actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, le nombre de ceux qui lui restent en mains, avec le compte détaillé des frais encourus pour l'impression et distribution des dits Statuts..... (*Document No 32*.)

Par
Mes: age

65

82. *Inspecteur des Ecoles* :—Copie des requêtes du District d'Ottawa demandant que le traitement de l'— communes soit augmenté.....

Par ordre
191

83. *Inspecteur des Mines* :—Copie du Rapport de l'—

Par ordre
73.

DOCUMENTS :—*Suite.*

		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (37) 84. <i>Inspecteur général de Colonisation</i> :—Copie du Rapport de l'—.....(<i>Document No 37</i>) Voir <i>supra</i> 76.	Par ordre 73.		95
✓ (74) 85. <i>Institution des Sourds Muets</i> :—Motion pour correspondance se rapportant aux offres de l'— de Mile End, offrant sa ferme de Terrebonne pour recevoir les Sourds Muets; débats ajournés, 143. Motion adoptée, 242. (<i>Document No 74</i>)	Par ordre 143, 242		154
<div style="position: absolute; left: -100px; top: 0px;"> <i>Par le 2</i> </div> (25) 86. <i>Institutions Littéraires, de charité et hôpitaux</i> :— Rapports annuels, etc., des Institutions Littéraires, de charité, et des hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :			
Union St-Joseph,	Beauport.	.....	24, 265
Hôpital St-Joseph,	Chambly.	Par acte.	24
Salle d'Asile,	do	.....	24
Hospice de la Providence,	Joliette.	.....	24
Union St-Joseph,	Lachine.	.....	45
Hospice Laprairie,	Laprairie.	.....	24
Asile de la Providence,	Montréal.	.....	24
Asile de St-Joseph du B. P. rue Fullum	do	.....	24
Ass. Littér. et de Bienf. des jeunes Irlandais	do	.....	165
Hôpital de la Maternité,	do	.....	24
Hospice de la Miséricorde,	do	.....	24
Mon. de N.-D. de Charité, du Bon Pasteur,	do	.....	24
Asile des Dames Protestantes,	Québec.	.....	64
Asile des Orphelines,	do	.....	24
Asile du Bon Pasteur,	do	.....	24
Ecole de Réforme, Hospice St-Charles,	do	.....	24
Hospice de la Miséricorde,	do	.....	24
Société Littéraire et Historique,	do	.....	114
Sœurs de la Charité,	do	.....	24
Women's Christian Association,	do	.....	40
Union St-Joseph de St-Roch,	do	.....	24
Union des Menuisiers,	do	.....	184
Hospice de la Providence,	St-Charles Borromée.	.....	24
Hospice du Sacré-Cœur,	Sherbrooke.	.....	24
Hôpital Général,	Sorel.	.....	26
Hosp. de la Prov. St-Charles Borromée,	Joliette.	.....	24
Asile de la Providence,	Ste-Elizabeth.	.....	24
Couvent de	St-Vincent de Paul.	.....	24
La Providence St-Joseph,	Trois-Rivières.	.....	24
Hôpital des Ursulines,	do	.....	24
Hôpital Ste-Anne,	Yamachiche.	.....	24
	(<i>Document No 25</i>)		
✓ (5) 87. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1882-1883.....(<i>Document No 5</i> .)	Par ordre du Lieut. Gov.		227
✓ (5) 88. Etat financier du surintendant pour l'année finissant le 31 juin 1883.....(<i>Document No 5</i> .)	Par ordre du Lieut. Gov.		29

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (69) 89. <i>Juges de Paix</i> :—Correspondance concernant la juridiction des—.....(<i>Document No 69.</i>)		Par ordre 92	145
Voir <i>Arthabaska</i> , 6 ; <i>Chambly</i> , 35 ; <i>Québec</i> , 116.			
(81) 90. <i>Kamouraska</i> :—Débentures émises pour la construction du Palais de Justice du district de—.....(<i>Document No 81.</i>)		Adresse 131.	180
✓ (67) 91. <i>Kemp, M.</i> :—Etat des sommes perçues par,— en 1883.....(<i>Document No 67.</i>)		Par ordre 101	136
92. <i>Lac Nominingue</i> :—Correspondance se rattachant à l'ouverture d'un chemin du—, à la rivière du Lièvre, etc.....		Adresse 79, 92	
93. <i>Lemay, Pamphile</i> :—Correspondance au sujet de la perte éprouvée par,—, lors de l'incendie de la Bibliothèque du Parlement.....		Par ordre 234	
✓ (57) 94. <i>Lepage, Jean-Baptiste</i> :—Copie des instructions données à—, de Rimouski. (<i>Document No 57.</i>)		Par ordre 101	124
✓ (93) 95. <i>Lessard, Ed.</i> :—Copie des instructions données à—, garde forestier, de St Jean de Matha. (<i>Document No 93.</i>)		Adresse 205	207
(45) 96. <i>Licences</i> :—Correspondance avec le gouvernement fédéral au sujet des—. <i>Non imprimé</i> , 123.....(<i>Document No 45.</i>)		Adresse 44	98
✓ (58) 97. Copie des instructions données aux Inspecteurs du Revenu au sujet de l'octroi des—. (<i>Document No 58.</i>)		Adresse 101	124
98. <i>Limites à bois</i> :—Correspondance touchant le loyer (<i>ground rent</i>) des—, depuis le 30 juin 1882, au 31 mars 1883.....		Par ordre 73	
<i>Mandats spéciaux.</i> —Voir <i>Rapports de Conseil</i> , <i>infra</i> , 124.			
✓ (65) 99. <i>Matane, Agence des Terres</i> :—Requêtes demandant l'établissement d'un Bureau d'Agence des Terres de la Couronne, à—. (<i>Document No 65.</i>)		Par ordre 101	136
✓ (50) 100. <i>Messiah, Christopher</i> :—Etat des services de M. Christopher Massiah, dans le Département de l'Instruction Publique, mentionnés à la page 45 des comptes publics, 1881-82 ; <i>Non imprimé</i> , 123.....(<i>Document No 50.</i>)		Ordre du 28 Mars 1883	98

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (13) 101. <i>Miles, H. H.</i> :—Rapport concernant la mise à la retraite de—, ; <i>Non imprimé</i> , 118. (<i>Document No 13.</i>)	Adresse du 26 Mars 1883	23
✓ (26) 102. <i>Montréal</i> :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du District de Montréal, pour 1882.....(<i>Document No 26.</i>)	Par Acte	24
103. Etat des revenus et des dépenses du Palais de Justice, à Montréal, depuis les vingt dernières années.....	Par ordre 190	
✓ (16) 104. <i>Morin, P. L.</i> :—Mise à la retraite de— ; <i>Non imprimé</i> , 118.....(<i>Document No 16.</i>)	Adresse du 26 Mars 1883	23
105. <i>Notaires</i> :—Copie du tarif fait par la Chambre des Notaires, etc.....	Adresse 190	
✓ (99) 106. <i>Notaires et avocats</i> :—Copie des tarifs des notaires et des avocats. (<i>Document No 99.</i>)	Adresse 190	226
✓ (47) 107. <i>Obalski, M.</i> :—Rapport de—, concernant les sources de gaz et de pétrole dans certains comtés. <i>Imprimé</i> , 123..... (<i>Document No 47.</i>)	Par ordre 49	98
✓ (86) 108. <i>Octrois de terre</i> :—Etat détaillé de tous les octrois de terre faits en vertu de l'acte 45 Vic., ch. 23..... (<i>Document No 86.</i>)	Par ordre 67	184
109. <i>Palais de Justice, Montréal</i> :—Etat des revenus et des dépenses du—, depuis les dernières vingt années.....	Par ordre 190	
✓ (103) 110. <i>Palais de Justice, Québec</i> :—Soumissions, contrats, etc, pour la construction du—, à Québec..... (<i>Document No 103.</i>)	Adresse 205	301
111. <i>Paroisses et municipalités</i> :—Liste indiquant les noms, bornes et limites des—, érigées civilement et canoniquement dans la Province..	Adresse 112	
112. <i>Phosphate</i> :—Copie de la requête des exploiters de—, demandant un octroi spécial pour un chemin de colonisation dans Buckingham et Portland.....	Par ordre 191	
✓ (21) 113. <i>Police</i> :—Correspondance etc, au sujet de l'entretien, à frais communs avec la corporation de Québec, d'un certain nombre d'hommes de police.....(<i>Document No 21.</i>)	Adresse du 26 Mars 1883	29
✓ (10) 114. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Quatorzième rapport des Inspecteurs de—, de la Province de Québec, pour l'année 1883.....(<i>Document No 10.</i>)	Par. ordre du Lieut. Gov.	79

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
115.	<i>Puyjalon, Comte Henri de</i> :—Motion pour copie du mémoire de—, concernant les ressources du Labrador Canadien ; adoptée, 79.....	Par ordre 79	
✓ (95) 116.	<i>Québec</i> :—Tableau indiquant les noms et la résidence des Juges de Paix dans—, qui se sont qualifiés..... (<i>Document No 95</i>).	Par ordre 204	216
117.	<i>Québec Central</i> :—Copie des ordres en Conseil, etc, ayant rapport au paiement de \$30,960 au—, le 4 décembre 1883.....	Adresse 375	
✓ (46) 118.	<i>Québec et du Nouveau-Brunswick, Compagnie du Chemin de Fer de—</i> :—Correspondance au sujet du paiement de 10,000 acres de terre à cette compagnie ; <i>Non imprimé</i> , 123. (<i>Document No 46</i> .)	Par ordre 67	98
✓ (34) 119.	<i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Etat du payement de la somme de \$90,621.00 portée à la page 11 des Comptes Publics, 1882-83. (<i>Document No 34</i> .)	Par ordre 66	79
✓ (27) 120.	Compte détaillé de l' <i>item</i> dépenses de construction du ch. f. de—, page 11 et 109 des Comptes Publics etc ; <i>Imprimé</i> , 123... (<i>Document No 27</i> .)	Ordre du 8 Fév. 1883	32
✓ (34) 121.	Etat des sommes payées pour le Chemin de— depuis le 1er Juillet 1882 jusqu'au 1er Août 1883..... (<i>Document No 34</i> .)	Par ordre 56	129
122.	Etat général de la caisse d'administration du Chemin de Fer de— du 28 Février au 31 Déc. 1880. (<i>Appendice No 1. Page 387</i>).....	.....	153
✓ (51) 123.	<i>Ramsay, Juge</i> :—Copie du rapport des grands jurés à— au dernier terme de la Cour Criminelle, à Montréal ; <i>Non imprimé</i> , 123. (<i>Document No 51</i> .)	Par ordre 45	98
✓ 124.	<i>Rapports de Conseil, etc</i> :—Etat des rapports de Conseil et Mandats Spéciaux préparés en vertu de la clause 47, chap. 9, 31 Vict., <i>Imprimé</i> 20.....	Par ordre de S. H.	20
(30) 125.	<i>Rapports Municipaux</i> :—de la Province de Québec pour l'année 1883..... (<i>Document No 30</i> .)	Par Acte	47
✓ (30) 126.	Statistiques Municipales ou— pour l'année expirée le 31 Déc. 82..... (<i>Document 30</i> .)	Par Acte	33
✓ (8) 127.	<i>Recensement</i> :—Etat de la Population de la Province depuis le dernier,—fait par le Gouvernement ; <i>Non imprimé</i> , 118. (<i>Document No 8</i> .)	Ordre du 28 Mars 1883	22

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
✓ (31) 128. <i>Recettes et dépenses</i> :—de la Province, provenant de toutes sources du 1er Juillet 83 au 31 Mars 1884 ; <i>Imprimé</i> , 56. (<i>Document No 31.</i>)	.....	56
✓ (84) 129. <i>Recettes et dépenses</i> :—du 30 Juin 1867 au 30 Juin 1883 ; <i>Imprimé</i> , 181... (<i>Document No 84.</i>)	Par ordre 125	180
✓ 130. <i>Recettes et dépenses</i> de l'Assemblée Législative du 1er juillet 1882 au 30 juin 1883.....	.....	16
(62) 131. <i>Recettes et paiements de la Province</i> :—Etat détaillé de certains <i>items</i> qui se trouvent dans l'état des—, du 1er juillet 1883 au 31 mars 1884..... (<i>Document No 62</i>)	Par ordre 101	126
✓ 132. <i>Recettes et paiements de la Province</i> depuis le 30 juin 1883	Par ordre 45	
✓ (71) 133. <i>Réclamations de la Province</i> :—Mémoire concernant les—,..... (<i>Document No 71</i>)	.....	154
✓ (70) 134. <i>Régistrateurs</i> :—Mémoire de la Commission de la Chambre des Notaires au sujet du tarif des—. <i>Imprimé</i> , 376..... (<i>Document No 70</i>)	Adresse 91	145
✓ (90) 135. <i>Correspondances, protêts, remontrances, etc.</i> , au sujet du tarif des <i>régistrateurs</i> . (<i>Document No 90</i>)	Adresse 113	205
✓ (54) 136. <i>Remises d'Amendes</i> :—Etat détaillé des remises d'amendes, confiscations, taxes etc., du 18 Janvier 1883 au 31 Mars 1884. (<i>Document No 54.</i>)	Par Acte	107
(42) 137. <i>Robitaille, L. A.</i> :—Ordre en Conseil etc., diminuant la pension de—; <i>Imprimé</i> 124, 376. (<i>Document No 42.</i>)	Adresse 72	97
138. Etat des sommes payées à — depuis le 1er Juillet 1882	Par ordre 375	
✓ (87) 139. <i>Rocque, Nectaire</i> :—Correspondance au sujet de la démission de— comme Secrétaire-Trésorier des écoles dissidentes de Magog. (<i>Document No 87.</i>)	Par ordre 169.	195
✓ (12) 140. <i>Rouillard, J. B.</i> :—Nomination de—comme inspecteur des mines et copie de ses instructions. (<i>Document No 12.</i>)	Adresse du 12 Mars 1883	22
✓ (60) 141. <i>St-Laurent et Témiscouata</i> :—Ordre en Conseil mettant en force la Compagnie du Chemin de Fer du—.....(<i>Document No 60</i>)	Adresse 67	124

DOCUMENTS :—*Suite.*

ORDONNÉS. PRÉSENTÉS.

		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
142.	<i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Copie des requêtes des habitants de— au sujet du règlement de l'Emprunt Municipal.....	Adresse 282	
✓ (56) 143.	<i>Shérifs</i> :—Requête des—concernant leurs honoraires.....(<i>Document No 56.</i>)	Par ordre 101	112
144.	<i>Spencer Wood</i> :—Etat détaillé des dépenses de—, portées à la page 67 des comptes publics pour 1882-83, etc.....	Par ordre 375	
✓ (23) 145.	<i>Statistiques judiciaires</i> :—Extrait des—, pour 1883.....(<i>Document No 23.</i>)	Par Acte	29
Statistiques municipales. Voir <i>Supra</i> , 126.			
✓ (44) 146.	<i>Sucre de Betteraves</i> :—Etat des sommes dépensées pour l'encouragement des manufactures de— ; <i>Non imprimé</i> , 122....(<i>Document No 44.</i>)	Par ordre 45	97
✓ (66) 147.	<i>Syndicat du Chemin de fer du Nord</i> :—Paiement de certaines sommes et travaux à faire par le— ; <i>Imprimé</i> , 376.....(<i>Document No 66.</i>)	Par ordre 101	137
148.	<i>Taché, (Chemin)</i> :—Correspondance se rattachant à la continuation des travaux sur le—.	Par ordre 233	
✓ (28) 149.	<i>Terres à bois</i> :—Copies des requêtes des habitants de Saint-Denis, etc., demandant la vente comme—, de certains lots de terre ; <i>Non imprimé</i> , 122. ....(<i>Document No 28.</i>)	Ordre du 28 Mars 1883	32
✓ (4) 150.	<i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin, 1883 ; <i>Imprimé</i> , 99. (<i>Document No 4.</i>)	Par Ordre du Lieut. Gov.	99
✓ (17) 151.	<i>Timbres judiciaires</i> :—Correspondance concernant la vente dans les districts ruraux des— ; <i>Non imprimé</i> , 119.....(<i>Document No 17.</i>)	Adresse du 12 Mars 1883	23
✓ (43) 152.	<i>Whitfield</i> :—Copie des Ordres en Conseil relatifs à la ferme—, dans le comté de Rouville ; <i>Non imprimé</i> , 122.....(<i>Document No 43.</i>)	Adresse 73,	87

ECOLES, Bureau protestant des Commissaires d'—, de la Cité de Québec. Voir *Québec*.

ECOLES, Commissaires d'—, à Hochelaga. Voir *Hochelaga*.

ECOLES, Commissaires d'—, de Waterloo, ratification d'acte de partage. Voir *Waterloo*.

ECOLES DE RÉFORME :—Bill pour amender les Actes concernant les Ecoles de Réforme, [l'Hon. M. *Blanchet*], 237. Renvoyé à un Comité Général, 291. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 333. Par le Conseil 363. S. R., 383. [47 Vict., ch. 24].

ECOLES D'INDUSTRIE :

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant les—, 295. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Série de résolutions rapportées, 296. Adoptées, 297. Bill basé sur ces résolutions. Voir *Infra*, 2.

2. Bill pour amender l'Acte 32 Victoria, chap. 17, concernant les écoles d'industrie, [l'Hon. M. *Blanchet*], 7. Présenté sur division, 295. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un Comité Général, 311. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 346. Par le Conseil, 364. S. R., 382. [47 Vict., ch. 23].

ECOLE DE NAVIGATION :—Voir 55 *des Documents*.

ECOLES ELÉMENTAIRES :—Voir 56 *des Documents*.

ECOLES NORMALES :—Voir 57 *des Documents*.

ECONOMIE INTERNE de l'Assemblée Législative. Membres nommés, 16.

EGLISES MÉTHODISTES :—Pétition demandant un acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans le présent acte, 50. Avis, 58. Bill [M. *Sawyer*], 60. Renvoyé au Comité, 68. Rapporté amendé, 84. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 90. Par le Conseil, 158. Honoraire remis, 204. S. R., 381. (47 Vic., c. 50.)

EGLISE ST-JEAN L'ÉVANGÉLISTE :—Pétition demandant un acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de Saint-Jean l'Évangéliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite église, 32. Avis, 69. Bill [M. *Stephens*], 70. Renvoyé à un Comité, 82. Rapporté, 105. En Comité Général ; Rapporté ; Passé, 113. Par le Conseil, 173. Honoraire remis, 209. S. R., 380. (47 Vic., c. 45.)

EGLISE ST-JUDE :—Pétition demandant un acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de St-Jude, de la paroisse de St-Jude, dans le diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'église ; Reçue et lue, 77. Avis, 84. Bill [M. *Stephens*], 85. Renvoyé au Comité, 91. Rapporté, 128. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 133. Par le Conseil, 173. Honoraire remis, 209. S. R., 380. (47 Vic., c. 46.)

ELECTIONS :—

1. Mandats émis durant la vacance :

District Electoral	En remplacement de	Pourquoi
Jacques-Cartier...	Honorable J. A. Mousseau.....	Election déclarée nulle par C. S. 7
Laval.....	Pierre E. LeBlanc, écr.....	do do 7
Trois-Rivières.....	Sevère Dumoulin, écr.....	do do 7
Deux-Montagnes.....	Benjamin Beauchamp, écr.....	do do 7
Châteauguay.....	Edouard Laberge, écr.....	Décédé. 9
Lévis.....	Honorable Et. Th. Pâquet.....	Accepte une charge du gouv. 9
Montréal-Est.....	Honorable L. O. Taillon.....	do
Sherbrooke.....	Honorable J. G. Robertson.....	do
Gaspé.....	Honorable E. J. Flynn.....	do
Jacques-Cartier...	Honorable J. A. Mousseau.....	do

2. Mandats émis durant la session :

Laval.....	Amédée Gaboury.....	Elect. déclarée nulle par C. S. 295
Vaudreuil.....	F. X. Archambault.....	do do 295
Mégantic.....	Honorable Geo. Irvine.....	Résigné 362, 368

3. Jugements et rapports relatifs aux élections pour Jacques-Cartier, 2 ; Laval, 3 ; Trois-Rivières, 5 ; Deux-Montagnes, 6 ; Nicolet, 165 ; Vaudreuil, 278 ; Laval, 292.

4. L'admission d'un député à prendre son siège sans le retour de l'indemnité du Greffier de la Couronne en Chancellerie ne devra pas être considérée comme précédent, 31, 35, 61.

5. Un membre déclare de son siège qu'il croit pouvoir établir qu'en prévision des élections de 1881, M. Sénécal a avancé des sommes d'argent pour l'élection des ministres et de leurs partisans, 244. Voir *Députés*, 6.

ELECTRICITÉ, Compagnie Royale d'—, incorporée. Voir *Compagnie royale*, etc.

EMIGRATION FRANÇAISE. Voir 58 des *Documents*.

EMPLOYÉS :—

1. Bill pour étendre et définir l'obligation des patrons d'indemniser leurs employés pour les dommages corporels éprouvés par ces derniers, dans la prestation de leurs services, [l'Honorable M. Joly], 47. Renvoyé à un Comité général, 89. Ordre rescindé ; Bill renvoyé au Comité de Législation, 107. Rapporté amendé, 128. Comité général renvoyé à six mois sur division, 159.

EMPLOYÉS :—*Suite.*

2. Voir 59 des *Documents*.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL :—Voir 60 et 61 des *Documents*.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Voir 62 des *Documents*.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Voir 63 des *Documents*.

EMPRUNT :—Voir 64 des *Documents*.

EMPRUNT DE 1882 :—Voir 65 des *Documents*.

ENQUÊTES DES CORONERS :—Bill pour amender l'Acte de cette Province 43-44 Vict., chap. 10, concernant les Enquêtes des Coroners, [M. Faucher de Saint-Maurice], 41. Renvoyé au Comité, 60. Considéré ; Amendé, 157. Rapporté, 178. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur recommande ce Bill, 192. Lu la 3ème fois et passé, 192. Par le Conseil, 239. S. R., 380. (47 Vict. ch. 42).

ENQUÊTES PAR MEMBRES DES COMITÉS SPÉCIAUX de l'Assemblée Législative. Voir *Commissaires*.

ENREGISTREMENTS :—Bill pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil, [M. Gagnon], 41. Renvoyé au Comité de Législation, 110. Rapporté amendé, 303. En Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 322. Par le Conseil, 362. S. R., 381. (47 Vict., ch. 13).

ENREGISTREMENT DES DOUAIRES COUTUMIERS :—

1. Bill pour amender l'Acte 44-45 Vict. chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnés, [Du Conseil], 159. Renvoyé au Comité de Législation, 194. Rapporté amendé, 262. En Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 277. Amendements adoptés par le Conseil, 323. S. R., 379. (47 Vict., ch. 15).

2. Autre Bill sur le même sujet, [M. Gagnon], 112. Ordre pour 2ème lecture déchargé, 164. Pétition en faveur du Bill, 144.

ESTIMÉS :—Voir *Subsides* et 66 et 67 des *Documents*.

EXPOSITION FORESTIÈRE :—Voir 68 des *Documents*.

FABRE, HECTOR :—Voir 52 des *Documents*.

FÊTE DES ARBRES :—Le Comité d'Agriculture recommande l'achat d'un certain nombre d'exemplaires d'une brochure de J. C. Chapais sur la plantation des arbres, 104. Ordonné que la dite brochure soit imprimé, 106. Motion,—Qu'en considération de la Fête des arbres la Chambre s'ajourne du 9 au 12 Mai ; Motion retirée, 170. Troisième rapport du Comité d'Agriculture suggérant qu'un jour soit fixé par proclamation pour la plantation des arbres, 116.

FILATURE DE STE-ANNE, Compagnie de—, Hochelaga :—Voir *Ste Anne*.

FONDS D'AMORTISSEMENT :—Voir 69 et 70 *des Documents*.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir 71 *des Documents*.

FONDS SOCIAL, compagnies à —etc :—Voir *Compagnies à—*

FORTIER, FÉLIX :—Voir 72, 73, 74 et 75 *des Documents*.

FORGET, LOUIS ET CIE :—210, 213, 220, 221.—Voir *Subsides*.

FRANCO-CANADIEN, charte du crédit,—amendé :—Voir *Crédit-Foncier*.

FRASER, JOHN :—Voir 17 *des Documents*.

FRASERVILLE :—Plans et livres de renvoi officiels de la ville de— Voir *Cadastrés*.

GAUTHIER, D. Z. :—

1. Pétition demandant mille acres de terre dans le Canton de Wolfestown, 115.
2. Motion pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir de la validité de sa réclamation ; Objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 167. Décide contre l'objection, 183.

GIARD, LOUIS :—Voir 78 *des Documents*.

GOSSELIN, FRANÇOIS :—Pont à Ste-Marie, Beauce. Voir *Lamontagne, David*.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL :—Voir *Adresses*, 2, 3, 4 et 8.

GRANDE LOTERIE NATIONALE :—Pétition demandant un acte incorporant la—, de Québec, 32. Avis, 46. Bill, [M. Faucher de Saint-Maurice], 48. Lu la 2^e fois sur division ; Renvoyé au Comité, 53. Rapporté amendé, 69. Renvoyé à un Comité Général sur division, 80. Et rapporté progrès, 82. Considéré ; Amendé ; Motion pour renvoyer la réception du rapport à 6 mois, négative, 85. Rapporté ; Motion pour 3^e lecture ; Amendement pour renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, négative ; Lu la 3^e fois sur division et passé, sur division, 89. Honoraire remis, 338.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—

1. Informe la Chambre que, durant la vacance, M. l'Orateur a reçu copies des jugements relatifs aux élections contestées de Jacques-Cartier, Laval, Trois-Rivières et Deux-Montagnes, 2.
2. Informe la Chambre, que durant la vacance, de nouveau writs ont été émis pour Jacques-Cartier, Laval, Trois-Rivières et Deux-Montagnes, 7.
3. Notification des vacances dans les districts électoraux de Châteauguay et Lévis, 9. Montréal-Est, Sherbrooke, Gaspé, Jacques-Cartier, 10.
4. Déclare l'Honorable J. S. C. Wurtelle, élu Orateur, 12.
5. Décide une question d'ordre lors de l'élection de l'Orateur, 12.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—

1. Mandats à lui adressés durant la vacance, pour les districts de Jacques-Cartier, Laval, Trois-Rivières et Deux-Montagnes, 7. Chateauguay et Lévis, 9.
2. Mandat de M. l'Orateur lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs pour Laval et Vaudreuil, 295, 368.
3. Un député est admis à prendre son siège sans le retour du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 31, 35, 61.
4. Son certificat de l'élection des Membres pour les Districts électoraux suivants :

Page du journal.	District Electoral	Membres
8	Laval.....	Amédée Gaboury, Ecuier.
8	Jacques-Cartier.....	Honorable J. A. Mousseau.
10	Lévis.....	F. X. Lemieux, Ecuier.
11	Sherbrooke.....	Honorable J. G. Robertson.
12	Montréal-Est.....	Honorable L. O. Taillon.
16	Trois-Rivières.....	Honorable H. R. A. Turcotte.
26	Deux-Montagnes.....	Benjamin Beauchamp, Ecuier.
39	Chateauguay.....	Joseph Emery Robidoux, Ecuier.
40	Jacques-Cartier.....	Arthur Boyer, Ecuier.
83	Gaspé.....	Honorable E. J. Flynn,

HOCHELAGA :—

1. Pétition demandant un acte concernant les Commissaires d'école d'Hoche-laga ; Reçue et lue, 76. Avis, 93. Bill, [l'Honorable M. Beaubien], 94. Renvoyé au Comité, 109. Rapporté amendé, 149. En Comité général ; Rapporté, 156. Passé, 162. Par le Conseil, avec amendements, 228. Considérés et adoptés, 229. S. R., 381. [47 Vict. ch. 30.]
2. Pétitions contre ce Bill, 143, 144.

HANSARD :—Voir 79 des *Documents*.

HOSPITAL, UNIVERSITY LYING IN—, nom changé. Voir *Montréal University, etc.*

HÔTEL CHATEAU ST-LOUIS :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte 46 Vict., chap. 74, incorporant la Compagnie de l'Hotel chateau St-Louis, 51. Avis, 58. Bill [l'Honorable M. Robertson], 59. Renvoyé au Comité, 68. Rapporté amendé, 78. En Comité général ; Amendé ; Rapporté, 87. Passé, 89. Par le Conseil, 150. S. R., 381. [47 Vict., ch. 67.]

HULL, Canton de—, etc, plans et livres de renvoi officiels, amendés. Voir *Cadastrés*.

HURTEAU :—Voir 80 des *Documents*.

HYGIÈNE, SOCIÉTÉ D'— de la Province de Québec, incorporée. Voir *Société d'hygiène*.

HYPOTHÈQUES :—Bill concernant la constitution des— sur le capital des rentes constituées représentant les droits seigneuriaux et l'enregistrement des hypothèques sur iceux, [M. Gagnon], 41.

HYPOTHÈQUE, Compagnie de prêt et d'—, de Montréal, capital réduit. Voir *Montréal, Compagnie de Prêt*.

ILES DU MOINE ET DES BARQUES :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 70, intitulé : "Acte pour autoriser les propriétaires des Iles du Moine et des Barques à faire des règlements pour la meilleure administration des dites Iles," 69. Avis, 78. Bill, [M. Leduc], 84. Renvoyé au Comité, 91. Rapporté, 128. En Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 139. Par le Conseil, 196. S. R., 381. [46 Vic., c. 64.]

IMMACULÉE CONCEPTION :—La maison de l'—, incorporée. Voir *Maison de l'—*.

IMPRESSIONS :—

1. Comité Permanent des—, nommé, 15, 51. Comité collectif des— ; Membres nommés par l'Assemblée, 53. Message envoyé au Conseil, 53. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 82. Membres ajoutés, 10. Premier rapport ; *Quorum* réduit, 104. Second rapport, 117. Adopté, 124.
2. Documents dont l'impression est ordonnée [sans envoi au Comité des impressions], 83, 99, 181, 376.
3. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 123.
4. Bills dont la ré-impression est ordonnée, 217, 225, 237.
5. Liste des documents dont l'impression est ordonnée. Voir à la fin de cet *Index*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport, p. 64. Voir 81 des *Documents*.

INCENDIE DES BATISSES DU PARLEMENT. Voir 17 des *Documents*.

INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE. Voir *Législature*, 1 et 2.

INDUSTRIES :—Comité Permanent des—, nommé, 15, 51. Premier rapport ; *Quorum* réduit à sept membres, 62. Adopté, 62.

INDUSTRIE, ECOLES D'— 32 Vict., ch. 17 amendé. Voir *Ecoles d'industrie*.

INTERDICTION ET RÉCLUSION des ivrognes d'habitude, 33 Vict., ch. 26. Voir *Ivrognes d'habitude*.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, de charité, hôpitaux, etc, Rapport annuels des—. Voir 86 des *Documents*.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. Bill pour amender les lois de l'Instruction Publique en cette Province [M. *Frégeau*], 64.
2. Bill amendant l'acte de cette Province, 46 Vict., chap. 21, intitulé: "Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond," [M. *Picard*], 41. Renvoyé au Comité, 89. En Comité général; Rapporté, 102. Passé, 107. Par le Conseil avec un amendement, 181. Considéré, 182. Adopté, 207. S. R., 381. [47 Vict., ch. 29.]

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Demers, 143.
 Faucher de Saint-Maurice, 48, 54, 99, 206.
 Gagnon, 43, 54, 66, 71, 99, 156, 183, 219, 336.
 Garneau, 48.
 Marion, 112.
 Martel, 48, 206.
 Martin, 99.
 McShane, 55, 65, 124, 168.
 Mercier, 42, 53, 54, 65, 219, 231, 375.
 Nantel, 145, 232.
 Picard, 42, 219.
 Poulin, 168, 190.
 Richard, 66, 134.
 Robidoux, 375.
 Robillard, 79.
 Spencer, 134.
 Saint-Hilaire, 273.
 Stephens, 42, 48, 99.
 Trudel, 60.
 Turcotte, 66.
 Watts, 43, 66, 131, 142.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Acte des licences de Québec, 66.
 Administration de la Justice, 43.
 Allocation aux institutions de charité, 219.
 Arthabaska, licences dans—, 43.
 Beaudry, M., 355.
 Beaufort, Jean de—, 42.
 Barnard, E. A., 143.
 Bibliothèque—Journaux conservés dans la—, 206.
 Bureau, M. 99.
 Caldwell et McLaren, 99.
 Casernes des Jésuites, 48.
 Charlebois, A. et Cie, 43.
 " " Dépot de garantie de—, 231.
 Chateauguay, pourquoi l'élection de— a-t-elle été retardée, 42.
 Chemins à barrières de la Rive Nord, 99.
 Chemins de colonisation, instructions aux conducteurs de—, 232.
 Chemin de Québec au Lac St-Jean, 273.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Code Municipal refonte du—, 48.
Collection des Manuscrits, 99.
Commission d'enquête, combien payé à la—, 53.
Commission des Juges de Paix, 60.
Comptes Publics, état détaillé de certains *items* 54, 55, 65.
Comte de Premio-Réal, 124.

Délai accordé aux Cies de chemins de fer, 134.
Deux-Montagnes, pourquoi l'élection des— a-t-elle été retardée, 42.
Drummond et Arthabaska, licences—, 43.

Elections, pourquoi les— de Jacques-Cartier, etc, ont-elles été retardées, 42.
Embranchement de Berthier, 79.
Exposition à Munich, 54.

Fonds d'emprunt municipal, 65.
Fortin, L. N. 43, 71.
Frenette, L. E. 55.

Girouard, D. 48.

Hotel du Gouvernement, rue St-Louis, 112, 169.

Impressions du Gouvernement, 183.
Institutions de Charité, allocation aux—, 219.

Jacques-Cartier, pourquoi l'élection de— a-t-elle été retardée, 42.
Journaux conservés dans la Bibliothèque, 206.
Juges de Paix, 60, 112.

Kamouraska, Palais de justice et Prison de—, 336.

Lachute, chemin de fer de— traversant Montcalm, 66.
L'Assomption, Juges de Paix, 112.
Lefaiivre, M., ex-consul, 156.
Leprohon, B. H., 219.
Licences, actes des— de Québec, 66.
Licences de Mariage,—état détaillé des Comptes Publics, 55.
Livre de, Magistrats par Lanctot, 54.
Lynch, W. H. 219.

Maisons d'éducation, allocation aux— 219.
Manufacture, de sucre de betteraves, 48.
Mathieu, Gaspard, 43.
Montréal, Palais de Justice, 42.
Montréal, Portland et Boston Cie ch. fer, 134.

Notaires, tarif des—, 168, 190.

Ordres en Conseil—impression des—, 71.
O'Sullivan, Henry, 42.

Pâquet, E. T., 54.
Pionnier Beet Root Sugar, 48.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Powell, C. J., 142.

Premio-Réal, Comte de—, 124.

Propriété du Gouvernement, rue Notre-Dame Montréal, 124.

Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

“ Enquête ayant rapport à la vente, 42.

“ Etat détaillé d'un *item* de la page 10 des Comptes Publics, 54.

“ Obligations mentionnées dans les contrats devant être remplies, 206.

Quesnel, Auguste, 142.

Réserves dans les ventes des terres de la Couronne, 145.

Shérif conjoint de Québec, 43.

Sommes payées n'apparaissant pas dans les comptes publics, 65.

Smith, Professeur, 375.

Ste-Camille, ventes annulées, 42.

St-Christophe et St-Norbert d'Arthabaska, 131.

Sucre de betteraves, manufacture de—, 48.

Tarif des Notaires, 168, 190.

Traitement des ministres, 66.

Trois-Rivières, pourquoi l'élection des— a-t-elle été retardée, 42.

“ Déshéritures de la cité, 66.

Vente des terres de la Couronne, 145.

Warwick, amendes contre la municipalité de—, 131.

Whelan M. 375.

Wolfestown, ventes annulées, 42.

Wotton, ventes annulées, 42.

IRVINE, L'HON. M. :—Déclare qu'il résigne comme membre pour le comté de Mégantic, 350.

IVROGNES D'HABITUDE :—Bill pour amender l'acte 33 Vict., ch. 26, intitulé : “ Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude, [l'Honorable M. *Blanchet*], 41. Renvoyé au Comité, 153. Considéré ; Amendé, 177. Rapporté ; Passé, 181. Par le Conseil avec amendements, 228. Considérés et adoptés, 228. S. R., 380. [47 Vict., ch. 21.]

JACQUES-CARTIER :—Compagnie de l'union—, 43-44 Vic., c. 50. Amendé. Voir *Union Jacques-Cartier*.

JOLIETTE :—

1. Pétition demandant un acte pour amender de nouveau l'acte 27 Vic., chap. 23, et l'acte 39 Vic., chap. 47 aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de “ La corporation de la ville de Joliette”, et pour d'autres fins, 50. Avis, 63. Bill, [M. *Lavallée*], 63. Renvoyé au Comité, 73. Rapporté amendé, 94. En Comité Général ; Rapporté ; Passé, 109. Par le Conseil avec amendements, 173. Considérés et adoptés, 173. S. R., 381. [47 Vic., c. 87.]

JOLIETTE :—*Suite.*

2. Donation par l'Honorable B. Joliette, aux clercs St-Viateur. Voir *Clercs St-Viateur*.

JOLY, L'HON. H. G. :—Déclaration de—, concernant les élections de 1881, 244. Voir *Députés*, 6. *Elections*, 5.

JONES :—Reprise du pont—, sur la rivière Richelieu. Voir *Pont sur la rivière Richelieu*.

JOURNAUX :—Certains documents entrés dans les journaux de cette Chambre, 2, 35, 6, 165, 278.

JUGES DE PAIX :—Voir 5, 35, 89 et 116, des *Documents*.

JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX :—Bill concernant les juges de sessions de la paix de Québec et de Montréal, [L'Hon. M. Taillon], 261. Lu la 2^e fois, sur division, et renvoyé à un Comité Général, 291. Considéré; Rapporté, 333. Motion pour renvoyer la 3^e lecture à 6 mois, négative: Lu la 3^e fois et passé, 335. Par le Conseil, 363. S. R., 380. [47 Vic., c. 9.]

JURÉS ET JURYS :—Bill pour amender la loi des jurés et jurys [46 Vict., ch. 16], [l'Honorable M. Blanchet], 174. Renvoyé au Comité, 194. Considéré; Amendé; Rapporté; Amendements lus la 2^eme fois sur division et adoptés, 289. Bill lu la 3^eme fois sur division et passé, 298. Par le Conseil avec amendements, 342. Considérés et adoptés, 342. S. R., 382. [47 Vict., ch. 11.]

KAMOURASKA, Cour et Prison de—. Voir 90 des *Documents*.

KNITTING CO. Coaticook. Voir *Coaticook*.

LAC ST-JEAN :—Résolutions concernant la Cie du chemin de fer du—, 338, 339, 341.

LAC NOMININGUE :—Voir 92 des *Documents*.

LAMONTAGNE, DAVID :—Pétition demandant un acte amendant l'acte de cette Province 44-45 Vict., chap. 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne de la paroisse de Sainte-Marie, à celui de François Gosselin et pour d'autres fins; Reçue et lue, 72. Avis, 78. Bill [M. Audet], 85. Renvoyé à un Comité, 91. Rapporté amendé, 115. Ordre pour Comité général déchargé; Bill renvoyé de nouveau au Comité, 133. Rapporté amendé, 165. En Comité général; Rapporté; Passé, 176; Par le Conseil avec un amendement, 235. Considéré et adopté, 245. S. R., 380. [47 Vict., ch. 94.] Pétition en faveur du Bill, 132.

LA ROCQUE, DAME M. J. T. :—Pétition demandant un acte autorisant Dame Marie J. Thérèse LaRocque et son époux, J. Aldéric Ouimet, Ecr., à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées; 49^eme règle suspendue; Pétition reçue et lue, 93. Avis, 105. Bill [M. Nantel], 106. Renvoyé au Comité, 130. Rapporté amendé, 144. En Comité général; Amendé, 152. Motion

LaRocque, Dame M. J. T. :—*Suite.*

pour la réception du rapport ; amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général, négativé, 155. Rapporté ; Motion pour la 3^{ème} lecture du Bill ; amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général ; Adopté ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 156. Par le Conseil avec amendements, 224. Considérés, 225. Adopté, 229. S. R., 382. [47 Vict., ch. 92].

LEDUC, ACHILLE :—Pétition demandant un acte autorisant Achille Leduc, grevé de substitution en vertu du testament de feu dame Marguerite Bourgeois, sa mère, à aliéner des immeubles substitués, 51. Avis, 63. Bill [M. Dorais], 63. Lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé au Comité, 73. Rapporté amendé, 115. En Comité général, 130. Rapporté ; Passé, 138. Par le Conseil avec un amendement, 195. Considéré et adopté, 196. S. R., 381. [47 Vict., ch. 93.]

LEEDS :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de Leeds et des cantons de l'Est ; Reçue et lue, 80. Avis, 136. Bill [M. Watts], 142. Renvoyé au Comité, 153. Rapporté amendé, 174. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 196. Par le Conseil avec amendements, 262. Considérés et adoptés, 263. S. R., 382. [47 Vict., ch. 72.]

LÉGISLATION :—Comité de— nommé, 103. Bills renvoyés à ce Comité, 107, 109, 153, 164, 194, 242, 243, 278. Premier rapport, 116. Second rapport, 128. Troisième rapport, 243. Autres rapports sur bills, 262, 303.

LÉGISLATURE, Indépendance de la :—

1. Bill pour amender l'acte 32 Vict., ch. 3, concernant l'— de cette Province, [l'Hon. M. Taillon], 232. Ordre pour 2^{ème} lecture ; amendement à l'effet de renvoyer la 2^{ème} lecture à six mois négativé ; Bill lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un Comité général, Considéré ; Amendé, 346. Motion pour l'adoption du rapport ; amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général ; négativé ; débats ajournés, 365, 366. Débats repris ; autres amendements proposés et négativés, 367. Motion pour concours ; débats ajournés, 368.

2. Bill concernant l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette Province, [M. Trudel], Présenté ; Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 374. Par le Conseil, 379. S. R., 383. [47 Vict., ch. 2.]

3. Résolu, qu'il est désirable, qu'à l'avenir, la Législature de cette Province soit convoquée aussitôt que possible après la fête des Rois, 337.

LEMAY, PAMPHILE :—Voir 93 des *Documents*.

LEPAGE, J. B. :—Voir 94 des *Documents*.

LESSARD, Ed :—Voir 95 des *Documents*.

LÉVIS :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie maritime et industrielle de Lévis, 62. Avis, 69. Bill [M. Lemieux], 70. Renvoyé au Comité, 88. Rapporté amendé, 106. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 113. Par le Conseil, 163. S. R., 381. [47 Vict., ch. 58.]

LICENCES :

1. Bill pour amender l'acte des licences de Québec, [l'Hon. M. Mercier], 225.
2. Bill pour amender la loi des licences de Québec, de 1878, [41 Vict., ch. 3] et la section 17 de l'acte 43-44 Vict., chap. 11, en soumettant les licences pour hôtel de tempérance à certaines formalités, [M. Demers], 52. Motion pour seconde lecture ; amendement à l'effet de renvoyer la 2^{ème} lecture à six ans ; sous-amendement pour renvoyer la 2^{ème} lecture à trois mois ; objecté à l'amendement ; M. l'Orateur décide que le dit amendement est hors d'ordre ; sous-amendement adopté sur division ; seconde lecture remise à trois mois, 160.
3. Pétition demandant que la taxe pour l'octroi des licences soit augmentée, 50.
4. Pétition demandant que le nombre de licences pour le débit de liqueurs ne soit pas augmenté, 115.
5. Voir 96 et 98 des *Documents*.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Exprime le désir qu'un Orateur soit choisi, 1.
2. Son discours à l'ouverture de la session, 14. Jour fixé pour la prise en considération, 15. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc., 24, 38. Voir *Adresses*, 7.
3. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 71, 192, 217, 295, 297, 338, 350, 370, 372.
4. Son discours à la clôture de la session, 383.
5. Il proroge le Parlement, 384.
6. Sanctionne les Bills, 379.

Messages de Son Honneur :

7. Invitant la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil, à l'ouverture de la session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 13. A la clôture de la session, 379.
8. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 50.
9. Transmettant les estimés, 149. Les estimés supplémentaires, 343.
10. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine, 64. Voir 81 et 82 des *Documents*.
11. Transmettant la nomination des commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 16.
12. Accuse réception d'une adresse au Gouverneur-Général, 158.

LIMITES A BOIS :—Voir 98 des *Documents*.

LIPPENS, M. :—Voir 4 des *Documents*, *Archambault*, J. N. A.

LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent des—, nommé, 15, 88. Premier rapport, 111.

M AISON DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION :—Pétition demandant un acte incorporant "La Maison de l'Immaculée Conception de Montréal," 68. Avis, 84. Bill, [L'Hon. M. *Taillon*], 85. Renvoyé au Comité, 91. Rapporté, 128. En Comité Général; Rapporté, 133. Ordre pour 3ème lecture déchargé; Bill renvoyé à un Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 138. Par le Conseil, 196. Honoraire remis, 261. S. R., 380. [47 Vic., c. 52.]

MARTEL, M. D. S. :—Déclaration de—, contre l'Hon. M. *Mercier*; Déclaration de l'Hon. M. *Mercier*, 356. Motion pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir des allégués de la déclaration de M. *Martel*; Adoptée, 357. Motion pour l'adoption des noms des Membres; Amendement proposé et négativé; Autre amendement proposé et adopté; Objection à la formation du Comité; M. l'Orateur décide que l'objection vient trop tard, 358. Appel de la décision de l'Orateur, 359. Sa décision confirmée par la Chambre; Comité nommé, 359. Voir *Députés*, 8.

MATANE :—Agent des terres de—, Voir 99 des *Documents*.

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. Voir *Députés*.

MERCIER, L'HON. :—Déclaration au sujet du contrat pour les Bâtisses du Parlement, 306. Motion pour la nomination d'un Comité spécial; Adoptée, 309. Voir *Députés*, 7. Déclaration de M. *Martel* contre—, Déclaration de l'—, 357. Voir *Députés*, 8.

MESSIAH, CHRISTOPHE :—Voir 100 des *Documents*.

MÉTHODISTES :—Union de certaines églises.—Voir *Eglises Méthodistes*.

MILES, H. H. :—Voir 101 des *Documents*.

MINES :—

1. La Chambre décide de se former en Comité sur certaines résolutions concernant les mines en cette Province; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le Comité délibère, 299. Résolutions rapportées; Adoptées, 300. Bill basé sur ces résolutions, 300. [Voir *infra*, 2.]
2. Bill pour amender de nouveau l'Acte général des mines de Québec de 1880, [l'Hon. M. *Lynch*], 300. Lu la 2ème fois sur division; Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé, 371. Rapporté; Passé, 375. Par le Conseil, 379. S. R., 383. [47 Vict., ch. 22.]

MINEURS :—Bill pour protéger plus efficacement les mineurs, [M. *Stephens*], 47. Renvoyé au Comité de Législation, 110.

MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE :—Pétition demandant un acte pour incorporer les Missionnaires de la Compagnie de Marie, 46. Avis, 58. Bill [M. Duhamel], 58. Renvoyé au Comité, 72. Rapporté amendé, 94. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 109. Par le Conseil, 162. Honoraire remis, 232. S. R., 382. [47 Vict., ch. 51.]

MOINE ET DES BARQUES, administration des Iles du—. Voir *Iles du Moine*.

MONT-LOUIS, paroisse de St-Maxime du—, érigée en municipalité. Voir *St-Maxime*.

Montréal :

1. *Association des Bouchers* :—Pétition demandant un acte incorporant l'association de prévoyance et de secours mutuels des Bouchers de Montréal ; Reçue et lue, 77. Avis, 105. Bill [l'Hon. M. Taillon], 106. Renvoyé au Comité, 153. Rapporté amendé, 173. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 192. Par le Conseil, 239. Honoraire remis, 261. S. R., 382. [47 Vict., ch. 54.]
2. *Association des commerçants de vins, etc.* :—Pétition demandant un acte incorporant l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la Cité de Montréal ; Reçue et lue, 77. Avis, 93. Bill [l'Honorable M. Taillon], 95. Renvoyé au Comité, 130. Rapporté, 141. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil, 196. S. R., 381. [47 Vict., ch. 57.]
3. *Compagnie des cotons* :—Pétition demandant un acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la Compagnie des cotons de Montréal, 50. Avis, 58. Bill [M. Stephens], 63. Renvoyé au Comité, 72. Rapporté amendé, 165. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 176. Par le Conseil avec amendements, 224. Considérés et adoptés, 224. S. R., 381. [47 Vict., ch. 65.]
4. *Compagnie de prêt et d'hypothèque* :—Pétition demandant un acte réduisant le capital-actions de la Compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal ; Reçue et lue, 77. Avis, 136. 49ème règle suspendue ; Bill, [M. Stephens], 136. Renvoyé au Comité, 153. Rapporté amendé, 180. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 192. Par le Conseil, 239. S. R., 382. [47 Vict., ch. 63.]
5. *Commissaires d'Ecole* :—Pétition demandant que les—, soient choisis par les contribuables, 115.
6. *Notre-Dame de Montréal* :—Pétition demandant un acte pour étendre à tout le territoire de l'ancienne paroisse de—, les dispositions du chap. 39 de la 45ème Victoria, 69. Avis, 93. Bill, [l'Hon. M. Taillon], 106. Ordre pour 2ème lecture déchargé ; Bill retiré, 130.
7. *Palais de Justice* :—Voir 103 des Documents.
8. *Sœurs de l'Asile de la Providence* :—Pétition demandant un acte pour refondre et amender les actes concernant les Sœurs de l'Asile de la Providence de Montréal, 62. Avis, 69. Bill, [M. Marion], 70. Renvoyé au Comité, 82. Rapporté amendé, 128. En Comité général ; Rapporté, 133. Passé, 138. Honoraire remis, 256. Par le Conseil avec amendements, 200. Considérés et adoptés, 200. S. R., 380. [47 Vict., ch. 53.]

MONTREAL :—Suite.

9. *University Lying in Hospital* :—Pétition demandant que son nom soit changé, 68. Avis, 78. Bill [l'Hon. M. Lynch], 78. Renvoyé au Comité, 88. Rapporté, 105. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 113. Par le Conseil, 173. Honoraire remis, 238. S. R., 381. [47 Vict., ch. 61.]

MORIN, P. L. :—Voir 104 des *Documents*.

MORISSETTE, JOSEPH :—Pétition demandant un acte autorisant Joseph Morissette, de la paroisse de Sainte Marie, dans le comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière, 46. Avis, 69. Bill [l'Hon. M. Blanchet], 70. Renvoyé au Comité, 82. Rapporté amendé, 105. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 173. S. R., 380. [47 Vict., ch. 80.]

MOUSSEAU, L'Hon. J. A. :—Voir *Députés*, 7.

NICOLET, pont St Léonard, sur la rivière—. Voir *St Léonard*.

NOTARIAT :—

1. Bill pour rendre valides certains acte notariés, [M. Gagnon], 52. Renvoyé à un Comité général ; Amendé, 110. Rapporté ; Passé, 127. Par le Conseil, 150. S. R., 381. [47 Vict., ch. 33.]
2. Bill pour amender le Code du Notariat, 46 Vict., ch. 32 des Statuts de cette Province, [l'Hon. M. Marchand], 111. Renvoyé au Comité de Législation, 153. Rapporté amendé, 303.
3. Bill déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de notaire, [M. Gagnon], 142. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au Comité de Législation, 278.
4. Bill pour étendre l'institution du—, à toute la Province, [M. Trudel], 168. Motion pour 2ème lecture négative, 242.
5. Tarif des notaires. Voir 105 et 106 des *Documents*.

NOTIFICATIONS :—Bill relatif aux notifications, protêts et significations, [M. Trudel], 52. Renvoyé au Comité de Législation, 110. Rapporté amendé, 303. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 322. Par le Conseil, 362. S. R., 381. [47 Vict., ch. 14.]

NOTRE DAME DE GRACES OUEST :—Pétition demandant un acte pour annexer le lot No 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal, à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâces Ouest ; 49ème règle suspendue ; Pétition reçue et lue, 165. Avis, 174. Bill présenté [l'Hon. M. Beaubien] ; Renvoyé au Comité, 174. Rapporté amendé, 198. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 209. Par le Conseil, 245. Honoraire remis, 256. S. R., 382. [47 Vict., ch. 35.]

O BALSKE, M. :—Voir 107 des *Documents*.

OFFICIERS PUBLICS, cautionnements des—, 42-43 Vict., chap. 6, amendé. Voir *Cautionnements*.

ORATEUR :—

1. Le Lieutenant-Gouverneur exprime le désir qu'un Orateur soit élu, 1. L'Honorable Jonathan Saxton Campbell Würtele élu orateur, 12. Remercie la Chambre, 13. Il se rend avec la Chambre, auprès de Son Honneur dans la Salle des séances du Conseil, à l'ouverture de la Session, 13. A la clôture de la Session, 379.
2. Le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur, durant la vacance, a émané son mandat pour de nouveaux brefs d'élection, 7, 9. Voir *Greffier de la Couronne en Chancellerie*.
3. Le Greffier informe la Chambre que, durant la vacance, M. l'Orateur a reçu les jugements concernant l'élection pour les Districts Electoraux des Deux-Montagnes, Jacques-Cartier, Laval et Trois-Rivières, 2.
4. M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu copie des jugements dans les causes des élections contestées de Nicolet, 165. Vaudreuil, 278. Laval, 292.
5. Fait rapport du discours du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 14.
6. Informe la Chambre qu'il a émané son mandat pour de nouveaux brefs d'élection pour Laval et Vaudreuil, 295. Mégantic, 368.
7. Informe la Chambre que le Greffier a reçu des certificats d'élection de députés, 8, 10, 11, 12, 16, 26, 39, 83.
8. Communique le rapport du Bibliothécaire, 26.
9. Met devant la Chambre divers états et rapports, 16, 24, 26, 40, 46, 62, 114, 148, 158, 165, 184, 236, 237, 265.
10. Charge un député de le remplacer temporairement au Fauteuil, 57, 103, 127, 140, 171, 172, 188, etc.
11. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 74, 75, 80, 108, 140, 160, 183, 185, 201, 221, 274, 275, 286, 287, 303. Voir *Questions* 11 à 27.
12. Remet sa décision à plus tard, 169, 177, 286.
13. Appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 140, 359.

ORDRE, BON, dans et près les endroits consacrés au culte public, S. R. B. C., ch. 22, amendé. Voir *Statuts Refondus Bas-Canada*.

ORDRES DU JOUR :—

1. Ordres rescindés, 108, 110, 130, 160, 164, 241, 258, 285, 333, 371.
2. Ordres relatifs aux Bills Privés appelés à certaine heure en vertu de la 19^{ème} règle, 72, 80, 85, 89, 109, 126, 138, 151, 162, 170, 176, 185, 191, 200, etc.
3. Ordres du Gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 190.

ORDRES PERMANENTS :—

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 15, 41.
2. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de cinq membres, 46.
3. Rapport sur différentes pétitions, 46, 58, 62, 69, 78, 84, 93, 105, 115, 128, 189.
4. Que les avis sont suffisants, 46, 58, 62, 69, 78, 84, 93, 105, 115, 128.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 115, 189.
6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 58, 105.
7. Recommande la suspension de la 51ème règle, 58, 189.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 15.
2. Relatifs à l'élection des députés en certains cas, 15.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des Rapports, etc, sur Bills Privés, 57, 58, 135, 136, 174.
4. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 226. Trois séances, 256.
5. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre ; Voir *Documents*.
6. Motion pour rescinder et rappeler un ordre sessionnel, 368. Débats ajournés, 369.

QUIMET, A. ET DAME LAROCQUE, vente de propriétés. Voir *LaRocque*.

PACIFIQUE, CIE DU CHEMIN DE FER DU— :—Résolutions concernant la construction du—. Voir *Adresses*, 8.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL. Voir 109 des *Documents*.

PALAIS DE JUSTICE, QUÉBEC. Voir 110 des *Documents*.

PANGMAN, VEUVE J. H. :—Pétition demandant certaines réclamations contre le Gouvernement, 93.

PAROISSE DE MONTRÉAL, lot No 1698, des plan et livre de renvoi officiels de la—, annexé à Notre-Dame de Grâces-Ouest. Voir *Notre-Dame de Grâces-Ouest*.

PAROISSES ET MUNICIPALITÉS :—Voir 111 des *Documents*.

PATON, CIE :—Pétition demandant un acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la Compagnie Manufacturière Paton, émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette province, 39 Victoria, chapitre 67, et abrogeant

PATON, CIE :—*Suite.*

le dit acte, 50. Avis, 58. Bill [l'Hon. M. Robertson], 53. Renvoyé au Comité, 67. Rapporté amendé, 77. En Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil, 144. S. R., 380. [47 Vict., ch. 69.]

PATONS :—Bill pour les rendre responsables des accidents arrivés à leurs employés, 47. Voir *Employés*.

PÊCHE, DROITS DE—, dans les eaux non navigables et les lacs ; 46 Vic., ch. 8, amendé. Voir *Droits de pêche*.

PÉTITIONS :—

1. Lues et reçues de suite, 72, 76, 80, 93, 104, 114, 132, 165, 179, 180, 198.

2. Renvoyées à un Comité, 132, 219.

3. Lue en Chambre, 179.

PHOSPHATE :—Voir 112 des *Documents*.

PLACEMENTS :—Bill pour garantir les personnes qui font des—. Voir *Compagnies à fonds social*, 2.

PLAN ET LIVRE DE RENVOI OFFICIELS de la paroisse de Montréal, amendés quant au lot No 1698. Voir *Notre-Dame de Grâces-Ouest*.

PLANS ET LIVRES DE RENVOI OFFICIELS de St-Patrice de la Rivière-du-Loup, du canton de Hull et du village de St-Sauveur, Québec. Voir *Cadaastre*.

POLICE :—Voir 113 des *Documents*.

PONT MORISSETTE, comté de Beauce. Voir *Morissette*.

PONT STE-MARIE, Gosselin et Lamontagne. Voir *Lamontagne*.

PONT ST-LÉONARD, rivière Nicolet. Voir *St-Léonard*.

PONT SUR LA RIVIÈRE ETCHEMIN :—Pétition demandant que le tarif exigé par F. Verreault soit modifié, 51.

PONT SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU :—

1. La Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant la reprise d'un—, 297. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 297. Le Comité délibère ; Résolutions rapportées ; Adoptées, 297. Renvoyées au Comité général sur Bill, [voir *infra* 2], 298.

2. Bill pour autoriser le Gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu, [l'Hon. M. Taillon], 261. Résolutions renvoyées au Comité général sur ce Bill, 298. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 298. Par le Conseil avec un amendement, 346. Considéré, 346. Motion pour concours ; Amendement—Que la Chambre ne concoure pas ; raisons données, 349. Message au Conseil, 349. Le Conseil n'insiste pas, 363. S. R., 383. [47 Vict., ch. 77.]

PRÊT ET HYPOTHÈQUE DE MONTRÉAL, Compagnie de—, capital, réduit. Voir *Montréal Cie de prêt etc.*

PREVÔT DES INCENDIES :—Bill pour abroger le Statut 32 Vict., ch. 29 et amender le Statut 31 Vict., ch. 32, concernant le—, pour la Cité de Montréal, [M. Stephens], 198. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 336.

Pétition demandant l'abolition de la charge de—, 115.

PREUVE EN MATIÈRE CIVILE :—Bill concernant la—, [l'Hon. M. Irvine], 168. Renvoyé au Comité de Législation, 243.

PRISONS ET ASILES :—Voir 114 des *Documents*.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité Permanent des,—nommé, 15, 51. Premier rapport, 78. Membre ajouté, 70.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant le Parlement, p. V à X.

PROTÈTS ET SIGNIFICATIONS :—Voir *Notifications*.

PROVIDENCE, Sœurs de l'asile de la—, Montréal, actes d'incorporation refondus. Voir *Montréal, Sœurs de l'asile de la Providence*.

PUYJALON, COMTE H. DE :—Voir 115 des *Documents*.

QUÉBEC :—

1. *Cité de* :—Pétition demandant un acte pour amender et refondre les statuts concernant la Corporation de la Cité de Québec et la Cour du Recorder de la dite cité, 69. Avis, 78. Bill [M. Rinfret dit Malouin], 78. Renvoyé au Comité, 88. Rapporté amendé, 189. En Comité général ; Rapporté progrès, 196, 201. Amendé, 220. Bill retiré, 227. Honoraire remis, 256.

1. Pétitions contre le Bill, 144.

2. Pétitions contre certaines parties du Bill, 132, 198.

2. *Ecoles Protestantes* :—1. La Chambre décide de se former en Comité sur une résolution concernant les Ecoles Protestantes dans la cité de Québec, 70. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Résolution à rapporter, 71. Rapportée et adoptée, 107. Bill basé sur cette résolution, 107. Voir *infra*, 2.

2. Bill pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du Bureau protestant des Commissaires d'école de la cité de Québec, [l'Hon. M. Lynch], 107. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 127. Par le Conseil, 162. S. R., 379 [47 Vict., ch. 31.]

3. *Juges de Paix* :—Liste des—, qui se sont qualifiés. Voir 116 des *Documents*.

QUÉBEC CENTRAL :—Voir 117 des *Documents*.

QUÉBEC ET NOUVEAU-BRUNSWICK :—Voir 118 des *Documents*.

QUÉBEC, MONTREAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—

1. Motion pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir de tous les circonstances se rattachant au règlement final et à l'audition des comptes de l'administration du—, 73. Amendements ; motion pour ajourner les débats ; objection ; M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 74. Motion pour ajourner les débats, négative ; amendement négatif ; motion originale proposée ; autre amendement ; objection par M. Watts ; M. l'Orateur décide contre l'objection, 75. Amendement proposé et adopté ; motion amendée, adoptée, 76.
2. Déclaration de l'Honorable M. Joly et motion pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration du chemin de—. Amendement proposé ; débats, 245. Débats repris, 247. Amendement et motion principale négatifs, 248.

Voir 119, 120, 121 et 122 des *Documents*, voir aussi *Députés*.

QUESTIONS :—

1. Débats sur une question ajournés, 26, 31, 33, 56, 106, 127, 130, 171, 188, 192, etc. Débats repris, 30, 60, 127, 148, 175, 177, 184, 247, 263 etc.
2. Ajournés parce que M. l'Orateur quitte le Fauteuil à 6 h.—126, 138, 162, 176, 200, 212, 227, 239, 245, 257, 262.
3. Motions amendées, 75, 141, 146, 159, 160, 241, 276, 289, 338.
4. Motions retirées, 170, 175.
5. Amendement retiré, 208.
6. Sous amendements, 139, 146, 160, 188, 274, 367.
7. Sous amendement retiré, 192.
8. Motions adoptées *Nemine Contradicente* 191, 273.
9. Question préalable proposée, 56, négative, 61.
10. Divisions sur des questions, 35, 36, 61, 74, 116 etc.
11. A la motion pour que l'Hon. J. S. C. Würtele soit nommé Orateur, objection est faite que les Honorables Membres qui la proposent n'ont pas été présentés à la Chambre ; M. Delorme décide contre l'objection 12.
12. Objection étant faite, (à une motion pour ajourner les débats), M. l'Orateur décide contre l'objection, 74.
13. Objection est faite qu'une motion n'est pas dans l'ordre parcequ'elle réfère à des documents qui ne sont pas devant la Chambre ; M. l'Orateur décide que l'objection est mal fondée, 75.
14. Objection est faite (à la motion pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la grande Loterie Nationale), M. l'Orateur décide contre l'objection, 81.

QUESTIONS :—*Suite.*

15. Objection est faite (à la motion pour Comité général sur le Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver ; M. l'Orateur renvoi l'objection, 108.
16. Un membre, ayant cédé la parole à un autre député pour répondre à une question et ayant permis à plusieurs autres membres de parler sur la question, maintient qu'il a le droit de conserver la parole ; M. l'Orateur décide qu'il n'a pas le droit de parler de nouveau sur la question ; Appel étant fait de sa décision ; elle est confirmée par la Chambre, 140.
17. Objection est faite à une motion en autant que l'amendement et sous-amendement tendent au même but. M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre, 160.
18. Objection est faite à une interpellation concernant le tarif des Notaires ; M. l'Orateur déclare que l'interpellation est irrégulière et ne peut être permise, 168.
19. Objection est faite (à la motion pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir de la réclamation de D. Z. Gauthier) ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 169. Renvoie l'objection, 183.
20. A la motion pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill " Cie ch. fer Union Jacques-Cartier,"—objection est faite que la Chambre ne peut prendre ce Bill en considération ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 177. M. l'Orateur déclare que c'est une question de droit et non une question d'ordre et laisse à la Chambre à décider, 185.
21. Objection est faite que l'Honorable Membre pour Saint-Hyacinthe, ayant déjà exprimé son opinion sur un amendement, n'a pas le droit de parler une seconde fois généralement sur la question ; M. l'Orateur maintient l'objection, 201.
22. Objection est faite à une partie d'une motion, en autant qu'elle ne renferme pas le récit fidèle des faits, 220. M. l'Orateur déclare qu'il n'est pas de sa compétence de se prononcer sur cette question, 222.
23. A la motion pour l'abolition de la charge de surintendant des travaux de colonisation, objection est faite à un sous-amendement ; M. l'Orateur décide contre, 275. Et une autre objection étant faite que la motion en amendement n'est pas affirmative, mais supplicative, 275. M. l'Orateur déclare que l'objection n'est pas fondée, 276.
24. A la seconde lecture du Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés, objection est faite que ce Bill doit être considéré comme Bill privé ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 286. Décide contre l'objection, 304.
25. A une motion pour que M. l'Orateur émette son mandat pour un nouveau bref d'élection pour Vaudreuil, objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, 286 ; M. l'Orateur décide qu'elle est dans l'ordre, 286.

QUESTIONS :—*Suite.*

26. Objection est faite au vote d'un membre parce qu'il a un intérêt pécuniaire directe ; M. l'Orateur soumet la question à la Chambre, 238. La Chambre décide que le vote est valide, 289.
27. Objection est faite par cinq membres à la formation d'un Comité spécial, 258. M. l'Orateur décide que l'objection est soulevée trop tard, 359.
28. A une motion pour qu'une règle sessionnelle soit rescindée et rappelée, un amendement est proposé que les ordres du jour soient pris en considération ; et objection est faite à cet amendement ; Débats ajournés, 369.

QUESTIONS NÉGATIVES :—

29. Pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir du règlement final et de l'audition des comptes de l'administration du chemin de fer de Q., M., O. et O., 74.
30. Pour ajourner les débats, 75.
31. Pour la formation d'un Comité spécial chargé de s'enquérir de la vente et administration du Q., M., O. et O., 247.
32. Pour que les Commissaires de la Commission du Service Civil remboursent l'argent qu'ils ont reçu, 337.
33. Pour que la charge de Commissaire du fonds d'emprunt municipal soit abolie, 304.
34. Amendements—à la motion pour que la Chambre se forme en Comité des Subsidies :—Finances de la Province, 171, 175, 177, 184, 188, 195, 197, 199, 200. Forget, Louis & Cie, 210, 213, 220, 221. Dansereau, C. A., 227, 228, 229. Fonds d'amortissement, 249. De Molon, 257, 258. Q. M. O. & O, vente du, 262, 263. Asile de Beauport, 266. Commission du Service Civil, 272. Dépenses pour l'administration de la justice, 301. Surintendant des travaux de colonisation, 309. Québec Central, 348, 349.
35. Amendements,—Lors du Concours sur les résolutions pour subsides :—Regrèt que le Gouvernement ait diminué les octrois aux institutions de charité, 319. Dépenses de Spencer Wood, 311. Réclamation pour dommages sur le ch. Q. M. O. et O, 325. Impressions des Archives Canadiennes, 326. Dépenses du Conseil Législatif, 327. Dansereau, 328. Immigration, 329. Ameublement de la Chambre, 330. Dépenses de Trafic sur le Q. M. O. et O, 331. Indemnité des Conseillers, 354. Indemnité des membres, 355.

QUESTION PRÉALABLE :—Voir *Questions*, 9.

RAMSAY, Juge :—Voir 123 des *Documents*.

RAPPORTS DE CONSEIL, ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir 124 des *Documents*.

RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE :—Voir 125 et 126 des *Documents*.

RENAUD, J. B. :—Pétition demandant un acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud ; 49ème règle suspendue ; Pétition reçue et lue, 180. Avis, 189. Bill présenté, [M. Desjardins] ; Renvoyé au Comité ; 60ème règle suspendue, 189. Rapporté amendé, 198. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 208. Par le Conseil, 268. S. R., 382. [47 Vict., ch. 91.]

RECENCEMENT DE LA PROVINCE :—Voir 127 des *Documents*.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir 128 et 129 des *Documents*.

RECETTES ET DÉPENSES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Voir 130 des *Documents*.

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :—Voir 131 et 132 des *Documents*.

RÉGISTRATEURS :—Voir 134 et 135 des *Documents*.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les—, 210. Partie du 19e rapport des Bills Privés renvoyée à ce Comité, 210. Rapport, 237. Adopté, 246. La Chambre en Comité général sur ce rapport, 246.
2. 19ème Règle. Heure fixée par la— expirée, 188, 208, etc.
3. 49ème “ suspendue 93, 104, 114, 128, 132, 136, 165, 180, 189.
4. 51ème “ “ 58, 136, 189.
5. 60ème “ “ 189.

REMISES D'AMENDES, CONFISCATIONS, ETC :—Voir 136 des *Documents*.

RENTES CONSTITUÉES :—Bill concernant la constitution des hypothèques sur le capital des—. Voir *Hypothèques*.

ROBITAILLE, L. A. :—Voir 137 et 138 des *Documents*.

RICHMOND, Instruction publique à— 46 Vict., ch. 21 amendé. Voir *Instruction Publique*.

ROCQUE, NECTAIRE :—Voir 139 des *Documents*.

RIVIÈRE CHAUDIÈRE, construction du pont Morissette sur la—. Voir *Morissette*.

RIVIÈRE-DU-LOUP, etc., plans et livres de renvoi officiels, amendés. Voir *Cadaastre*.

RIVIÈRE RICHELIEU, reprise de possession du pont sur la—. Voir *Pont sur la rivière Richelieu*.

RIVIÈRES DU LIÈVRE ET OUTAOUAIS, incorporation de la Compagnie des transports des mines et des—. Voir *Du Lièvre*.

ROUILLARD, J. B. :—Voir 140 des *Documents*.

SAINTE-ANNE, Compagnie de filature de :—Pétition demandant un Acte ratifiant les obligations émises par "La dite Compagnie de filature de Sainte-Anne," Hochelaga, et autorisant les Directeurs de cette Compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière, 32. Avis, 62. Bill, [L'Hon. M. Irvine], 67. Renvoyé au Comité, 72. Rapporté, 142. En Comité Général; Rapporté; Passé, 152. Par le Conseil, 239. S. R., 381. [47 Vict., ch. 66.]

ST-BARNABÉ, partie de—, annexée à Ste-Anne d'Yamachiche. Voir *Caxton*.

SAINTE-CUNÉGONDE :—Pétition demandant un Acte incorporant la Ville de Sainte-Cunégonde; Reçue et lue, 77. Avis, 93. Bill, [L'Hon M. Beaubien], 94. Renvoyé au Comité, 109. Rapporté amendé, 165. En Comité Général; Rapporté; Passé, 176. Par le Conseil avec amendements, 228. Considérés et adoptés, 228. S. R., 381. [47 Vict., ch. 90.]

Pétition contre ce Bill, 132.

ST-DAMASE :—Pétition demandant un Acte pour annexer un certain terrain de St-Damase à la Paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, 32. Bill, [M. Poulin], 63. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Rapporté; Passé, 110. Par le Conseil avec amendements, 162. Considérés, 163. Lus la 2ème fois, 171. Ordre pour considération; Amendement—que la Chambre ne concoure pas dans les amendements faits par le Conseil; Message au Conseil, 241. Message du Conseil insistant sur leurs amendements, 305.

Pétition contre le Bill, 88.

ST-EDMOND, partie de—, annexée aux Cantons de Stoneham et Tewkesbury. Voir *Stoneham*.

STE-EMMÉLIE DE L'ENERGIE :—Pétition demandant un Acte érigeant civilement la Paroisse de Sainte-Emmélie de l'Energie et aussi pour constituer cette Paroisse en Municipalité distincte et séparée, 32. Avis, 46. Bill, [M. Lavallée], 47. Renvoyé au Comité, 53. Rapporté amendé, 84. En Comité Général; Rapporté; Passé, 90. Par le Conseil avec amendements, 158. Considérés et adoptés, 158. Honoraire remis, 272. S. R., 380. [47 Vict., ch. 43.]

ST-HYACINTHE :—Pétition demandant un Acte pour amender le Statut 35 Victoria, chap. 34, ordonnant l'établissement d'un "ordre de choses exceptionnel et particulier à la Paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de St-Hyacinthe," 32. Avis, 46. Bill, [L'Hon. M. Mercier], 46. Renvoyé au Comité, 53. Rapporté, 69. En Comité Général; Rapporté; Passé, 80. Par le Conseil, 144. Honoraire remis, 210. S. R., 380. [47 Vict., c. 47.]

ST-JEAN-BAPTISTE :—Pétition demandant un Acte incorporant la Ville de St-Jean-Baptiste, 40. Avis, 63. Bill, [L'Hon. M. Beaubien], 63. Renvoyé au Comité, 72. Rapporté amendé, 128. En Comité Général; Rapporté; Passé, 133. Par le Conseil avec amendements, 181. Considérés et adoptés, 181. S. R., 380. [47 Vict., ch. 89.]

ST-JEAN L'EVANGÉLISTE, Eglise de—, Montréal, emprunt etc. Voir *Eglise St-Jean*.

ST-JUDES, Eglise,—Montréal, emprunt. Voir *Eglise St-Judes*.

ST-JOACHIM DE SHEFFORD :

1. Pétition demandant un Acte constituant la Paroisse de St-Joachim de Shefford en Municipalité, pour les fins municipales et scolaires, 50. Avis, 58. Bill, [M. Frégeau], 60. Renvoyé au Comité, 68. Rapporté amendé, 115. En Comité Général; Rapporté, 139. Motion pour 3ème lecture; Amendement à l'effet de renvoyer le Bill à un Comité Général, négativé; Bill lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 147. Par le Conseil, 228. S. R., 380. [47 Vict., ch. 37.]
2. Pétition contre ce Bill, 83.
3. Bill pour amender un Acte de cette Session, intitulé : "Acte pour constituer la Paroisse de St-Joachim de Shefford en Municipalité etc., [M. Frégeau], 322. Lu la 2ème fois sur division, 335. Motion pour la suspension de la 59ème règle; En Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 336. Par le Conseil, 364. S. R., 383. [47 Vict., ch. 38.]

ST-LAURENT ET TÉMISCOUATA, Cie du Chemin de fer du—: Voir 141 *des Documents*.

ST-LÉONARD :

1. Pétition demandant un Acte pour incorporer la "Compagnie du pont de Saint-Léonard," et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du Village de la Paroisse de Saint-Léonard, Comté de Nicolet, 50. Avis, 58. Bill, [M. Dorais], 59. Renvoyé au Comité, 68. Rapporté amendé, 84. En Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 90. Par le Conseil avec amendements, 150. Considérés, 150. Ordre pour 2ème lecture des amendements rescindé; Bill et amendements renvoyés au Comité des Bills Privés, 160. Rapportant le projet d'un nouveau Bill, 161. Voir *Infra*, 2. S. R., 331. [47 Vict. ch. 78.]
2. Bill amendant l'Acte précédent de la présente Session; [M. Dorais], 161. Règles suspendues; Bill présenté; Lu les 3 fois et passé, 161. Par le Conseil, 210. S. R., 382. [47 Vict., ch. 79.]

ST-LÉON DE STANDON :—Pétition demandant l'érection civile de la Paroisse de—; 49ème règle suspendue; Pétition reçue et lue, 93. Rapport que les avis ne sont pas suffisants, 115.

ST-MAXIME DU MONT-LOUIS :—Pétition demandant un acte pour ériger en municipalité, la Paroisse de Saint-Maxime du Mont Louis avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le comté de Gaspé, et pour d'autres fins; Reçue et lue, 77. Avis, 84. Bill, [L'Hon. M. Flynn], 85. Renvoyé au Comité, 91. Rapporté amendé, 135. En Comité Général; Rapporté; Passé, 151. Par le Conseil, 224. Honoraire remis, 285. S. R., 380. [47 Vic., c. 42.]

Pétition contre ce Bill, 93.

ST-MICHEL DE BELLECHASSE :—Voir 142, *des Documents*.

ST-PATRICE de la Rivière du Loup, etc., plans et livres de renvoi officiels; Amendés. Voir *Cadastre*.

ST-SAUVEUR de Québec, etc., plans et livres de renvoi officiels ; Amendés. Voir *Cadaastre*.

ST-VIATEUR :—Donation par B. Joliette, aux clercs de—. Voir *Clercs St-Viateur*.

SCRUTIN :—Pétition demandant le vote par—, dans les questions municipales, 88.

SÉNÉCAL, L. A. :—244, 247. Voir *Députés*, 6.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, [L'Hon. M. Taillon,] 13.

SERVITUDES, délais d'enregistrement des douaires coutumiers et des—, prolongés :— Voir *Enregistrement des douaires*.

SESSIONS, Juges des—, de Québec et de Montréal :—Voir *Juges des Sessions*.

SESSIONS :—Motion,—qu'à l'avenir les Sessions devraient avoir lieu l'automne ; Amendement,—qu'il est désirable qu'à l'avenir la Législature soit convoquée après la Fête des Rois ; Amendement adopté, 337.

SHEFFORD, St-Joachim de—, érigé en municipalité :—Voir *St-Joachim*.

SHERBROOKE :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant la Cité de Sherbrooke, 32. Avis, 58. Bill [l'Hon. M. Robertson], 59. Renvoyé au Comité, 67 ; Rapporté amendé, 153. En Comité général ; Rapporté, 162 ; Passé, 170. Par le Conseil avec un amendement, 224. Considérés et adoptés, 224. S. R., 380, [47 Vic., c. 84.]

Pétition en faveur du Bill, 32.

SHÉRIF :—Bill concernant les charges de Shérif, Protonotaire de la Cour Supérieure et Régistrateur en cette Province, [M. Gagnon], 142. Motion pour seconde lecture, négative, 242.

Voir 143 des *Documents*.

SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE :—Pétition demandant un acte incorporant la Société d'Hygiène de la Province de Québec ; Reçue et lue, 77. Avis, 105. Bill [l'Hon. M. Taillon], 106. Renvoyé au Comité, Rapporté amendé, 141. En Comité général ; Rapporté, 152. Passé, 155. Par le Conseil, 228. Honoraire remis, 261. S. R., 389. [47 Vic., c. 56.]

SOCIÉTÉ ST-JOSEPH DES ARTISANS DE SHERBROOKE :—Voir *Union St-Joseph des Artisans*.

SOREL :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la ville de— : 49ème règle suspendue ; Pétition reçue et lue 114. 49ème règle suspendue ; Bill présenté, [M. Leduc], 129. Renvoyé au Comité, 153 ; Rapporté amendé, 179. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 192. Par le Conseil, avec amendements, 268. Considérés et adoptés, 269. S. R., 382. [47 Vic. c. 85.]

SŒURS DE L'ASILE DE LA PROVIDENCE, de Montréal, actes d'incorporation refondus. Voir *Montréal*.

SPENCER WOOD :—Voir 144, des *Documents*.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir 145 des *Documents*.

STATUTS DE LA CI-DEVANT PROVINCE DU CANADA :—Bill amendant l'acte 18 Victoria, chapitre 61 des statuts de la ci-devant Province du Canada. [L'Hon. M. Lynch]. Voir *Montreal, University lying in Hospital*.

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS-CANADA :—

1. Bill pour amender le chapitre 94 des statuts refondus pour le Bas-Canada. [M. Nantel], 226. Lu la deuxième fois sur division ; Renvoyé à un Comité Général, 278. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 285. Par le Conseil, 345. S. R., 383. [47 Vic. c. 10.]
2. Bill pour amender le chapitre 51 des—. [M. Desjardins], 128.
3. Bill pour abroger la douzième section du chapitre 22 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant le bon ordre dans et près les endroits consacrés au culte public, (M. Audet), 189. Lu la 2^{me} fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil, 239. S. R., 282. [47 Vic., c. 28.]
4. Bill amendant le chapitre 25 des statuts refondus pour le Bas-Canada, [M. Watts], 64. Renvoyé à un Comité Général, 89. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 102. Par le Conseil, 210. S. R., 381. [47 Vic., c. 19.]

STONEHAM ET TEWKESBURY :—Bill pour lever certains doutes au sujet de l'Acte 44-45 Vict., chap. 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury, d'une certaine partie de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, [l'Hon. M. Garneau], 59. En Comité général, 110. Ordre pour Comité général déchargé ; Renvoyé à un Comité spécial, 129. Rapport, 146. En Comité général ; Rapporté, 153. Passé, 157. Par le Conseil, 224. S. R., 381. [47 Vict., ch. 41.]

SUBSIDES :—

1. Estimés pour l'année courante, supplémentaires, et l'année financière finissant le 30 juin 1885, 149. Renvoyés au Comité, 149. Estimés supplémentaires ; Renvoyés à ce Comité, 343.
Voir 66 et 67 des *Documents*.
2. La Chambre devant se former en Comité des Subsidés, 39.
3. La Chambre en Comité, 149, 163, 202, 215, 223, 231, 250, 260, 264, 268, 273, 298, 302, 309, 350.
4. Résolutions rapportées et adoptées, 311, 312, 313, 314, 320, 324, 325, 326, 327, 328, 331, 332, 352.
5. Divers amendements proposés et négatifs (à la motion pour que la Chambre se forme en Comité des Subsidés) : Finances de la Province, 171, 175, 177, 184, 188, 195, 197, 199, 200. Forget, Louis et Cie, 210, 213, 220, 221. Dansereau, C. A., 227, 229, 328. Fonds d'amortissement, 249. De Molon, 257, 258. Q. M. O. et O., vente de—, 262, 263. Asile de Beaufort, 266. Commission du Service Civil, 272. Dépenses pour administration de la justice, 301. Surintendant des travaux de colonisation, 309. Quebec Central, 348, 349.

SUBSIDES :— *Suite.*

6. Motion pour que la Chambre se forme en Comité ; Débats ajournés à 6 h., 162, etc.
7. Divers amendements proposés à la seconde lecture des résolutions sur les Subsidés, négatifs : Regret que le Gouvernement ait diminué les octrois aux institutions de charité, 319. Dépenses de Spencer Wood, 321. Réclamation pour dommages sur le Ch. Q. M. O. et O., 325. Impressions des Archives Canadiennes, 326. Dépenses du Conseil Législatif, 327. Dansereau, 328. Immigration, 329. Ameublement de la Chambre, 330. Dépenses de Trafic sur le Q. M. O. et O., 331. Indemnité des Conseillers, 354. Indemnité des Membres, 355.
8. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des Voies et Moyens, 39.
9. Motion pour Comité des—, 127. Motion pour l'adoption du rapport ; débats ajournés, 138. Repris ; amendement et sous-amendement proposés, 139. Sous-amendement réjeté et amendement adopté, 141. La Chambre en Comité, 137, 361. Résolutions rapportées, 137, 362, 374.
10. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1884 et le 30 Juin 1885 et pour d'autres fins du service public, [l'Hon. M. Robertson], 374. Amendement proposé et négatif, 377. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 378. Par le Conseil, 379. S. R., 883. [47 Vict., ch. 1.]

SUBSIDE à la Compagnie de sucre de betteraves :—Voir *Sucre de betteraves*.

SUBSIDES aux Chemins de Fer :—Voir *Chemins de Fer*.

SUBSIDÉS à Sa Majesté :—Voir *Subsidés*, 14.

SUCRE DE BETTERAVES :—

1. La Chambre décide de se former en Comité sur certaines résolutions concernant la subvention accordée à la Compagnie pour la fabrication du—, 363. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Résolutions rapportées et lues deux fois ; amendement proposé lors du concours ; Débats ajournés, 363. Débats repris ; Résolutions adoptées, 365. Bill basé sur ces résolutions, 365. [Voir *infra* 2.]
2. Bill concernant la subvention accordée à la Compagnie du sucre de betteraves de la Province de Québec, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette Province, [l'Hon. M. Robertson], 365. Motion pour 2ème lecture ; Amendement à l'effet de renvoyer la 2ème lecture à trois mois ; Négatif ; Lu la 2ème sur division ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 373. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 376. Par le Conseil, 379. S. R., 383. [47 Vict., ch. 26.]
3. Voir 146 des Documents.

SURINTENDANT GÉNÉRAL DES TRAVAUX DE COLONISATION :—Motion pour que la charge de—soit abolie ; Amendement et sous-amendement proposés ; Objection au sous-amendement, 274. M. l'Orateur décide contre le sous-amendement, 274. Objection à l'amendement ; M. l'Orateur décide en faveur de l'amendement ; Amendement adopté ; Motion principale amendée, 276.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DU NORD :—Voir 147 des *Documents*.

TACHE, chemin :—Voir 148 des *Documents*.

TAXATION DES PROPRIÉTÉS PERSONNELLES :—Bill autorisant les Conseils Municipaux à passer des règlements pour la—, [M. *Spencer*], 94.

TENUE DES COURS SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT, lois amendées :—Voir *Cour Supérieure*.

TERRES A BOIS :—Voir 149 des *Documents*.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir 150 des *Documents*.

TERRES PUBLIQUES :—Bill concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs, [l'Honorable M. *Lynch*] 63. Renvoyé à un Comité général 71. Considéré Rapporté progrès, 177. Amendé ; Rapporté ; Passé, 243. Par le Conseil avec amendements, 271. Considérés et adoptés, 290. S. R., 379. [47 Vict. c. 27.]

TESTAMENTS, certains—, validés :—Voir *Notariat*, 1.

TEWKESBURY, partie de St-Edmond, annexée aux cantons de Stoneham et— :—Voir *Stoneham*.

TIMBRES JUDICIAIRES :—Voir 151 des *Documents*.

TINGWICK :—Pétition demandant un acte pour détacher une certaine partie du canton de Tingwick, et l'annexer à la municipalité du canton de Chester-Ouest, 62. Bill [M. *Watts*], 88. Renvoyé à un Comité spécial, 146. Rapporté, 189. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 206. Par le Conseil, 263. S. R., 382. [47 Vict., c. 39.]

TRAVAUX PUBLICS, Département de l'Agriculture et des—, actes amendés :—Voir *Agriculture et Travaux Publics*.

UNION JACQUES-CARTIER :—Pétition demandant un acte amendant de nouveau le statut de cette Province 43-44 Victoria, chap. 50, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer Union Jacques-Cartier ; " 49eme règle suspendue ; Pétition reçue et lue, 132. Avis, 136. Bill [L'hon. M. *Taillon*], 136. Renvoyé au Comité, 153. Rapporté amendé, 165. Ordre pour Comité général ; Objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 177. Sa décision, 186. Motion pour Comité général ; Amendement pour renvoyer le Comité général à 6 mois ; Sous-amendement pour le renvoyer à demain ; débats, 187. Débats repris ; Sous-amendement retiré ; débats ajournés, 191. Débats repris ; Amendement retiré ; Considéré ; Rapporté progrès, 208. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté, 207. Motion pour que la

UNION JACQUES-CARTIER :—*Suite.*

Chambre ne concoure pas dans les amendements ; Amendement, pour renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général, négativé, 212. Bill lu la 3eme fois et passé, 213. Par le Conseil, 263. S. R., 382. [47 Vict., c. 71.]

Pétition contre le Bill, 197.

UNION ST-JOSEPH DES ARTISANS :—Pétition demandant un acte pour incorporer " La Société Union St-Joseph des artisans de Sherbrooke," 46. Avis, 58. Bill [L'hon. M. Robertson], 59. Renvoyé au Comité, 67. Rapporté amendé, 78. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil, 144. Honoraire remis, 273. S. R., 389. [47 Vict., c. 59.]

V ALIDATION de certains enregistrements :—Voir *Enregistrement.*

VALIDATION de certains actes notariés [testaments] :—Voir *Notariat.*

VAUDREUIL :—Motion pour l'émission d'un bref par M. l'Orateur ; Objecté à la motion ; M. l'Orateur décide qu'elle est dans l'ordre ; Motion adoptée, 286.

VÉRÈZ, Baron de— :—Voir 58 des *Documents.*

VERREULT FRANÇOIS :—Pétition demandant que le tarif exigé par—, sur un pont sur la rivière Etchemin, soit modifié, 51.

VICTORIA, 18, chap. 61, des Statuts de la ci-devant Province du Canada. Voir *Montreal University.*

VICTORIA, 24 chap. 32. Voir *Assurances.*

VICTORIA, 31, ch. 32 :—Bill pour amender la—, [M. Stephens], 47. Ordre pour 2eme lecture déchargé ; Bill retiré, 110.

VICTORIA, 32 ch. 29 :—Bill pour rappeler l'acte 32 Victoria, chap. 29. [M. Stephens], 198. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 336. Voir *Prévot des incendies.*

VICTORIA, 32 :—Bill pour abroger l'acte 32 Victoria, chap. 29, [M. Stephens], 117. Seconde lecture renvoyée à 3 mois, 193.

VICTORIA, 33 :—Bill pour amender l'acte 33 Victoria, chap. 26, [M. Stephens], 117. Renvoyé à un Comité Général, 164.

VICTORIA, 43-44 :—Bill pour rappeler le chapitre 3 de l'acte—, [L'Hon M. Mercier], 194. Motion pour seconde lecture ; Débats ajournés, 286 ; Débats repris, 287. Amendement pour renvoyer la seconde lecture à 6 mois, adopté ; Objection au vote d'un Membre ; M. l'Orateur décide que la question doit être décidée par la Chambre, 287. La Chambre décide que le vote est valide ; Seconde lecture renvoyée à 6 mois, 289.

VICTORIA, 44-45, chap. 89 :—Pétition demandant des amendements à l'acte—72.— Voir *Lamontagne, David.*

VICTORIA, 46, chap. 23 :—Bill pour amender le statut 46 Vict., chap. 23, [M. Asselin], Seconde lecture renvoyée à 3 mois, 323.

VINS, association des commerçants licenciés de—, de Montréal, incorporée :—
Voir *Montréal*.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides* 8 et 9.

VOITURES D'HIVER :—Bill concernant les voitures d'hiver dans certains comtés, [M. *Picard*], 145. Ordre pour 2eme lecture ; Objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 236. Décide contre l'objection ; Bill lu la 2eme fois et renvoyé à un Comité général, 303. Considéré ; Amendé, 323. Rapporté sur division et Passé, 335. Par le Conseil, 363. S. R., 382. [47 Vict., c. 33.]

VOITURES POUR CHEMINS D'HIVER :—Bill pour amender l'acte 33 Vict., chap. 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver, [M. *Picard*], 52. Renvoyé à un Comité général, 103. Ordre pour Comité général ; Objection ; M. l'Orateur décide contre l'objection ; Bill renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 108. Considéré de nouveau, 109. Le Comité se lève sans faire de rapport, 109. Motion pour que le Bill soit replacé sur l'Ordre du jour, rejetée sur division, 116.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS, de la Chambre devant être imprimés chaque jour, 15.

VOTE POPULAIRE :—Pétition demandant le vote par scrutin, dans les affaires municipales, 88.

WATERLOO :—Pétition demandant un acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé entre les Commissaires d'école de la municipalité du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les Syndics de la minorité dissidente du même village de Waterloo, 68. Avis, 78. Bill [M. *Frégeau*], 94. Renvoyé au Comité, 109. Rapporté, 141. En Comité général ; Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil, 196. Motion pour remise de l'honoraire, négative, 256. S. R., 382. [47 Vict., ch. 44].

WHITFIELD, FERME :—Voir 152 *des Documents*.

YAMACHICHE, partie de Caxton et de St-Barnabé, annexée à Ste-Anne d'—.
Voir *Caxton*.

ERRATA

Page 80, après la ligne 22,—ajoutez “ Documents de la Session, No 36.”

Page 110, ligne 7,—retranchez “ 269 ” et insérez à la place “ 299.”

Page 123, au bas de la page,—au lieu de “ No 47 ” lisez “ No 27.”

Page 143, ligne 8,—au lieu de “ F. A. Bernard ” lisez “ E. A. Barnard.”

Page 143, au milieu de la page,—au lieu de “ Sur motion de M. Nantel ” lisez “ M. Nantel propose ”—ligne suivante, retranchez le mot “ Ordonné ”,—à la fin de cette motion, ajoutez les mots :

“ Et des débats s'ensuivant ; ”

“ Ordonné, que les débats soient ajournés.”

Page 149, au bas de la page,—retranchez les mots “ quatre cent trente trois piastres et trente trois centins.”

Page 238, avant dernière ligne, au bas de la page, au lieu de “ Et l'amendement étant mis,” lisez “ Et la question étant mise.”

Page 301, ligne 27,—au lieu de “ No 104 ” lisez “ No 102.”

Page 303, 7ème ligne du bas,—au lieu de “ 691 ” lisez “ 671.”

DOCUMENTS DE LA SESSION.

LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION A ÉTÉ ORDONNÉE

No 27.—Compte détaillé avec la date de chaque paiement et du nom de la personne à laquelle il a été fait, de l'*item* "Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dépenses de construction et d'équipement, \$837,391.73," qui se trouvent aux pages 11 et 109 des comptes publics, pour l'année financière expirée le 30 juin 1882; et de l'*item* "Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, construction, \$580,865.16," qui se trouve à la page 9 de l'état des recettes et des paiements de la Province de Québec, du 1er juillet au 31 décembre 1882.

No 33.—Copie de l'Ordre en Conseil No 20, en date du 16 Juin 1883, autorisant le paiement des \$3,000 payées en Novembre 1881, par l'Honorable Hector Fabre, en à compte d'un achat de terres, fait au nom de M. de Molon et confisquées le 1^{er} Mars 1882, par une lettre de l'Honorable M. Flynn, alors Commissaire des Terres, avec copie de toutes correspondances échangées et du chèque ou ordres de payement donné à cet égard.

Pamphlet préparé par J. C. Chapais, écuyer, sur la plantation des arbres.

No 39.—Copies de l'Ordre en Conseil et de la Commission se rapportant à la nomination des Commissaires des Ecoles Catholiques de la ville de Montréal, des rapports faits par eux et de toutes correspondances se rapportant à ce sujet.

No 40.—1. Copie du contrat exécuté entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de Beauport, en vertu de la résolution passée par cette Chambre le 23 mars 1883.

2. Copie de toutes correspondances, de tous Ordres en Conseil, rapports et de tous autres documents se rattachant à ce contrat.

No 42.—Copie de tous Ordres en Conseil ou rapport, diminuant la pension de L. A. Robitaille, avec copie des correspondances, pétitions, etc, échangées à cet égard.

No 53.—Copie de l'Ordre en Conseil No 150, en date du 5 Mai, 1883, ordonnant la remise des \$30,000, qui apparaissent au crédit de la Province, à la page 8 de l'état des recettes et des paiements du 30 Juin au 31 Décembre 1883, mis devant la Chambre, à la dernière session ; cette entrée étant dans les termes suivants : " Emprunt de 1882, 45 Vict., ch. 18 ; dépôt spécial de garantie, \$30,000 " ; avec copie de toutes correspondances échangées et du chèque ou ordre de paiement donné à cet égard ; ainsi que copie du contrat originaire de cet emprunt et de celui avec la Banque de Montréal ou toutes autres institutions ou personnes, au sujet de cet emprunt, et de l'acte de résiliation du contrat originaire.

No 58.—Copie de toutes circulaires, instructions, correspondances adressées par le Département du Trésor, à tous et chacun les percepteurs du revenu de la Province, depuis la dernière session, au sujet de l'octroi des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, soit sous les lois de la Province ou sous la loi fédérale.

No 66.—Copie de la correspondance concernant le paiement de certaines sommes, par le Syndicat du Chemin de fer du Nord, et l'exécution des travaux que le Syndicat était tenu de faire, le tout au désir du contrat de la vente de la Section Est du Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. (Documents No 74 de la Session de 1883, non imprimés et perdus lors de l'incendie.)

No 70.—Copie du mémoire présenté au Procureur-Général en 1882, par la Commission de Législation de la Chambre des Notaires au sujet du tarif des Régistrateurs.

No 75.—Tous les documents démontrant s'il a été donné une lettre de crédit sur la Banque de Paris et des Pays-Bas ou une autre maison de banque quelconque pour acheter des livres pour la Bibliothèque.

A quelle date elle a été donnée.

En faveur de qui elle a été donnée.

Quel en était le montant. Si ce montant a été payé ou porté au débit du Gouvernement.

Si l'on a fait traite au Gouvernement pour une partie de cet argent et si cette partie de l'argent a été dépensée à cette fin.

Qui a fait traite et dépensé ce montant.

S'il a été rendu compte de la manière dont cet argent a été dépensé.

Si le Gouvernement a reçu un compte quelconque des livres achetés.

S'il a été passé un Ordre en Conseil autorisant l'émission de cette lettre de crédit et quelle est la date de cet Ordre en Conseil.

No 76.—1. Copies des rapports, lettres, recommandations, suggestions, etc, des Commissaires nommés l'an dernier, pour faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les Départements Publics ou aucun d'eux.

2. Copies des Ordres en Conseil, rapports ou ordres des Départements renvoyant, destituant ou mettant à la retraite, certains employés publics, depuis la date de cette Commission.
3. Liste complète de tels employés, faisant voir leur âge, leur salaire, la date de leur entrée et de leur sortie du service public et leur occupation ; distinguant ceux qui ont été réintégrés depuis dans le service, d'une manière permanente ou temporaire, et faisant voir leur nouvelle occupation et leur nouveau salaire, avec la date de leur rentrée.
4. Copies des Ordres en Conseil, recommandant la diminution des allocations aux institutions de charité ; avec copies des correspondances échangées et des pétitions faites à cet égard.

No 80.—Copie du rapport de l'arpentage fait par M. Casgrain, dans le canton de Daquam, comté de Bellechasse.

No 84.—1. Recettes et dépenses de la Province de Québec pour les années financières de 1867 à 1883, (tel état ne comprenant pas les bons et paiements en acompte pour chemins de fer) ou ayant des colonnes séparées pour ces items de recette ou de dépense.

Cet état montre les surplus et déficits annuels.

2. Dépense de la Législature pour la même période, (le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative séparément.)
3. Dépenses du Gouvernement civil pour la même période, avec des colonnes distinctes pour les salaires et les dépenses contingentes.
4. Dépenses de l'administration de la justice pour la même période, avec des colonnes séparées pour les Magistrats de district.
5. Etat des dépenses pour l'inspection des prisons et des hôpitaux, pour la même période.
6. Etat des dépenses pour l'inspection des bureaux pour la même période.
7. Etat des dépenses des inspecteurs d'école pour la même période.
8. Etat des dépenses des écoles de réformes et d'industrie, des asiles d'aliénés, pour la même période.
9. Etat des dépenses des prisons de réforme, avec des colonnes indiquant le nombre de détenus dans chaque institution, le 30 Juin de chaque année, et le prix payé pour chaque détenu.
10. Dépenses totales de chemins de fer, pendant la même période, avec un état détaillé de chaque surplus de subside payé à chaque chemin de fer.

No 88.—Copies de toutes correspondances échangées, depuis le 2 mars 1878, entre les Gouvernements de cette Province, du Canada et d'Ontario, ou aucun de leurs Membres, relativement :

-
1. Au réajustement et à l'augmentation du subside provincial ou à l'obtention de *better terms* ;
 2. Au règlement des comptes ouverts entre ces Gouvernements ;
 3. A des avances d'argent pour subsides, ou autres causes ;
 4. A la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, au Gouvernement Fédéral ;
 5. A l'obtention d'un subside additionnel de la part du Gouvernement Fédéral à l'égard de la construction de ce chemin, ou tout autre chemin de fer de la Province ;

Ainsi que copie de tous Ordres en Conseil, rapports, mémoires ou *memorandum* ou autres documents se rattachant directement ou indirectement à aucun de ces sujets.